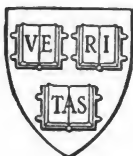
La guerre du nord et la paix d'Oliva, 1655-1660

Émile Haumant


VE
RI
TAS

LA

GUERRE DU NORD

COULOMMIERS
Imprimerie Paul Brodard

LA GUERRE DU NORD

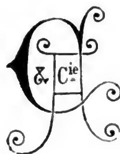
ET LA PAIX D'OLIVA

1655-1660

PAR

ÉMILE HAUMANT

Docteur ès lettres,
Chargé de cours à la Faculté des lettres de Lille.



PARIS

ARMAND COLIN ET Cie, ÉDITEURS

5, RUE DE MÉZIÈRES

1893


HARVARD COLLEGE
JUL 26 1895
LIBRARY

A MON MAITRE

M. ERNEST LAVISSE

AVERTISSEMENT

La première guerre du Nord, qui a duré vingt ans et à laquelle une douzaine de puissances ont participé, n'a jamais été l'objet d'une étude d'ensemble. Les historiens allemands, suédois, polonais, russes, autrichiens, ont eu tous à s'en occuper, mais incidemment : aucun d'eux ne s'est soucié de la raconter complètement.

Nous n'avons pas eu la prétention de combler toutes leurs lacunes. Dans ce sujet immense, il nous a bien fallu faire un choix. Nous avons laissé de côté, à peu près complètement, l'histoire militaire, pour nous occuper surtout d'histoire diplomatique. Encore nous sommes-nous attaché plus spécialement à la politique du Brandebourg.

Il nous a semblé qu'il ne serait pas sans intérêt d'éclaircir le rôle souvent obscur de l'Électeur Frédéric-Guillaume et de bien montrer la place prise par le Brandebourg, dès cette époque, dans la poli-

tique européenne. A la vérité, des historiens allemands ont déjà raconté ces difficiles commencements de l'histoire prussienne, mais il est permis d'estimer que leur étude n'est point définitive. D'une part, ils n'ont pas eu à leur disposition tous les documents publiés aujourd'hui; de l'autre, ils n'ont pas su toujours se garder des atteintes d'un chauvinisme fâcheux.

A Droysen, par exemple, chacun des personnages de cette histoire apparaît, dès le début, avec des traits qu'il gardera toujours, quoi qu'il arrive. Les Suédois sont brutaux et rapaces; les Français, impertinents et brouillons; les Autrichiens, perfides; les Polonais et les Russes sont la barbarie même. Par contre, l'Électeur Frédéric-Guillaume est loyal, clairvoyant, profond, un peu larmoyant parfois, une sorte de *pius Æneas*, ou, pour mieux dire, il est simplement la personnification des vertus allemandes.

Nous nous sommes efforcé de le remettre dans la réalité. Tout en rendant justice à ses vertus privées, à sa passion de bien faire son métier de souverain, nous n'avons dissimulé ni les inconséquences de sa politique, ni ses perfidies. Nous nous sommes gardé, du reste, de conclure sur lui d'une façon trop absolue. Il est possible que le Grand-Électeur des années suivantes ait été fort différent du remuant personnage dont nous avons tâché de suivre les intrigues.

Nous avons tiré parti, pour cette étude, des documents conservés aux Archives du ministère des Affaires étrangères. La collection des *Urkunden und Aktenstücke* du Grand-Électeur, et les rapports de l'agent autrichien Lisola, récemment publiés à Vienne par M. Pribram, nous ont été également d'un très grand secours. Nous n'avons pas eu, pour les autres pays qui ont participé à la guerre du Nord, l'équivalent de ces précieuses publications. Il nous a fallu nous contenter ou de compilations anciennes, ou d'ouvrages récents d'une valeur fort inégale. Nous n'énumérons ci-dessous que ceux que nous aurons occasion de citer.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Documents manuscrits.

(Aux Archives du Ministère des Affaires étrangères à Paris.)

a. — Pologne.

T. 2. *Extrait du traité d'Oliva*, et « *Mémoire sur le traité d'Oliva* ».

T. 3. *Relation de ce qui s'est passé durant l'ambassade du sieur de Lumbres en Pologne* (1656-1665).

T. 11. Correspondance de de Lumbres et d'Akakia.

T. 12. *Id.*

T. 13. *Id.*

b. — Suède.

T. 19. Correspondance de Picques (1654-1655).

T. 20. *Id.*, supplément.

T. 21. Correspondance de d'Avaugour (1656).

T. 22. *Id.* (1657).

T. 23 et 24. Correspondance de d'Avaugour et de Terlon (1657-1660).

c. — Prusse.

T. 2. Correspondance de de Lumbres (1655-1656).

T. 3. Correspondances de Blondel, de de Lumbres, de de Brandt, d'Akakia, de Frischmann et de Wagner, etc. (1657-1659).

II. — Collections de documents imprimés.

Urkunden und Aktenstücke zur Geschichte des Kurfürsten Friedrichs-Wilhelms.

T. II. Négociations avec la France.

T. V. Affaires de Juliers-Clèves, etc.

T. VI. Négociations avec les puissances du Nord (1649-1655).

T. VII. Négociations avec la Hollande, l'Angleterre, la Suède, l'Autriche, etc.

T. VIII. Négociations avec la Pologne, le Danemark, la Russie, les puissances germaniques, etc.

Kurbrandenburgs Staatsverträge von 1601 bis 1700 (nach den Originalen des königl. gel Staats-Archivs bearbeitet von Theodor von Moerner); Berlin, 1867.

Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France depuis les traités de Westphalie jusqu'à la Révolution française :

T. I, Autriche;
— II, Suède;
— IV et V, Pologne;
— VIII et IX, Russie.

Supplément au corps universel diplomatique du droit des gens..... recueilli en partie par M. Dumont, *mis en ordre et augmenté par* M. Rousset ; Amsterdam et La Haye, 1726-1739.

Monuments historiques relatifs aux règnes d'Alexis Michaïlovitch. Féodor III et Pierre le Grand... par le P. Augustin Theiner. Rome, imprimerie du Vatican, 1859; Paris, Firmin-Didot.

Die Berichte des kaiserlichen Gesandten Franz von Lisola, aus den Jahren 1655-1660, édités par le D[r] A. F. Pribram ; Vienne, 1887.

Acta pacis Olivensis inedita, rassemblés par Böhme, à Breslau, 1763-1766.

A collection of the State papers, John Thurloe..... Londres, 1742.

III. — **Mémoires contemporains, correspondances, gazettes, histoires.**

Londorp, *Acta publica,* Francfort-sur-le-Main, 1670.

Diarium europæum (Philenici Irenici Elisii... diarium), Francfort-sur-le-Main, 1685.

Léon de Aitzema, *Saken van staat en oorlogh....* (Histoire des affaires d'État et de guerre...), La Haye, 1657-71.

Basnage, *Annales des Provinces-Unies depuis les négociations pour la paix de Munster,* 1719 et 1726.

Lettres et négociations importantes entre M. Jean de Witt... et Messieurs les Plénipotentiaires des Provinces-Unies des Païs-Bas, Amsterdam, 1725.

Abraham de Wicquefort, *Histoire des Pays-Bas, depuis le parfait establissement de cet estat par la paix de Munster*, La Haye, 1719-1745.

Mémoires de ce qui s'est passé en Suède et aux provinces voisines... tirés des dépêches de M. Chanut, ambassadeur pour le Roy en Suède; publiés par P. Linage de Vauciennes; Cologne, 1677.

Mémoires du maréchal de Grammont, collection Petitot.

Collection de la *Gazette de France*.

Mémoires du chevalier de Terlon, Paris, 1681.

Wagner, *Historia Leopoldi Magni Cæsaris Augusti*, Augustæ Vindelicorum, 1719, 1731.

Pufendorf, *De rebus gestis Electoris Frederici-Wilhelmi Magni*, Berlin, 1695-1733.

Pufendorf, *De rebus gestis Caroli-Gustavi regis*, Nuremberg, 1695-1729.

Lettres de Desnoyers, secrétaire de la reine de Pologne, à Berlin, 1859.

Tagebuch des Generals Gordon Patrick, Leipzig, 2 vol., 1849-1853.

Ludwig von Baczko, *Handbuch der Geschichte, Erdbeschreibung und Statistik Preussens*, Königsberg et Leipzig, 1802-3.

Gottfried Lengnich, *Geschichte der preussischen Lande königlich polnischen Antheils, seit dem Iahre* 1526, Danzig, 1722-1748.

Rudawski, *Historiarum Poloñiæ ab excessu Vladislai IV ad pacem Olivensem usque libri IX*, Varsovie, 1755.

Kochowski, *Annalium Poliniæ ab obitu Vladislai IV climacter primus*, Cracovie, 1688.

IV. — Ouvrages récents.

Droysen, *Geschichte der preussischen Politik*; deuxième partie, *Der Staat des grossen Kurfürsten*, Leipzig, 1886.

Ranke, *Genesis des preussischen Staates*, Leipzig, 1874.

L. v. Orlich, *Geschichte des preussischen Staats im 17. Jahrh.*, mit besonderer Bezichung auf das Leben Friedrichs Wilhelms des Grossen Kurfursten, Berlin, 1838, 1839, 1840.

G.-A. Stenzel, *Geschichte des preussischen Staats*, Hambourg, 1830-1854.

Erdmannsdörffer, *Graf Georg Friedrich von Waldeck*, Berlin, 1869.

Droysen, *Zur Quellencritik der deutschen Geschichte des siebzehnten Jahrhunderts*.

Droysen, *Zur Kritik Pufendorfs*, dans les *Berichte der kön. sächsischen Gesellschaft der Wissenschaften*, 1864, I, p. 67.

Ferdinand Hirsch, *Die ersten Anknüpfungen zwischen Brandenburg und Russland unter dem grossen Kurfürsten*, Berlin, 1885-1886.

Damus, *Der erste nordische Krieg*, Danzig, 1888.

Erdmannsdörfer, *Zur Geschichte des grossen Kurfürsten*, dans la *Zeitschrift für preussische Geschichte*, novembre-décembre 1880.

Pribram, *Die österreischische Vermittelungspolitik*, Vienne, 1890.

Chéruel, *Histoire de France sous le ministère de Mazarin* (1636-1661), Paris, 1883.

Lavisse, *Études sur l'histoire de Prusse*, Paris, 1879.

A. Himly, *Histoire de la formation territoriale des Etats de l'Europe centrale*. Paris, 1876.

Lefèvre-Pontalis, *Vingt années de république parlementaire au XVIIe siècle; Jean de Witt, grand pensionnaire de Hollande*, Paris, 1884.

Siegfried Hüppe, *Die Verfassung der Republik Polens*, Berlin, 1867.

Antoni Walewski, *Historya wyzwolenia Polski za panowania Jana Kazmierza* (Histoire de la délivrance de la Pologne sous le règne de Jean-Casimir), Cracovie, vol. I en 1866, vol. II en 1868.

Bobrzynski, *Dzieje polski w zarysie* (l'Histoire de Pologne en abrégé), Cracovie et Varsovie, 1887-1890.

Waliszewski, *Polsko-francuzkie stosunki w XVII wieku*, 1647-1667 (Rapports de la France et de la Pologne au XVIIe siècle), Cracovie, 1889.

Solovief, *Istoria Rossii*, vol. X et XI, Moscou, 1869 et 1870.

Geijer, *Histoire de Suède*, traduite par J.-F. de Lundblad, Paris, 1840.

Carlson, *Sveriges historia under den tionde Gustafs regering* (Histoire de Suède sous le règne de Charles X Gustave), Stockholm, 1883.

Geyerstamm, *Om orsakorna till Carl X Gustafs anfall pa Danmarck i August 1658* (Sur les causes de l'agression de Charles X Gustave contre le Danemark), Stockholm, 1854.

ERRATA

Page XII, ligne 8, lire « *geh* », au lieu de « gel ».

— XIII, — 29, — « Beziehung » — « Beziehnng ».

— 18, note 2, — « XV » — « XVI ».

— 22, ligne 12, — « la Prusse » — « sa Prusse ».

— 54, — 15, — « 15-25 juillet » — « 13-25 juillet ».

— 76, note 2, — « Polski » — « Polska ».

— 84, — 2, — « 61 » — « 60 ».

— 107, ligne 11, — « Czarniecki » — « Czarnetski ».

— 125, — 22, — « frère » — « cousin ».

— 142, — 13, — « III » — « IV ».

— 157, note 2, — « 1643 » — « 1645 ».

— 185, ligne 8, — « III » — « IV ».

— 211, dans la table des matières, ligne 6, lire « janvier 1658 » au lieu de « janvier 1657 ».

— 244, ligne 22, lire « Czarniecki » au lieu de « Czarnetski ».

— 310, note 1, — « callens » — « calleus ».

LA
GUERRE DU NORD

CHAPITRE I

LA SUÈDE AU XVIIe SIÈCLE ET LES ORIGINES DE LA GUERRE DU NORD

I. La vocation militaire de la Suède : au XVIIe siècle, la guerre est son industrie nationale; les traités de Westphalie ne peuvent être pour elle qu'une trêve. — Les embarras de la reine Christine et son abdication en faveur de son cousin Charles-Gustave; origine et caractère du nouveau prince.

II. A qui fera-t-il la guerre? Rapports de la Suède avec les Français, avec les princes allemands, les Danois, les Polonais, les Russes. — Situation de ces derniers : la révolte des Cosaques et la guerre polono-russe. Charles-Gustave se décide à y intervenir.

III. Forme que prend l'intervention suédoise. — Charles-Gustave ne s'allie ni aux Polonais, ni aux Russes, ni à aucun des neutres, et tente, réduit à ses seules forces, un coup de main sur la Prusse.

I

Quand les traités de Westphalie, pour mieux garantir la paix, établirent les Suédois en Allemagne, personne ne put croire à la durée d'une paix ainsi garantie. La Suède était une puissance militaire et conquérante : c'était un axiome au XVIIe siècle que la pauvreté de

son sol, la rigueur de son climat, la rudesse de ses mœurs faisaient de la guerre sa véritable industrie nationale. Les Suédois partageaient là-dessus l'avis des Allemands et des Français[1]. « La Suède ne peut être longtemps sans guerre, disait au sénat suédois, en 1636, le grand Oxenstjern : c'est ce que prouve *situs regni et loci*[2] ».

Oxenstjern aurait pu trouver, dans les institutions mêmes de la Suède, des raisons plus précises de cette vocation militaire. Au XVIIe siècle, comme plus tard au temps des « Chapeaux » et des « Bonnets », l'aristocratie menait le pays ; des rois comme Gustave-Adolphe qui semblaient exercer un pouvoir absolu, ne disposaient en réalité ni des impôts, ni des lois, ni des grands offices du royaume : presque comme des rois de Pologne, ils étaient les prisonniers de la Diète et du Sénat[3], ils n'avaient qu'un seul moyen de se sentir vraiment rois : c'était de lever une armée et de guerroyer loin de leur royaume. Cela, la noblesse le leur permettait volontiers, car elle y trouvait son profit : en Suède, plus de liberté d'action[4] ; au dehors, l'occasion de « gaigner », une part du butin, des terres, des gouvernements de places, des assignations sur les impôts des provinces conquises[5]. Peu à peu d'ailleurs, dans les guerres continuelles, elle était devenue toute militaire. Tout noble était astreint au service militaire : ce service, à son tour, conférait une

1. Geyer, *passim*. — *U. A.*, III, p. 363. — Lettre de Schlezer à l'Électeur.
2. Geyer, p. 282.
3. Discours d'Oxenstjern, Geyer, p. 298.
4. Geyer, p. 440.
5. Linage de Vauciennes, *passim*.

part d'influence politique [1]. Seul le métier des armes était estimé : il faut voir de quel ton Adler Salvius, un diplomate pourtant, parle des *œconomici* et des *litterati* qui encombrent les cours d'Allemagne [2].

Cette force d'expansion guerrière se déversait tout entière dans les entreprises d'outre-mer. La Norvège, cachée derrière ses montagnes et ses glaciers, n'attirait guère les Suédois [3] : Charles X et Charles XII ne l'ont attaquée qu'après avoir couru le Danemark, l'Allemagne et la Pologne. C'était ici, en effet, sur ces côtes basses, dans ces grandes plaines facilement pénétrables, qu'étaient les vrais champs de guerre des Suédois, ceux que leur désignait, depuis les Goths et les Varègues, une tradition qui devint, au XVIIe siècle, un système raisonné d'appropriation des côtes de la Baltique. En moins de cinquante ans, les Suédois, déjà maîtres de la Finlande, enlevèrent l'Ingrie et la Carélie aux Russes, la Livonie et l'Esthonie aux Polonais; puis conquirent en Allemagne Stralsund et Stettin, avec l'embouchure de l'Oder, Wismar qui menaçait l'Elbe et prenait à revers le Danemark, le duché de Brême enfin, qui dominait à la fois l'Elbe et le Weser. Entre temps, une guerre heureuse contre le Danemark les avait établis sur le Sund [4]. Ils étaient donc près de réaliser le plan qui, pour leurs hommes d'État, avait remplacé le rêve d'empire protestant de Gustave-Adolphe. Pour avoir le *dominium maris baltici* et la faculté de taxer à leur gré tout le commerce

1. Geyer, p. 284.
2. Geyer, p. 284.
3. Freeman, *Géographie politique de l'Europe*.
4. Paix de Bromsebrö, 1645.

du Nord, il ne leur manquait plus que quelques estuaires, quelques ports épars de la mer Blanche au Sund. Ce n'était pas là un champ trop vaste pour l'activité conquérante qui était devenue l'état normal de la Suède.

On s'en aperçut dès le lendemain des traités de Westphalie. Les officiers licenciés et réduits à la misère, les nobles qui ne retrouvaient pas dans leurs gentilhommières la vie plantureuse des bons quartiers d'Allemagne, remplirent le pays de leurs plaintes, assiégèrent les antichambres des ministres [1]. Les caisses royales étaient vides, non pas tant à cause du « mauvais ménagement des finances » et de « l'humeur généreuse de la reine » [2], que par la faute de la paix qui avait tari les meilleures sources de revenus de la Suède, les subventions françaises et les contributions de l'Allemagne. Il restait bien les anciens revenus de la couronne, le produit des mines, par exemple, mais ce n'était pas assez pour un pays d'un million d'âmes à peine [3] passé tout d'un coup grande puissance européenne. Quant aux douanes récemment acquises, elles ne donnaient pas ce qu'on en avait attendu. L'exagération des impôts et l'avidité des gouverneurs suédois transformèrent vite les ports les plus riches en simples places de guerre [4]. Ces places, il fallait les occuper avec des troupes permanentes : c'était une lourde charge [5]. Bref, la glorieuse paix d'Osnabrück fut

1. Linage de Vauciennes, II, p. 165; I, p. 212. — D'Avaugour à Mazarin, 15 juin 1655, A. A. E.
2. Linage de Vauciennes, II, p. 6; III, p. 44.
3. Carlson, p. 16 et suiv.
4. *Mémoires de Terlon*, I, p. 267.
5. Pufendorf, *C. G.* V, 22.

si bien une déception que, dès 1650, les Suédois ne cherchaient plus que le moyen de la rompre.

Ce moyen, il fallait le trouver vite, car le mécontentement des nobles était encore le moindre embarras de la Suède. Pendant la guerre, les rois avaient payé les services des grands en leur donnant ou en leur laissant prendre les terres et les paysans de la couronne. Pour ceux-ci il y avait naturellement une grande différence entre la domination de l'État et le servage effectif introduit par des seigneurs besogneux [1]. De là, parmi ces paysans qui, jusqu'au XVIIe siècle, avaient gardé leur liberté, qui avaient pu acquérir, par leur participation aux diètes, le sentiment de leur solidarité, et sur les champs de bataille de Gustave-Adolphe celui de leur valeur personnelle, une irritation profonde et redoutable. Dès 1649, des pamphlets anonymes circulaient dans tout le royaume : à la Diète, paysans, prêtres, bourgeois s'unissaient pour réclamer le retour à la couronne des biens aliénés; la reine était suppliée de faire un coup d'État contre les nobles [2]; puis, à l'agitation légale restée inutile, succédèrent les attroupements et les menaces. « Ne venez pas en Vestrogothie, écrit en 1653 la mère de Magnus de la Gardie à son fils : sur toute la route les paysans sont en sédition, et à Blixberg celui qui travaille à la corvée et se distingue par sa grande barbe rouge, a dit que le peuple n'attendait qu'une occasion pour massacrer tous les nobles [3]. » Dans beaucoup de pro-

1. Geyer, p. 434. — Carlson, p. 39 et suiv.
2. Geyer, p. 426-427.
3. *Skandin. Handlingar*, XVI, p. 372.

vinces, les nobles commencent à faire passer à l'étranger leurs objets précieux [1]. Il ne reste, en 1654, qu'un moyen de conjurer la guerre civile, c'est la guerre étrangère. Les voisins de la Suède s'y attendent [2] et s'y préparent du jour où ils apprennent l'abdication de la reine Christine en faveur de son cousin Charles-Gustave.

Le nouveau roi [3] avait été élevé sous la surveillance d'Oxenstjern pour être un jour le mari de Christine et le continuateur de Gustave-Adolphe. Resté jusqu'à quinze ans aux soins d'un précepteur choisi par le chancelier, il avait, après un court séjour à l'université d'Upsal, entrepris à travers l'Europe ce qu'on appelait alors « un tour de cavalier ». Il visita successivement le Danemark, la Hollande, l'Allemagne, Paris [4], et le camp de l'armée weimarienne, en Alsace. En 1640, il était de retour à Stockholm. Il y resta peu. Sa pauvreté, sa situation délicate d'héritier éventuel de la reine et de candidat attitré à sa main lui firent accueillir avec joie, en 1642, l'occasion de se rendre à l'armée de Torstenson. Il fit avec elle, en 1643, la foudroyante campagne du Jutland, conduisit en Hongrie des renforts à l'allié des Suédois, le prince Rakoczy, et, à son retour, se distingua à la bataille de Jankowitz : ses habits y furent, dit-on, percés de balles. Après cette bataille il revint en Suède. Il comptait sans doute sur son prestige nais-

1. Geyer, p. 428.
2. Conclusion du Conseil secret de Brandebourg, Droysen, II, p. 189.
3. Né à Nyköping, le 8 novembre 1622. Fils de Catherine de Suède, sœur de Gustave-Adolphe, et du comte palatin Jean-Casimir de Deux-Ponts.
4. Cf. Erdmannsdorffer, *Graf Waldeck*, p. 5. Le noble voyageur et ses compagnons se comportèrent si gaillardement à leur passage à Pontoise, que les bourgeois durent prendre les armes.

sant pour mener à bonne fin la conquête du cœur de la reine.

Il y échoua complètement. Les qualités qui, en Allemagne, l'avaient fait aimer des troupes [1], n'intéressaient pas Christine : il n'avait ni la haute mine ni l'élégance raffinée qui lui plaisaient en un Magnus de la Gardie [2], il était court et déjà gros : la reine l'appelait « le petit bourgmestre » [3]. La lèvre épaisse, la mâchoire accentuée donnaient à sa figure blême une expression déplaisante de volonté brutale et entêtée. C'était bien là, en effet, le trait le plus marqué de son caractère, celui qui se trahissait au premier abord, en dépit de ses efforts pour le dissimuler sous un masque de politesse cérémonieuse [4]. Il ne semble pas d'ailleurs qu'il fût fort amoureux de la reine : il lui fit sa cour fort posément, en s'aidant de « tirades de roman » [5], et n'insista pas sur sa passion quand il eut obtenu, avec une promesse formelle de succession, le commandement des armées d'Allemagne. Mais il avait à peine eu le temps de les rejoindre et d'attaquer Prague que la nouvelle de la paix d'Osnabrück l'arrêta.

Il revint à Stockholm en 1650, après avoir représenté la Suède aux négociations de Nuremberg, et se trouva, dès son retour, dans une situation plus difficile que jamais, entre la reine, dont les embarras croissaient

1. Linage de Vauciennes, I, p. 223.
2. Né en 1622. Fils de Jacques de la Gardie, connétable de Suède; futur beau-frère de Charles-Gustave. Mourra en 1686.
3. *Skand. Handl.*, III, p. 128.
4. Lettre de l'agent français Picques, A. A. É.
5. L'expression est de Christine, Geyer, p. 428-429.

chaque jour, et la faction des vieux conseillers, qui le redoutait et le contrecarrait. En héritier prudent, il prit le parti de se mettre à l'écart et se retira dans son château de l'île d'Œland. Il y passa, dit l'historien Geyer, dans l'étude de l'agriculture, les années les plus heureuses de sa vie. En réalité, il y rongea son frein, se distrayant comme il pouvait, c'est-à-dire assez mal [1], jusqu'au jour où la reine, acculée à l'abdication ou à la guerre, lui céda la place. Le 16 juin 1654, il monta sur le trône.

La situation dont il héritait n'était pas brillante. La reine avait tout dépensé avant de partir : ce qui ne pouvait se dépenser, elle l'avait emporté. On se racontait à Stockholm qu'elle n'avait laissé au palais que « deux tapis et un assez vieux lit » [2]. Au festin du couronnement, on manqua de nappe et de vaisselle. Acheter quoi que ce fût, il n'y fallait pas songer, le roi n'avait ni argent ni crédit [3]. Il chercha le moyen de se procurer l'un et l'autre et « n'en trouva pas de meilleurs, dit le Français de Lumbres, que celui dont on s'était déjà heureusement servi pour mettre l'abondance dans le royaume, la Suède ne pouvant plus facilement amasser de l'or qu'en usant bien du fer dont la nature l'avait pourvu » [4].

Dès son arrivée à Stockholm, le nouvel ambassadeur de France, d'Avaugour, écrivit à Mazarin que la guerre était inévitable. « Les desseins du roi y tournent autant que la plupart de ses sujets regardent de ce côté-là....

1. Linage de Vauciennes, III, *passim*.
2. Picques à Mazarin, A. A. É.
3. Linage de Vauciennes, III, p. 456. — Correspondance de Picques et de d'Avaugour, *passim*, A. A. É.
4. Relation manuscrite de de Lumbres, A. A. É.

Il ne demande qu'à sortir de son royaume pour commander ses armées et faire quelque chose de grand et qui éclate. » A la ville, à la cour, il en est question sans le moindre mystère. « On ne parle que de guerre au petit voyage où nous sommes (sur la frontière de Norvège); les compagnons des divertissements du roi sont tous soldats; des six sénateurs qui l'accompagnent, pas un qui n'ait commandé les charges les plus considérables de l'armée. » Le seul point douteux, c'est à qui l'on fera la guerre : tout dépend de l'occasion. « S'il n'intervient aux brouilleries d'entre Pologne et Moscovie, il ne verrait pas mal volontiers l'affaire de Juliers ou quelque autre brouiller l'Empire [1]. »

II

Pour « brouiller l'Empire » les Suédois avaient toutes sortes de moyens. D'abord les protestants étaient cruellement persécutés dans les pays héréditaires de la maison d'Autriche. Les protéger eût été œuvre pie et profitable, car la Bohême et la Silésie passaient pour les pays les plus riches de l'Empire [2]. A l'autre bout de l'Allemagne, une autre occasion se présentait. Entre les Suédois, maîtres du duché de Brême, et les bourgeois de Brême,

1. D'Avaugour à Mazarin, 26 juin 1654, *passim*, A. A. É.
2. De Lumbres à Mazarin, juillet 1655. « Slippenbach me parla de cette province de Silésie comme si elle ne pouvait échapper à la Suède, etc. » — Cf. lettre de Lisola du 18 décembre 1655 : « ... ad bellum germanicum anhelant Sueci et Bohemiam Silesiamque animo dévorant... non intermittunt rei facilitatem exagerare, etc., etc. »

qui voulaient conserver la semi-indépendance dont ils avaient joui sous leurs archevêques-ducs, il y avait guerre ouverte depuis les derniers mois du règne de Christine. Une action vigoureuse de ce côté pouvait valoir aux Suédois des avantages militaires et commerciaux considérables [1]. Il leur serait facile de passer de la vallée du Weser dans celle du Rhin, d'y faire valoir les droits héréditaires de Charles-Gustave sur Clèves et Juliers [2], et de tendre la main aux Français, de façon à empêcher tout passage de renforts autrichiens aux Pays-Bas espagnols. C'eût été réaliser le désir le plus vif de Mazarin.

A l'étonnement de toute l'Europe, Charles-Gustave ne voulut profiter ni de l'une ni de l'autre occasion. Il jugeait l'Allemagne épuisée, mal disposée pour les Suédois, capable de s'unir contre l'agresseur, quel qu'il fût, qui renouvellerait sitôt la guerre. D'autre part, il ne voulait pas faire le jeu des Français qu'il n'aimait pas.

Cette aversion, qui s'était déjà fait jour pendant les négociations de Nuremberg [3], se manifesta pendant tout son règne. Dès son avènement, les chicanes de forme

1. « Par la réduction de Brême, la Suède aurait un port considérable sur l'Océan,... réglerait le commerce que l'électeur de Brandebourg, les ducs de Lunebourg et le landgrave ont sur le Weser. Elle y pourrait toujours entretenir une bonne armée aux dépens de ses voisins. La conquête de la comté de Delmenhorst, sur laquelle elle a des prétentions, lui serait infaillible,... puis celle d'Oldenbourg et de Frise par droit de bienséance..., etc. » Mémoire de Wicquefort à Mazarin, commencement de 1655, A. A. É.

2. « Charles-Gustave... descend de la maison de Deux-Ponts par sa grand'mère. Le marquis de Brandebourg avait épousé la fille aînée, le duc de Neubourg la seconde, et celui de Deux-Ponts la troisième. Cette dernière maison n'a pu jusqu'à présent faire valoir son droit, n'étant pas assez forte, mais elle l'a toujours conservé à la faveur des protestations, etc. » (Borcel à Jean de Witt, Paris, 31 juillet 1654.)

3. Linage de Vauciennes, *passim*, II, p. 37, 85, 107, 108, etc.

commencèrent entre diplomates français et suédois [1]. Les Suédois voulaient, dans tous les rapports officiels, une égalité parfaite entre les deux couronnes : donnant au roi de France, dans leurs lettres latines, le titre de *Majestas*, ils demandaient aux Français d'en faire autant pour le roi de Suède; mais ceux-ci n'y voulaient pas entendre. « Ce n'est pas que tous rois ne soient rois, écrira plus tard Pomponne, mais, pour me servir des termes dont on dit que M. de Charnacé usa autrefois en parlant à Gustave-Adolphe sur le même sujet, quoique tous velours soient velours, il y en a de moins forts et il y en a à trois poils [2] ». Ne pouvant obtenir satisfaction sur le point de la « Majesté » et d'autres semblables, les Suédois se vengeaient en faisant la guerre à la langue française dont ils ne voulaient pas reconnaître la prééminence. Ils menaçaient d'Avaugour de refuser les lettres de Louis XIV qui ne seraient pas écrites en suédois ou en latin et plus tard nous les verrons faire un *casus belli* au roi de Pologne de leur avoir écrit en français, ce dont les Polonais ne seront pas peu surpris [3].

Cette mauvaise humeur n'était que l'expression de la

1. Dépêches de d'Avaugour, 1655, *passim.* — Sur l'aversion de Charles-Gustave pour les Français, voir la correspondance de l'agent anglais Thurloe. Voir aussi les Mémoires du maréchal de Grammont, collection Petitot, LVII, p. 4. Grammont raconte la fameuse scène où Charles-Gustave, pris de vin, déclara à d'Avaugour qu'il l'aimerait s'il n'était Français — *Id.*, Thurloe, *State papers*, IV, p. 363.

2. Arnauld de Pomponne à Lionne, 20 juin 1668, Instruction aux ambassadeurs de France en Suède.

3. D'Avaugour, *passim.* — Cf. la réponse des Polonais au manifeste de Charles-Gustave dans Rudawski, p. 301 : « Unde vero vobis Suecis istud gallicæ linguæ odium, vobis qui nihil nisi gallicum strepitis, spiratis, induitis, sectamini, gallici braccati, caligati, ocreati, plumati, gallici nuper stipendiarii, etc. »

jalousie qu'inspiraient aux Suédois les succès de leurs « vieux amys ». Ils avaient souffert cruellement, après Nordlingen, d'avoir dû céder le premier rôle dans cette guerre d'Allemagne qu'ils considéraient comme leur chose [1], à une puissance papiste. Peu à peu ils avaient vu leur clientèle se désagréger au profit des Français. Ceux-ci, plus riches, n'avaient nul besoin d'exploiter l'Empire : plus habiles et plus modérés, ils savaient ménager à la fois protestants et catholiques et se faire accepter partout comme les vrais protecteurs des libertés allemandes [2]. De là la raideur des Suédois toutes les fois qu'une maladroite affectation de supériorité leur rappelait le terrain perdu depuis les jours de Leipzig et du Lech. De là aussi le mauvais vouloir de Charles-Gustave à l'égard de ces amis trop heureux, et son empressement à les laisser se débrouiller tout seuls avec la maison d'Autriche.

A défaut de l'Allemagne, les Suédois pouvaient attaquer le Danemark. L'entreprise eût été très populaire [3]. Le Danois était l'ennemi héréditaire, toujours disposé aux agressions soudaines, et d'autant plus dangereux qu'il possédait la Scanie et qu'aucune barrière naturelle ne le séparait de la Suède propre. Prendre les devants et anéantir ce voisin dangereux pouvait donc sembler, à Stockholm, un acte de sage prévoyance. L'acquisition

1. « Il semble qu'on leur fait tort lorsque quelque autre puissance se mêle des affaires de l'Empire. » (D'Avaugour à Mazarin, 15 juin 1656.)

2. De Lumbres, *Relation* : « Les princes allemands, tant catholiques que protestants, attirés par l'égalité de conduite de la France et sa générosité à servir ses amis.... se porteront d'eux-mêmes à ne regarder qu'elle pour la protection de la liberté germanique. »

3. Lettre de Lisola, 18 décembre 1655, — Pufendorf, *C. G.* I, 52.

de la Scanie, de quelques bailliages norvégiens, de Bornholm, peut-être du Sund et, par suite, du *dominium maris baltici* en serait la récompense immédiate. Le succès n'était guère douteux : le Danemark n'avait, pour se défendre, qu'une poignée de mercenaires allemands, insuffisants contre une attaque qui viendrait à la fois par la Suède, par Wismar, par Brême. Il est vrai qu'une intervention des puissances maritimes était à craindre, à cause du Sund; mais il n'était pas impossible de gagner l'Angleterre et de neutraliser ainsi la Hollande [1]. En tout cas, les flottes étrangères arriveraient trop tard, le coup serait fait.

Charles-Gustave se serait probablement décidé à commencer son règne comme plus tard son petit-fils Charles XII, par cette entreprise en quelque sorte classique, si « les brouilleries d'entre Pologne et Moscovie » n'avaient pris tout à coup une tournure d'autant plus intéressante pour les Suédois que depuis longtemps ils étaient eux-mêmes brouillés avec la Pologne.

En 1587, l'héritier de la couronne de Suède, Sigismond Wasa, avait été élu roi de Pologne. Cette élection, au lieu d'unir les deux pays contre leurs ennemis communs, les Moscovites, fut le point de départ d'une longue hostilité. Sigismond ne put garder à la fois la Pologne catholique et la Suède luthérienne : son oncle Charles de Sudermanie lui enleva la Suède et commença contre la Pologne une guerre dynastique compliquée d'une guerre religieuse et d'une guerre de conquête. Les Polonais per-

1. Voir plus loin, chap. IX, les négociations de Charles-Gustave avec Cromwell.

dirent successivement la Livonie et la Prusse, que Gustave-Adolphe, fils de Charles de Sudermanie, occupait en 1629, quand les Français intervinrent non pour le faire passer en Allemagne — il y était déjà résolu, — mais pour lui ménager le moyen d'y passer sans abandonner sa conquête [1].

Après Nördlingen, les Suédois eurent besoin de leurs garnisons de Prusse; en outre, ils avaient à craindre que la Pologne ne profitât du moment favorable pour recommencer la guerre. Cette fois encore, la France s'entremit et négocia un accord qui, sans toucher au fond du litige, garantit aux Suédois la neutralité des Polonais, sous condition de restitution de la Prusse. Ce fut la trêve de Stuhmsdorf, que Polonais et Suédois observèrent à peu près fidèlement jusqu'en 1648. A ce moment, libres de leurs mouvements, et chargés d'une armée qu'il leur était désagréable de licencier et impossible d'entretenir, les Suédois s'avisèrent que leur paix avec la Pologne n'était pas faite et qu'à rompre la trêve ils gagneraient peut-être la Prusse et, dans tous les cas, l'entretien de leur armée sur le sol ennemi. Il ne tint pas à Oxenstjern que l'armée suédoise ne passât directement d'Allemagne en Pologne [2].

Cette perspective d'une reprise de la guerre de Pologne inquiétait fort les Français. D'une part, ils étaient intéressés d'honneur à ne pas laisser violer une trêve dont ils étaient garants ; de l'autre, il ne pouvait leur convenir que la Suède se tournât vers l'Est alors que la

1. Trêve de Lübeck.
2. Linage de Vauciennes, I, p. 375. — Carlson, p. 157, 158.

France restait aux prises avec l'Espagne soutenue par-dessous main par l'Empereur. De là leur effort pendant tout le règne de Christine, pour convertir la paix de fait en une paix régulière. Sous leurs auspices, deux congrès s'ouvrirent à Lubeck, en 1651 et en 1653, mais les diplomates polonais et suédois y passèrent leur temps à contester sur la rédaction de leurs pouvoirs, les titres de leurs souverains respectifs, les formules, les cachets plus ou moins nettement appliqués, les « etceterations » pleines de sous-entendus suspects; si bien qu'ils ne purent aborder les questions essentielles de la Livonie, occupée, non possédée par les Suédois — puisqu'il n'y avait jamais eu cession régulière, — et du titre royal de Suède que les Wasa de Pologne s'obstinaient à conserver[1]. Au fond, la paix était impossible, parce que la guerre n'avait pas été décisive. Les Polonais ne voulaient rien abandonner sans un dédommagement quelconque, et les Suédois trouvaient ridicule la prétention de leur faire acheter ce que, en fait, ils possédaient depuis longtemps. Au surplus, ils ne tenaient pas à sortir d'une situation qui leur donnait barres sur la Pologne.

Le roi de Pologne, Jean-Casimir, se doutait si peu du péril qu'il y avait à laisser le litige ouvert, qu'en 1654, lors de l'abdication de Christine, bien qu'il eût promis aux Polonais dans ses *Pacta conventa* de ne pas provoquer de guerre dynastique, il n'hésita pas à protester

1. Linage de Vauciennes, III, p. 122. — Cf. l'histoire du petit écusson polonais qui porte trois petites « choses » que personne ne peut distinguer, ni Polonais, ni Suédois. Après de longs débats, les Suédois s'avisent que ce pourrait bien être les trois couronnes des armes de Suède.

solennellement contre le passage dans une autre maison de l'héritage des Wasa. Dans ce rappel des droits de Jean-Casimir, les Suédois voulurent voir une provocation, et Christine répondit à l'envoyé polonais, Canasilhes, que Charles-Gustave irait en Pologne faire la preuve de ses droits à la tête de 30 000 témoins [1]. Le *casus belli* était tout prêt : il ne manquait plus que l'occasion favorable, l'espérance précise de gain. La guerre moscovite offrit l'une et l'autre.

Le 2 mai 1654, le tsar Alexis Mikhaïlovitch, répondant à l'appel des Cosaques insurgés contre la Pologne, lui déclara solennellement la guerre. A la fin de l'année, ses armées, dans lesquelles on voyait pour la première fois des instructeurs européens, avaient pris Smolensk, Vitepsk et Polotzk ; en 1655, Grodno, Kovno, Vilna même tombèrent en leur pouvoir, tandis qu'au sud une autre armée de Russes et de Cosaques prenait Lublin. Des deux côtés, la route de Varsovie était ouverte aux vainqueurs.

Personne ne pouvait les arrêter. Jean-Casimir était aussi mauvais roi qu'il avait été mauvais cardinal. « Il vit dans son palais, écrira plus tard Sobieski, comme dans un harem turc », occupé seulement de dévotion, de femmes, de chiens et d'oiseaux [2]. Le seul homme qu'il eût auprès de lui, la reine française Louise-Marie de Gonzague, n'a pas encore l'autorité qu'elle acquerra bientôt. Les diètes, où le *liberum veto* venait d'apparaître (1652), ne prenaient pas ou prenaient trop tard les

1. Carlson, p. 166, 167.
2. Desnoyers, p. 445.

résolutions les plus urgentes [1] : leur exécution, confiée aux diétines provinciales, était partout entravée par le mécontentement de la noblesse contre le roi et ses divisions. Les impôts ne rentraient pas : pour y suppléer, les laïques proposaient la confiscation des biens d'Église, le clergé celle des bijoux des laïques. On n'avait pas d'armée : la levée en masse des nobles, la « pospolite » ne répondait aux appels royaux qu'à son heure, et, réunie, se dissipait devant l'ennemi plus encore qu'elle ne se faisait battre; il fallait une armée soldée, permanente, mais la noblesse n'en voulait pas : le roi aurait pu s'en servir pour se rendre absolu [2].

Sauver la liberté nobiliaire, même aux dépens de l'indépendance nationale, c'était le principal souci des Polonais de 1655. Leur opinion générale semble avoir été que les jours de ruine prédits depuis longtemps par le jésuite Skarga [3] étant arrivés, il n'y avait plus qu'à s'arranger, au mieux des intérêts de chacun, avec les maîtres du lendemain. Dans la même année, on voit la noblesse de Grande-Pologne en coquetterie réglée avec l'Électeur de Brandebourg [4], Danzig en négociation secrète avec le Hollandais, et, des Lithuaniens, les uns s'adresser à la Suède, les autres essayer d'un accommodement avec le

1. Walewski, *Hist. Jana Kazimierza*, I, p. 47 et suiv.
2. Lettre de Hoverbeck à l'Électeur, U. A., VI, p. 693 et suiv. — Walewski, *passim*.
3. Sermon devant Sigismond III (1605) : « Votre discorde amènera sur vous la servitude,... votre langue nationale, votre République, qui plane au-dessus de la grande république slave, vous les perdrez.... Vous serez sans roi, sans patrie, exilés, méprisés par ceux qui vous craignaient..... La Pologne n'existe que par la discorde, etc. »
4. Hoverbeck à l'Électeur, U. A., VI, *passim*. Lettres d'avril, mai, juin 1655.

Tsar qui prend, dès 1654, les titres de grand-duc de Lithuanie et de seigneur de la Petite-Russie [1]. Enfin l'Autriche entre en scène et demande aux Polonais la restitution du comté hongrois de Zips [2]. C'est par la même réclamation que commencera le démembrement de 1772.

III

Les Suédois ne pouvaient pas ne pas intervenir dans la crise polonaise : il leur fallait s'associer aux vainqueurs ou les arrêter. A première vue, le parti le plus simple eût été de s'allier au Tsar comme il en avait déjà été question en 1652 [3], après l'échec du premier congrès de Lübeck, et en 1654. A ce moment, s'il faut en croire le résident danois à Stockholm, Juel, un envoyé russe aurait proposé à Oxenstjern de joindre les armes suédoises à celles des Russes et des Cosaques. Les officiers, ajoute Juel, y sont tous disposés; le chancelier l'est aussi, mais on ne fera rien encore parce que, jusqu'à son abdication, le seul souci de la reine sera d'amasser de l'argent [4].

Charles-Gustave aurait pu reprendre cette négociation. Aussitôt après son avènement, il envoya au Tsar l'assesseur Udde Ödla, mais avec mission seulement d'observer la force des Russes, de renouveler « la paix éternelle » de

1. Solovief, *Istoria Rossii*, t. X.
2. U. A., VI, p. 696. Le comté hongrois de Zips, dans les Carpathes, était engagé aux Polonais depuis le XVIe siècle.
3. Linage de Vauciennes, II, p. 262.
4. Lettre du 12 janvier 1654. — Carlson p. 166, note 2.

Stolbovo, et d'inviter Alexis à ne pas envahir le duché de Courlande, vassal de la Pologne, mais ami de la Suède [1]. Le Tsar, peu satisfait de l'ambassade, refusa net d'accorder la neutralité aux Courlandais. Tout cela ne sentait guère l'alliance. C'est qu'effectivement, depuis les premières ouvertures des Russes à Stockholm, la situation avait changé. En janvier 1654, encore mal instruits de la faiblesse des Polonais, les Russes ne songeaient à s'agrandir que du côté de Smolensk et de l'Ukraïne; en janvier 1655, Udde Ödla les trouva campés sur la frontière de Courlande, et décidés à pousser à la Baltique. Or les Suédois avaient pour maxime de tenir les « barbares » éloignés de la mer, et se réservaient à eux-mêmes la Courlande, dans laquelle ils voyaient le prolongement naturel et le bastion de la Livonie. Les ambitions des Russes victorieux et des Suédois méfiants et jaloux se croisaient donc de façon à rendre tout accord impossible.

S'ensuivait-il que les Suédois s'allieraient, contre le Tsar, à leurs rivaux de la veille? A Stockholm, où l'on *combinait* à outrance, on avait, de longue date, supputé les bénéfices possibles de cette alliance. Dans les provinces russes du Nord, il y avait d'opulents monastères, des terres faciles à découper en grandes dotations. Par la conquête d'Arkhangel, on gagnerait, d'abord un nouveau revenu de douanes, puis l'avantage inappréciable de couper les dernières communications libres de la Russie avec l'Europe [2]. Seulement on ne pouvait se dissimuler que l'entre-

1. Carlson, p. 218. — Solovief, X, *passim*. — D'Avaugour à Mazarin, 14 novembre 1654. A. A. É.
2. Pufendorf, *C. G.*, V, 15.

prise serait dure, qu'on y perdrait beaucoup de monde, plus par les maladies que par les armes. Encore si l'on pouvait ne s'y servir que de mercenaires allemands, mais il était certain qu'on n'en trouverait pas pour une campagne de Russie : il y avait là-bas trop de misère à supporter, pas assez de butin à gagner [1]. Il faudrait donc faire marcher des régiments suédois et finlandais, et pendant qu'on gaspillerait au loin cette rare et précieuse élite des armées de Suède, qu'adviendrait-il en Europe?

Cependant, lorsque, en août 1654, Canasilhes fit parler d'un accord contre la Russie au nouveau chancelier, Bénédict Oxentsjern, celui-ci parut fort goûter ses raisons et « avoua que l'occasion était favorable à la Suède quoiqu'elle n'eût aucun sujet de se plaindre des Moscovites » [2]. C'était dire que, faute de motifs directs d'attaquer le Tsar, on ne se déciderait que sur les offres des Polonais. Quelles pouvaient être ces offres? on avait parlé jadis de l'abandon des revendications de la Pologne sur la Livonie, mais en 1654 il était évident que les Suédois voudraient une « récompense » plus solide que des formules de chancellerie.

Ce qu'ils désiraient n'était pas difficile à deviner. Leur rêve était de « s'impatroniser des côtes de la Baltique » [3]. Or les Polonais possédaient la Courlande et cette Prusse que les Suédois avaient occupée jadis et dans laquelle ils comptaient encore, parmi les luthériens, de nombreux partisans [4]. Jamais ils n'avaient cessé de regretter ses

1. Pufendorf, *C. G.*, V, 16.
2. *Id.*, I, 43. — Linage de Vauciennes, III, p. 473.
3. D'Avaugour à Mazarin, 7 février 1655. A. A. É.
4. Lettre de l'agent danois Juel. Carlson, p. 169, note 2.

riches douanes de Danzig, d'Elbing, de Pillau, de Memel. En 1648, Oxenstjern avait voulu la reconquérir; en 1652, un projet d'échange de Brême et de Werden contre la Prusse ducale avait fait grand bruit dans le Nord et fort inquiété l'électeur de Brandebourg [1]; en 1654, quand on avait parlé d'alliance russe, c'était encore à la Prusse que les Suédois avaient songé tout d'abord [2].

Ces convoitises étaient si connues que les Hollandais, en 1656, quand ils apprendront les efforts des Français pour réconcilier la Suède et la Pologne, n'imagineront pas que ce puisse être autrement qu'au prix de la cession de la Prusse.

En réalité, une transaction de ce genre était impossible : la Prusse était trop précieuse aux Polonais. Stratégiquement, elle était le boulevard du royaume; commercialement, sa seule issue vers la mer. C'était par son large fleuve, ses havres de Danzig et d'Elbing que s'écoulaient les bois, les grains, les chanvres, tous les produits des domaines polonais : aussi la noblesse tenait-elle plus à sa conservation qu'à celle des autres annexes du royaume, fût-ce même de la Lithuanie. La Prusse est le gosier de la Pologne, diront plus tard les Polonais au médiateur français, de Lumbres [3] : on peut bien se laisser couper un membre, mais non la gorge. D'autre part, il paraissait certain que ni les Hollandais, pour des raisons commerciales, ni l'électeur de Brandebourg, pour des raisons

1. Linage de Vauciennes, *passim*.
2. Juel à Charisius, mars 1654, Carlson, p. 166. — « M. d'Avaugour est chargé de moyenner un accommodement,... de manière que le *royaume de Prusse* reste à la Suède. » Borcel à Jean de Witt, 15 mars 1656.
3. Relation de de Lumbres, A. A. É.

politiques, ne laisseraient jamais les Suédois s'installer dans Danzig.

Dans ces conditions, il eût pu sembler prudent aux Suédois, pour ne pas s'exposer à rompre avec tous leurs voisins, de faire un choix entre les provinces qu'ils convoitaient, de renoncer à la Courlande ou à la Prusse; mais cette modération n'était pas dans leurs habitudes, et du reste, le profit en eût été douteux. Les Polonais étaient-ils disposés à payer de la Courlande une alliance suédoise? La Courlande seule valait-elle la guerre contre les Moscovites? Et, d'autre part, l'alliance de ceux-ci pouvait-elle aider à la conquête de sa Prusse? En définitive, le meilleur parti pour Charles-Gustave était d'agir en dehors de toute alliance, de couvrir ses projets, de tromper la vigilance des neutres et celle des Polonais : puis, le moment venu, de profiter de son écrasante supériorité militaire pour s'emparer de la Prusse par surprise, et mettre l'Europe en présence d'un fait accompli qui serait d'autant plus facilement accepté qu'on ferait espérer aux Polonais un secours contre les Russes, aux neutres, des compensations dans d'autres parties de la Pologne.

Toutes les négociations des premiers mois de 1655 montrent que c'est bien là le plan de Charles-Gustave. Partout il agit avec la même réserve qu'avec le Tsar. A Stockholm, comme on n'attendait pas du nouvel envoyé de Pologne, Morstein, les communications qui eussent été agréables, on s'efforça d'avoir avec lui le minimum de rapports possibles. Quand, mis en éveil par les préparatifs qui se poursuivaient partout en Suède, le Polonais s'efforça, avec l'aide de l'ambassadeur de France, de

reprendre les négociations de Lübeck, on se déroba derrière des questions de forme, comme à Lübeck, jusqu'au jour où, sur un *etcetera* que l'on prétendit insultant, on invita Morstein à s'en retourner chez lui [1]. Les Polonais se hâtèrent de le remplacer par une ambassade extraordinaire qui devait donner toute satisfaction aux Suédois, mais en Pologne on se hâtait lentement, et l'ambassade extraordinaire arriva à Stockholm quand le roi s'embarquait pour l'armée.

Pendant ce temps Charles-Gustave avait bien un agent à Varsovie, mais cet agent, Koch, paraît n'avoir été chargé que d'observer l'état de la Pologne, et particulièrement la disposition des esprits à un accord, soit avec la Russie, soit avec la Suède. Lilienthal, qui remplaça Koch un peu plus tard, a déjà une mission plus précise et qui marque le progrès des résolutions de Charles-Gustave. Il devra s'occuper surtout de la Prusse, noter l'état de ses forteresses, les sentiments des Prussiens, à l'égard soit du roi de Pologne, soit de l'électeur de Brandebourg, et la tendance qu'ils peuvent avoir à rechercher la protection de la Suède contre les Moscovites [2]. Les intentions des Suédois se révèlent encore mieux par les instructions envoyées en même temps à leur agent à Berlin, Wollfsberg [3], et les négociations secrètes entamées, en Lithuanie avec le prince Radzivill, et en Grande-Pologne par l'intermédiaire du proscrit Radziejowski.

Le seul obstacle possible, c'était l'intervention des

1. Lettres de d'Avaugour à Mazarin, avril et mai 1655. A. A. É.
2. Pour les missions de Koch et de Lilienthal, cf. Pufendorf, *C. G.*, I, p. 44, 49. — Lettre de d'Avaugour à Mazarin, 23 janvier 1655.
3. Carlson, p. 168-169.

neutres. On les tint dans l'incertitude le plus longtemps possible. En mai 1655, les Hollandais se demandaient encore ce que ferait Charles-Gustave [1]. A Stockholm, en juillet, d'Avaugour croyait encore à la possibilité d'une entente des Suédois et des Polonais contre les Russes [2]. Les princes d'Allemagne savaient seulement que la guerre n'aurait pas lieu dans l'Empire : encore ne le savaient-ils que par les déclarations des agents suédois [3]. L'électeur de Brandebourg était le mieux renseigné. Certaines paroles de l'envoyé suédois Slippenbach, le refus de Charles-Gustave d'écouter ses offres de médiation entre lui et Jean-Casimir [4], sa longue connaissance des intrigues suédoises en Prusse lui firent deviner de bonne heure le projet qui, en juillet, devint clair pour tout le monde.

A ce moment, en effet, toutes les troupes de Charles-Gustave se rapprochent de la Prusse. Les régiments levés dans le pays de Brême par le comte de Königsmark filent en Poméranie, où le général Wittemberg en forme d'autres et rassemble une quinzaine de mille hommes autour de Stettin. Les troupes de Finlande descendent vers Riga où Magnus de la Gardie prend leur commandement. Les régiments suédois se réunissent à Stockholm où l'on travaille avec fièvre à l'équipement d'une flotte de guerre et de transport. En tout, Charles-Gustave dispose de 40 000 hommes, dont les deux tiers sont déjà à proximité de la frontière polonaise.

1. Boreel à Jean de Witt.
2. D'Avaugour à Mazarin, 3 juillet 1655.
3. Droysen, II, p. 141.
4. Voir plus loin, chap. II.

Pour subvenir à de tels armements, il fallait beaucoup d'argent. On réussit à s'en procurer en engageant pour plusieurs années le revenu des douanes et des mines, en faisant à des généraux — c'étaient les plus forts capitalistes de la Suède — à de grands seigneurs, au proscrit danois Corfitz Ulfeld, des emprunts hypothéqués sur le bénéfice des conquêtes futures [1]. On eut ainsi de quoi engager la campagne; pour le reste on comptait que la guerre y pourvoirait. Autour du roi on ne doutait pas d'un succès complet. Rien, en effet, ne permettait de prévoir une résistance sérieuse de la part des Polonais divisés et surpris. Il semblait qu'on n'eût qu'à s'avancer « pour séparer les places qu'on voulait avoir » [2]. Quant aux neutres, n'aurait-on pas en main, après la victoire, de quoi calmer leur mécontentement? D'avance on faisait la part des Cosaques, des Moscovites, de l'électeur de Brandebourg, auquel on réservait la couronne de Pologne, en échange de sa Prusse ducale qu'on ne pourrait se dispenser d'annexer en même temps que la Prusse polonaise [3].

Cette confiance des Suédois dans l'impuissance et la désunion de leurs rivaux leur faisait oublier leur propre faiblesse. La Suède était épuisée d'hommes et d'argent. « Il n'y reste que des bourgmestres, écrivait d'Avau-

1. Carlson, p. 173 et suiv.
2. D'Avaugour à Brienne, mai 1655.
3. D'Avaugour à Mazarin : « Ils partagent déjà la Pologne, et après en avoir pris la meilleure part qui est la Prusse, ils font des présents et des amis de ce qu'ils ne veulent pas et le donnent en proie aux Moscovites et à Chelminski (Chmielnitski). On proposera sans doute à Brandebourg de le faire roi de ce qui restera, pour le dédommager de la perte de ses places. »

gour,... ils ont fait les derniers efforts et au delà de leur puissance et jouent de leur reste [1]. » Que quelque accident vînt déranger leurs calculs; que le « coup de main » prît seulement plus de temps qu'on ne le présumait, et les Suédois, incapables de garnir leurs longues frontières, devaient se trouver à la merci du premier voisin qui interviendrait dans la lutte avec des troupes fraîches, supérieures ou simplement égales à l'unique armée suédoise. A la vérité, l'expérience du passé rassurait Charles-Gustave; pendant la guerre d'Allemagne, même à ses moments les plus difficiles, aucun État du Nord n'avait pu balancer la fortune suédoise : le futur conquérant ne se rendait pas compte que, depuis 1648, il s'était formé, en face de la Suède et contre elle, un nouvel État militaire, celui d'un autre neveu de Gustave-Adolphe, l'électeur Frédéric-Guillaume de Brandebourg.

1. D'Avaugour à Mazarin, mai et juillet. — Cf. aussi un mémoire de Wicquefort à Mazarin, très bien fait, probablement de janvier 1655, A. A. É. « Je supplie V. Émin. de considérer s'il ne peut pas arriver que les Suédois se brouillent avec les Moscovites,:.. si le Roy de Pologne ne pourra pas faire la paix avec ces barbares en leur cédant une partie de leurs conquêtes,... s'il ne pourra pas s'accommoder avec les Cosaques,... s'il n'y a pas grande apparence que les Provinces-Unies s'intéresseront en cette guerre, etc., etc. »

CHAPITRE II

L'ÉLECTEUR DE BRANDEBOURG ET LA SUÈDE JUSQU'AU COMMENCEMENT DE LA GUERRE DU NORD

I. Rapports de la Suède et du Brandebourg pendant la première guerre de Pologne et la guerre de Trente ans. — Situation humiliante et faiblesse des Hohenzollern. — Changements survenus depuis l'avènement de Frédéric-Guillaume, ses forces en 1655.

II. Les complications du Nord et le péril qui en résulte pour la Prusse ducale. Perplexité de l'Électeur : la politique polonaise de ses vieux conseillers; le « jus sessionis et voti ». — La politique du comte Waldeck : la souveraineté en Prusse et la « correspondenzlinie » entre le Brandebourg et la Prusse ducale.

III. Armements et négociations. — Mise en défense de la Prusse. — Offre de médiation à Stockholm et à Varsovie. — Négociation particulière avec la Grande-Pologne. — Essai d'une entente secrète avec les Suédois. — Négociations avec les neutres, Hollandais et Français.

IV. Conférences de Stettin entre Suédois et Brandebourgeois. — Waldeck et Schwerin; leurs instructions contradictoires. — Méfiance des Suédois, leur ultimatum. — Rupture des pourparlers.

I

Les Suédois s'étaient habitués, de longue date, à croire le Brandebourg quantité négligeable. En 1626, bien que l'électeur Georges-Guillaume fût le beau-frère de Gustave-

Adolphe et déjà « le plus grand terrien d'Allemagne », ils avaient envahi la Prusse, confisqué ses revenus, établi leurs douanes à Königsberg [1]. Plus tard, pendant la guerre de Trente ans, ils avaient encore plus maltraité le Brandebourg; en 1648, après dix-sept ans de passages d'armées et de brigandages, il n'y restait plus qu'un habitant sur trois [2]. Enfin, pour payer l'Électeur de sa « grande et héroïque patience » [3], ils le spolièrent à la paix générale. La dynastie slave de Poméranie s'était éteinte en 1637 [4]; en vertu de vieux pactes, ce précieux héritage devait revenir au Brandebourg. Mais « une livre de droit ne vaut pas une demi-once de plomb », dit un proverbe allemand de ce temps. Depuis 1620, les Suédois avaient fait de la Poméranie leur « tête de pont » [5] en Allemagne : ses douanes étaient les plus lucratives de la Baltique; ils entendaient bien les garder. L'Électeur eut beau armer, menacer de passer à l'Autriche, remplir de ses protestations Osnabrück et Munster [6], il dut laisser à ses voisins affamés, non seulement Stralsund, le Calais de l'Allemagne, mais encore l'embouchure de l'Oder et cette ville de Stettin, dont il avait rêvé de faire un jour

1. Geyer, p. 319.
2. Droysen, II, p. 81, 130, 272, etc., etc. « Le Roi a le Brandebourg comme la Prusse à sa disposition » (lettre de Schwarzemberg à Knesebeck). — Lavisse, *Etudes sur l'histoire de Prusse*, p. 216, 217. — *Forschungen zur brandenb. und preuss. Geschichte*, 1889, II, 1, p. 73, etc., etc.
3. Droysen, I, p. 263, lettre de l'agent brandebourgois Bergmann.
4. Himly, *Formation des États de l'Europe centrale*, I, p. 41.
5. « Pommern ist gleichsam eine Vormauer unsers Kurfurstenthums und die Linea Correspondentiæ unsers Etats in Preussen, dergestalt, dass wenn wir diese Lande sollten abtreten, beide unsere Staaten hierdurch zugleich wurden ruinirt und verderbt werden... » Rescript du 13 décembre 1645, cité par Droysen, I, p. 282.
6. U. A., II, p. 12 et suiv.

sa capitale [1]. Après avoir subi toutes les impertinences dont les Suédois étaient coutumiers [2], il n'eut de la Poméranie que l'extrémité orientale dont ils ne voulaient pas : encore ne l'eut-il que grevée de leurs douanes [3].

A le maltraiter ainsi, les Suédois n'avaient pas couru grand risque. Pendant toute la guerre de Trente ans, la puissance des électeurs de Brandebourg n'avait été qu'une apparence géographique. Réunis entre 1610 et 1620 [4] par le hasard des successions, leurs nombreux domaines n'avaient aucun lien ni matériel ni moral, aucun sentiment d'un intérêt général, d'une politique d'État. Cette politique, seul le souverain commun pouvait déjà l'imaginer, mais il n'avait pas assez d'autorité pour la faire prévaloir contre les résistances locales [5]. Partout il était tenu en bride par des États provinciaux et des « Landesreverse », auxquels il ne pouvait toucher sans ameuter sujets et voisins. L'empereur garantissait les privilèges du Brandebourg et de Clèves : les États de ce dernier pays ne se faisaient pas faute de l'invoquer à tout propos [6], sûrs d'être toujours bien accueillis, car l'intérêt impérial et catholique était de ne pas laisser s'affermir sur le Rhin un Hohenzollern protestant. Contre ces interventions continuelles, aggravées encore par la présence des Espa-

1. Stenzel, I, p. 47, 48.
2. Linage de Vauciennes, I, p. 253, 272, 233. « Le comte Gustafson (un bâtard de Gustave-Adolphe) reçut l'envoyé de l'Électeur avec tant de mépris de sa personne et de celle de son maître qu'il en demeura tout interdit, etc., etc. »
3. Traité de Stettin, 14 mai 1653. — Stenzel, I, p. 159. — Kosel, I, p. 211. — Pufendorf, *F. W.*, III, p. 66. — Linage de Vauciennes, II, p. 169, 178.
4. Clèves, ouverture de la succession, 1609, Prusse, 1618.
5. Droysen, I, p. 253. — U. A., V, p. 405 et *passim*.
6. U. A., IV, Einleitung, *passim*.

gnols à Juliers, l'Électeur n'avait que l'appui des Hollandais. Ces singuliers alliés [1] occupaient ses places fortes, séquestraient ses revenus, encourageaient le pays dans son désir de devenir une huitième Province-Unie [2]. En Prusse enfin, dans la plus riche de ses provinces, l'Électeur se heurtait au roi de Pologne : suzerain du duché, protecteur des villes et de la noblesse, investi de la juridiction suprême, libre de convoquer les États, de participer au choix des grands-officiers, de correspondre avec eux, d'envoyer des commissaires régler ses affaires religieuses, il avait à Königsberg une autorité dont il se servait, d'accord avec les Prussiens, pour battre en brèche le maigre pouvoir d'un duc doublement impopulaire, comme Brandebourgeois et comme calviniste [3].

Cette impuissance presque classique du Brandebourg, les Suédois y croyaient encore en 1654. Pourtant les traités de Westphalie, dont l'électeur Frédéric-Guillaume s'était plaint si fort, lui avaient laissé la moitié de la Poméranie, l'expectative de Magdebourg à titre d'indemnité pour l'autre moitié, et de plus Kamin, Halberstadt et Minden. En revenus et en population ces acquisitions valaient trois fois la province perdue [4], elles rattachaient

1. U. A., IV, Einleitung, *passim*. — Stenzel, II, p. 17. — Himly, I, p. 31, 32. — Pufendorf, *F. W.*, III, p. 24.

2. U. A., V, p. 59, 103, *passim*. — U. A., IV, p. 17. — Erdmannsdörffer, p. 19, 20.

3. Droysen, I, p. 21, 22, 27, 140. — Hüppi, *Verfassung Polens*, p. 362, suiv. — U. A., I, p. 108, etc.

4. Kosel, I, p. 204. — Stenzel, I, p. 53. Pour 160 milles carrés que le Brandebourg perdait en Poméranie, il recevait 200 milles carrés des pays les plus beaux et les plus habités de l'empire (Saxe et Thuringe). Le rôle des contributions de l'Empire taxe à 800 guldens la partie de la Poméranie abandonnée par l'Électeur, à 3600 guldens les terres qu'il a obtenues en indemnité.

les unes aux autres les anciennes possessions de Hohenzollern, et, par contre, enserraient et coupaient celles de leurs rivaux de Saxe, de Brunswick et de Hesse [1]. Désormais solidement établis sur l'Elbe et le Weser comme sur l'Oder et le Rhin, à peu près sûr de ses communications du Niémen à la Meuse, maître « de plus de revenus et de terre que ne faisaient, trente ans avant, les deux plus puissants rois du Nord » [2], Frédéric-Guillaume est devenu le premier des Électeurs protestants, au moment précis où l'effondrement de la puissance impériale donnait aux princes allemands plus d'indépendance dans leur politique étrangère, et plus d'autorité dans leurs propres États.

En même temps les Hollandais, si gênants à Clèves pendant la guerre de Trente ans, sont entrés dans une ère de difficultés. Attaqués par Cromwell, divisés par la lutte de la maison d'Orange et des républicains, ils n'ont plus le loisir d'une politique rhénane. Après le triomphe du « parti des marchands » [3], on continue bien à Amsterdam à imprimer des pamphlets contre le « tyran » [4] de Clèves, mais on n'en commence pas moins à évacuer le pays [5], et peu à peu l'autorité de l'Électeur y rentre avec les garnisons brandebourgeoises [6]. Pendant la guerre du Nord,

1. Hesse-Cassel avait espéré Minden, Fulda, Paderborn, de façon à former un grand État entre la mer du Nord, le Rhin, le Veser et le Mein (le futur royaume de Westphalie), et n'a obtenu que six tonnes d'or. La maison de Saxe perd Magdebourg, etc. — Droysen, I, p. 245.
2. Wicquefort à Mazarin, U. A., II, p. 28. Mémoire probab ent de 1652.
3. 1652, lettre de Brosset à Mazarin.
4. U. A., V, p. 337.
5. *Id.*, p. 105.
6. *Id.*, p. 405, protestation des États de Clèves.

les provinces rhénanes et westphaliennes seront son réservoir d'hommes et d'argent [1].

En Prusse, dès 1646, on constate que les États, tenus de près par Frédéric-Guillaume, sont plus réservés dans leurs perpétuelles réclamations [2]. Du reste, l'appui de la Pologne commence à leur manquer; en 1648, après l'élection laborieuse de Jean-Casimir, l'Électeur arrache au nouveau roi diverses concessions : il ne va pas en personne lui prêter hommage à Varsovie : c'est la forme la plus humiliante de la vassalité qui disparaît. Enfin la guerre russe et cosaque vient offrir à Frédéric-Guillaume des occasions inespérées [3]. Qu'il aide la Pologne ou la combatte, il est désormais certain que la crise ne finira pas sans une nouvelle atteinte au vieux régime de la liberté prussienne sous la protection polonaise.

Par le simple jeu de la politique européenne, la situation de l'État brandebourgeois-prussien s'est donc améliorée, et sans que les contemporains y aient fait grande attention. En général, Frédéric-Guillaume ne passait pas pour plus redoutable que son père, le faible Georges-Guillaume. A la vérité, on savait le nouveau prince « assez judicieux » [4], formé à la sévère école de la Hollande, grand amateur de guerre et de conquêtes, et peu scrupuleux sur les moyens [5], mais on s'exagérait ses embarras d'argent

1. U. A., V, p. 777.
2. *Id.*, IV. — Baczko, *Geschichte Preussen.*
3. Kosel, I, p. 220. — Stenzel, p. 100. — U. A., I, p. 335.
4. Linage de Vauciennes, II, p. 399.
5. « L'Elettore ha molto stati, pocchi danari, buone militie, pensieri volubili, cupi e ambitiori, fissi nel suo solo avantagio. » Rapports des ambassadeurs vénitiens, Nani, *Fontes rerum austriac.*, XXVII, p. 19. — Cf. aussi l'appréciation du Français Bregi : « C'est un prince très accompli,

et sa mobilité de caractère. Partout on le croyait incapable d'une politique suivie. Cette réputation de besogneux et de brouillon lui venait, d'abord de ses lamentations continuelles, puis de la multiplicité des entreprises qu'il poursuivait simultanément sur le Rhin, à la Haye, à Varsovie, à Ratisbonne, à Francfort et jusque sur la côte de Guinée [1]. Il ne semblait pas que d'une activité si désordonnée il pût sortir un effet sérieux, et l'on appliquait volontiers le *parturient montes* à ces efforts [2].

En fait, cette réputation peu flatteuse et en partie méritée était utile à l'Électeur : elle dissimulait à ses contemporains, ou leur faisait oublier l'œuvre méthodique qu'il poursuivait silencieusement depuis 1640 : la création d'une armée. A son avènement, l'armée électorale se composait de quelques milliers d'aventuriers, moins soldats que brigands, assermentés à la fois à l'Empereur et à l'Électeur, et n'obéissant pas plus à l'un qu'à l'autre [3]. Le premier soin de Frédéric-Guillaume fut de licencier ces « grandes compagnies », puis de reformer, bataillon par bataillon, une armée plus solide et mieux en main. En 1647, il n'avait encore que 7000 hommes; mais en 1648 il enrôla en masse les Suédois et les Impériaux, même les Français, devenus disponibles, si bien qu'en 1651 il avait 17000 hommes. Pour entretenir cette armée, il fallait des ressources permanentes : en 1653,

beaucoup plus que je ne l'avais ouï estimer.... Il est fort porté à la guerre. Il est aisé de voir que le déplaisir le plus grand qu'il ait est celui de se voir hors d'état d'y prendre part. » 15 septembre 1645, U. A., II, p. 10. — Cf. Linage de Vauciennes, I, p. 254.

1. Kosel, I, p. 218 et *passim*.

2. Linage de Vauciennes I, p. 254.

3. Droysen, I, p. 149, 272, etc.

après de longs marchandages, les États de Brandebourg se résignèrent au *miles perpetuus*, et votèrent des impôts spéciaux pour son entretien [1]. En 1655, l'armée brandebourgeoise sera la plus nombreuse et la mieux organisée de l'Europe centrale [2].

Ce prince brouillon ne manquait donc ni de méthode, ni d'application. C'est qu'aussi, comme il l'expliquait aux Brandebourgeois, nul prince n'était plus menacé que lui [3]; il lui fallait travailler à l'organisation de ses États, comme le peuple d'Israël à la reconstruction du temple, les armes à la main. Sur le Rhin, il était voisin des Espagnols catholiques, des évêques de Cologne et de Munster, et de son rival à la possession de Clèves, le duc de Neubourg; en Westphalie, ses comtés épars étaient exposés aux coups des Suédois de Brême et de Werden; son électorat de Brandebourg était pris entre la Poméranie, la Saxe, la Pologne et la Silésie autrichienne; son duché de Prusse était enclavé dans la Pologne qui elle-même, par son enclave prussienne de Warmie, arrivait aux portes de Königsberg : du Niémen à la Meuse aucune guerre ne pouvait éclater sans le mettre en péril. Il lui fallait donc être toujours sur un pied de formidable défense. Seulement, comme on ne savait pas encore entretenir les troupes à ne rien faire,

1. Erdmannsdörffer, p. 68 à 74. — Stenzel, II, p. 64. 69.
2. Tous les diplomates que la guerre du Nord a attirés près de l'Electeur, ont constaté avec étonnement la force de son armée que personne, hors de Brandebourg, n'avait jusqu'alors soupçonnée. — Cf. Lisola, lettre du 3 septembre 1655, p. 97. — Lettre de Christer Horn au maréchal Horn, novembre 1655, dans Carlson, p. 293. — Lettres de de Lumbres, *passim*.
3. Réponse de l'Électeur aux doléances des États de Brandebourg. Droysen, I, p. 254.

Frédéric-Guillaume était forcé de chercher les occasions de guerre : l'inaction était la ruine pour lui, tout comme pour les Suédois [1]. De là, en grande partie, ses entreprises fréquentes et le caractère agressif de sa politique. En 1654, il préparait une nouvelle attaque contre Neubourg quand les complications du Nord vinrent lui offrir une occasion à la fois plus périlleuse et plus tentante d'utiliser ses régiments.

II

Nous savons déjà qu'en novembre 1654 le capitaine des gardes de Charles-Gustave, Slippenbach, était venu à Berlin notifier l'avènement du nouveau roi, affirmer son intention de ne pas troubler l'Empire et causer de la crise polonaise. Il le fit en termes à la fois dévots et cyniques. Dieu ne parle plus aux princes, dit-il, par des rêves ou des prophéties; les événements eux-mêmes traduisent sa volonté; c'est aux intéressés à reconnaître son appel dans les occasions qu'il fait naître. Si l'Électeur avait assez de clairvoyance pour s'unir à Charles-Gustave contre les Polonais et lui livrer d'abord, en gage de fidélité, ses ports de Prusse ducale, il en serait richement récompensé au jour prochain du partage de la Pologne [2].

Slippenbach avait-il mission de tenir un langage

1. Cf. Erdmannsdörffer, p. 53. — Kosel, I, p. 59. — Stenzel, II, p. 64.
2. Droysen, II, p. 141.

aussi compromettant? Charles-Gustave l'a nié plus tard [1]. En tout cas, l'Électeur et ses conseillers ne pouvaient douter de la gravité de la situation. Il était à prévoir que si les Suédois attaquaient la Pologne, ils tenteraient d'occuper Memel et Pillau, de gré ou de force, comme en 1626. Il ne fallait pas compter sur un nouveau Nordlingen pour les en faire sortir : leur triomphe était plus que probable. Vainqueurs, ils se feraient céder la Prusse ducale. Peut-être même l'obtiendraient-ils sans coup férir : le bruit courait déjà que Jean-Casimir la leur offrait en échange d'un secours contre le Tsar [2]. Contre ces nouveaux suzerains, l'électeur calviniste, « l'hérétique », ne pourrait pas compter sur le loyalisme de ses sujets luthériens [3] : il se trouverait vite acculé à cet échange de la Prusse contre Brême qui était son épouvantail [4]. Ce serait la répétition de l'affaire de Poméranie et la ruine des espérances de *Drang nach Osten* que pouvait faire concevoir l'affaiblissement de la Pologne.

Tous les conseillers de l'Électeur, consultés aussitôt après le passage de Slippenbach, admirent qu'il fallait tenter de gagner du temps, soit en proposant la médiation du Brandebourg, soit en provoquant l'intervention d'une puissance intéressée à la paix, de la France, par exemple [5]. Ces bons offices auraient en plus l'avantage

1. Lettre de Charles-Gustave à l'Électeur, décembre 1656. — U. A., VII, p. 510.
2. Droysen, II, p. 145. — U. A., VII, p. 342.
3. « L'envoyé suédois en Pologne... a ordre de passer par la Prusse ducale... et d'y parler à quelques officiers et villes dégoûtés du gouvernement d'aujourd'hui... » (D'Avaugour à Mazarin, juillet 1654, A. A. É.)
4. Voir plus haut, p. 21.
5. Sur la délibération du conseil, cf. Mémoire de Waldeck du

de renseigner l'Électeur sur les prétentions des futurs belligérants, et de le mettre à même de prévoir tout essai d'entente à ses dépens. Il fallait en même temps négocier avec les neutres, obtenir leur garantie ou des subsides, mais par-dessus tout armer et mettre la Prusse à l'abri d'une insulte : les progrès des Russes fournissaient à ces armements un prétexte non suspect. Mais une fois ces mesures prises, se contenterait-on de garder la Prusse avec des troupes dont l'entretien l'épuiserait autant qu'une invasion ennemie? Ne serait-il pas nécessaire et juste de chercher une compensation quelconque? En principe, tout le monde l'admettait : il n'y avait désaccord que sur la nature de cette compensation.

La plupart des vieux conseillers inclinaient à la chercher par une alliance avec la Pologne. Ils faisaient valoir le serment de Frédéric-Guillaume à Jean-Casimir, l'intérêt du Brandebourg au maintien de l'indépendance polonaise. En s'alliant à la Suède, on gagnerait peut-être des provinces, mais on se trouverait seul ensuite en face des Suédois qui ne manqueraient pas de reprendre leurs vieux projets sur la Prusse ducale; après quoi, revenus en Allemagne, ils feraient valoir les droits de Charles-Gustave sur Clèves et Juliers [1]. Des Polonais, au contraire, on ne pouvait jamais avoir rien à craindre : leurs divisions et le « liberum veto » les rendaient inoffensifs.

27 décembre 1654, U. A., VII, p. 329. — Lettre de l'Électeur à Blumenthal et Canstein, *id.*, 337; leur réponse, *id.*, 341, 346. — En réalité, il y a eu une série de consultations qui se sont prolongées jusque pendant les négociations de 1655.

1. U. A., VII, p. 353. — Erdmannsdörffer, p. 308, 309. — Pufendorf, *F. W.*, V, 12.

Cette argumentation eût été convaincante sans deux objections : d'abord, on risquait trop à choisir des alliés aussi faibles que les Polonais; ensuite, on ne discernait pas bien quelle « récompense » positive on pourrait tirer de Jean-Casimir, en plus de l'honneur et du bénéfice d'avoir sauvé l'équilibre du Nord.

Le vieil Hoverbeck qui, depuis 1640, représentait l'Électeur à Varsovie et connaissait mieux que personne les affaires polonaises, estimait qu'il fallait rechercher le droit de séance et de vote à la Diète du royaume [1]. Armé de ces droits, l'Électeur ne serait plus l'intrus allemand qu'il fallait affaiblir à tout prix, mais le confédéré de la République et le premier des magnats. Il lui serait facile alors de ménager un grand avenir à sa maison. La dynastie des Wasa allait disparaître avec Jean-Casimir, qui n'avait pas d'enfants. Qui serait mieux qualifié pour lui succéder qu'un duc de Prusse, fort de sa place à la Diète, appuyé sur les dissidents, aidé des ressources de ses provinces héréditaires? Et qui pourrait empêcher ce duc, une fois roi, de faire en Pologne ce que les Habsbourg avaient fait en Bohême, et de créer ainsi un nouvel État germano-slave?

Au fond cette politique n'était guère moins téméraire que la politique à la Slippenbach : elle était seulement moins brutale. Du reste ses partisans étaient peut-être

1. Cette politique n'était pas nouvelle. — Cf. U. A., I, p. 290. — Lettres d'Hoverbeck à l'Électeur des 24 juin, 9 septembre, 7 novembre 1648. Les Polonais appréciaient l'importance du « jus sessionis et voti » pour l'Électeur, à peu près comme Hoverbeck.... « Etliche haben mir auch wol diese odiose Comparation gemacht, der Cosacken Krieg und Bauern Rebellion wäre der Reipublicæ so gefährlich nicht als die Admission E. Ch. D. zur Wahl. »

moins séduits par ses avantages un peu chimériques que dominés par leur longue routine des affaires polonaises : ils ne pouvaient guère concevoir et conseiller une politique qui tendît à rompre ces rapports séculaires de la Pologne et de la Prusse, dont ils étaient les spécialistes attitrés.

Tout autre était le cas du ministre le plus écouté de l'Électeur, le comte Waldeck. Ce grand seigneur westphalien, fort mêlé jadis aux affaires de la guerre de Trente ans, grand ennemi des Impériaux et grand faiseur de projets, représentait dans le conseil une politique orientée surtout vers Francfort et le Rhin. Haï de ses collègues qu'il traitait volontiers en simples scribes, il séduisait son maître par son assurance, sa décision, sa fertilité d'imagination et surtout par les vastes perspectives qu'il savait faire miroiter devant ses yeux. Faire de Frédéric-Guillaume le patron des protestants, tenir en échec, par lui, la puissance impériale ; pour cela le maintenir en bons rapports avec les Suédois et les Français, sans cependant l'enchaîner à leur politique ; armer à outrance, écraser Neubourg, le rival de Frédéric-Guillaume dans les duchés rhénans ; ne négliger d'ailleurs aucune occasion de conquête, tel était son programme. Les affaires du Nord le forçaient à en ajourner l'exécution : au moins voulait-il les faire tourner indirectement au profit de sa politique allemande [1].

1. Erdmannsdörffer, *Graf Waldeck*, *passim*. — « Tous ceux qui le connaissent, confessent qu'il a beaucoup d'esprit,... une parfaite connaissance des intérêts de l'Empire,... une grande incompatibilité avec ses égaux, aussi bien qu'une forte estime de soi-même. » (*Mémoires du comte de Guiche*, p. 94.)

Or il était clair que l'acquisition du *jus sessionis et voti* aurait pour résultat d'engager à fond l'Électeur dans les affaires de Pologne. Aussi Waldeck préférait-il la suppression pure et simple de la suzeraineté polonaise. Dans sa réponse au questionnaire posé par Frédéric-Guillaume à ses conseillers, il insistait avec force sur les conséquences humiliantes de sa vassalité : n'était-il pas monstrueux qu'un Électeur du Saint-Empire fût soumis aux caprices d'un roi de hasard qui le traitait avec moins d'égards que le dernier des hobereaux polonais ! Au fond Waldeck en voulait moins aux humiliations de la vassalité qu'aux restrictions de pouvoir qu'elle entraînait. Une vassalité à la façon allemande ne lui semblait pas humiliante : quand Knesebeck proposa de rattacher la Prusse à l'Empire, comme au moyen âge, il apprécia fort l'expédient. C'est que depuis les traités de Westphalie, et les « éclaircissements » qui en avaient été faits à Ratisbonne, les vassaux de l'Empereur étaient en réalité des princes souverains; ils pouvaient armer et financer à leur aise, et c'était là l'essentiel pour Waldeck. Il voulait qu'en dépit des Prussiens et de leurs protecteurs de Varsovie, l'Électeur pût disposer des ressources de la Prusse pour exécuter *seine rühmliche Consilia im Reiche* [1]. La souveraineté lui apparaissait avant tout comme un moyen : il n'avait en aucune façon l'idée particulière à des écrivains modernes,

1. U. A., VII, p. 347 et suiv. — Quand l'Électeur sera souverain, il n'y aura plus de « versements d'argent aux Polonais, de frais d'investiture, de redevances annuelles, de gratifications aux gens à corrompre à la cour : les réclamations des Polonais sur une partie des douanes, des ports prussiens seront finies à jamais : bref, l'Électeur sera le premier où il est maintenant le second ». — Erdmannsdörffer, p. 311. — Orlich, p. 64 et suiv.

que sa conquête pût être une revanche de la vieille Prusse contre les vainqueurs de Tannenberg.

Du reste, Waldeck ne concluait pas à l'alliance suédoise : en l'absence d'informations sur les projets de Charles-Gustave, c'eût été prématuré. Il se bornait à y préparer l'Électeur en démontrant qu'aucun scrupule ne devrait peser sur sa décision finale. A la vérité, comme duc de Prusse, il avait juré fidélité à Jean-Casimir, mais ce serment ne l'obligeait pas à compromettre dans une guerre contre les Suédois ses possessions allemandes et sa situation de chef des protestants de l'Empire. Au surplus, les Polonais avaient toujours été de détestables suzerains; incapables de protéger leur vassal, ils n'avaient jamais vu dans leur suzeraineté qu'un moyen de battre monnaie à ses dépens. En conscience, l'Électeur ne pouvait être tenu de respecter ce contrat dénaturé : s'il en doutait il n'avait qu'à saisir du cas une commission de docteurs en droit féodal et de théologiens [1].

Waldeck concluait ensuite, comme ses collègues, à la nécessité des armements et des négociations, mais tournés de manière à laisser croire à chacun des futurs adversaires que l'on armait en sa faveur : peut-être obtiendrait-on des Polonais, sans brouille avec les Suédois, soit un subside, soit la permission d'occuper un palatinat quelconque et d'y faire vivre les troupes. Nanti de ce gage; l'Électeur serait en meilleure posture pour parler plus tard de « récompense ». Cette récompense, Waldeck l'indique déjà : c'est la « correspondenzlinie » entre la

1. Erdmannsdörffer, p. 310 et suiv.

nouvelle Marche et la Prusse ducale, c'est-à-dire les places de la vallée de la Netze [1]. Il propose donc à Frédéric-Guillaume l'acquisition que réalisera plus tard Frédéric II : aux deux époques, la même situation géographique a fait éclater la même convoitise.

III

Le plus pressant était de mettre la Prusse en défense. Elle pouvait être attaquée par mer, par ses deux ports, Memel et Pillau, dont la prise aurait découvert Königsberg et tout l'intérieur du pays. Du côté de la terre, à l'est et au sud, le Niémen, la Pregel, les lacs et les hauteurs boisées du pays des Mazures pouvaient bien gêner les mouvements des armées régulières, mais non arrêter des incursions des bandes isolées; à l'ouest enfin, l'évêché de Warmie, dépendance polonaise, ouvrait, jusqu'aux portes de Königsberg, une large brèche dans la frontière prussienne. Il fallait donc réparer les fortifications à demi ruinées de Memel et de Pillau, garnir les défilés de la frontière du sud, réunir enfin, autour de Königsberg, une force capable de surveiller la Warmie, et, au besoin, de l'occuper.

Dès 1654 le feld-maréchal lieutenant Sparr, un Autrichien passé depuis peu au service de l'Électeur, avait inspecté les fortifications de Memel et de Pillau. En avril

1. Les principales de ces places sont Nakel, Uscz, Kolmar, Czarnikau et surtout Bromberg, qui établit la communication entre la vallée de la Netze et celle de la Vistule.

1655, Waldeck et Hoverbeck se rendirent en Prusse à leur tour, avec une mission à la fois politique et militaire : il s'agissait de décider les États prussiens à faire les frais de la défense du pays. Ce ne fut pas aisé; aux yeux des Prussiens, comme à ceux des Polonais, une invasion n'était pas le plus grand des maux : avant tout, ils voulaient éviter que, sous prétexte de défense, l'Électeur ne se rendît absolu. Le mieux, à leur avis, eût été de n'armer que les milices du pays, les « Wybranzen », et, en cas de péril extrême, la noblesse en masse. Cependant comme il était clair que ce n'eût pas été là une défense suffisante, les États consentaient bien à entretenir des troupes régulières, mais ils entendaient y réserver tous les emplois d'officiers à des Prussiens, assermenter les troupes au duché en même temps qu'à l'Électeur, et contrôler eux-mêmes l'emploi des fonds. Il fallut l'approche des Moscovites, l'imminence du péril suédois, la bonhomie habile de Waldeck et l'expérience de son collègue pour enlever sans condition le vote des nouveaux impôts [1].

Cependant les négociations avaient commencé à Stockholm. Selon ses ordres [2], Dobrczenski avait présenté au Roi les félicitations de l'Électeur, offert ses services pour le règlement des affaires de Brême et du Nord, et déclaré, en réponse aux propos de Slippenbach, que ni Memel ni Pillau ne seraient livrés à qui que ce fût. Charles-Gustave ne parut pas ému de cette communication, répondit aux

1. Erdmannsdörffer, p. 311, 312, 315, 318. — U. A., VII, p. 350. — Droysen, II, p. 153.
2. U. A., VI, p. 63 et suiv.

assurances d'amitié par des assurances semblables, et ne laissa rien entrevoir de ses projets. Aux questions de Dobrczenski il répondit par d'autres questions : pourquoi l'Électeur armait-il? Pourquoi ses négociations avec les Hollandais [1]? Cette attitude inquiéta Frédéric-Guillaume; il prescrivit à Dobrczenski de redoubler d'efforts pour pénétrer les intentions des Suédois, de ne pas nier les armements, mais de les expliquer par l'approche des Moscovites et certains mouvements du duc de Lorraine aux Pays-Pas [2]; de réitérer sa déclaration au sujet des ports; enfin de faire appuyer ses offres de médiation par le Français d'Avaugour et le Polonais Morstein [3]. Dobrczenski s'acquitta de sa mission sans aucun succès. Il ne put faire prendre au sérieux ses offres de médiation [4], tira bien de quelques sénateurs une sorte de désaveu des paroles de Slippenbach, mais le roi resta impénétrable et finalement se déroba en renvoyant la suite des négociation à son arrivée à Stettin [5].

La politique de médiation, ou, pour mieux dire, d'informations sous prétexte de médiation ne fut pas plus heureuse à Varsovie qu'à Stockholm [6]. Jean-Casimir se méfiait trop de son remuant vassal pour le laisser intervenir dans ses différends avec une puissance étrangère [7].

1. U. A., VI, p. 668. Lettre du 18 janvier 1655.
2. Droysen, II, *passim*.
3. U. A., VI. Lettre du 25 janvier.
4. L'assertion de Droysen et d'Erdmannsdörffer que d'Avaugour n'a pas voulu seconder Dobrczenski n'est pas exacte. — Cf. U. A., II, p. 39; IV, p. 32. — Lettres de l'Électeur à d'Avaugour, 20 avril et 27 juin, A. A. É..
5. Carlson, p. 220.
6. Pufendorf, *F. W.*, V, 15. — U. A., VII, p. 360. — *Id.*, VI, p. 693 et suiv.
7. Erdmannsdörffer, p. 319. — Pufendorf, *F. W.*, V, 17.

Il croyait peu, du reste, à la réalité du danger. Au lendemain de son avènement, Charles-Gustave ne lui avait-il pas fait porter par Koch des paroles amicales? et ces paroles n'étaient-elles pas l'indice que la Suède, occupée de ses embarras intérieurs, ou peut-être d'entreprises en Allemagne, ne ferait rien contre la Pologne avant la fin des six années de trêve qui restaient à courir [1]? Au surplus, on avait un traité avec les Hollandais, on en négociait un autre avec les Tatars. On vivait donc à Varsovie « comme si on n'avait jamais entendu parler des Suédois » et l'attention de la cour continua à s'y partager entre les progrès des Moscovites, les aventures galantes et les pratiques de dévotion de Jean-Casimir [2]. L'Électeur ne reçut de réponse à ses offres qu'en mars; on acceptait sa médiation sur les bases suivantes : restitution de la Livonie, maintien à Jean-Casimir des armes et du titre de Suède, alliance contre les Russes; en cas de refus le médiateur devait se joindre immédiatement aux Polonais [3]. Naturellement la négociation en resta là : c'était la politique officielle de l'Électeur qui échouait; restait celle de Waldeck qui depuis plusieurs mois déjà, se poursuivait à couvert de l'autre.

Nous avons déjà dit que Waldeck conseillait de laisser espérer un secours aux Polonais pour obtenir d'eux, soit des subsides, soit la remise d'un territoire qui servirait d'abord de quartier pour les troupes, de gage ensuite. Or les dispositions de Jean-Casimir ne permettaient guère

1. Mission de Koch. Voir pl. haut, p. 23.
2. Damus, p. 19. — U. A., VI, p. 690. Lettre d'Adersbach à l'Électeur. — Cf. aussi lettre d'Hoverbeck, 19 juin 1654. U. A., VII, p. 4.
3. Pufendorf, *F. W.*, V, 18. — U. A., VII, p. 366.

d'entamer avec lui une négociation de ce genre. Pour tirer quelque chose des Polonais il fallait passer par-dessus le roi, profiter de l'anarchie générale pour négocier avec une province quelconque et s'y installer sous prétexte de protection. L'Électeur le tenta en Grande-Pologne. Dès novembre 1654 il entretint avec le palatin de Poznanie, Opalinski, des rapports assez mystérieux qui aboutirent, en mai 1655, à la mission de Kurtzbach-Zawacki auprès des États de Grande-Pologne [1].

Il devait leur déclarer que pour assumer, outre la défense de sa Prusse, celle de la Grande-Pologne, l'Électeur avait besoin de subsides avec lesquels il lèverait en Allemagne de nouvelles troupes. Ces troupes, il ne les céderait pas purement et simplement aux États, contre leur argent, car ses recrues ne voudraient certainement pas d'autre chef que lui : il en garderait le commandement, mais les emploierait au mieux des intérêts de la province, en occupant ses places fortes et particulièrement celles de la Netze [2].

Les Polonais eurent peur de quelque finesse. Ils répondirent que pour garder des villes, leurs milices suffisaient et que les Brandebourgeois seraient bien mieux employés en rase campagne contre les Suédois. Cela ne faisait plus l'affaire de l'Électeur qui voulait bien lever des soldats aux frais des Polonais pour les mettre ensuite en subsistance en Pologne, mais non en campagne. Il ne résulta donc de ces pourparlers qu'une méfiance assez vive qu'ac-

1. Pufendorf, *F. W.*, V, 16. — U. A., VII, p. 359 et suiv. — Erdmannsdörffer, p. 313 et suiv.
2. Pufendorf, *F. W.*, V, 17.

crut encore l'arrestation dans Posen d'un major brandebourgeois, qui, par pur dilettantisme, « aus Curiosität »[1], écrivit plus tard l'Électeur aux États, levait le plan de la ville.

Les Polonais se seraient encore plus méfiés s'ils avaient connu certains pourparlers de l'Électeur avec les Suédois. Ne voyant pas venir leurs offres il avait enfin pris le parti de les provoquer. A Berlin, il entreprenait le résident Wollfsberg sur la possibilité d'un partage de la Pologne, et les acquisitions qu'il désirait en Samogitie, en Lithuanie, et surtout dans cet Ermeland qui aurait si bien arrondi la Prusse [2]. A Stockholm, Dobrczenski avait ordre de parler des armements polonais, de l'agitation du monde catholique, de la nécessité qui s'imposerait à l'Électeur, pour sauvegarder la Prusse, de mettre garnison dans les villes de la « Correspondenzlinie » [3]. Ainsi donc, pendant qu'on offrait aux Polonais d'occuper leurs places pour les défendre contre les Suédois, on présentait à ceux-ci cette occupation comme une précaution contre les Polonais. Il est probable que les Suédois ne goûtèrent pas beaucoup une combinaison qui aurait installé l'Électeur en Pologne et limité d'avance leurs conquêtes sans rien leur donner en retour. Par contre, quand Dobrczenski parla à différents sénateurs du projet d'affranchir la Prusse ducale du joug polonais, ils répondirent que « ces pensées étaient nobles », et l'occasion

1. Erdmannsdörffer, p. 313-314. — Correspondance d'Hoverbeck et de Kurtzbach-Zawacki avec l'Électeur, U. A., VII, p. 363 et suiv.
2. Pufendorf, *C. G.*, II, 55.
3. Lettre de l'Électeur à Dobrczenski, 12 avril 1655. — U. A., III, p. 670.

favorable, sans du reste s'expliquer autrement sur leurs intentions.

Cette réserve n'inquiétait pas Dobrczenski : avec de la prudence, écrivait-il à Waldeck, nous nous rendrons chaque jour plus considérables; il suffit d'attendre « sous la cuirasse »[1]. C'était bien l'avis de Waldeck, mais attendre n'allait pas sans quelques inconvénients. Des deux côtés les armements de l'Électeur déplaisaient : déjà les Polonais parlaient d'occuper les ports de Prusse, criaient à l'entente secrète de l'Électeur avec les Suédois[2], alors qu'il n'avait de ceux-ci ni promesse ni garantie. Il était évident qu'ils attendaient la réunion de leur armée sous Stettin pour lui dévoiler leurs desseins, peut-être lui dicter leurs conditions. Dans cette situation, la plus sûre ressource de l'Électeur était de se rattacher aux neutres, aux Hollandais, aux Français, et de conclure avec eux des traités d'alliance et de garantie. Pour y travailler il n'avait pas attendu l'échec de ses tentatives à Stockholm et à Varsovie.

Les Hollandais, maîtres du commerce du Nord, ne pouvaient voir d'un œil indifférent les armements de Charles-Gustave; ils savaient bien que la victoire se traduirait pour eux par une élévation de tarifs douaniers, peut-être par une sorte d'acte de navigation qui les exclurait de la Baltique devenue lac suédois[3]. Aussi s'efforçaient-ils de grouper autour d'eux les adversaires éventuels de la

1. Lettre de Dobrczenski à Waldeck, 28 avril 1655. — U. A.
2. Erdmannsdörffer, p. 320. — Lettres d'Hoverbeck, *passim*. — U. A., III.
3. Basnage, *Histoire des Provinces-Unies*, I, p. 417.

Suède. En mai 1654 ils conclurent un traité avec les Polonais [1]. Les négociations marchèrent moins vite avec l'Électeur. Il hésitait, soulevait des difficultés d'étiquette, craignait de se compromettre aux yeux des Suédois, de « troubler son eau au loup » [2]. De leur côté les Hollandais, en échange de leurs secours en hommes et en argent, voulaient une série de privilèges commerciaux et le droit d'occuper, à titre de gage, Memel ou Pillau [3]. C'étaient presque des conditions à la Slippenbach. En juin 1655 seulement la conclusion d'un traité devint probable.

Restaient les Français. L'Électeur pouvait-il encore attendre d'eux le même appui que pendant la guerre de Trente ans? Plus que jamais ils avaient intérêt à lui conserver assez de force et de liberté d'action pour qu'il pût prendre, dans le système anti-autrichien, la place abandonnée par la Suède. L'agent de l'Électeur à Paris, Wicquefort, ne cessait de démontrer à Mazarin la nécessité de s'attacher, au prix de quelque argent, un prince qui disposait d'une voix électorale, d'une nombreuse clientèle et de tant de beaux régiments [4].

Il ne semble pas que Mazarin ait fait grande attention aux mémoires de Wicquefort. On peut même croire, d'après certaines plaintes de leur auteur, qu'il ne les lisait

1. Londorp, VII, p. 890. — Droysen, II, p. 418.
2. Lettre de l'Électeur à Weiman, 9 juin 1635. U. A.
3. Pufendorf, *F. W.*, V, 21.
4. U. A., II, 39. — « Votre Éminence sait bien qu'il n'y a point de prince en Allemagne qui ait le pouvoir, le crédit, l'affection et toutes les qualités requises pour servir à la France,... et dont on puisse faire un rempart contre les ambitieux progrès de la maison d'Autriche, si ce n'est M. l'Électeur, auquel il ne manque qu'un secours de quelque argent. » Wicquefor à Mazarin, A. A. É.

pas, certain d'avance que les négociations avec les Allemands aboutissaient toujours à des demandes d'argent : or c'était ce qu'il aimait le moins au monde. Cette indifférence indignait fort les ministres de l'Électeur, et surtout Waldeck. Toute sa politique dans l'Empire et sur le Rhin, que les complications du Nord ne lui faisaient pas perdre de vue, reposait sur la collaboration des Français. Neubourg, le rival et l'ennemi intime de Frédéric-Guillaume, était le protégé des Espagnols qui tenaient garnison dans sa ville de Juliers. Pour les en déloger, Waldeck comptait sur les Français, qui pouvaient fournir de l'argent d'abord, attirer ensuite les Espagnols du côté du Hainaut par une bonne diversion, préserver enfin l'Électeur des conséquences d'un échec par un traité de garantie [1]. Par clairvoyance, avarice ou paresse, Mazarin appréciait si peu les beautés de ce plan qu'il n'envoya un agent à Berlin, de Lumbres, qu'au moment où la crise du Nord en rendait la réalisation à peu près impossible.

De Lumbres [2] n'était du reste chargé que d'assurer à la France, moyennant subside, la voix de l'Electeur à la Diète et surtout quelques régiments. Ce dernier point était

1. Lettres de Waldeck à Sommelsdyk, 30 janvier, 3 avril 1655, Erdmannsdörfer, *Graf Waldeck*, appendice, p. 450 à 460.

2. « Pour ce qui est de M. de Lumbres, il était président au grenier à sel de Montreuil-sur-Mer, lorsqu'il fut tiré de son poste à la recommandation du duc de Longueville pour être employé auprès de l'Électeur de Brandebourg. » Wicquefort, l'*Ambassadeur*, I, p. 26. — C'est une erreur, Flassan le mentionne comme résident à Liège vers 1650. Dans la conversation avec la princesse d'Orange qui est citée plus bas, de Lumbres rappelle lui-même cette mission à Liège. C'est très probablement parce qu'il connaissait les Pays-Bas, que Mazarin aurait voulu faire attaquer par les troupes électorales, qu'il a été envoyé à Berlin.

le plus difficile à gagner. En juin 1655, quand les Suédois se concentraient à Stettin, l'Électeur avait encore plus besoin de ses troupes que d'argent. Waldeck déclara donc à de Lumbres, dès son arrivée, que le bon moment était passé, que le seul moyen de mettre l'Électeur à même de servir la France était de lui accorder immédiatement un subside, et de plus un traité de garantie pour tous ses États, y compris la Prusse : faute de quoi il serait obligé de s'adresser ailleurs, c'est-à-dire à l'Autriche[1].

De Lumbres ne pouvait guère négocier sur des bases pareilles. Mazarin était trop avisé pour risquer une brouille avec la Suède à propos de la Prusse, et payer d'avance un secours problématique. Les ministres de l'Électeur, qui s'en aperçurent, changèrent tout à coup de tactique. Il ne fut plus question ni de danger suédois, ni de « ligue défensive », mais de grandes entreprises aux Pays-Bas ou en Allemagne, comme si l'on avait ses coudées franches du côté du Nord. Un jour, Wittgenstein vient déclarer à de Lumbres que l'Électeur verrait avec plaisir l'élévation de Louis XIV à l'Empire; un autre jour, la princesse douairière d'Orange l'entreprend sur les visées secrètes de la France et parle de la Gueldre et du Brabant comme si l'on allait les conquérir ensemble. De son côté, Waldeck déclare que si le Roi veut aider l'Électeur à s'emparer de Juliers, l'Électeur lui rendra le même service pour la Gueldre, Namur et le Luxembourg : comme de Lumbres s'étonne et trouve l'entreprise péril-

1. Lettres de de Lumbres, de juin, juillet, août, septembre 1655, *passim*. Cf. notamment lettres du 28 juin et 27 juillet. — U. A., II, p. 40-41. A. A. É.

leuse, Waldeck entre dans le détail, fixe le rôle des différentes troupes, offre l'artillerie de l'Électeur, si bien que la conférence diplomatique dégénère en conseil de guerre [1].

C'était la première fois que la politique prussienne offrait la Belgique à la France. Si tentant que fût l'appât, Mazarin ne s'y laissa pas prendre. Il ne croyait guère aux belles promesses des Électoraux, et ne se souciait pas d'une politique dont le plus sûr résultat eût été un bouleversement de l'Empire et la dépossession d'un prince catholique, Neubourg, auquel il s'intéressait. Il ne voulait de l'Électeur que sa voix et des troupes, pour de l'argent. L'Électeur n'ayant rien à livrer, rien ne fut conclu, et le Brandebourg se trouva sans allié et sans subside au moment même où l'action suédoise commença à se dessiner.

IV

Dès la fin de juin, les troupes de Wittemberg, se dirigeant vers la Prusse royale, avaient commencé à traverser, sans autorisation de l'Electeur, la Poméranie orientale et la Nouvelle-Marche [2]. En même temps Erick Oxenstjern était arrivé à Stettin. L'Électeur se hâta de lui envoyer deux nouveaux négociateurs, Waldeck et Schwérin.

Ils devaient [3] commencer par offrir, une fois de plus,

1. Lettres du 6 juillet, U. A., II; des 13, 20 et 27 juillet. A. A. É.
2. U. A., VII, p. 379.
3. Instructions du 4 juillet, U. A., VII, p. 380 et suiv.

la médiation du Brandebourg, et ne passer qu'ensuite, avec les plus grands ménagements, aux propositions d'alliance. Avant tout, Charles-Gustave devait promettre, sous la garantie de la France, de ne rien prétendre en Prusse ducale, ni par guerre ni par traité avec la Pologne. Ce point réglé, Waldeck et Schwérin pouvaient faire connaître les conditions auxquelles l'Électeur mettait son alliance. Il lui fallait d'abord la Lithuanie, sur laquelle sa qualité de descendant des Jagellons lui donnait des droits [1], et la Warmie avec Braunsberg; en seconde ligne, Elbing, et un morceau de la Samogitie; enfin, la « Communicationslinie ». Ce n'était pas tout : Waldeck était chargé oralement de présenter encore d'autres demandes dans le cas où le partage total de la Pologne entrerait dans les vues des Suédois [2].

En échange, Waldeck et Schwérin étaient autorisés à offrir, d'abord la voix de Frédéric-Guillaume à la première élection d'un roi des Romains, ensuite son concours pour la conquête de la Prusse royale et de la Pomérélie, enfin la conclusion d'une « alliance éternelle ».

La disproportion des offres et des demandes sautait aux yeux; cependant les Suédois écoutèrent volontiers Waldeck et Schwérin, et n'hésitèrent pas à promettre immédiatement la Warmie, Braunsberg, le morceau de Samogitie et l'abolition de la vassalité prussienne : il ne leur en coûtait rien de dépecer la Pologne. L'accord était donc en bon chemin quand, le 22 juillet, l'Électeur écrivit à ses représentants de lui faire reconnaître la faculté,

1. Pufendorf, *F. W.*, V, 17. — U. A., I, p. 161.
2. Erdmannsdörffer, p. 327 et suiv.

d'abord d'envoyer provisoirement aux Polonais le secours auquel il était tenu par son serment, ensuite de ne se déclarer qu'après la concentration en Prusse de toutes ses forces. En d'autres termes, il consentait bien à se lier avec Charles-Gustave, mais à condition de ne pas rompre avec Jean-Casimir tant que le sort de la guerre n'aurait pas été fixé par les premières batailles [1].

Cette exigence nouvelle parut d'autant plus suspecte aux Suédois qu'à ce moment même ils recevaient la nouvelle, fausse d'ailleurs, de l'entrée d'une flotte hollandaise dans la Baltique. Qui avait appelé cette flotte? Ce ne pouvait être que l'Électeur dont les menées en Hollande n'étaient un secret pour personne. Les Suédois revenaient donc de leurs dispositions favorables du début, quand Charles-Gustave débarqua à Wolgast (15-25 juillet). Il y apprit à la fois l'arrivée des Hollandais, un premier et brillant succès de Wittemberg à Uscie, sur les confins de la Grande-Pologne, enfin l'attitude louche des Électoraux : son parti ne pouvait être long à prendre. Il lui fallait rompre les trames secrètes de Frédéric-Guillaume, parler en victorieux, et mettre aux récalcitrants le marché à la main. Il fit donc déclarer à Waldeck et à Schwérin qu'il n'admettait pas que l'Électeur fût à la fois son allié et celui de ses ennemis : que sa première condition était une renonciation nette à tout accord avec les Hollandais. Les Électoraux s'excusant sur leur manque d'instructions, les Suédois prirent tout à coup une attitude raide et menaçante. Le 2 août, dans une conférence tenue au

1. U. A., VII, p. 391 et suiv.

château de Stettin, ils retirèrent leurs promesses précédentes, et demandèrent part aux garnisons des ports de Prusse. L'occupation de Memel et de Pillau, disaient-ils, pouvait seule les garantir contre les suites d'une alliance de l'Électeur et des États-Généraux[1].

Au fond, l'accord était encore possible. Il était clair que les Suédois retireraient leur nouvelle demande, s'ils obtenaient satisfaction sur l'alliance hollandaise. De son côté, l'Électeur pouvait d'autant plus facilement céder sur ce point, que cette alliance n'était pas encore conclue, et que même, d'après les dernières dépêches de Weiman, elle paraissait assez problématique. Le malheur fut qu'à ce moment même Weiman annonça qu'il venait enfin de réussir : le traité brandebourgeois-hollandais était signé[2] (27 juillet). Le rompre au lendemain de sa conclusion était impossible : il y fallait au moins du temps et des formes. Or Charles-Gustave, prêt à partir pour l'armée, voulait une réponse immédiate et catégorique. Ne pouvant la lui donner, Waldeck et Schwérin après de chaudes discussions avec les Suédois, revinrent à Berlin les mains vides.

Au dire des Électoraux, la responsabilité de la rupture retombait uniquement sur les Suédois. Ils auraient voulu séparer Frédéric-Guillaume de ses alliés, faire de lui moins un allié qu'un prisonnier. En réalité, les Suédois s'étaient montrés fort accommodants — aux dépens d'autrui — et n'avaient exigé de garanties que le jour où l'attitude de l'Électeur leur était devenue suspecte : ils ne tenaient pas à se brouiller gratuitement avec lui. L'Élec-

1. Erdmannsdörffer, p. 337.
2. Mörner, *Brandenburgs Staatsverträge*, p. 187.

teur et ses conseillers le savaient bien, mais il leur convenait de faire grand bruit de leur prétendu grief : d'une part, en effet, la rupture ainsi présentée leur était une recommandation auprès des Hollandais; de l'autre, elle laissait la voie libre à un rapprochement avec les Suédois. Le jour où les circonstances rendraient ce rapprochement désirable, il suffirait de demander à Charles-Gustave, non des concessions, mais des explications.

Il y a une autre facon d'expliquer la rupture, particulière aux historiens [1] qui ne veulent pas admettre que Frédéric-Guillaume ait eu jamais une politique de violence et de conquête. Pour eux, la négociation de Stettin, comme beaucoup d'autres négociations de cette époque, n'était pas sérieuse. L'Électeur n'en désirait pas le succès, et c'était précisément pour l'empêcher, ne pas être entraîné dans une aventure réprouvée par sa conscience, qu'il avait imaginé de faire tant de demandes excessives, absurdes et contradictoires.

Cette façon d'expliquer sa politique revient à dire que, pour mieux s'abriter, il s'est totalement découvert. Ses demandes étaient excessives, c'est vrai, mais on commençait toujours, en ce temps, par demander le triple ou le quadruple de ce qu'on désirait réellement. Réclamer la Lithuanie peut nous paraître absurde, mais outre que ce n'était peut-être qu'un prétexte à marchandage il ne faut pas oublier qu'on n'avait pas alors, en matière de géographie politique, les mêmes exigences qu'à présent. Pendant longtemps les Hohenzollern ont songé moins à

1. Droysen.

relier leurs anciens domaines qu'à en acquérir de nouveaux n'importe où. Nous verrons bien l'Électeur, un peu plus tard, songer à l'acquisition de la Podolie [1].

Quant à la contradiction entre les instructions du 11 juillet, qui marquent un pas décisif dans le sens du partage de la Pologne, et la lettre du 22 juillet qui les annule, il faut, pour la comprendre, se porter par avance à ce qui s'est passé un an plus tard, à la veille du traité de Marienbourg. En mai 1656, Waldeck partira pour le camp suédois avec des instructions analogues à celles qu'il avait à Stettin. A peine sera-t-il parti que l'Électeur, retombé sous l'influence des conseillers hostiles à l'alliance suédoise et à Waldeck, lui écrira pour atténuer ses instructions, rabattre de ses demandes et surtout de ses offres. De même en 1655, Waldeck a obtenu des instructions conformes à ses vues, mais après son départ l'hésitation s'accentue, la prudence reprend le dessus et inspire la lettre du 22 juillet qui, sous couleur de compléter les instructions précédentes de Waldeck, les annule.

En définitive, on ne peut dire qui l'aurait emporté, du désir de conquêtes ou de la crainte des aventures, si les négociations de Stettin avaient pu se développer à loisir, comme celles de Marienbourg. Mais le temps pressait; il fallait à Charles-Gustave une réponse. Mis au pied du mur, Frédéric-Guillaume a pris le parti qui l'engageait le moins et réservait la solution finale.

1. Voir plus loin, chap. IV.

CHAPITRE III

LA NEUTRALITÉ DE L'ÉLECTEUR ET LE TRAITÉ DE KÖNIGSBERG

(Août 1655-Janvier 1656)

I. Situation de l'Électeur entre les deux partis, la politique de marchandage. Essai de reprise des négociations avec les Suédois. — Commencement d'action militaire; passage en Prusse de l'armée électorale. — Négociation avec les États de Prusse royale, leurs dispositions à l'égard de l'Électeur. Convention de Marienbourg.

II. Négociations avec les neutres. Dispositions des Hollandais, des Français; Wicquefort et Mazarin. — Négociations avec l'Empereur, avec le Tsar, avec Cromwell. Isolement final de l'Électeur.

III. Charles-Gustave en Pologne. — Ses succès, leur caractère, l'union polono-suédoise. Les projets des Suédois et leur retour sur la Prusse. — Situation critique de l'Électeur. Son appel aux Autrichiens. Négociations avec les Suédois; arrivée de ceux-ci en Prusse. Les deux armées en présence.

IV. La paix de Königsberg (7 janvier 1656). Les causes qui obligent les Suédois à une transaction. Établissement de la suzeraineté suédoise sur la Prusse; cession de la Warmie à l'Électeur. Situation de Frédéric-Guillaume après le traité.

I

La rupture des conférences de Stettin laissait Frédéric-Guillaume dans une situation délicate. La guerre allait continuer sans qu'il eût la moindre garantie que le vainqueur,

quel qu'il fût, respecterait sa Prusse. D'autre part, ses dernières négociations avaient achevé de le rendre suspect à tous les yeux : les Polonais ne lui pardonnaient guère de les avoir engagées, ni les Suédois de les avoir rompues : « Il est fort embarrassé pour avoir voulu se rendre considérable à tout le monde, écrivait le premier ministre du landgrave de Hesse ; cela n'est bon qu'à des Cromwells [1]. »

Cet embarras n'était pourtant pas si grand que l'ont imaginé la plupart des contemporains. Si mal disposés pour l'Électeur que fussent les belligérants, ils ne pouvaient songer à le punir de sa neutralité équivoque : ils avaient trop à faire l'un contre l'autre. L'Électeur pouvait attendre avec son armée toute fraîche le moment inévitable où l'on viendrait acheter son secours. Cette politique d'attente et de marchandage, l'habile et actif envoyé de l'Autriche auprès de Charles-Gustave, le Franc-Comtois Lisola, l'a pénétrée dès le mois de septembre [2] et signalée à sa cour, alors que de Lumbres croyait encore à la guerre entre Suédois et Électoraux.

Ce qui l'avait trompé, c'était le ton pris à Berlin après le retour de Waldeck et de Schwérin. Il n'avait plus été question que des prétentions injustes des Suédois et de la satisfaction sans remords qu'on trouverait à ne pas les favoriser [3] : le vent avait brusquement sauté à la mora-

1. Lettre de Krosiegk, Cassel, 15 septembre. A. A. É., Berlin, II, 112.

2. Lisola, 1er septembre 1655, de Francfort-sur-Oder (Pribram, p. 96) : « Facile mihi persuaserim, ipsum per aliquod tempus mansurum in suspenso observandis rerum eventibus, juxta quorum exigentiam consilia capesset, cum ita comparatus sit, ut nec facile opprimi possit nec leve pondus parti cui accedet, adjicere », etc. Sur Lisola, voir *Revue historique*, 1885, p. 300 à 351, article de M. H. Reynald.

3. Lettre de l'Électeur du 27 juillet 1655, U. A., VII, 395 : L'alliance

lité politique. L'Électeur ne tarissait pas sur sa résolution de périr plutôt que de céder : il énumérait ses forces et celles de ses alliés. La Hesse, Cologne, Brunswick lui enverraient leurs régiments : le Danemark et même Cromwell s'uniraient aux Hollandais pour défendre la liberté de la Baltique; au besoin, on appellerait à l'aide jusqu'à l'Empereur [1]. Du reste, pendant qu'il gasconnait ainsi devant de Lumbres, probablement pour lui démontrer la nécessité d'un fort subside, Frédéric-Guillaume renvoyait Schwérin et Dobrczenski à Charles-Gustave, pour le rassurer sur le caractère de l'alliance hollandaise, lui faire admettre la neutralité de la Prusse ducale et lui demander s'il verrait quelque inconvénient à ce que ledit Électeur prît l'évêché de Warmie sous sa protection [2].

Les Suédois que leurs premiers succès en Pologne rendaient déjà plus exigeants qu'à Stettin, répondirent par un véritable ultimatum. Il leur fallait la rupture immédiate du traité hollandais, la reconnaissance de leur suzeraineté sur la Prusse, l'établissement de nouvelles douanes en Prusse et la moitié du produit de ces douanes, enfin la promesse qu'en cas de besoin l'Électeur leur fournirait 3000 hommes; à ces conditions, ils vou-

suédoise n'aurait apporté... « nichts anders als ein unruhig Gewissen... bei der Vertheidigung des Unsrigen dagegen haben wir ein freudiges Gewissen und wollen hoffen, der höchste Gott, der es uns gegeben werde eins auch dabei schützen ». (Erdmansdörffer, p. 337.)

1. L'Électeur compte avoir 12 000 fantassins et 10 000 chevaux, plus les 4000 hommes que les États-Généraux doivent lui fournir. « Il se promet 6000 hommes tant de M. de Cologne que de Brunswick, et 5000 de M. le landgrave. » De Lumbres, 1[er] septembre 1655, et *passim*.

3. U. A., VII, p. 455 et suiv. — Instructions à Schwérin et Dobrczenski du 21 août 1655.

laient bien lui céder la Warmie, ou pour mieux dire, ne pas s'opposer à ce qu'il l'occupât [1]. Les Brandebourgeois ne pouvaient accepter une telle capitulation; ils continuèrent cependant à négocier, conformément à leurs instructions, mais sans jamais obtenir de réponse sérieuse. Un jour on les invitait à s'en aller, puisqu'ils n'avaient pas de pouvoirs suffisants pour conclure sur la question du traité hollandais et sur celle des douanes; huit jours après, on leur proposait de laisser ces deux points en suspens et de traiter pour le reste. Ce qui se dégageait le plus nettement de ces contradictions, c'était l'intention des Suédois de gagner du temps [2]. Des deux côtés, le jeu était le même; dans l'incertitude de la situation générale, personne ne voulait encore ni rompre ni conclure; les Suédois négociaient pour empêcher l'Électeur de se déclarer contre eux pendant qu'ils étaient occupés par les Polonais, l'Électeur pour conserver les voies ouvertes à un accord, et compléter ses armements..

Cependant Waldeck, qui, aussitôt après les conférences de Stettin, était reparti pour la Prusse, y pressait la mise en défense des ports et la levée des troupes. Quelques semaines plus tard, l'armée de Brandebourg se mit en route pour gagner le duché; à la mi-septembre, elle passa la Vistule et joignit les régiments prussiens que Waldeck amenait à sa rencontre Ce double mouvement mécon-

1. Projet de traité remis aux commissaires brandebourgeois, à Rogasno, en août. U. A., VII, IV, p. 454.

2. Relations de Schwérin et Dobrezenski, 26 septembre. U. A., VII, IV. p. 458. « Wir wissen fast nicht was wir von der Sache judiciren sollen, denn dimittiren wollen sie uns nicht und geben uns doch auch schlechte Hoffnung zur Endschaft der Tractaten und bezeigen sich viel härter denn sie jemalen zuvor gethan. »

tenta fort les Suédois [1]. La Prusse royale était pour eux le but principal de la guerre, l' « Hélène » pour laquelle ils combattaient [2]; les troupes électorales allaient la leur gâter et peut-être s'y mettre, avec l'aide des Polonais, sur un pied de défense formidable.

C'était bien, en effet, le dessein de l'Électeur, mais il ne se dégagea et ne se précisa que peu à peu. Les premiers pourparlers avec la ville la plus importante de la province, Danzig, eurent probablement lieu par l'entremise de Waldeck, lorsqu'il y passa pour retourner à Königsberg [3]. Un peu plus tard, quand l'armée électorale franchit la frontière, Frédéric-Guillaume demanda pour elle au magistrat de Danzig des vivres, des munitions, la permission de se réfugier, en cas d'attaque suédoise, dans les ouvrages extérieurs de la place, et d'y faire défense commune avec leur garnison [4]. Cette première offre, timide encore, de *conjunctio armorum*, préparait le terrain pour une négociation plus sérieuse. Au mois de septembre, un nouvel agent de l'Électeur, Kospoth, visita la noblesse de Pomérélie et les woiéwodes de Prusse, les frères Louis et Jacob Weiher. L'accueil fait à sa proposition d'entente politique et militaire fut assez bon pour décider l'Électeur à un pas plus décisif [5]. En octobre, il

1. U. A., VII, p. 380. Correspondance de Sparre et de Wittgenstein.
2. U. A., VII, p. 428. Lettre de Somnitz à Löben.
3. Damus, *Der este nordische Krieg*, p. 38.
4. U. A., VII, p. 307. Mission de Krokow. Instructions du 4 septembre 1655. — Cf. Damus, *loc. cit.*
5. Lettre de Kospoth du 29-19 septembre 1655. U. A., VII, 379. Après le discours de Kospoth aux nobles poméréliens : «... fingen etliche unter ihnen an..., mit grossem Impetu : sit ergo (l'Électeur) protector noster!... wir wollen den, der es anders sagt, mit Säbeln von einander tragen... stehet Er (Elector) wol bei uns, er soll unser König sein, wenn Er uns

envoya à Marienbourg, ses conseillers intimes, Iéna et Dohna, pour offrir aux États de Prusse le secours de ses troupes jusqu'à concurrence de 20 000 hommes. Elles occuperaient les villes fortes aux frais de la province, tandis que les garnisons polonaises, devenues disponibles, marcheraient à la rencontre des Suédois. Quant aux stipulations de détail, telles que le commandement des garnisons, les conditions de la restitution des places aux Polonais, Iéna et Dohna n'avaient aucune instruction : ils devaient simplement exhorter les Polonais à la confiance [1]. Dans une instruction supplémentaire du 5 octobre, Frédéric-Guilllaume précisa un peu plus sa pensée. Il s'agissait d'assumer, non la protection de la Prusse royale, mais simplement le défense de ses forteresses moyennant finances et sous la condition formelle que dans aucun cas les Électoraux ne prendraient l'offensive contre les Suédois [2].

Il est visible que ces instructions dérivent, comme précédemment celles de Kurtzbach-Zawacki [3], du plan de Waldeck que nous connaissons déjà [4]. La seule différence entre ces deux tentatives de faire vivre l'armée électorale aux frais de la Pologne est que la seconde présentait à la fois plus de risques et d'avantages que la première. En occupant la Prusse royale, l'électeur choquait plus directement les ambitions de Charles-Gustave,

nus bei unserer Religion lässt; thaten etliche Remonstration dabei, weil S. Ch. D. dem Jagellonischen Hause verwandt », etc.

1. Instruction du 22 septembre, 2 octobre. U. A., VII, p. 401. — Pufendorf, *F. W.*, V, 57, 58.

2. U. A., VII, p. 408.

3. Voir plus haut, p. 46.

4. *Ibid.*, p. 39.

mais se ménageait plus de ressources matérielles et d'avantages stratégiques. L'occupation des places prussiennes assurait les communications, non seulement entre le Brandebourg et Königsberg, mais encore avec la mer et le secours hollandais. Il y pouvait attendre commodément le moment de traiter avec les Suédois, ou celui de tenter contre eux, avec l'aide des Polonais, un « Hauptstreich »[1].

A d'autres égards la Prusse royale avait autant de prix pour Frédéric-Guillaume que pour les Suédois et les Polonais. Comme la Prusse ducale, elle était une ancienne province teutonique, une terre protestante et plus qu'à demi allemande. Réunie à la Pologne lors de la décadence de l'Ordre, moitié par conquête, moitié par libre consentement, elle était restée autonome et presque indépendante. Elle semblait prédestinée par son passé, ses institutions, sa situation géographique, à se réunir un jour aux terres allemandes et protestantes qui la touchaient à l'est et à l'ouest, et dont elle aurait singulièrement accru la valeur. Le malheur était que les Prussiens n'avaient aucun désir de cette union. Plus encore que la noblesse catholique et polonaise, les villes allemandes et luthériennes étaient mal disposées à l'égard de l'Électeur. Elles voyaient en lui le calviniste, « l'hérétique », le prince autoritaire sans cesse en démêlé avec les bourgeois de son duché, et se méfiaient profondément de ses avances. A leurs yeux il voulait simplement les compromettre et faire vivre ses bandes indisciplinées

1. U. A., VII, p. 460, 461. Lettre de Waldeck à l'Électeur, du 3 octobre 1655. — Cf. Damus, *op. cit.*, p. 39.

aux dépens de la province, jusqu'au moment d'en trafiquer avec les Suédois [1]. Les représentants de la bourgeoisie aux États de Marienbourg s'opposèrent donc à tout accord avec les Brandebourgeois, et l'intervention de Jean-Casimir lui-même ne réussit pas à les faire changer d'attitude.

Dès qu'il avait appris les négociations de Marienbourg, le roi de Pologne, que les Suédois venaient de chasser de Varsovie avait envoyé en Prusse un agent, Lenski, chargé d'offrir à l'Électeur, en échange d'une alliance formelle, soit la souveraineté à Königsberg, soit les droits des Wasa sur la Livonie et la Suède; il est assez difficile de démêler le sens exact de ses instructions [2]. Toujours est-il qu'il n'obtint aucun résultat. L'alliance formelle que désirait Jean-Casimir ne fut pas conclue, et quant à l'accord particulier de l'Électeur avec les Prussiens, il fallut, pour décider les chefs de la noblesse prussienne à y accéder (12 novembre), la nouvelle de la prise de la seconde capitale de la Pologne, Cracovie, où les Suédois étaient entrés le 8 octobre [3].

En vertu de cet accord, l'Électeur devait occuper Marienbourg, Bromberg, Graudenz, Strassburg, Braunsberg, etc. Les États de Prusse entretiendraient ces garnisons, et

1. Kochowski, *Annales*, II, 1, p. 83. — Damus, p. 40, 42. — Walewski, I, p. 131, — Droysen, II, 487, note. — Lisola, lettre du 18 nov. : « Conjiciunt (Prussi) brandenburgicas copias aegre pro ipsorum defensione hosti exponendas, sed ad ostentationem tantum, et ad extorquendas forte a Sueco pinguiores conditiones pacis. »

2. Pufendorf, *F. W.*, V, 61. — Damus, p. 36, 37. — Erdmannsdörffer, p. 346. — Lengnich, p. 143, 144. — Lettre de de Lumbres à Mazarin, 16 novembre 1655. A. A. É.

3. U. A., VII, p. 411. — Mörner, *Staatsverträge*, p. 192.

fourniraient en plus un corps de 4000 hommes. Aucun des contractants ne conclurait de trêve ou de paix séparée. Il était entendu que l'accord n'entraînait aucun préjudice ni aux droits de Jean-Casimir ni aux libertés des États. Un délai de vingt jours était accordé aux trois grandes villes, Danzig, Elbing et Thorn, pour y adhérer.

Elles n'en profitèrent pas, et, par leur abstention, l'Électeur perdit la majeure partie des avantages financiers et stratégiques sur lesquels il avait compté. Le traité ne lui valut que l'occupation de places qui, sauf Marienbourg, étaient d'importance médiocre. C'était beaucoup s'il ne visait qu'à mieux marchander avec les Suédois : c'était peu pour leur résister sérieusement [1].

II

Heureusement Frédéric-Guillaume avait d'autres alliés : en vertu du traité du 27 juillet les Hollandais étaient tenus de lui fournir 4000 hommes ou des subsides. Son agent intérimaire à la Haye, Doyen, ne cessait de lui peindre par les couleurs les plus vives l'enthousiasme de ses alliés pour sa personne et ses intérêts. Il n'était question chez eux que de l'envoi d'une flotte à Pillau, d'une diversion dans le pays de Brême, de démarches pour entraîner le Danemark dans l'alliance. Cette belle

1. Pufendorf, *F. W.*, V, 59. — Damus, p. 43. — Sur un projet d'occuper de force les villes prussiennes, Ermannsdörffer, p. 345. — Lettre de Lumbres du 28 novembre. A. A. É. — U. A., VII, p. 516. Mémoire de Waldeck.

ardeur n'était pas refroidie par les succès des Suédois en Pologne : on prédisait qu'ils y trouveraient leur ruine, que tous leurs voisins se réuniraient pour les reconduire tambour battant jusqu'en Livonie [1].

En fait les Hollandais auraient bien voulu se dispenser de mettre eux-mêmes la main à la pâte. Ils étaient divisés : la plupart des provinces, mal remises de la guerre contre Cromwell, n'aspiraient qu'à la paix. Seule, la ville d'Amsterdam et la province de Hollande, « ex puro amore lucri », écrit l'agent anglais Thurloé, poussaient à l'action.[1] Quand Weiman [2] revint à son poste en septembre, il trouva que la grosse flotte qu'on destinait à la Baltique ne serait prête qu'au printemps. Quant au subside auquel Frédéric-Guillaume tenait encore plus qu'au reste, il y fallait « pro more » tant de formalités qu'on ne pouvait l'espérer avant la même époque [3].

Des Français, trop occupés par la guerre de Flandre, il n'y avait rien à espérer, en dépit des bonnes paroles de Lumbres, et des mémoires éloquents où Wicquefort expliquait à Mazarin qu'il fallait, dans l'intérêt bien entendu de la Suède, et pour épargner à l'Électeur la douleur de se faire Autrichien, lui fournir les moyens d'arrêter Charles-Gustave. Mazarin resta sourd à toutes les objurgations. Du reste, au moment même où Wicquefort gémissait ainsi sur le sort de Frédéric-Guillaume,

1. U. A., VII, p. 10 et suiv. — Wicquefort, *Hist. des Prov.-Unies,* II, p. 359.
2. Instructions du 31 août. U. A., VII, p. 7,8.
3. Weiman à l'Électeur, 28 septembre, U. A., VII.

celui-ci, depuis deux mois déjà, était en négociation fort intime avec la cour de Vienne [1].

Depuis le début des complications du Nord l'empereur Ferdinand s'en était soigneusement tenu à l'écart. Ses États n'avaient pas encore réparé les ruines de la guerre de Trente ans : lui-même était vieux, usé, préoccupé avant tout de transmettre paisiblement ses couronnes à son fils. Son principal ministre, le prince Auersperg, ne craignait rien tant que la guerre. Il en serait résulté, en effet, un resserrement des liens traditionnels de l'Autriche et de l'Espagne, et par suite un surcroît d'influence pour le dispensateur de l'or espagnol, l'ambassadeur Castel-Rodrigo, l'adversaire personnel d'Auersperg [2]. En conséquence, Auersperg s'était borné à proposer aux Suédois, au printemps de 1655, une médiation qu'ils déclinèrent; et d'autre part à manifester aux Polonais une froideur qui dégénérait presque en hostilité. Tantôt il leur refusait la permission de faire des enrôlements en Autriche, tantôt il leur réclamait avec aigreur le Zips ou les duchés silésiens d'Oppeln et de Ratibor [3].

Cette attitude devint difficile à conserver après les premiers succès des Suédois en Pologne. Il arriva en effet que les États attaqués ou menacés se tournèrent tous vers l'Empereur; il était naturel de penser qu'il ne persisterait pas dans sa neutralité : il ne pouvait guère se désintéresser du sort de la Pologne catholique et perdre

1. Mémoires de Vicquefort à Mazarin, U. A., I, p. 64 et suiv. — Lettres de de Lumbres, A. A. É.
2. Pribram, *Die österreische Vermittelungspolitik*, *passim*.
3. Affaire Villalopez, Pribram, p. 13. — Introduction aux lettres de Lisola. — U. A., VI, p. 696. Hoverbeck à l'Électeur.

une si belle occasion de former une ligue contre les Suédois.

Dès le mois d'août, l'Électeur envoya à Vienne son conseiller intime, Löben, avec une mission compliquée, où tout se mêlait, le présent et le passé, le danger de la Pologne, une réclamation relative au comté de Jœgerndorf, jadis indûment confisqué à un Hohenzollern, les affaires de Clèves, une vieille créance de l'Électeur sur la ville de Breslau et les assignations qu'il avait données à sa belle-mère sur cette créance, etc., etc. [1]. Cet amas de vieilleries masquait à peu près le but réel de la mission de Löben, la demande d'une intervention en Pologne, ou tout au moins d'une démonstration militaire sur la frontière de Silésie.

Löben devait rappeler à l'Empereur les services rendus si longtemps par la Pologne à l'Empire et au monde civilisé : boulevard de la chrétienté, fidèle amie de l'Allemagne, elle en avait pendant des siècles écarté les barbares; pouvait-on la laisser périr sans secours? Et dans quelle situation se trouverait l'Empereur, si Charles-Gustave, une fois maître de la « monarchia septentrionalis », apparaissait un jour, à la tête de sa vieille infanterie suédoise et de l'innombrable cavalerie polonaise, sur la frontière des États héréditaires? L'Empereur ne devait pas oublier qu'il touchait à la Pologne par la Silésie, ancienne province polonaise, encore contestée entre les deux couronnes, dégarnie de forteresses, pleine de protestants qui appelaient les Suédois de tous leurs vœux [2].

1. Pufendorf, *F. W.*, V, 27. — U. A., VII, p. 455 et suiv.
2. Lettre de Lisola du 18 décembre 1655.

Charles-Gustave répondrait certainement à leur appel, malgré les assurances contraires qu'il faisait donner à Vienne par son envoyé Steno Bielke. Le seul moyen qu'eût l'Empereur de conjurer le danger était de se porter médiateur entre la Pologne et la Suède, et d'intervenir dès que l'Électeur serait menacé. Au besoin, pour donner un meilleur prétexte à l'intervention, Frédéric-Guillaume était prêt à reconnaître la Prusse ducale fief d'Empire [1].

Löben n'obtint gain de cause que sur un point, la médiation, parce qu'elle n'engageait à rien et faisait gagner du temps. Sur tout le reste on se déroba, on n'avait pas de troupes, assurait-on, on n'était pas jaloux des Suédois, on connaissait mal la situation. En fait, on jugeait que, pour se compromettre à la suite de l'Électeur, il fallait certaines garanties que Löben n'apportait pas. Il proposait bien aux Impériaux d'agir pour dégager la Prusse ducale, mais n'offrait pas d'alliance formelle. Les Impériaux n'avaient pas besoin de beaucoup de perspicacité pour voir le jeu de l'Électeur : se garder les mains libres et susciter le plus d'ennemis possible aux Suédois.

Il alla leur en chercher jusqu'en Russie. En 1655, il envoya son secrétaire Kittelmann [2] au tsar Alexis, qui se trouvait alors à Vilna. Le voyage fut difficile ; à partir de la frontière Kittelmann se trouva en pays désert ; les villages avaient été incendiés par les coureurs russes, les routes étaient semées de cadavres. A Filiopole, sur la Vilia, il rencontra les avant-postes des Russes qui, sur ce

1. U. A., VII, p. 421. — Pufendorf, *F. W.*, V, 28.
2. Relation de Kittelmann, 7-17 septembre 1655. U. A., VI, p. 704 et suiv. — Hirsch, *Die ersten Anknupfungen Brandenburgs mit Russland.*

point, touchaient à ceux de La Gardie; il fallut de longs pourparlers pour obtenir la permission d'aller à Vilna. Kittelmann trouva cette résidence du Tsar victorieux dans un état affreux : elle avait été saccagée, puis incendiée. Il n'y restait plus d'habitants : l'armée russe, campée près des ruines, était décimée par la peste.

Dès le lendemain de son arrivée, l'envoyé brandebourgeois fut reçu par le Tsar. A travers une haie de boïars, de prêtres et d'officiers, il fut conduit jusqu'à la tente d'Alexis qui l'attendait sur un trône à trois marches, vêtu de pourpre, coiffé d'une tiare basse couverte d'hermine et de pierreries. Sur l'invitation du grand chancelier Lapouchine, Kittelmann exposa l'objet de sa mission. Il était chargé d'offrir au Tsar les bons offices de l'Électeur auprès de Jean-Casimir, et de lui demander de reconnaître la neutralité tant de la Prusse ducale que des autres pays placés sous la protection de l'Électeur. Le Tsar engagea Kittelmann à exposer sa mission, plus en détail, au Grand Chancelier, et le congédia après lui avoir donné sa main à baiser. Seulement, par une dérogation à tous les usages qui choqua fort Kittelmann, il la lui donna gantée.

Le soir même eut lieu la première conférence de l'envoyé brandebourgeois avec le chancelier Lapouchine et le vice-chancelier. Elle débuta par une discussion sur ses lettres de créance, où quelques-uns des titres récemment pris par le Tsar avaient été omis. Ce point réglé à la satisfaction des Russes, Kittelmann put passer aux affaires sérieuses. Il répéta ce qu'il avait dit en audience publique, puis attira confidentiellement l'attention des ministres du

Tsar sur les projets de Charles-Gustave qui prétendait s'assujettir les mers du Nord, installer ses douanes sur tous leurs rivages, et ruiner ainsi le commerce moscovite. Pour sa part, l'Électeur était résolu à s'y opposer, et désirait l'appui d'Alexis. Kittelmann ajouta, qu'à son passage en Prusse, le comte Waldeck l'avait chargé de proposer aux Russes ses bons offices pour la conclusion d'une alliance, dont on pourrait facilement traiter sous le couvert des négociations de médiation.

Les Russes ne répondirent d'une façon précise que sur ce dernier point de la médiation. Suivant eux, Jean-Casimir aurait dû s'adresser directement au Tsar : du reste, à moins d'une indemnité de guerre et d'excuses, ils entendaient garder leurs conquêtes. Ils voulaient bien accorder la neutralité à la Prusse ducale, mais non pas aux autres pays dont Kittelmann avait parlé. Sur le chapitre des Suédois ils gardèrent une réserve que Kittelmann s'expliqua par leur crainte de Charles-Gustave ou par leur ignorance. A plusieurs reprises, ils lui posèrent des questions si inattendues que l'Allemand se demanda si les Russes ne feignaient pas l'ignorance pour le duper ou se moquer de lui [1]. C'est ainsi qu'après des questions minutieuses sur ce qu'était la vassalité de l'Électeur vis-à-vis de la Pologne, ils s'informèrent si Waldeck était indépendant et voulait traiter pour son propre compte ou pour celui de l'Électeur.

En réalité, les Russes ne s'appliquaient pas à paraître

1. « ...Ob der Kanzler sich so stellte oder in Staatssacherealiter so umvissend war, kann ich nicht sagen. » (Relation de Kittelmann, U. A., VI, p. 706.)

ignorants — cette finesse était au-dessus d'eux — et leurs questions n'étaient point si sottes que les crut Kittelmann; elles s'expliquaient très bien par ses propres propositions.

Quand il avait parlé de traiter, il avait mis Waldeck en cause, sans dire si l'Électeur ordonnait ou autorisait cette négociation. Les Russes, ne soupçonnant pas d'abord que Waldeck fût là pour éviter à son maître de se compromettre, crurent à une négociation particulière avec un magnat, comme ils en avaient eu beaucoup en Lithuanie. La réponse négative de Kittelmann dut leur paraître aussi louche que leurs questions lui paraissaient étranges. Au surplus, ils ne pouvaient songer à rompre avec la Suède, tant qu'ils n'avaient aucune garantie d'une négociation sérieuse avec la Pologne. Kittelmann échoua pour la raison qui avait fait échouer Löben à Vienne : il avait apporté des suggestions, non des propositions.

Si nous mentionnons des pourparlers encore moins sérieux avec Cromwell [1], nous aurons le cycle complet des négociations entamées par l'Électeur. En définitive, il n'avait réussi nulle part : l'Empereur se réservait, parce qu'il voulait voir venir les événements, et n'avait pas confiance dans les Brandebourgeois; les Français avaient d'autres occupations et ne se souciaient pas de heurter Charles-Gustave; les Russes ne comprenaient pas le péril suédois; les Hollandais, mieux disposés, se hâtaient avec une sage lenteur. Et pendant ce temps Charles-Gustave,

1. Pufendorf, *F. W.*, VI, 9. — U. A., VII, p. 705 et suiv.

dont les succès devançaient toujours les lourdes intrigues des diplomates, avait soumis la Pologne et revenait sur la Prusse à marches forcées.

III

Nous savons déjà que Charles-Gustave était arrivé à Stettin le 4 août. Le 10, il avait rejoint l'armée de Wittemberg. A ce moment, la Grande-Pologne s'était déjà soumise par la capitulation d'Uscie (25 juillet). Laissant de côté la Prusse royale, il avait marché droit à Jean-Casimir, l'avait battu à Sobota (23 août) et était arrivé à Varsovie juste à temps pour empêcher les Russes d'y pénétrer [1]. De Varsovie il avait continué à poursuivre Jean-Casimir dans la direction du sud, l'avait battu les 7 et 21 septembre et était entré à Cracovie le 8 octobre. Le 16 octobre, les quarteniers [2] s'étaient rendus, puis, le 28, les généraux Landskoronski et Potocki, avec les derniers débris de l'armée de la couronne, étaient passés sous ses drapeaux. Dans l'intervalle les Lithuaniens s'étaient rendus à La Gardie (convention de Kejdany, 20 octobre). Depuis plusieurs semaines déjà Jean-Casimir s'était réfugié presque seul en Silésie.

Cette série de succès foudroyants ne peut s'expliquer par des causes purement militaires. Si grande que fût la supériorité d'organisation des Suédois, si heureux que fût leur roi, il n'aurait pu soumettre si vite la Pologne,

1. Carlson, p. 240 et suiv.
2. Fantassins soldés de l'armée de la couronne.

battre les armées polonaises et les joindre à ses propres troupes, si les circonstances politiques ne l'avaient favorisé.

Dès le début de la guerre, Charles-Gustave avait fondé toute sa politique sur les divisions et l'égoïsme de la noblesse polonaise. Ses généraux s'étaient présentés aux frontières, non comme les ennemis de la République, mais seulement de Jean-Casimir. Ils s'étaient fait précéder partout de l'assurance qu'ils respecteraient et feraient respecter par les autres les biens et les privilèges de la noblesse si elle se désintéressait d'une lutte qui lui était étrangère [1]. Dans ces conditions il parut tout naturel aux nobles de ne pas tenter une résistance presque sans espoir et de s'arranger avec l'envahisseur à de bonnes conditions.

De là cette série de capitulations, ou, pour mieux dire, de « pacta conventa » [2], tous calqués les uns sur les autres. Le roi de Suède y prend toujours les mêmes engagements : il respectera la foi et les intérêts de la noblesse; il la défendra contre ses ennemis, c'est-à-dire d'un côté contre les Moscovites, de l'autre, contre l'Électeur [3]. A l'égard des Lithuaniens, il s'engage même à la restitution des terres conquises par les Moscovites [4]. En retour, les Polonais lui livrent leurs places fortes et lui abandonnent les biens et les revenus de la couronne

1. Manifeste de Magnus de la Gardie. Walewski, I, 73. Manifeste de Charles-Gustave, *id.*, p. 67.
2. Cf. Bobrzynski, *Historia Polska*, II, p. 225, 226.
3. Convention de Wittemberg avec les États de Grande-Pologne. Rudawski, 165.
4. Convention de Kejdany. Convention avec les palatinats du Sud, Walewski, I, p. 105, 106.

pour l'entretien de ses troupes, tant polonaises que suédoises. Il se substitue donc au roi, sans du reste prétendre à plus d'autorité que lui; les droits politiques de la noblesse restent intacts. Il n'y a de changé en Pologne que le souverain protecteur du pays et, en partie, l'armée[1].

Ce qui frappait le plus les contemporains dans ce prodigieux succès, c'était l'enthousiasme avec lequel les Polonais se ruaient dans la servitude. Pendant quelques semaines, aux yeux des nobles, Charles-Gustave fut, non le conquérant, mais le restaurateur de la Pologne. Rudawski nous montre ces fiers magnats, si indociles à leurs rois légitimes, faisant antichambre chez le roi de Suède, déposant leurs sabres à sa porte, écoutant ses ordres, dans l'attitude d'écoliers devant leur maître[2]. Il n'était question dans le monde que de la transformation subite des Polonais, de leur amour nouveau pour les Suédois, et des dangers qui en résulteront pour les voisins. D'Avaugour répète là-dessus, presque dans les mêmes termes, ce que Frédéric-Guillaume avait fait mander à Vienne par Löben : il voit déjà Polonais et Suédois réunis déborder sur l'Europe : « La bonne intelligence de ces deux nations est pour venir à bout de grandes choses. Leur ambition est haute, leur humeur

1. Desnoyers, Lettre du 12 décembre 1655. Charles-Gustave a fait frapper des médailles à son effigie avec la légende *Protector Poloniæ*.

2. « Ea denique tunc in Polonia pax erat, ut mutati homines, alia terra, coelum ipsum aliud videretur. Accedentes ad conventicula nobiles, deposito ad portas acinace, Sueci regis audiebant jussa, ea modestia, ut discipulos docentem magistrum auscultare diceres.... Terra ipsa alias sterilis, tunc jussis obtemperabat Suecorum; coelum denique ipsum septentrionalis aris compescuerat saevitiam... » (Rudawski, p. 193.)

portée à la guerre et à la dépense.... Ce qui a fait quitter les rochers de Suède aux uns fera sortir les autres de leurs campagne désertes et de leur pays ruiné [1]. »

Il est difficile de dire si Charles-Gustave partageait ces illusions. Quoi qu'il en fût, son humeur était devenu aussi intraitable que le sera celle de son petit-fils après Narva. Les conseillers et les diplomates qui le suivaient avaient à passer par de difficiles moments. « Le Roi ne communique ses desseins à personne, écrit d'Avaugour; il ne les entend raisonner qu'avec peine, il ne considère rien que son intérêt et les gens qui l'y veulent servir [2]. » Apparemment d'Avaugour n'était pas de ces gens-là, car il dut subir plus d'une fois ce que de Lumbres appelait, par euphémisme, « des caprices bien fâcheux » [3]. Le Roi ne lui parlait guère que par menaces ou par reproches; un jour il lui déclarait qu'il voyait bien les intrigues des catholiques et saurait les punir jusque dans Rome; un autre jour il nommait Mazarin, accusait « son peu de sincérité » et concluait en disant qu'on n'aurait pas raison d'un roi de Suède comme d'un prince de Condé [4]. Le bouquet fut la scène où, pris de vin, il pro-

1. D'Avaugour à Mazarin, 4 décembre 1655.
2. *Ibid.*
3. Lettre de Berlin, 7 août, A. A. É.
4. D'Avaugour à Mazarin, 11 décembre, A. A. É. « Leur Roy regarde tout le monde et pense en être regardé comme un Alexandre. Il se fie fort sur l'alliance qu'il a avec le Protecteur, disant qu'avec lui seul il défie tous les catholiques, contre lesquels il a toujours des railleries à la bouche, des bravades et des menaces hors de propos. Il me dist à bâtons rompus qu'il voyait bien les desseins des catholiques et comme ils voulaient traverser les siens, mais qu'il ne les craignait ni en particulier ni tous ensemble... que le Protecteur et luy se pourraient bien trouver à Rome et ailleurs où la protection de la religion et leurs armes les appelleraient, menaçant tantost un pays, tantost l'autre, etc. »

testa à d'Avaugour qu'il l'aimerait s'il n'était Français [1].

L'état d'esprit du chef était celui des soldats. On ne doutait de rien dans le camp suédois. « Leur fortune et leur présomption sont également grandes », écrivait d'Avaugour. On comptait bien garder la Pologne; il semblait tout naturel que Charles-Gustave succédât aux Wasa à Varsovie comme à Stockholm. Déjà Oxenstjern parlait à Lisola de la question du Zips [2], tandis qu'autour de lui on discutait les moyens de refouler les Moscovites et de ramener les Cosaques à l'obéissance [3]. Mais la Pologne n'était qu'un hors-d'œuvre pour l'appétit suédois; la pièce de résistance, c'était l'Allemagne. Le bruit de la mort de l'Empereur s'étant répandu dans le camp, « des Suédois d'importance ont dit que si cela était, ils voulaient voir dans trois mois leur roi Empereur » [4].

Au milieu de ces fumées d'orgueil et d'ambition, les Suédois ne perdaient pourtant pas de vue le but primitif de la guerre, la Prusse. « Tout repose sur elle », écrivait Charles-Gustave à Oxenstjern. Une fois Jean-Casimir en fuite et l'armée polonaise soumise, le moment était venu de songer à cette conquête ajournée, avant que le printemps permît à la flotte hollandaise d'entrer dans la Baltique. Au cœur de l'hiver, Charles-Gustave se remit donc en marche vers le Nord, à travers un pays dévasté par son premier passage [5]. La fatigue et les dan-

1. Voir plus haut, p. 11.
2. Voir plus haut, p. 18.
3. Lisola, lettres des 7 et 13 septembre.
4. D'Avaugour à Mazarin, 24 mars, A. A. É.
5. « Triginta sex millia armatorum sequebantur victorem, ex binis gen-

gers lui étaient également indifférents; ses soldats suédois et finnois étaient faits à toutes les privations; quant à ses mercenaires allemands ou polonais, l'espoir de piller la Prusse les réconfortait.

L'Électeur se trouvait pris au dépourvu par cette brusque attaque. Le secours des Hollandais ne pouvait arriver à temps : même l'argent promis à défaut de troupes n'était pas prêt; le 22 novembre, les États généraux en étaient encore à passer des résolutions pour le réunir [1]. L'Autriche seule pouvait encore intervenir, aussi Frédéric-Guillaume redoubla-t-il d'instances, d'abord par Stahremberg qui, arrivé au camp brandebourgeois à la fin d'octobre, en repartit porteur d'un pressant appel à l'Empereur [2], ensuite par Georges de Bonin, qui suivit Staremberg à quelques jours de distance, pour solliciter l'envoi immédiat de 6000 hommes, et faire en même temps des offres capables de balancer celles des Suédois [3].

Le bruit courait, en effet, que les Suédois proposaient à l'Empereur de lui donner la Pologne, s'il voulait seulement leur laisser les deux Prusses. Bonin devait démontrer que ces offres n'étaient pas sincères, et que les desseins secrets des Suédois étaient tournés contre l'Empereur. Il était autorisé à révéler certains propos confidentiels tenus à Berlin par Slippenbach, et qui ne ten-

tibus conflatum agmen, pars polonus equitatus, pars pedestris acies, e Phinnonibus Lappisque, ignitum statariae militiae genus, mortis contemptu et palmaribus victoriis induratae phalanges. » (Kochowski, II, 1, 64.

1. U. A., III, p. 90.
2. U. A., VII, p. 423.
3. U. A., VII, p. 424. Instructions du 6 novembre, 1655.

daient à rien moins qu'à détacher la Bohême des États héréditaires [1]. Si l'Empereur voulait réellement acquérir la Pologne, l'Électeur était prêt à l'y aider : il appuierait volontiers une candidature autrichienne à la succession de Jean-Casimir, si l'on voulait lui garantir les deux Prusses et la Pomérélie, à titre de fiefs impériaux. C'était à peu près ce que, de leur côté, demandaient les Suédois, mais l'Électeur faisait remarquer qu'il n'avait pas, comme eux, le dessein d'employer ses conquêtes à pressurer le commerce. Du reste, si les Impéraux voulaient un débouché sur la Baltique, il les aiderait à faire valoir les droits des Wasa sur la Livonie.

Ces offres n'étaient guère pour séduire l'Empereur; même en ce temps d'hypothèses faciles il ne pouvait vraiment s'imaginer à Riga. Par contre il aurait pu être touché des descriptions qu'on lui faisait du péril suédois. Cependant il refusa tout secours. On allégua la difficulté d'envoyer des troupes en Prusse en plein hiver, la nécessité de surveiller les Cosaques et le remuant prince de Transylvanie, Rakoczy, l'opportunité d'attendre le printemps pour former une grande ligue contre la Suède. En réalité les Impériaux continuaient à croire que Frédéric-Guillaume avait une entente secrète avec Charles-Gustave, que la Prusse était le prix de cette entente, et qu'en s'adressant à l'Empereur on voulait seulement surprendre ses intentions et le compromettre [2].

1. U. A., VII, p. 287.
2. U. A., VII, p. 443, 444. — « Habe ich auch vertraulich erfahren, dass man dafür hatten wollen, E. Ch. D. wären mit dem König von Schweden

La plupart des historiens ont blâmé cette méfiance outrée, et même alors, à la cour de Vienne, elle a été vivement critiquée. Castel-Rodrigo jetait feu et flammes contre ces « lanterneries » qui feraient perdre à l'Empereur « un allié généreux et puissant » et l'occasion d'écraser les Suédois [1]. Mais, pour parler ainsi, Castel-Rodrigo avait ses raisons : les Espagnols, pressés vivement en Flandre, avaient besoin, pour se dégager, de complications capables d'attirer en Allemagne les armes françaises. Pour le motif contraire, Auersperg et tout le parti de la paix exagéraient à dessein la réserve et la méfiance. Au surplus attendre les événements n'était pas si sot, car les pourparlers entre l'Électeur et les Suédois continuaient d'une façon qui devait faire croire à des trames secrètes [2].

En effet, dès que Frédéric-Guillaume apprit le retour de Charles-Gustave, il recommença à négocier avec lui. Au moment même où Staremberg emportait à Vienne l'appel que nous savons, un chambellan de l'Électeur, Podewills, partait à la rencontre du Roi pour lui expliquer que si l'on avait occupé la Prusse royale, ç'avait été simplement pour garantir l'autre Prusse contre les attaques de bandes polonaises errantes, en quelque sorte par mesure d'ordre. Le roi écouta Podewills, ne discuta pas

der Sachen wol einig und diese Abschickung und Negociation nur dazu angestellet dass man mit erfahren wollte, was der Kaiser bei diesem Werk zu thun gemeinet wäre. »

1. Entretien de Bonin avec Castel-Rodrigo, U. A., VII, 440, 13/23 décembre.

2. On connaissait à Vienne ces pourparlers par les rapports de Hatzfeld, le commandant des troupes de Silésie. Cf. Walewski, I, *passim*.

ses arguments, demanda le chiffre des forces de l'Électeur et finalement, après avoir traîné le malheureux chambellan de Sandomir jusqu'à Thorn, le congédia avec sa déclaration qu'il avait pour Frédéric-Guillaume des sentiments de frère, mais que s'il le trouvait encore en Prusse royale, il l'y battrait [1].

Cependant l'Électeur, qui ne voyait pas revenir Podewills, avait fait partir Dobrczenski, et, quelques jours après, Somnitz, avec des instructions analogues, mais plus détaillées [2]. Ils devaient tout d'abord rassurer le conquérant sur les intentions du Brandebourg. L'occupation de la Prusse royale n'avait rien d'hostile aux Suédois; comme la guerre était une « personalis actio » de Charles-Gustave contre Jean-Casimir [3], l'Électeur et les États de Prusse n'avaient pas cru, en s'alliant, sortir de la neutralité. Les négociations avec l'Autriche, dont on avait fait grand bruit, s'expliquaient d'elles-mêmes; le bruit avait couru en Prusse, d'un projet d'invasion de Tatars dans l'Empire; l'Électeur était tenu d'en avertir l'Empereur. Du reste quels que fussent ses rapports avec l'Autriche, les Polonais ou les Hollandais, il était toujours prêt à traiter avec Charles-Gustave. Il désirait d'abord que les Suédois reconnussent la neutralité de la Prusse ducale et aussi, s'il était possible, de la Prusse royale. Il accepterait, s'il le fallait absolument, la vassalité ou la « protection » de Charles-Gustave, pourvu

1. Pufendorf, *F. W.*, V, 63.
2. Pufendorf, V, 64, U. A., VII, p. 494, Instructions de Somnitz et Dobrczenski du 19/29 novembre.
3. Erdmannsdörffer, p. 345.

qu'elle fût au nom polonais et réduite à son strict minimum par la suppression des droits qui limitaient l'autorité du duc de Prusse sur ses sujets. Pour le traité hollandais, il l'abandonnerait, mais demandait qu'on lui laissât le temps de négocier et de sauver les formes. Il admettait la participation des Suédois aux douanes de Prusse, mais désirait que cette participation ne commençât qu'après sa mort et celle de son fils. Restait la question de la Prusse royale : les engagements pris avec elle semblaient bien devoir être la pierre d'achoppement de l'accord avec les Suédois. Or, Somnitz et Dobrczenski étaient autorisés à déclarer que l'Électeur évacuerait purement et simplement la Prusse royale, si les Suédois lui concédaient la Warmie [1].

Ainsi donc, après avoir remué toute l'Europe, intrigué partout avec les ennemis des Suédois, conclu des traités, fait marcher son armée, au premier bruit du retour de Charles-Gustave, l'Électeur abandonnait ses alliés et se soumettait aux conditions, ou à peu près, de l'ultimatum de Rogasno [2]. Encore les Suédois ne furent-ils pas satisfaits. A Thorn, le 27 novembre, ils consentirent bien à céder à l'Électeur la plupart des droits qui rendaient la neutralité gênante, mais ils refusèrent net la Warmie et réclamèrent impérieusement la reconnaissance de leur suzeraineté sur la Prusse ducale, le partage immédiat du produit des douanes, la renonciation au traité hollandais, l'évacuation sans phrases de la Prusse royale, enfin des *cautions réelles* de la fidélité future de l'Électeur, à savoir

1. Instructions supplémentaires du 25 novembre. U. A., VII, p. 498.
2. Voir plus haut, p. 60.

la remise, au choix, d'un de ses deux ports de Prusse, ou d'une partie de son armée [1].

Les Électoraux rejetèrent ces conditions, mais restèrent néanmoins au camp, à négocier tantôt avec Oxenstjern, tantôt avec Slippenbach. Oxenstjern paraissait assez conciliant, mais Slippenbach ne parlait que d'une mise à sac de la Prusse ducale [2]; on l'avait promise, disait-il, aux troupes polonaises pour leurs gages. Quant à Charles-Gustave il était impénétrable. Somnitz et Dobrczenski ne savaient que penser : un seul fait paraissait certain, c'est qu'on voulait amuser l'Électeur jusqu'au jour où il serait acculé à la soumission ou à la bataille.

Effectivement, tout en négociant, les Suédois avançaient toujours. Le 25 novembre, Charles-Gustave était à Thorn, huit jours après à Riesenbourg. Le 8 décembre, il fit sa jonction avec l'armée de La Gardie qui arrivait de Lithuanie en longeant la frontière de Prusse, suivie de près par Waldeck d'un côté, par les Moscovites de l'autre. Le 11, il occupa Elbing sans résistance. Partout les Électoraux s'étaient repliés sans combat dans la direction de Königsberg. Le Roi les suivit et, le 20, arriva à proximité de la ville. Le contact des deux armées était établi et la bataille semblait imminente.

Il était bien difficile d'en présager le résultat. L'armée

1. U. A., VII, p. 499, 500. Lettre de Dobrczenski à l'Électeur.

2. *Ibid.*, 503. — « I. K. M. sagen dass Ihnen... durch E. Ch. D. Actionen die Augen recht geöffnet worden, und Sie sehen können wie E. Ch. D. Ihnen schaden könnten; wäre Ihnen also nicht zu verdenken, dass sie bei diesen Conjoncturen suchten sich E. Ch. D. auf das künftige reellement zu versichen : könnten auch vieler Ursachen halber einen independenten Staatmitten mitten in dem ihrigen nicht wol leiden. » Lettre du 8/18 décembre 1655.

suédoise n'était plus la cohue formidable qui entourait Charles-Gustave à son départ de Cracovie, après la soumission et la réunion à son armée des dernières forces polonaises. Il avait fallu laisser des détachements dans beaucoup de villes : les marches forcées avaient fait fondre le reste. Il ne restait au Roi que cinq à six mille hommes de troupes suédoises et allemandes. C'était une élite, mais en fort mauvais état. Lisola qui les a vus près de Graudenz nous les dépeint misérables, presque sans armes et sans vêtements [1]. L'armée de La Gardie n'était pas mieux conservée : au lieu des 18 000 hommes qu'on lui attribuait, elle n'en comptait que 6000 : le reste avait disparu sans que La Gardie eût livré un seul combat [2]. Il restait bien, en plus des armées suédoises proprement dites, quatre mille Polonais sous les ordres de Koniecpolski, mais, outre que leur fidélité était douteuse, ils étaient trop indisciplinés pour être utiles en bataille rangée [3].

L'armée électorale qui, elle aussi, avait souffert des désertions et des rigueurs de l'hiver, était légèrement inférieure en nombre à ses adversaires [4], mais elle avait l'avantage d'être appuyée à une ville forte. Par sa discipline et son organisation, à part quelques corps récemment levés, elle valait l'armée suédoise dont elle était en quelque sorte la doublure, puisqu'elle avait été surtout

1. Lisola, lettre du 18 décembre, p. 125.
2. Lettre d'Eulenbourg à Waldeck, 11 novembre, U. A., VII, p. 480.
3. Carlson, *passim*. — Lisola, lettre du 18 déc. déjà citée.
4. Lettres de de Lumbres. Le chiffre probable est de 12000 hommes effectifs. D'après un mémoire de la ville de Königsberg (U. A., VII, p. 539), 15 000. Il y a lieu de supposer que ce chiffre est exagéré.

formée, en 1641 et en 1649, de soldats suédois licenciés. La principale inégalité des deux armées était dans leur état d'esprit; à force de reculer devant les Suédois, les Électoraux avaient perdu toute confiance dans le succès. L'Électeur lui-même en était cause. Il avait subordonné les mouvements de son armée à ses négociations. Pour conserver le plus longtemps possible la chance d'un accommodement pacifique, il avait évacué les postes les plus importants de la Prusse royale, et systématiquement perdu les occasions de battre séparément ou Charles-Gustave ou La Gardie. A force de « se gouverner à la polonaise, c'est-à-dire avec beaucoup de confusion et de désordre » [1], il avait créé l'opinion qu'il avait peur, alors qu'il n'était qu'indécis.

Pendant tout le mois de décembre, Frédéric-Guillaume, pris entre les deux politiques opposées qu'il pratiquait depuis le commencement de la crise, n'a pas su un jour ce qu'il voudrait le lendemain. Il lui est arrivé de donner dans la même journée les ordres les plus contradictoires, par exemple, d'ordonner à Waldeck de commencer les hostilités [2], et deux heures après, de supplier de Lumbres d'aller trouver Charles-Gustave [3]. Son conseil ne lui était d'aucune utilité : les rivalités des ministres et des généraux profitaient de l'indécision du prince pour se donner

1. Desnoyers, lettre du 23 décembre 1656. — De Lumbres, lettre du 28 octobre 1655. A. A. É.

2. U. A., VII, p. 509. Lettre à Waldeck du 23 décembre.

3. Lettre de de Lumbres du même jour. « La résolution a été prise de ne pas renvoyer le député et de témoigner que l'on ne veut point continuer la négociation, qui n'a servi qu'à avancer les affaires des Suédois, et néanmoins pour ne pas rompre entièrement on m'a prié de l'aller trouver (Charles-Gustave) comme de moi-même et.... » A. A. É.

libre cours[1]. Waldeck conseillait-il une action vigoureuse, Sparr et les autres criaient que tout était perdu. Fidèle à ses procédés habituels, Frédéric-Guillaume appliquait tous les avis sans jamais en suivre un jusqu'au bout. Et pendant ces atermoiements les Suédois étaient arrivés sous Königsberg : leurs émissaires agitaient la ville; les magasins d'approvisionnement prenaient feu sans qu'on sût comment; les troupes se démoralisaient, un premier engagement venait de tourner à leur désavantage.

Le 20 décembre Lisola écrivait à Vienne que l'Électeur ne risquerait pas de bataille et traiterait, mais à des conditions d'autant plus dures qu'il aurait plus attendu[2]. En cela seul Lisola se trompait. Au moment décisif un nouveau changement à vue vint modifier la situation des deux adversaires et justifier les temporisation de l'Électeur. La Pologne se révolta contre les Suédois.

Charles-Gustave s'était bien efforcé de tenir les promesses de ses proclamations et d'empêcher, pendant sa course victorieuse en Pologne, les pillages et les désordres. Dans son armée la discipline était aussi sévère que dans celle de Gustave-Adolphe : entre la frontière et Varsovie un seul de ses généraux, Wittemberg, aurait fait pendre 470 maraudeurs[3]. Mais les pendaisons n'avaient

1. Lettre de de Lumbres, 23 décembre. « Les conseillers, et ceux qui l'approchent, au lieu de le soulager, l'embarrassent davantage par la diversité de leurs sentiments, selon la différence de leurs humeurs et de leurs intérêts. Cela pourra bien être cause que l'on reprendra la négociation;... quelques-uns pressent si fort que je ne sais s'ils voudraient attendre le retour de la trompette que j'ai envoyé. » A. A. É. — Cf. Erdmannsdörfer, 360-362, et U. A., VII, Mémoire de Valdeck.

2. Lisola, p. 130.

3. *Mémoires du général Gordon Patrick*, I, p. 18.

servi à rien : laissés sans vivres et sans solde les soldats avaient bien été obligés de vivre sur l'habitant : les régiments allemands, en particulier, signalaient partout leur passage par le pillage, le viol et l'incendie [1]. Du reste les chefs, en dépit de leur sévérité, prêchaient d'exemple : ils avaient à tirer de la Pologne, outre leur solde, le capital et les intérêts des sommes qu'ils avaient prêtées au roi [2]. De là des exactions qui étaient tombées naturellement sur les églises : Lisola avait vu arriver à Stettin, sur de longues files de chariots, les trésors que le clergé avait refusés à la défense du pays [3]. Il en résulta des troubles qui prirent rapidement la seule forme capable d'unir les Polonais, celle d'une guerre religieuse. Le retour de Charles-Gustave sur la Prusse favorisa l'explosion de la révolte. Elle commença dans les environs de Cracovie, en novembre, et se propagea dans tout le royaume en moins d'un mois. Partout les détachements suédois furent attaqués et massacrés. Le beau-frère du roi, le prince Frédéric de Hesse, périt dans une embuscade : à Czenstochowa, des moines et des paysans, retranchés dans le monastère, repoussèrent 4000 Suédois. Le 17 décembre enfin, Jean-Casimir rentra dans son royaume et s'y vit bientôt à la tête d'une armée [4].

Charles-Gustave avait donc à recommencer la conquête de la Pologne. Dès lors la guerre contre l'Électeur ne

1. Lisola, lettre du 27 septembre 1655.
2. Lisola, lettre du 24 août 1655, p. 93-94.
3. Lisola, lettre du 7 septembre, p. 101. — *Id.* du 19 septembre, p. 106. — D'Avaugour à Mazarin, 5 mai 1556.
4. Carlson, *passim*, chap. II. — Lettres de Barkman, agent de Danzig auprès de Jean-Casimir, dans Damus. — Gordon Patrick, I, p. 36.

pouvait lui être utile qu'autant qu'elle serait terminée immédiatement par une victoire complète. Or cette victoire n'était pas certaine : il semblait bien que les Électoraux appuyés à Königsberg, aidés des Polonais, tiendraient assez longtemps pour que les affaires suédoises en Pologne achevassent de se gâter tout à fait. Il valait donc mieux traiter pendant que l'Électeur, encore épouvanté de la marche rapide des Suédois, était disposé à leur accorder la plupart de leurs exigences.

Les instructions données à Oxenstjern par Charles-Gustave, le 23 décembre, témoignent déjà des préoccupations nouvelles des Suédois [1]. Il n'y est plus question, comme à Thorn, de l'abandon par l'Électeur d'une partie de son armée, ni de la remise d'un port de Prusse. Les conditions de la vassalité prussienne y étaient posées à peu près sur les bases déjà admises par les Électoraux. Sur un seul point le désaccord restait entier : Oxenstjern n'était pas autorisé à céder quoi que ce fût de la Pologne [2].

Nous sommes mal renseignés sur la façon dont les Électoraux, de leur côté, recommencèrent la négociation : pour ces derniers jours de décembre, par une circonstance qui n'est probablement pas fortuite, les documents ont disparu [3]. Toujours est-il que, le 28 décembre, Schwérin et Dobrczenski étaient munis de pleins pouvoirs pour traiter d'une trêve et, éventuellement, de

1. Thurloe, *State papers*, V, p. 385. Lettre de la Haye du 14 février 1656.
2. U. A., VII, p. 511.
3. *Ibid*, p. 513.

la paix. Les conférences commencèrent aussitôt et l'accord s'établit sur tous les points, sauf sur la Warmie qu'Oxenstjern refusa obstinément [1]. Mais trois jours après il vint à Königsberg, et cette fois, non sans de vives discussions [2] qu'adoucit opportunément un cadeau de 20 000 écus, il céda. Le 7 janvier la paix fut signée [3]. (17 n.S.

IV

A l'étudier article par article, on voit clairement qu'elle est loin d'être aussi désavantageuse pour l'Électeur que le prétendent la plupart de ses historiens. Elle fait de Frédéric-Guillaume, en sa qualité de duc de Prusse, un vassal suédois (art. 2), mais cette vassalité est fort adoucie. Les négociateurs brandebourgeois ont réussi à y introduire tous les allégements que l'Électeur jugeait nécessaires pour sa sécurité et sa dignité. Il ne sera pas tenu à demander l'investiture, ni à prêter hommage personnellement (art. 3). Les redevances ordinaires et extraordinaires du duché, de toute nature (art. 16), sont supprimées. Un tribunal suprême sera érigé en Prusse; l'appel au suzerain est supprimé (art. 17). Un délai d'un an est accordé à Frédéric-Guillaume pour solliciter

1. Pufendorf *F. W.*, V, 69 : « Negotium fere ad solam Warmiam haerebat. Cetera Rex annuerat ».....

2. De Lumbres, lettre à Mazarin du 9 janvier : « Ses premières propositions parurent si rudes que dès le second jour le traité faillit à se rompre. Il témoigna même se vouloir retirer, comme depuis il a encore fait deux ou trois fois sans en rien faire, voyant que M. l'Électeur parlait avec plus de fermeté qu'il n'a encore fait. »

3. Mörner, *Staatsverträge*.

l'investiture (art. 3). Ce délai, qui lui permettait de laisser venir les événements, semblait impliquer la promesse de nouvelles concessions dans le sens de la souveraineté.

Il est vrai que l'Électeur acceptait certaines obligations d'ordre militaire. Il était tenu à fournir à son suzerain 1500 hommes (art. 7) au lieu de 100 cavaliers comme jadis. Il s'engageait à laisser les Suédois user librement des ports et des routes de la Prusse ducale (art. 8). Il consentait à leur participation aux douanes, mais sous condition que ces douanes ne seraient jamais plus élevées que celles de la Prusse royale (art. 12). La perception des droits était organisée comme à Colberg. En somme, c'était l'extension à la Prusse ducale des servitudes qui pesaient déjà sur la Poméranie Orientale.

Enfin Charles-Gustave, agissant en qualité de souverain de la Pologne, libérait l'évêché de Warmie de ses obligations envers la République, et le cédait à l'Électeur (art. 23) moins la ville et le bailliage de Frauenbourg qu'il gardait en dédommagement de la cession de Braunsberg [1].

En définitive l'Électeur devait au soulèvement des Polonais d'être sorti presque avantageusement [2] du mau-

1. « E. Majestet har genom Braunsberg gjort en fullkomlig acquisition af kurfürstens hjerta. » Eric Oxenstjern au roi, 7 janvier, Carlson, p. 263.

2. L'Électeur s'est beaucoup plaint du traité de Königsberg par la suite quand il a voulu en supprimer les charges, tout en en gardant les avantages. Les historiens modernes ont pris au sérieux ses plaintes et considèrent généralement le traité de Königsberg comme très dur pour la Prusse (cf. Droysen, Ranke). Les contemporains étaient d'un autre avis : cf. Lisola, lettre du 1[er] février 1656; de Lumbres à Brienne, Königsberg, 31 décembre 1655, U. A., I, p. 78.

vais pas où l'avait conduit un faux calcul. S'il était devenu le vassal des Suédois, il avait gagné la Warmie. Du reste, quelle que fût la valeur du traité, il avait en main de quoi le corriger ou le supprimer. Il était resté le maître de son armée et par conséquent de sa politique.

CHAPITRE IV

LE TRAITÉ DE MARIENBOURG

(15 juin 1656)

I. Situation nouvelle de l'Électeur. — Ses rapports avec ses anciens alliés, ses efforts pour ne pas rompre tout à fait avec les Polonais et les Hollandais. — État de l'armée et nécessité de l'utiliser. — Les différents plans de Waldeck.

II. Le projet polonais et l'entrevue de Bartenstein. — L'intermède rhénan; le projet d'attaquer Neubourg. — Négociations avec les Français et leur échec. — Retour au projet polonais.

III. Situation des Suédois : faut-il les secourir ou les attaquer? — Discussions dans le Conseil de l'Électeur : Waldeck et ses adversaires. — L'Électeur se décide pour l'alliance suédoise : ses motifs.

IV. Les pourparlers de Marienbourg. — Efforts des Polonais et de leurs alliés pour retenir l'Électeur dans la neutralité. — Missions de Podlodowski, de Maidel : intervention des Moscovites et des Tatars. — Hésitations de l'Électeur; succès définitif de Waldeck. — Conclusion du traité de Marienbourg.

I

L'Électeur pouvait-il, dans sa nouvelle situation, continuer le système de marchandage qui lui avait si peu réussi? Au premier abord, il semble qu'il ne pouvait plus ne pas rompre ouvertement avec les Polonais. Après

avoir empêché la Prusse royale de négocier et entravé sa défense, il venait de la partager avec les Suédois. Si sa trahison lui inspirait à lui-même des « remords d'honneur »[1], à plus forte raison devait-elle le rendre odieux aux Polonais. Il ne semble pas pourtant qu'il en ait été ainsi. A la vérité les explications qu'il fit porter à Marienbourg par Platen y furent assez mal accueillies[2], mais autour de Jean-Casimir on ne manifesta ni indignation ni surprise. On voulut bien croire que l'Électeur avait été maîtrisé par les circonstances, ou trompé par son Conseil[3]. Au fond on pensait qu'après avoir suivi la Pologne dans sa défection, il pourrait bien la suivre dans son retour à Jean-Casimir. On se garda donc bien de manifester un ressentiment qui n'eût pu qu'accentuer la rupture.

Les Hollandais, au contraire, crièrent à la trahison, et menacèrent de s'indemniser sur Clèves des pertes que le traité de Königsberg pourrait leur faire subir[4]. Dans leur incertitude au sujet des élévations de tarifs qui y étaient stipulées, les commerçants ne pouvaient plus rien entreprendre : plus de mille vaisseaux, dit Basnage[5], étaient à l'ancre dans les ports des Provinces-Unies, n'osant profiter de l'approche du printemps pour faire voile vers la Baltique. Selon Wicquefort[6], les Hollandais auraient eu encore un autre motif d'irritation. Les

1. De Lumbres à Mazarin, Königsberg, 27 janvier 1656.
2. U. A., IV, p. 346. — De Lumbres à Mazarin, 17 janvier.
3. Desnoyers, 9 mars 1656. « Comme c'est un bon prince, son Conseil, qui était payé pour cela, lui a fait franchir le pas. » — Cf. Damus, p. 56.
4. Pufendorf, *F. W.*, VI, 2.
5. Basnage, *Histoire des Provinces-Unies*, I, p. 419.
6. U. A., III, p. 91, note.

agents de l'Électeur à la Haye, Weiman et Copes auraient touché, avant le traité de Königsberg, les subsides promis par le traité du 21 juillet. Naturellement, après la défection de l'Électeur, les Hollandais auraient réclamé leur argent, mais sans succès, les Électoraux ne voulant pas leur donner à croire, par cette restitution, que les bons rapports étaient définitivement rompus. Quoi qu'il en soit de cette histoire, mentionnée par Pufendorf d'après Weiman et démentie par Jean de Witt [1], et malgré les efforts de l'Électeur pour les rassurer sur les clauses douanières du traité de Königsberg [2], les Hollandais gardèrent une attitude mécontente et revêche, mais n'allèrent pas jusqu'à la brouille. C'était tout ce que voulait Frédéric-Guillaume.

Le traité de Königsberg n'entraîna donc de rupture avec personne, et l'Électeur conserva sa liberté pour la politique d'action qui devenait de plus en plus nécessaire. Il avait plus de 15 000 hommes [3] en Prusse et ne cessait d'en lever d'autres avec une activité qui confondait Lisola. Ce n'était naturellement pas pour rester inactif qu'il armait ainsi. « Mit müssigen Waffen ruinirt man ein Land », écrivait Somnitz [4]. Mais où agir et comment?

Les plans qui avaient si mal réussi en Prusse et en Grande-Pologne n'étaient plus de saison : il fallait du nouveau. Waldeck présenta donc à son maître, dans les premiers jours de janvier 1656, une série de mémoires

1. Pufendorf, *F. W.*, VI, 6, 7. — De Witt à Boreel, 20 janvier 1656, I, p. 390.
2. Mission de Bonin. Pufendorf, *F. W.*, VI, 6, 7 et suiv.
3. Lisola, lettre du 23 avril 1656, p. 167. — Damus, p. 91. — U. A., VII, 539 (note). — U. A., V, p. 777.
4. Erdmannsdörffer, *Graf Waldeck*, p. 365.

où il discutait, à la mode du temps, toutes les entreprises imaginables [1]. Après avoir successivement mis hors de cause, pour des raisons doctement déduites, Cromwell, l'Autriche, la France, la Hollande, le pape, les Moscovites et les Cosaques. il concluait qu'il fallait tomber, soit sur le duc de Neubourg, soit sur les Polonais.

Il y avait plusieurs façons d'utiliser les troupes électorales en Pologne. La première était de les vendre aux Suédois, mais on aurait perdu ainsi toute chance d'agrandissements. Il valait mieux conclure un échange, et troquer la Prusse ou la Poméranie, ou les deux ensemble, contre la Pologne et les droits de Charles-Gustave sur Clèves et Juliers. On pouvait enfin se borner à une alliance en vertu de laquelle l'Électeur recevrait des Suédois, en récompense de son aide, soit la souveraineté, soit une partie de la Pologne.

Quant au projet d'attaquer Neubourg, il ne tenait, dans ce premier mémoire de Waldeck, qu'une place restreinte. Il ne venait évidemment qu'en seconde ligne et pour le cas où les entreprises polonaises se trouveraient impossibles.

II

L'occasion de discuter avec les Suédois se présenta presque aussitôt. Il avait été convenu à Königsberg que le Roi et l'Électeur auraient une entrevue [2]. Elle eut lieu

1. U. A., VII, p. 548 et suiv., 573. — Erdmannsdörffer, p. 365-370.
2. Carlson, p. 266.

à Bartenstein, à la fin de janvier; pendant plusieurs jours les deux princes vécurent ensemble, « buvant et faisant Brüderschaft » [1], pendant que leurs ministres s'occupaient des affaires sérieuses. Oxenstjern, Slippenbach et Tott, d'une part, Waldeck et Schwérin, de l'autre, discutèrent, en plusieurs conférences, la « manière d'apaiser les troubles présents » et surtout « ce qu'on ferait du royaume de Pologne » [2]. Sur les solutions proposées les protocoles de Waldeck sont singulièrement discrets; mais il n'est pas impossible de les compléter à peu près, en s'aidant des allusions qu'on y trouve, tant dans des mémoires postérieurs de Waldeck que dans la correspondance relative au traité de Marienbourg.

Nous savons par une lettre de Waldeck que les Suédois ont proposé l'échange de la Prusse contre la Pologne. Cette offre avait certains côtés séduisants qui expliquent pourquoi Waldeck l'a discutée longuement dans un de ses mémoires [3]. La Prusse, disait-il, n'est pas assez forte pour aider l'Électeur dans ses grands projets; la Pologne, au contraire, lui vaudrait, outre la dignité royale, des ressources considérables [4]. Si seulement on pouvait obtenir l'assentiment de la Diète polonaise, personne n'aurait rien à redire à l'affaire. Le malheur était que si jamais les Polonais avaient été bien disposés pour l'Électeur, ils

1. U. A., II, p. 79, de Lumbres à Brienne. Königsberg, 3 février 1656.
2. U. A., VII, p. 527, 545.
3. « Den angebotenen Tausch. » Lettre de Waldeck du 1[er] février. U. A., VII, p. 555. — Sur les projets d'échange qui ont pu être faits depuis le commencement de la guerre du Nord, cf. lettres de Lumbres à Mazarin, 20, 27 juillet, 26 août, 29 septembre et 23 décembre 1655.
4. C'est une question « ettwas delikat, doch viele Rationes für und gegen ». U. A., VII, 551, 552-553.

ne l'étaient plus depuis le traité de Königsberg. Il aurait fallu conquérir la Pologne sur elle et sur ses voisins, et l'Électeur n'était pas assez fort pour une entreprise semblable. Il n'y a pas lieu de croire qu'il ait pris ce projet d'échange « d'un bon tiens pour deux tu l'auras » plus au sérieux que tous ceux qui l'avaient précédé depuis 1648[1].

On a ensuite parlé d'une alliance pour la soumission, à frais et bénéfices communs, de la Pologne. L'Électeur avait une armée disponible ; et il fallait à Charles-Gustave des renforts pour reconquérir la Pologne : rien n'était plus simple que d'acheter le secours avec une partie du gain. La récompense que les Électoraux désiraient, c'était, à défaut de la Prusse royale, la Grande-Pologne, qui leur aurait procuré une partie de la « Correzpondenzlinie ». Il en a été fort question à Bartenstein, et les Suédois semblent bien l'avoir promise à l'Électeur, ainsi que des parties de la Podolie et de l'Ukraïne[2]. L'entrée inattendue de ces provinces dans le marché s'explique aisément. Les Suédois entendaient se réserver la Prusse royale et la ligne de la Vistule ; les Moscovites occupaient

1. De Lumbres à Mazarin. Königsberg, 23 décembre 1655 : Le Roi de Suède s'est « laissé entendre qu'il céderait à son maistre le royaume de Poloigne en contreschange dudit duché, mais Brandebourg ne trouve pas raisonnable de quitter un estat qu'on reconnaît luy appartenir pour un qui vraisemblablement luy serait disputé et l'engagerait dans une longue guerre tant contre le Roy de Pologne que contre ses sujets qui ne pourraient pas souffrir d'estre privez du droit d'eslire leur Roy. »

2. Pufendorf, *F. W*, VI, 251. — Rudawski, p. 252. — U. A., VII, p. 578.... was albereit vor diesem (Oxenstiern) entweder von Podolien und der Ukraine, dann denen vier vernehmsten..... Woywodschaften in Gross Polen ... nochmals amböte. — De Lumbres, 31 mai 1656 : « Ces espérances que les Suédois lui donnent de conquérir toute la Pologne et pour sa part luy donner l'Ukraïne et la Podolie flattent fort le désir qu'il a de s'agrandir. »

la Lithuanie et l'Électeur ne se souciait pas de les y heurter; s'il voulait un supplément de « satisfaction », il ne pouvait plus le trouver que dans les palatinats du sud-est. Au surplus il ne pouvait lui sembler étrange d'avoir un établissement sur le Dniepr ou le Dniestr, alors qu'il en avait déjà sur le Rhin, le Weser, l'Oder et le Niémen.

En somme il ne semble pas qu'il y ait eu à Bartenstein aucun désaccord sérieux entre l'Électeur et le Roi. Cependant rien ne résulta de leurs pourparlers. Le 27 janvier, Frédéric-Guillaume partit brusquement pour Königsberg, où le rappelait une maladie grave de l'Électrice, et tout resta en suspens. Quelques jours plus tard, on ne parlait plus d'alliance suédoise, on expliquait à de Lumbres que « les projets de Charles-Gustave allaient mettre la chrétienté en feu » [1], et l'on revenait, par modération sans doute, au projet d'attaquer Neubourg. Il est impossible de savoir si les Suédois avaient mis ou sous-entendu à leurs offres des conditions inacceptables, ou si la mobilité de l'Électeur était la seule cause de ce brusque revirement.

Un retour à la politique d'avant 1654, alors que rien n'était réglé dans le Nord, est si étrange que la plupart des historiens de l'Électeur se sont refusés à y croire. D'après eux, Frédéric-Guillaume ne se serait occupé des affaires du Rhin, à ce moment, que pour mettre Clèves à l'abri d'un coup de main de Neubourg. Il a

1. De Lumbres, Königsberg, 26 et 27 janvier 1656 : Waldeck lui a raconté que les desseins du roi de Suède « tendent à une ligue avec tout le party protestant, appuyé des forces duquel il se promet d'emporter l'Empire, après quoi il se croit en état de tout entreprendre ».

Il a pu recevoir de de Lumbres la proposition d'une grande entreprise contre les Pays-Bas, mais il ne l'a écoutée que par courtoisie, et quand le Français eut l'impertinence d'insister outre mesure, il ne réussit qu'à s'attirer une réponse ironique et sèche [1].

En réalité ni de Lumbres, ni l'Électeur, ni Neubourg n'ont eu l'attitude qu'on leur prête.

Rien ne prouve que Neubourg ait eu, en 1656, des projets agressifs. Il a bien conclu des traités avec ses voisins catholiques, déplacé quelques centaines d'hommes, approvisionné quelques places [2], mais ces mesures indiquaient au moins autant la crainte que le projet d'une agression : elles étaient assez naturelles de la part d'un prince qui avait eu à repousser déjà deux agressions soudaines de l'Électeur, et que tout le monde, après le traité de Königsberg, crut menacé d'une troisième attaque [3].

Que l'Électeur ait réellement songé à cette attaque, à la rigueur les mémoires de Waldeck sur la façon de dépouiller Neubourg ne le prouvent pas : ils peuvent passer pour de purs exercices, des académies. Mais il y a d'autres documents à consulter. Un des protocoles de l'entrevue de Bartenstein prouve qu'on y a parlé d'attaquer Juliers, que Charles-Gustave s'est montré favorable au projet, qu'il a même donné des conseils, tant sur les moyens d'exécution que sur les prétextes dont il fallait se cou-

1. Droysen, II, p. 185, 6.
2. Droysen, II, *passim*,
3. U. A., VII, p. 556. — Lettre de Staveren à l'Électeur. Tout le monde croit à Bruxelles après le traité de Königsberg « que Son Altesse Électorale viendra... bien accompagnée... prendre possession de ses terres de Juliers ».

vrir [1]. Quelques jours après Bartenstein, l'Électeur, écrivant au gouverneur de Clèves, lui parle à mots couverts d'un très gros projet qui éclatera à l'automne [2]; dans une autre lettre du mois de mars, il dit à peu près quel est ce projet : c'est de marcher sur le Rhin, avec la plus grande partie de son armée, et d'y engager la guerre « là où le vent nous portera » [3], c'est-à-dire chez Neubourg. Waldeck le dit formellement dans les lettres où il prescrit à Schlezer de demander l'appui de Cromwell [4]. Mais rien ne montre mieux les intentions de l'Électeur que la correspondance de de Lumbres.

Les négociations entre la France et le Brandebourg ont été fort actives dans les premiers mois de 1656. Au premier abord, leur objet essentiel paraît être le traité de garantie et d'alliance qui fut conclu le 24 février [5]. En fait, ce traité, qui n'était que « pour maintenir les parties dans ce qu'elles possèdent », n'avait que fort peu d'importance. Entre de Lumbres et Waldeck il s'agissait moins de garantir l'Alsace à Louis XIV et Clèves à l'Électeur que de s'entendre sur la grande entreprise dont il avait déjà été question à Berlin, en juin et juillet [6].

Cette entreprise, les difficultés de la fin de l'année ne

1. U. A., VII, p. 546. « Le 24 de janvier, le Roy se déclara d'appreuver qu'on commençât quelque chose sur le Rhin, s'offrit à favoriser le transport des soldats, dit qu'il fallait se servir de prétextes qui eussent quelque fondement en apparence »..., etc.

2. Lettre du 3 février 1736. U. A., V, p. 839.

3. « Wo der Wind uns an's Land bringen wird. » Lettre du 14 mars 1656. U. A., V, p. 844.

4. Waldeck à Schlezer, agent de l'Électeur à Londres, 21 février. — Cf. Erdmannsdörffer, p. 369.

5. Pufendorf, *F. W.*, VI, 12. — Mörner, *Staatsverträge*, p. 200, 201.

6. Voir plus haut, p. 51.

l'avaient pas fait perdre de vue. L'Électeur lui-même, à plusieurs reprises, avait parlé à de Lumbres de conduire ses troupes aux Pays-Bas, pour y aider les Français, et utiliser, à leur profit, sa connaissance de plusieurs places espagnoles, notamment de Namur et d'Anvers [1]. Après le traité de Königsberg, qui rendait leur liberté aux Électoraux, de Lumbres crut que le moment d'exécuter ce grand projet était venu, mais il ne trouva plus, à son grand étonnement, qu'indifférence et froideur. On lui resservit ses objections de l'année précédente, et finalement on lui proposa d'attaquer, non plus les Pays-Bas espagnols, mais Juliers.

Comme cette ville avait une garnison espagnole, et que l'attaquer serait encore faire une diversion utile aux armes françaises, de Lumbres accepta le changement de plan, à la condition qu'on limiterait les opérations à la partie du duché réellement occupée par les Espagnols : de cette façon, on éviterait le reproche de vouloir allumer la guerre dans l'Empire [2]. Mais les Électoraux ne l'entendaient pas ainsi : ils ne voulaient pas se brouiller avec les Espagnols, auxquels ils faisaient passer sous main des assurances d'amitié [3], mais seulement enlever à Neubourg les places qu'il était seul à garder, surtout Dusseldorf. Ils admettaient bien, dans leurs conversations avec de Lumbres, la possibilité d'une marche sur Juliers et même sur les Pays-Bas, mais, en fait, ils ne voulaient d'action que sur le Rhin ou en deçà du Rhin. Après Neubourg, ils

1. Lettres de de Lumbres, juillet, novembre 1655, A. A. É.
2. De Lumbres à Mazarin, 5 mars 1656, A. A. É.
3. Sur les rapports de l'Électeur avec les Espagnols, cf. U. A., VI, p. 548 et suiv.

auraient volontiers dépouillé ses voisins : l'évêché de Munster surtout les tentait fort [1].

La France n'avait rien à gagner dans ces entreprises contre des princes avec lesquels elle était en bons rapports. De Lumbres reçut donc l'ordre de n'entrer dans aucun projet contre Neubourg, et de remontrer aux Électoraux que leur ambition les ferait haïr de tout l'Empire [2]. Mais Waldeck et les autres conseillers se contentèrent de lui répondre, qu'on saurait bien « faire en sorte que le procédé ne fût pas blâmé » [3]; puis, comme de Lumbres persistait dans son refus, ils essayèrent de l'engager par surprise dans des stipulations telles qu'avec un peu d'adresse on pût en faire sortir un conflit entre la France et Neubourg. C'est ainsi qu'ils tentèrent d'étendre la clause de garantie du traité du 24 février, non seulement aux possessions réelles de l'Électeur, mais encore aux terres sur lesquelles il avait droit, c'est-à-dire au duché de Juliers [4]. Cette finesse ne réussit pas : Mazarin était trop attentif à ne pas laisser dans le traité « quelque queue qui pût donner lieu à faire la guerre à M. de Neubourg » [5]. Waldeck essaya d'un dernier expédient : il expliqua à de Lumbres que les troupes destinées par l'Electeur au service de France seraient certainement « chargées » par Neubourg au passage du Rhin : dans ce cas, la France abandonnerait-elle son allié? On eût bien su s'arranger

1. De Lumbres à Brienne, 2 mars. U. A., II, p. 82.
2. De Lumbres à Mazarin, 29 mars et 4 mai. U. A., II, p. 95.
3. *Ibid.*, 9 mars, 3 mars.
4. De Lumbres à Mazarin, lettres des 3 et 9 mars 1656, A. A. É.
5. Mémoire du cardinal sur les affaires de Brandebourg, envoyé à de Lumbres. — Lettres de de Lumbres, 2 mars, *passim*.

de façon à provoquer l'attaque de Neubourg, si de Lumbres avait dit non : mais il se tenait sur ses gardes et ne répondit qu'en indiquant les moyens propres à empêcher tout *casus belli*[1].

L'épilogue de cette tortueuse négociation est la scène où, suivant Droysen, l'Électeur, importuné par de Lumbres, lui aurait déclaré sèchement ses intentions pacifiques à l'égard des Pays-Bas espagnols.

La scène ne s'est pas tout à fait passée ainsi. Mazarin avait reçu de la Haye avis de l'assurance donnée par Bonin à l'ambassadeur d'Espagne[2], que l'Électeur ne ferait rien pour la France, dans le moment même où, sous couleur d'alliance contre l'Espagne, on essayait à Königsberg d'entraîner les Français dans l'entreprise contre Neubourg. Mazarin transmit l'avis à de Lumbres qui, à son tour, interrogea l'Électeur. Frédéric-Guillaume, après tant de conversations où lui-même et ses ministres avaient proposé l'invasion des Pays-Bas, fut fort embarrassé pour avouer qu'il n'avait plus ou n'avait jamais eu l'intention de tenir ses promesses. Il se troubla, rougit[3], ce qui lui arrivait facilement, et répondit par des explications confuses sur ce qu'avait dit et ce qu'aurait dû dire Bonin. Si quelqu'un ce jour-là eut l'air d'un écolier pris en faute, ce ne fut pas de Lumbres.

1. De Lumbres à Mazarin, 3 mars, 2 mai 1656. U. A., II, p. 82.
2. *Ibid.*, 8 juin. U. A., II, p. 99.
3. U. A., II, p. 99.

III

Il fallait donc en revenir à la Pologne. Charles-Gustave y invitait instamment l'Électeur. Ses affaires allaient de mal en pis. Dans la nouvelle expédition qu'il avait entreprise après Bartenstein, il n'avait réussi qu'à pousser les Polonais jusqu'à Sandomir sans les entamer. En février, abandonné par tous les corps de troupes qui lui avaient juré fidélité quelques mois auparavant, il avait dû se replier, non sans peine, jusqu'à la Prusse royale[1].

De tous les côtés, les Polonais avancèrent derrière lui. L'ex-défenseur de Cracovie, le seul Polonais que la guerre eût encore mis en relief, Stefan Czarnetski, inonda de sa cavalerie légère la Grande-Pologne, envoya ses coureurs jusqu'en Pomérélie où les Weiher se défendaient toujours, et coupa les communications des Suédois avec Stettin. Jean-Casimir s'avança de Lemberg sur Varsovie, que prit à revers une armée de Lithuaniens : Wittemberg s'y trouva bloqué comme Wirtz l'était déjà dans Cracovie. Au nord de la Vistule, la noblesse de Mazurie et de Podlachie se disposa à assiéger Tykoczin. En Prusse même, la petite armée de Danzig, renforcée par des secours hollandais, brava impunément Charles-Gustave. Enfin les nouveaux alliés de Jean-Casimir, les Tatars de Crimée, arrivaient à marches forcées.

Pour résister à ces masses d'ennemis, Charles-Gustave

1. Carlson, p. 276 et suiv.

n'avait plus que quelques milliers d'hommes [1], décimés par la peste, la faim, les désertions : « Tous ces Allemands déserteraient en masse, dit Lisola, si seulement les Polonais avaient de quoi les payer » [2]. Remplir les vides des régiments était impossible; on ne trouvait plus en Allemagne de recrues pour la guerre de Pologne [3]. Même dans ses troupes suédoises, même autour du Roi, le découragement était profond. Dans ses entretiens avec les principaux généraux, d'Avaugour remarque un dégoût général de la guerre de Pologne : Tous « se tournent à désirer celle d'Allemagne » [4]. Lisola dîne chez le frère du roi, le prince Adolphe-Jean : au dessert, le prince se met à comparer la Pologne à l'Allemagne, à louer cette dernière, à célébrer sa fertilité, ses richesses, ses ressources en tout genre. « Elle nous est sacrée, ajoute-t-il prudemment, mais si seulement il y en avait une seconde... [5]. ».

Charles-Gustave désirait certainement la fin de cette guerre qui trompait si cruellement ses espérances. Déjà, pendant l'hiver, il avait tenté de s'accommoder avec Jean-Casimir, mais l'énergique Louise-Marie avait fait rejeter

1. Lisola, p. 167. Varsovie, 22 avril 1656. « Copiae quae regi aderant in afflictissimo sunt statu; innumeri hic aegroti ac languidi relicti sunt, qui passim moriuntur; caeteri plerique inermes, parvis ac debilibus equis, ad summam inopiam et miseriam redacti, belli taedio summe affecti, multi in voces indignationis palam erumpunt ac negant se ulterius inservituros. »

2. Lisola, Thorn, 16 février, p. 142.

3. Lisola, *ibid.* — Desnoyers, lettre du 25 mars 1656. « Nous avons intercepté des lettres de Königsmark au roi de Suède dans lesquelles il lui dit qu'il est impossible de plus lever de gens, et qu'aussitôt qu'on parle que c'est pour aller en Pologne, tout s'enfuit. »

4. D'Avaugour à Mazarin, 15 juin 1656.

5. Lisola, I, p. 160, Varsovie, 17 avril.

ses offres [1]. Après le retour de fortune des Polonais, il ne restait plus aux Suédois que deux partis à prendre : évacuer purement et simplement le royaume; ou tâcher de se maintenir en Prusse royale, et forcer les Polonais à la céder, soit en leur jetant dans les jambes de nouveaux adversaires, soit en allumant chez eux une guerre agraire.

La grande crainte de Lisola et de beaucoup de Polonais, à ce moment, était que Charles-Gustave ne proclamât la liberté des serfs et ne les appelât à la guerre contre leurs seigneurs [2]. Il ne le fit pas, probablement pour les raisons qui, dans des circonstances analogues, empêchèrent Napoléon de recourir à la même ressource extrême. Au printemps de 1656, comme en 1812 après l'incendie de Moscou, il était déjà bien tard pour détourner le torrent : de plus, déchaîner une guerre inexpiable n'était pas le moyen d'arriver vite à la paix. Tout compte fait, il valait mieux embarrasser les Polonais en leur créant de nouveaux adversaires, qu'on attirerait par l'offre du partage de la Pologne.

Ce partage de la Pologne, on en avait parlé à Stockholm avant même le commencement de la guerre, et l'on n'avait ménagé les insinuations dans ce sens ni à Vienne ni à Berlin [3]. Après les prodigieux succès de Charles-Gustave, il n'en fut plus question, mais on y revint dès que la révolte générale du royaume eut ruiné

1. Kochowski, *Climacteres*, II, p. 97.—D'Avaugour à Mazarin, 29 juin 1656.
2. Lisola, p. 169, lettre du 3 mai.
3. Plettenberg, résident de l'empereur à Copenhague. — *Relat. ad Imperatorem*, Stockholm, 2 août 1655, citée par Walewski, *Hist. Jana Kazymierza*, I, p. 21. — Cf. les négociations de Stettin, chap. II.

l'espoir des Suédois de le garder tout entier. Ce fut probablement en janvier [1] qu'Oxenstjern prépara, sur l'ordre du roi, un plan de partage, d'après lequel les Suédois se réservaient les pays compris entre la Netze, la Wartha, la Vistule, le Boug, la Duna et la mer, c'est-à-dire toutes les provinces maritimes de la Pologne : les unes, la Pomérélie, la Prusse royale, la Samogitie, une partie de la Grande-Pologne, de la Cujavie et de la Mazovie formeraient un *inseparatum incorporatum Sueciæ dominium*, tandis que les duchés de Courlande et de Prusse deviendraient fiefs suédois. D'autres parties de la Pologne seraient distribuées à des voisins importants, à l'Électeur, à Rakoczy, aux Cosaques. Quelques palatinats, la Podlachie, la Polésie, le reste de la Mazovie, une partie de la Lithuanie formeraient des principautés indépendantes destinées à devenir, entre les mains de magnats protestants, autant de boulevards pour les possessions nouvelles de la Suède. Du reste, il n'est fait aucune mention dans ce projet des deux voisins les plus puissants de la Pologne, le Tsar et l'Empereur.

Le premier point était de gagner l'Électeur au projet. D'avance il était certain que ses scrupules ne le gêneraient pas; à Bartenstein, comme à Königsberg, comme à Stettin, il s'était montré disposé à prendre sa part de Pologne, pourvu qu'elle fût grosse. Mais le relèvement des Polonais pouvait avoir changé ses dispositions et fortifié le parti qui, dans son conseil, était hostile à la Suède. Effectivement, quand Slippenbach apporta à Königsberg

1. Carlson, p. 255, 256, 275 et suiv.

les offres de Charles-Gustave [1], elles ne trouvèrent auprès de Frédéric-Guillaume qu'un seul défenseur, Waldeck. Ses ennemis crièrent à la corruption. Sans nier l'importance de certaines gratifications [2], il est certain, en tout cas, que Waldeck ne démentait pas son passé en conseillant à l'Électeur de se rapprocher des Suédois, malgré leurs revers, et d'utiliser ses troupes en Pologne, puisqu'il n'y avait rien à faire ailleurs.

Waldeck avait toujours représenté, dans le Conseil, la politique d'action, et, d'une façon plus particulière, les tendances anti-autrichiennes et protestantes. Après avoir conseillé à l'Électeur, en 1655, de s'allier franchement aux Suédois, puis de leur résister quand ils avaient marché sur Königsberg, il était logique avec lui-même en appuyant les offres nouvelles des Suédois : elles étaient le seul moyen de sortir d'une inaction ruineuse. D'autre part, il avait raison de faire valoir que si la Suède était battue par les Polonais, ou si seulement ils usaient dans cette lutte leur prestige et leurs faibles ressources, il en résulterait un affaiblissement notable du « bon party », et, par suite, la ruine des grands projets de conquête aux dépens des catholiques allemands (Munster, Neubourg) qui jusque-là avaient fait le fond de la politique de l'Électeur [3].

Waldeck rappelait enfin que les Polonais n'avaient

1. Instructions de Slippenbach, avril 1656. Pufendorf, *F. W.*, III, 119.
2. Lettres de de Lumbres, Königsberg, 20 avril, 17 avril, 9 août, etc. « Waldeck est tout acquis aux Suédois par les grands présents qu'il a reçus, par un brevet de 50 000 livres, etc. »
3. Erdmannsdörffer, p. 372 et suiv. — U. A., VII, p. 550 et suiv. — Mémoire de Waldeck. — Pufendorf, *F. W.*, V, 6 et suiv.

pas reconnu le traité de Königsberg qui affranchissait de leur suzeraineté le duché de Prusse. Victorieux, ils ne pardonneraient pas à leur ancien vassal sa désertion, son « parjure » et encore moins la sécularisation de la Warmie. Jean-Casimir venait précisément de promettre à la Vierge, dans la cathédrale de Lemberg, l'extermination de tous les hérétiques. Or Frédéric-Guillaume n'était pas seulement hérétique : il était encore voleur de bien d'Église, à Königsberg comme en Warmie.

Si par impossible, ajoutait Waldeck, les Polonais consentaient à l'épargner, il devrait au moins leur restituer la Warmie et renoncer à la suzeraineté suédoise. Ce nouveau « parjure » armerait Charles-Gustave contre l'Électeur qui se trouverait acculé à la nécessité, ou d'être ruiné par les Suédois, ou d'achever leur ruine, simplement pour se remettre dans sa position humiliante d'avant 1656. Puisque la guerre était inévitable, ne valait-il pas mieux s'allier aux Suédois? Ils seraient des amis fidèles; les promesses de Charles-Gustave étaient sûres, tandis que le caprice d'un nonce pouvait annuler toutes celles de Jean-Casimir. Enfin leur situation était telle qu'ils payeraient chèrement le moindre secours de l'Électeur, et qu'on n'avait plus à craindre, comme jadis, que ce secours ne les rendît trop puissants.

Les adversaires de Waldeck, c'est-à-dire la grande majorité du Conseil[1], objectaient que les dispositions hostiles des Polonais dont on faisait si grand bruit, n'étaient

1. En marge des instructions de Waldeck et Platen, annotation d'Iéna : « Ist mit dieser Instruction, ausser I. Exc. dem Herrn Grafen von Waldeck keiner von den Herren Räthen einig gewesen, zondern alle darvider geredet. » Erdmannsdörffer, p. 375.

rien moins que certaines. A la vérité, quelques désordres avaient été commis sur la frontière par des coureurs polonais, mais rien ne prouvait que des réparations suffisantes ne seraient pas offertes. Toutes les communications qu'on avait reçues de Jean-Casimir, depuis le traité de Königsberg, témoignaient de dispositions plutôt amicales. Un ambassadeur polonais, le comte Podlodowski, venait encore d'arriver à Königsberg, avec les assurances les plus pacifiques [1]. Était-il prudent, pour éviter un péril probablement imaginaire, de provoquer les Polonais avec lesquels on avait eu longtemps des rapports supportables?

On s'explique malaisement pourquoi ces arguments n'ont pas produit d'effet sur l'Électeur. A en croire les témoignages contemporains, les lettres de de Lumbres par exemple, Frédéric-Guillaume, tombé tout entier sous l'influence de Waldeck, pris de panique devant les succès des Polonais, se serait jeté par peur dans l'alliance suédoise [2]. Cela est peu probable. Frédéric-Guillaume savait qu'avec son armée de 20 000 hommes il ne courait aucun risque sérieux. Faut-il croire qu'il a été particulièrement sensible au péril du « bon party » et de l'équilibre du Nord? Cela encore ne s'accorde guère avec ce que nous savons de son caractère : il lui a fallu des raisons plus pratiques et plus positives.

Ces raisons, Lisola nous les apprend dans la lettre où il rend compte à sa cour de l'entrevue de l'Électeur

1. Lisola, p. 174, 3 juin. — Pufendorf, *F.-W.*, VI, 16, 30.
2. De Lumbres à Brienne, 4 mai 1656, A. A. É. — *Ibid.*, du 27 avril. « Les Suédois lui ont donné l'impression que le roi de Pologne et la République ne lui pardonneront jamais sa défection... », etc.

avec Podlodowski [1]. L'envoyé polonais ne put obtenir aucune réponse précise à ses questions, mais par contre Frédéric-Guillaume s'enquit soigneusement des garanties et des récompenses qu'on lui donnerait, s'il se tournait contre les Suédois. Ce fut au tour de Podlodowski de se perdre dans les généralités. L'Électeur en conclut naturellement qu'il n'avait rien à attendre des Polonais. C'est cette conviction qui l'a décidé. La politique de la peur et la politique d'équilibre n'ont été pour lui que le voile assez transparent de la politique de conquête.

IV

Au commencement de mai, Waldeck et Platen partirent pour Marienbourg, afin d'y négocier avec Charles-Gustave le traité proposé par Slippenbach. Dans les instructions de ces deux envoyés, les considérations générales tiennent fort peu de place : il y est bien question du rétablissement de la paix, mais en trois lignes qui sont visiblement, comme à Stettin l'offre de la médiation, une simple entrée en matière. Par contre, la liste des prétentions de l'Électeur est interminable. Il veut la souveraineté en Prusse, l'abandon des droits de Charles-Gustave sur la succession de Clèves-Juliers, enfin les parties de la Pologne dont il avait été question à Bartenstein, c'est-à-dire les quatre palatinats de la Grande-Pologne, plus une partie de la Cujavie, sur les deux rives

1. Lisola, p. 174, lettre citée.

de la Vistule, de façon à relier la Nouvelle-Marche au duché de Prusse. Le concours des Électoraux contre Danzig, ou en dehors d'un certain nombre de palatinats expressément mentionnés, devra être payé à part, soit par la restitution de la part des Suédois dans le produit des douanes prussiennes, soit par la cession de la Podolie. Du reste, les négociateurs pouvaient ne pas insister sur certaines conditions, sur la souveraineté par exemple, si les Suédois consentaient à un adoucissement des clauses du traité de Königsberg. De même, pour obtenir la « Correzpondenzlinie », ils pouvaient offrir des compensations, par exemple les bailliages prussiens de Marienwerder et de Riesenburg; si les Suédois n'acceptaient pas le marché, les palatinats de Kalisch et de Posen suffiraient, avec la souveraineté et les droits sur Clèves. Une seule condition était vraiment absolue : la « conjonction » des deux armées n'entraînerait, en aucun cas, la dislocation de l'armée électorale, ou sa fusion dans l'armée suédoise, elle devait rester intacte, indépendante, n'obéir jamais qu'à l'Électeur ou à ses généraux [1].

On ne peut dire de ces instructions, comme des conditions faites à Stettin, qu'elles sont un trompe-l'œil [2]. Le fait que l'Électeur offre, en échange des palatinats, des parcelles relativement importantes de sa Prusse, prouve la sincérité de ses convoitises. On en peut trouver une autre preuve dans les « grands combats d'âme » [3] par lesquels il passa avant et surtout après le départ de Wal-

1. Instructions de Platen et Waldeck. U. A., VII, p. 574 et suiv.
2. Voir plus haut, chap. II.
3. De Lumbres, lettre du 27 avril, A. A. É.

deck. Ses lettres nous le montrent atténuant sans cesse ses instructions primitives, comme pendant les conférences de Stettin, imaginant, par exemple, de ne demander la Grande-Pologne qu'à titre de gage d'un prétendu prêt aux Suédois : ce serait moins compromettant et l'on aurait toujours chance de s'en tirer avec une indemnité en argent, si les Suédois étaient battus [1]. Cette hypothèse de leur défaite se présente chaque jour à son esprit avec plus de force. Il craint leur ambition, la témérité de leurs projets, les nouveaux ennemis qu'ils ne cessaient de se faire, surtout les Russes.

En occupant la Pologne et une partie de la Lithuanie, Charles-Gustave avait fermé au Tsar la route de Varsovie. Non content de l'arrêter ainsi, il l'avait menacé jusque dans ses conquêtes. Il avait promis aux Lithuaniens de leur rendre les terres déjà conquises par les Russes, intrigué avec les Cosaques, lancé des proclamations dans lesquelles Alexis était qualifié d'ennemi commun des Suédois et des Polonais. C'était plus qu'il n'en fallait pour une rupture.

En décembre 1655, le Tsar accepta la médiation de l'Empereur pour la paix de Pologne, et, dès janvier, son envoyé Bogdanof proposa à Vienne la formation d'une grande ligue contre la Suède [2]. L'Empereur ne voulait pas aller si vite en besogne : il tarda à répondre. L'ardeur des Russes n'en fut pas refroidie, et Waldeck venait à peine de quitter Königsberg qu'un envoyé du Tsar, le prince

1. L'Électeur à Waldeck et à Platen. Lettres du 21 et du 26 mai. U. A., VII, p. 602, 606.
2. Pribram, *Die österreischische Vermittelungspolitik*, *passim*.

Mychetski, y arriva, pour se plaindre des Suédois, et conclure avec l'Électeur l'alliance jadis sollicitée par Kittelmann.

Ce langage inquiéta fort Frédéric-Guillaume. Il craignait la barbarie des Moscovites et leurs armées, dont la renommée faisait monter l'effectif jusqu'à 600 000 hommes[1]. D'autre part, il ne les supposait si décidés que parce qu'ils avaient l'appui de l'Empereur. Il ne voulait cependant pas abandonner ses projets sur la simple injonction des « barbares ». Dans cet embarras, il suivit les conseils que Waldeck[2] lui envoyait de Marienbourg, fit grande fête à Mychetski, s'efforça de lui donner la plus haute idée de sa puissance[3], de traîner les négociations en longueur et de transformer tout doucement le projet d'alliance proposé par l'ambassadeur en un simple traité de neutralité. Un seul point empêcha tout. On ne pouvait dissimuler qu'on allait donner des troupes à Charles-Gustave. On essaya donc de faire croire au Moscovite que ces troupes représentaient simplement le secours de 1500 hommes stipulé par le traité de Königsberg, avant qu'il ne fût question de guerre entre le Tsar et le roi de Suède. Mychetski ne se laissa pas convaincre et partit de König-

1. « Il fait état d'avoir 600 000 hommes dont il veut faire trois armées, dont l'une doit attaquer la Finlande ou l'Ingrie, l'autre la Livonie, et la troisième doit passer en Lithuanie. » De Lumbres à Brienne, Conisberg, 20 avril 1556, A. A. É. — Cf. lettre de l'Électeur à Waldeck, du 10 mai, U. A., VII, p. 590.

2. Lettre de Waldeck, du 1er mai. U. A., VII, p. 586.

3. Effectivement on expliqua au Moscovite que Frédéric-Guillaume était « égal par le sang au roi de Suède, Électeur du Saint-Empire, et le plus considérable des Électeurs, seigneur de pays si peuplés que s'il voulait, comme le Tsar, lever le quatrième ou même le second homme, des campagnes entières seraient couvertes », etc. Cf. Hirsch, p. 16 et suiv.

sberg sans avoir rien conclu. L'Électeur n'eut d'autre ressource que d'écrire au Tsar, pour lui affirmer son désir de garder avec lui de bons rapports, et lui annoncer l'envoi d'un ambassadeur chargé de finir le traité dont on n'avait pu venir à bout avec Mychetski [1]. On espérait gagner ainsi quelques mois et arrêter les Moscovites jusqu'au jour où l'Électeur, ses projets réalisés, sortirait de la guerre de Pologne.

Quelques jours avant le départ de Mychetski, apparut à Königsberg un envoyé du khan des Tatars, avec une mission de tout point semblable à celle du Russe [2]. On le renvoya avec de bonnes paroles. Puis ce fut le tour du grand-écuyer de Jean-Casimir, Théodore Maidel, qui arriva à Königsberg en même temps que la nouvelle de la dévastation du cercle de Neu-Stettin par un parti polonais. Il laissa entendre à l'Électeur qu'en revenant aux Polonais, il s'acquerrait la succession de Jean-Casimir et, d'autre part, lui fit l'énumération significative des forces que les généraux de la République pouvaient jeter sur lui. En même temps, et par-dessous main, il tenta de négocier avec les États de Prusse dont les sympathies polonaises n'étaient un secret pour personne [3].

Au milieu des menaces qui lui arrivaient de tous côtés, des fausses nouvelles, des intrigues des ennemis de Waldeck, l'Électeur était fort perplexe. Pour le maintenir

1. U. A., VIII, p. 15 et suiv.
2. Desnoyers, III, p. 191, texte de la lettre du khan. — Lettres de de Lumbres à Mazarin, 25 mai et 8 juin 1656, A. A. É.
3. Lettre de de Lumbres du 22 juin, A. A. É., 8. Suivant lui, Maidel était chargé de faire entrevoir à l'Électeur « la couronne de Pologne, dont les Polonais font autant de successeurs que le dernier duc de Bourgogne faisait de gendres de sa fille ».

dans la ligne des instructions du 1er mai, Waldeck eut fort à faire. Ses lettres étaient pleines d'encouragements, de reproches, de menaces de démission, de tableaux de la situation adroitement présentés : si l'alliance ne se fait pas, écrivait-il, Charles-Gustave se vengera sur la Prusse ducale de la ruine de ses espérances; il est encore assez fort pour ne craindre aucun ennemi [1]. A Danzig, le peuple s'agite en sa faveur [2] : les Hollandais, les Moscovites vont traiter avec lui [3]; pour tenir l'Empereur en bride, les Français enverront une armée à Brisach [4]. En la faisant combattre aux côtés des Suédois, on donnera à la jeune armée électorale la meilleure école qu'elle puisse avoir; on acquerra de la gloire, et, qui mieux est, un bon morceau de Pologne pour couvrir le Brandebourg et la Poméranie, de bons postes sur la Vistule, des campagnes où les levées d'hommes seront faciles [5]. Et ces acquisitions sont certaines, car Charles-Gustave n'a qu'une parole, tandis qu'avec les Polonais, on ne peut compter sur rien [6].

Le meilleur argument était encore la marche relativement facile et rapide des négociations de Marienbourg [7]. En effet, malgré leur récente victoire sur Czarnetski à Gnesen, les Suédois n'étaient guère en mesure de se montrer difficiles. Ils ne refusèrent que deux concessions,

1. Waldeck à l'Électeur, 29 mai 1656. U. A., VII, p. 609.
2. U. A., VII, p. 613.
3. *Ibid.*, p. 598. Lettre du 20 mai.
4. De Lumbres à Mazarin, 22 juin, A. A. É. « M. le comte de Waldeck m'a voulu faire dire que la France entrerait dans la ligue contre la Pologne », etc. — Cf. U. A., VII, p. 613.
5. U. A., VII, p. 598, 599. « Die beste Orte zu Verbungen »...
6. U. A., VIII, p. 598. « Bei den Polen... ist wegen bösen Anstalts und barbarischen Humeuren keine Sicherheit. » Waldeck à l'Électeur, 20 mai.
7. Lettres de Waldeck. U. A., VII, p. 586 à 611.

la souveraineté et l'abandon de leurs droits sur la succession de Clèves-Juliers. En revanche, ils se montrèrent prodigues des terres polonaises. Après s'être récriés, pour la forme, sur l'énormité des demandes de l'Électeur, ils concédèrent successivement les quatre palatinats, le pays de Wielun et le passage sur la Vistule, sans exiger de compensation. L'accord fut tout aussi facile sur les conditions de la *conjunctio armorum*.

Le 8 juin, le traité fut signé. En apparence, il était purement défensif. Le Roi s'engageait à secourir l'Électeur, avec 4000 hommes, en cas d'attaque, tant en Prusse et en Warmie que dans ses terres d'Empire; l'Électeur, de son côté, promettait d'aider les Suédois à défendre contre les Polonais un certain nombre de palatinats qui étaient soigneusement spécifiés. Il ne voulait pas, en effet, être entraîné à agir dans des régions où ses troupes pourraient se heurter à celles des Moscovites, à l'égard desquels il entendait rester neutre.

Pour trouver les stipulations caractérisques du traité, il faut aller à ses articles secrets. Les deux contractants y conviennent qu'au lieu de se porter secours avec 4000 hommes seulement, ils y emploieront toutes leurs forces; et que l'Électeur recevra pour sa récompense les palatinats de Posen, Kalisch, Sieradz, Lencycz, le pays de Wielun, enfin une portion de la Cujavie. Une autre convention annexe éclaircissait, à l'avantage de l'Électeur, un certain nombre de clauses, réputées obscures, du traité de Königsberg et relatives à la suzeraineté suédoise [1].

1. Mörner, *Staatsverträge*, p. 201 à 209.

Le traité conclu, les deux nouveaux alliés se rencontrèrent à Preussisch-Holland. L'entrevue, écrit d'Avaugour, fut « solennelle, magnifique et longue. Jamais on n'a ouï tant de protestations d'amitié, de zèle, ni vu plus de caresses, d'embrassades et de baisers [1]. » Ni le Roi ni l'Électeur ne paraissaient douter du succès de leur dessein. Un seul voisin, le Moscovite, paraissait en mesure d'y porter obstacle ; on espérait bien le gagner. Quant aux Polonais, quelle résistance pourraient-ils opposer aux bandes éprouvées de Charles-Gustave, aux troupes toutes fraîches de Frédéric-Guillaume? Il semblait que fût enfin arrivée l'heure prédite par Skarga, de la ruine de la Pologne et qu'il ne restât plus « qu'à considérer de quel côté allait tomber ce grand arbre ébranlé par tant de mains [2]. »

1. D'Avaugour à Mazarin, 2 juillet. U. A., II, p. 103.
2. Bossuet, Oraison funèbre d'Anne de Gonzague.

CHAPITRE V

LA GUERRE CONTRE LA POLOGNE ET LE TRAITÉ DE LABIAU

(Août-Décembre 1656)

I. Les forces des Alliés et celles de Jean-Casimir : danger que la guerre ne se prolonge. — Négociations de l'Électeur avec les neutres : missions d'Eulenboug en Russie, de Dobrczenski à Vienne, de Kleist à Copenhague, de Weiman à la Haye. — Négociation avec Jean-Casimir; rôle des médiateurs français et leur échec.

II. Marche des Alliés sur Varsovie. Les deux armées en présence, leurs forces. — La bataille de Varsovie : son peu d'importance réelle. — Reprise inutile des négociations : Retour en Prusse des armées alliées.

III. Situation militaire des deux Prusses. Dévastation de la Prusse ducale par les Polonais. Attitude menaçante des neutres; Bogdanof à Königsberg. — Retour en faveur, près de Frédéric-Guillaume, du parti polonais. — Les négociations officielles avec la Pologne; rôle de de Lumbres : la négociation secrète avec Gonsiewski.

IV. Négociation avec les Suédois pour la revision des traités de Königsberg et de Marienbourg. Schwérin à Frauenbourg. — Traité de Labiau, 10-20 novembre 1656 : suppression de la suzeraineté suédoise en Prusse.

I

Pourtant, le succès des alliés n'était rien moins que sûr. Nous savons déjà en quel état de délabrement était l'armée suédoise. En épuisant ses garnisons d'Allemagne, en ne laissant en Prusse qu'un détachement pour observer

Danzig, Charles-Gustave pouvait à peine réunir dix mille hommes[1]. L'Électeur en avait à peu près le double, mais il ne se souciait pas de les engager tous en Pologne et de faire, pour l'œuvre commune, plus que les Suédois.

Jean-Casimir, de son côté, avait autour de lui les débris de l'armée de la couronne, la *pospolite* polonaise, et quelques milliers de Lithuaniens; du fond des steppes, les Cosaques et les Tatars accouraient à son secours. Que pourraient les Alliés contre cette innombrable cavalerie! Ils vaincraient peut-être, mais ne pourraient jamais imposer la paix, et tandis qu'ils s'épuiseraient en courses inutiles, les neutres interviendraient les uns après les autres[2].

Ces éventualités ne pouvaient échapper ni à Charles-Gustave, malgré sa présomption habituelle, ni surtout à Frédéric-Guillaume. Nous avons vu qu'à plusieurs reprises il avait failli rompre les négociations de Marienbourg. Une fois engagé dans l'alliance suédoise, il s'efforça d'en atténuer les périls par d'actives négociations tendant, d'une part, à désunir les Polonais, de l'autre, à retenir les voisins dans la neutralité. Ces négociations devaient avoir, même en cas d'échec, l'avantage de conserver à l'Électeur de bonnes relations dans tous les camps, et de lui faciliter un revirement, si jamais il le jugeait nécessaire. Mieux que personne, il savait la valeur des « alliances éternelles ».

1. Lisola, lettres d'avril et mai, p. 117 et *passim*.
2. Lisola, lettre du 30 juillet, p. 189. « Si Poloni consilio valeant..., ac possint eludere cunctatione Suecorum studia, certum est quod brevi rerum domini evadent, cum impossibile sit Suecos milite, pecunia et omni spe destitutos diù subsistere », etc.

Depuis l'ambassade de Mychetski, on connaissait les dispositions du Tsar à l'égard des Suédois, et, par conséquent, de leurs alliés. A la vérité, l'Électeur avait pris, à Marienbourg, ses précautions pour ne pas être entraîné à une action hostile aux Russes, mais ceux-ci lui en tiendraient-ils compte? ils étaient bien barbares pour apprécier les finesses de la diplomatie brandebourgeoise. A tout événement, l'Électeur leur envoya, aussitôt après le départ de Mychetski, son chambellan Eulenbourg, pour leur expliquer le traité de Marienbourg, le leur déguiser en simple conséquence du traité de Königsberg, réveiller enfin leurs méfiances à l'égard de Jean-Casimir et les rapprocher des Suédois [1]. On ne trouve, du reste, dans les instructions d'Eulenbourg, aucune allusion à la possibilité d'une entente à trois pour le partage de la Pologne : ce que voulait l'Électeur, c'était simplement tenir le Tsar à distance.

D'Autriche on recevait les nouvelles les plus alarmantes. L'agent de l'Électeur à Vienne écrivait qu'une armée se réunissait en Silésie, que les Polonais offraient à Ferdinand IV la succession de Jean-Casimir, et qu'il paraissait disposé à l'accepter pour son cousin, Léopold-Guillaume [2]. Or ce Léopold-Guillaume était Grand Maître des Teutoniques. Si jamais il devenait roi de Pologne, la sécularisation de la Prusse ducale se trouverait remise en question.

En réalité, aucun archiduc ne songeait à rejoindre l'armée de Silésie, qui n'existait que sur le papier, et

1. Instructions du 10 juillet 1656, U. A., VIII.
2. U. A., VII, p. 622, 624.

l'Empereur était plus préoccupé des affaires de Flandre et d'Italie que de celles du Nord [1]. A tout hasard, Frédéric-Guillaume lui envoya, en juillet, Dobrczenski, pour démentir les bruits qui prêtaient au Brandebourg des intentions de conquête, assurer que les Polonais eux-mêmes, par leurs actes d'hostilité, avaient rendu la guerre inévitable, insinuer enfin qu'à la prochaine élection d'un Roi des Romains, Frédéric-Guillaume voterait volontiers pour le candidat de Ferdinand [2]. Nous saisissons là le commencement d'un système de mélange des affaires impériales et polonaises dont l'Électeur saura tirer grand profit par la suite.

Avec les Danois les négociations étaient plus difficiles. Ils souffraient cruellement des conséquences du traité de Bromsebrö. Les revenus de leur douane du Sund étaient tombés à rien depuis que la franchise avait été accordée aux marchandises suédoises : dans tous les ports de la Baltique, les officiers de Charles-Gustave tenaient boutique ouverte de faux certificats d'origine. D'autre part, depuis les traités de 1648, pris entre la Gothie, cédée presque entière à Brömsebrö, et les nouvelles forteresses des Suédois en Allemagne, les Danois étaient tombés dans une « Vilipendenz » qu'on leur faisait cruellement sentir [3]. Même alors qu'il était si important de ne pas les exaspérer, le résident suédois à Copenhague, Dureel, ne répondait à leurs plaintes que par des sarcasmes et des menaces.

1. Pribram, Introduction aux lettres de Lisola, *passim*.
2. U. A., VII, p. 623, lettre de l'Électeur à Ferdinand. — *Ibid.*, p. 624. Instruct. de Dobrczenski, 7 juillet.
3. U. A., VIII, p. 180, note. — Kochowski, II, p. 246. — Droysen, II, p. 339.

Frédéric-Guillaume fit de son mieux pour réparer cette faute. Son agent Kleist s'efforça de persuader le roi Frédéric des dispositions conciliantes de Charles-Gustave, et de la nécessité, pour le « petit troupeau » des luthériens, de s'unir contre les *Patres* [1]. Ces arguments un peu vieillots n'auraient pas empêché les Danois de prendre les armes, s'ils avaient été sûrs de l'appui des États-Généraux. L'envoyé hollandais, Van Beuningen, le leur promettait, mais rien ne garantissait qu'on tiendrait ses promesses [2].

Les Hollandais étaient toujours lents à se décider : leur procédure parlementaire était extraordinairement compliquée : de plus, chacune de leurs provinces avait sa politique particulière dans les affaires du Nord [3]. De là des tiraillements qui s'accrurent encore à la nouvelle du traité de Marienbourg. Tout d'abord on s'indigna, mais pas longtemps. Ce qu'on voulait, c'était en somme le maintien du *statu quo* douanier dans la Baltique. Or Weiman affirmait qu'on n'y toucherait pas, que les Suédois étaient disposés à finir par un bon traité les négociations entamées à Elbing entre Oxenstiern et les ambassadeurs hollandais [4]. Le Grand Pensionnaire, Jean de Witt, ne demandait pas mieux que d'y croire. Les négociations d'Elbing continuèrent, les Suédois s'y montrèrent plus conciliants que d'habitude, les Hollandais ne parlèrent plus de guerre, et par suite les Danois furent obligés d'ajourner leur rupture avec la Suède.

1. Instructions à Kleist, 7 juillet 1656. U. A., VIII, p. 114.
2. Basnage, *Histoire des Provinces-Unies*, I, *passim*.
3. Weiman à l'Électeur, 27 juin 1656. U. A., VII, p. 52 et suiv.
4. Carlson, p. 312 et suiv.

Ces négociations avec les neutres ont leur contre-partie dans les négociations avec les Polonais. Celles-ci ont un caractère tout différent. Il ne s'y agissait que de faire renaître l'anarchie qui avait si fort favorisé les premiers progrès des Suédois.

Il ne pouvait plus être question de débaucher l'armée polonaise à son roi : la brouille était complète entre la *Szchliachta* et son ancien protecteur. Mais n'était-il pas possible d'opérer la manœuvre inverse et de séduire, à défaut des soldats, le chef lui-même? Jean-Casimir devait désirer se rendre absolu. Si ses voisins lui offraient de l'y aider, aurait-il plus de scrupule à abandonner sa noblesse qu'elle n'en avait eu à l'abandonner lui-même?

L'idée d'un arrangement de ce genre n'était pas nouvelle. Déjà, en octobre 1655, l'agent de Louise-Marie à Paris écrivait à Mazarin que « dans la décadence de ses affaires » la reine de Pologne serait probablement portée à s'entendre avec les Suédois, à leur laisser certaines de leurs conquêtes, sous la condition que Jean-Casimir « demeurerait souverain absolu de tout ce qui lui restera [1]. »

Les Suédois ne paraissent avoir eu l'idée de cet arrangement qu'au moment des conférences de Marienbourg. Le 25 mai 1656, Waldeck écrit à l'Électeur qu'on parle d'accorder une indemnité à Jean-Casimir, comme s'il était déjà, une seconde fois, chassé de ses États : ce que sera cette indemnité, Waldeck n'en sait rien encore [2].

1. Bartet à Mazarin, 2 octobre 1655, A. A. É.
2. Erdmannsdörffer, p. 378.

Dans une lettre du 13 juin, il est plus explicite : on s'adressera à Louise-Marie pour obtenir du Roi, par son intermédiaire, qu'il se contente de la Mazovie, de la Podolie et des provinces avoisinantes [1]. A ce moment, d'Avaugour remarque que le ton et l'attitude des alliés ne sont plus les mêmes. « Les Suédois sont maintenant entièrement opposés à eux-mêmes, écrit-il à Mazarin : auparavant ils ne voulaient pas traiter avec ce roi (Jean-Casimir), et maintenant ils ne veulent plus traiter avec la République, mais avec le Roi [2]. » Et comme d'Avaugour s'en étonne, Charles-Gustave lui dit « plusieurs choses de son inclination pour le Roi de Pologne ». Un peu plus tard, l'ambassadeur rencontre Charles-Gustave qui venait de faire ses dévotions. Le roi l'aborde et lui parle de la Pologne « avec des yeux moites, disant qu'il aimait la personne du roi de Pologne, et qu'il lui voulait meilleur office qu'on ne croyait [3]. »

Ces bonnes dispositions, ce fut l'Électeur qui se chargea de les faire savoir au principal interessé. Aussitôt rentré à Königsberg, après l'entrevue de Preussisch-Holland, il réexpédia Maidel à Jean-Casimir, avec des propositions « tendant à rendre à la Pologne la paix et la tranquillité » [4]. Apparemment Jean-Casimir et Louise-Marie n'y virent qu'un piège, car, dès le 10 juillet, Maidel rapporta à Königsberg un refus formel. Il semblait qu'il n'y eût plus qu'à combattre. La négociation continua pourtant, sous la pression de deux événements fâcheux pour les Alliés,

1. U. A., VII, p. 614, 615. — Pufendorf, *F. W.*, VI, 25, 251.
2. D'Avaugour à Mazarin, 1er juin, A. A. É.
3. D'Avaugour à Mazarin, 29 juin 1656, A. A. É.
4. Droysen, II, p. 197-199.

la chute de Varsovie prise par les Polonais en juin, et l'entrée en Livonie d'une grande armée moscovite commandée par le Tsar en personne. Plus que jamais il fallait essayer d'un accommodement [1]. Cette fois, les alliés se servirent de de Lumbres.

Depuis quelques semaines, l'agent français était officiellement chargé d'offrir aux deux partis la médiation de la France [2]. Cette médiation n'avait pas grande chance de succès, et certainement de Lumbres ne comptait guère se faire écouter quand il quitta Königsberg, le 10 juillet, pour faire au camp suédois une tentative *in extremis*. Mais quand il y arriva, le surlendemain, il trouva le terrain tout préparé par les nouvelles de Varsovie et de Livonie. Charles-Gustave se montra disposé à traiter. Du reste il n'indiqua pas ses prétentions. « Il était fort couvert, dit de Lumbres, et aimait qu'on le devinât. » Il se borna à déclarer que si Jean-Casimir voulait traiter secrètement, on lui ferait de bonnes conditions. Frédéric-Guillaume s'expliqua plus clairement. Il avait déjà fait proposer à Jean-Casimir, dit-il à de Lumbres, de l'aider à rendre son autorité absolue. Le Roi n'y avait pas voulu entendre, mais il se raviserait peut-être si la proposition lui était rapportée par l'envoyé de France [3].

Cette commission ne s'accordait guère avec le rôle d'un médiateur officiel et loyal. De Lumbres fit remarquer à l'Électeur qu'il débuterait bien mal dans son

1. Carlson, p. 297. Correspondance du roi et du chancelier Oxenstjern.
2. Correspondance de de Lumbres, Mazarin et d'Avaugour, *passim*. En particulier, instructions à d'Avaugour du 17 mars 1656.
3. De Lumbres à Brienne, Varsovie, 9 août. — Droysen, II, p. 261; son erreur sur le rôle des Français en cette négociation.

œuvre de paix, s'il se chargeait d'une offre qui le rendrait odieux à la nation polonaise. Il ajouta que Jean-Casimir n'aurait aucune confiance en des offres qu'il jugerait calculées pour le séparer d'avec ses sujets : que, les crût-il sincères, il ne voudrait pas ternir sa réputation en les acceptant; qu'en tout cas, l'hérédité ne l'intéressait pas, puisqu'il n'avait pas d'enfants, et qu'enfin il serait malaisé de lui montrer les moyens par lesquels on réaliserait un si grand dessein [1]. Frédéric-Guillaume n'insista pas et la proposition en resta là.

Rien de plus correct et de plus sensé que cette attitude du négociateur français. Il s'est trouvé pourtant des historiens pour la lui reprocher. Le panégyriste de Jean-Casimir, Walewski [2], trouve étrange l'argument que le roi de Pologne ne voudrait pas se déshonorer en trahissant ses sujets : après les trahisons dont il avait été lui-même victime, dit-il, Jean-Casimir n'était plus lié que par un seul engagement, son vœu à la Vierge dans la cathédrale de Lemberg; au surplus, était-ce à un agent de Mazarin qu'il appartenait de parler du respect des serments? Si la proposition « géniale » de l'Électeur avait été acceptée, la Pologne eût été réformée et par suite sauvée : de Lumbres a refusé de la transmettre, simplement parce qu'il était l'âme damnée des Suédois.

Cette singulière diatribe est en contradiction avec tout

1. Desnoyers, lettre du 5 octobre 1656, p. 247. « On nous a plusieurs fois proposé de traiter avec le roi de Pologne et de l'aider à se rendre absolu, mais on a toujours rejeté cette proposition qui ne tend qu'à désunir les États du royaume d'avec le roi... », etc.

2. Walewski, *Historia Jana Kazimierza*, I, p. 241.

ce que nous savons des intérêts de la France, du caractère de de Lumbres et des intentions des Alliés. Rien ne prouve d'ailleurs qu'un premier démembrement de la Pologne eût facilité sa régénération : il en serait tout aussi bien résulté un second et un troisième démembrement. En tout cas, Jean-Casimir avait déjà justifié de Lumbres en repoussant les offres apportées par Maidel.

Du reste, le Français fit tout ce qui lui était loyalement possible pour mener à bonne fin sa médiation. Après avoir vu les princes alliés, il se rendit à Varsovie, mais y fut mal reçu. « M. de Lumbres a été au désespoir dès son arrivée, écrit Desnoyers : tout le monde criait sur lui parce qu'il parlait de paix [1]. » C'est à peine si le Sénat consentit à l'entendre. La séance fut orageuse : après beaucoup d'aigres reproches sur l'indifférence des Français aux traités qu'ils avaient garantis (*Stuhmsdorf*), les sénateurs déclarèrent que la paix avec les Suédois était impossible sans la médiation d'au moins quatre puissances, et tout d'abord de l'Empereur et des Provinces-Unies; quant au vassal félon de la Pologne, l'Électeur, on ne traiterait avec lui à aucun prix. De Lumbres s'efforça vainement d'amener les Polonais à plus de modération : ils étaient si sûrs de la victoire qu'ils parlaient déjà de reprendre la Livonie à Charles-Gustave, la Prusse à Frédéric-Guillaume, et de livrer aux Tatars, pour leur salaire, le Brandebourg et la Poméranie. En désespoir de cause, de Lumbres repartit le 1er août pour le camp des Alliés, mais à quelques milles au nord de Varsovie il les

1. Desnoyers, lettre du 27 juillet, p. 208 et suiv. — Lettres de de Lumbres du 9 août. A. A. É.

rencontra qui venaient, lui dit Charles-Gustave, « chercher de ses nouvelles ». Il raconta son insuccès, sur quoi le Roi et l'Électeur s'écrièrent qu'il fallait « humilier davantage les Polonais pour les remettre à la raison » et précipitèrent leur marche sur Varsovie [1].

II

La confiance des Polonais leur venait de leur énorme supériorité numérique. « Ils sont 80 000, écrit Desnoyers, 35 000 maîtres (c'est-à-dire gentilshommes), et 45 000 valets qui combattent comme leurs maîtres. » Encore Desnoyers ne compte-t-il pas les Tatars et les Cosaques qui n'étaient pas arrivés. Autour de Jean-Casimir on pensait marcher aux Alliés avec plus de 100 000 hommes [2].

En fait, ces évaluations étaient trop hautes. L'agent français Terlon ne trouve aux Polonais que 8000 quartians [3], 16 000 gentilshommes de la pospolite, 5000 Lithuaniens, et une dizaine de milliers de Tatars qui arrivèrent juste pour la bataille [4]. Cela nous laisse loin des 80 000 hommes de Desnoyers. Quoi qu'il en fût, la supériorité des Polonais restait écrasante. Les Alliés, après

1. De Lumbres, lettre du 9 août.
2. Desnoyers, lettre du 27 juillet.
3. Fantassins soldés.
4. « L'armée de Pologne était composée de 8000 quartians, 16 000 pospolites, Russiens et Polonais, 5000 Lithuaniens, 6000 Tatars à cheval, et 4000 à pied, encore qu'ils se soient vantés eux-mêmes d'avoir 100 000 hommes. »

leur jonction à Nowo-Dwor (fin juillet), n'avaient que 20 000 à 22 000 hommes, 10 000 Suédois, et le reste Électoraux [1].

Mais l'avantage des Polonais était largement compensé par la différence de qualité des deux armées. Jean-Casimir n'avait en fait d'infanterie que les quartians qui n'étaient ni bien armés, ni bien disciplinés; toute son artillerie était de 18 pièces contre 70 dont disposaient les Alliés; dans la cavalerie, ce qu'il y avait de meilleur, c'étaient les Tatars; ils savaient obéir à leurs chefs [2]. Tout le reste, pancernes bardés de fer, hussards aux lourdes lances, aux épaules ornées de longues ailes blanches, pospolite armée et montée à la façon de don Quichotte de la Manche [3], n'était bon qu'à faire la guerre « à la cravate », contre « ceux qui couraient comme eux »; contre les masses solides de l'infanterie allemande et brandebourgeoise, contre ces « châteaux marchants » hérissés de piques et de mousquets, ils étaient vaincus d'avance, en dépit de leur éclatante bravoure [4].

Aussi l'intérêt évident de Jean-Casimir était-il de ne pas livrer bataille. Ainsi que l'écrivait Lisola dès le mois de juin [5], les Polonais étaient sûrs de ruiner leurs adver-

1. Desnoyers, lettre du 22 juin. — Lisola, lettre du 27 juin.

2. Desnoyers, p. 231.

3. Desnoyers, p. 20 : « Il nous arriva hier un noble Sarmate armé de deux pistolets, d'une carabine, d'un marteau d'armes et d'un sabre avec un grand et large écu pendu à son col. Je le pris pour un descendant d'Amadis », etc.

4. Correspondance de d'Avaugour, *passim*. — « Le roi de Suède, qui a éprouvé les Polonais, m'a souvent témoigné l'estime qu'il en faisait,... les disant être beaucoup plus vaillants et plus à la fatigue, et souffrant mieux le froid et le chaud, la faim et la soif que les Allemands... » Relation de de Lumbres. A. A. É.

5. Lisola, p. 189, lettre déjà citée.

saires, en se faisant poursuivre, en insultant la Prusse, la Poméranie, la Nouvelle-Marche laissées sans défense pendant la marche en avant des armées alliées. Seulement, ce que voyait Lisola, Frédéric-Guillaume et Charles-Gustave le voyaient aussi. De là leur marche précipitée sur Varsovie.

Le 8 août, ils tombèrent sur les avant-postes polonais. 27 July
Jean-Casimir s'y attendait si peu qu'il venait de diviser ses forces, et d'envoyer l'armée lithuanienne opérer sur les derrières des Alliés. Il eût pu encore se dérober au choc, faire refluer au sud ou à l'est ses masses de cavalerie, comme le lui conseillait l'aga des Tatars [1], mais autour de lui on avait une confiance absolue dans la supériorité numérique des Polonais. Il céda à son entourage et accepta la bataille.

Pendant trois jours les Suédois et les Électoraux s'avancèrent lentement, au milieu des bois et des marais qui couvraient Praga, jusqu'aux ouvrages fortifiés des Polonais. Ces bois et ces marais, qui ralentissaient leur marche, la protégeaient aussi : gênés par le terrain, les Polonais ne purent nulle part déployer leur cavalerie; à plusieurs reprises, ils tentèrent des surprises et des charges qui furent aisément repoussées : une seule de leurs attaques ébranla un carré suédois qu'il fallut faire dégager par la cavalerie électorale. Nulle part il n'y eut de choc d'infanterie contre infanterie : quant à l'artillerie, elle ne donna guère que le troisième jour, alors que les Polonais repassaient en désordre le pont de

1. Desnoyers, p. 215, 221.

Praga. Le lendemain, les Alliés entrèrent dans Varsovie sans y trouver de résistance [1].

L'impression produite par ce succès fut profonde, surtout dans l'Europe occidentale. Les compatriotes des généraux qui passaient des années à se disputer une bicoque de l'Artois, imaginèrent, aux récits ampoulés des Suédois et des Électoraux, quelque chose d'épique et de formidable. Dans la poussière de cette mêlée de trois jours ils voyaient confusément se lever « les marteaux d'armes tant vantés » [2] de la vieille Pologne, s'avancer pesamment les bataillons de la guerre de Trente ans, s'élancer dans les hourrahs le tourbillon asiatique des Tatars. Ils ne pouvaient discerner que ce choc de deux mondes et de deux âges historiques n'avait guère plus d'importance, au fond, que la prise d'Aire ou de Saint-Omer.

En fait, les Alliés ne gagnèrent à leur victoire que Varsovie, qui n'avait d'importance ni militaire ni politique [3]. Les Polonais, de leur côté, se trouvèrent aussi forts après qu'avant leur défaite : ils n'avaient perdu que quelques centaines d'hommes, des canons, dont ils ne savaient pas se servir, et des bagages qui les encombraient. Dispersée plutôt que vaincue, leur armée se reforma sans difficulté : avec leur cavalerie relativement

1. Sur la bataille, voir indication des sources dans Droysen. Le récit de Droysen lui-même paraît inexact sur plusieurs points.

2. Oraison funèbre d'Anne de Gonzague.

3. Appréciations diverses sur la bataille, Wagner, I, p. 11. — Lettre de de Lumbres à Brienne, 9 août. — Gordon Patrick, I, p. 67. — D'Avaugour à Brienne, du 7 août. — Walewski, I, p. 261, cite les relations des envoyés autrichiens, etc., etc. Tous ces témoignages concordent sur le peu d'importance relative de la bataille.

peu nombreuse, les Alliés ne pouvaient sans grand risque « se mettre aux trousses du roi Casimir. »

A d'autres égards, la bataille avait plus d'importance. Les projets suspects de certains neutres pouvaient s'en trouver arrêtés. Les Polonais eux-mêmes pouvaient être découragés et songer à une paix immédiate, conclue, *more barbarico*, les armes à la main. « Le plus grand bienfait de cette victoire, écrivait Oxenstjern, c'est qu'elle nous permettra de traiter [1]. » On devait penser, en effet, qu'elle favoriserait la négociation de de Lumbres.

Le difficile était de renouer cette négociation. Jean-Casimir ne donnait pas signe de vie, et, décemment, ce n'était pas aux vainqueurs d'envoyer le médiateur au vaincu. On s'avisa d'un biais; on feignit de croire qu'un secrétaire de Jean-Casimir, Grusinski, fait prisonnier après la bataille, avait dit que son maître voulait traiter. Sur cet appel prétendu, de Lumbres et d'Avaugour se mirent en route pour le quartier général de Jean-Casimir, à Lublin. Les propositions dont ils étaient chargés étaient encore passablement dures; les Suédois voulaient la Samogitie, la Prusse royale, l'abandon des droits des Polonais sur la Prusse ducale; quant à l'Électeur, il était disposé à se contenter de trois palatinats [2].

Mais les Français trouvèrent, à leur arrivée à Lublin, les Polonais plus intraitables que jamais. Ils venaient de recevoir de bonnes nouvelles de Moscovie et aussi, disait-on, de Vienne; ils imaginaient déjà cinq ou six États s'ar-

1. Carlson, p. 310 et suiv. — Relation de de Lumbres. A. A. É.
2. D'Avaugour à Charles-Gustave, 18 et 28 août. Relation de de Lumbres, *passim*. — Walewski, I, p. 267.

mant en leur faveur. D'autre part, les procédés de Charles-Gustave les avaient exaspérés; pour favoriser la médiation, le Roi s'était avisé de faire incendier par ses coureurs les châteaux des environs de Varsovie [1], et d'annoncer que Varsovie elle-même serait détruite, si Jean-Casimir ne consentait pas à la paix.

Dans ces conditions, la tâche des médiateurs était peu aisée. Les Polonais nièrent tout d'abord qu'ils eussent jamais autorisé personne à parler de paix : la déclaration de Grusinski était un pur mensonge. De Lumbres insista, et remontra fort éloquemment le péril que faisaient courir à la République les secours russes ou autrichiens, l'impossibilité d'expulser les Suédois des places prussiennes, la nécessité de « faire comme les pilotes qui jettent le lest, ou le blessé qui se laisse retrancher un membre ». Les Polonais ne se laissèrent pas convaincre : ils refusèrent net d'abandonner la Prusse « pour laquelle ils avaient combattu trois cents ans » et de traiter avec l'Électeur [2].

Ce refus mit les Alliés dans un grand embarras; ils ne savaient que faire de leur victoire. Charles-Gustave proposa de continuer la campagne en marchant au sud; on trouverait peut-être l'occasion de battre encore Jean-Casimir, et l'on tendrait la main aux Cosaques qui paraissaient disposés à changer de parti; l'Électeur refusa : il ne voulait pas ruiner son armée à « jouer aux barres » avec les Polonais [3]. Le Suédois songea alors à attaquer Danzig,

1. Lettre de d'Avaugour à Brienne, du 28 sept. A. A. É.
2. Relation de de Lumbres. A. A. É.
3. Pufendorf, F. W. III, 29. — Droysen, II, p. 449. — Basnage, *Histoire des Provinces-Unies*, p. 431. — Waldeck à l'Électeur, 29 août. U. A., VIII. — Desnoyers, lettre du 31 août, etc.

qu'il destinait à devenir « la mère nourrice de son armée »[1], mais cette fois encore Frédéric-Guillaume se déroba : il ne voulait pas se brouiller avec les Hollandais[2]. Il ne restait plus, en définitive, qu'à rentrer en Prusse, pour y vivoter sur l'habitant, attendre les attaques des Polonais, s'ils en risquaient encore, ou le moment d'une nouvelle offensive, en cas de diversion des Cosaques ou du prince de Transilvanie. Leur décision prise, les Alliés évacuèrent la plupart des postes qu'ils tenaient encore en Grande-Pologne, achevèrent scrupuleusement la dévastation des campagnes et abandonnèrent enfin Varsovie, non sans l'avoir saccagée et à demi détruite[3]. A la fin d'août, Charles-Gustave revint à Marienbourg, tandis que l'Électeur retournait à Königsberg « en grande diligence[4]. »

III

Cette courte campagne finissait donc sans autre résultat, pour les Électoraux, que l'occupation de quelques places de Grande-Pologne qui leur avaient été remises par les Suédois. Ce n'était pas là un succès; ces places, difficiles à ravitailler et à défendre, ne servaient qu'à affaiblir l'armée électorale et par suite à rendre plus difficile la position des Alliés.

Les Suédois avaient rapporté de Pologne en Prusse la

1. Lettre de d'Avaugour, du 15 juin. A. A. É.
2. Lettre de Waldeck, du 29 août, U. A., VIII, 89. Erdmannsdörfer, p. 389.
3. Rudawski, p. 270. — Walewski, I, p. 259. — Desnoyers, lettre du 5 septembre, p. 238. — Carlson, p. 307.
4. Lettre de d'Avaugour, du 31 août. A. A. É.

peste, qui les décima tout l'hiver. Charles-Gustave, ne recevant plus de recrues de Suède et de Finlande — elles étaient toutes employées en Livonie contre les Russes, — et ne pouvant enrôler d'Allemands, faute d'argent, était obligé de combler les vides de ses troupes avec des Polonais qui désertaient dès qu'ils le pouvaient [1]. Deux circonstances seules pouvaient relever ses affaires : d'abord l'octroi par la France des larges subsides qu'il ne cessait de solliciter [2]; ensuite, une diversion des Cosaques ou du prince de Transilvanie. En attendant, il n'avait pas tort d'écrire à Oxenstjern que rarement la Suède avait traversé un temps plus critique [3].

Au moins, la Suède proprement dite était-elle à l'abri du danger; il n'en était pas de même de la Prusse ducale, de la Nouvelle-Marche, et de la Poméranie électorale. Comment Frédéric-Guillaume aurait-il pu garder ses longues frontières? ses troupes avaient été diminuées de moitié par les épidémies et les détachements qu'il avait faits en Grande-Pologne; ses recrues allemandes étaient encore peu solides; ses recrues polonaises livraient les postes qui leur étaient confiés [4].

Déjà, en août, il se plaignait à l'Empereur des cruautés exercées par les Polonais en Poméranie [5]. Un peu plus tard, Bonin écrivait de Colberg que les Polonais continuaient à courir la province : « ils pillent, ravagent, tuent,

1. Carlson, p. 318, 319. — Walewski, I, p. 286. — Lettres de Lisola. *passim*, mars 1657.
2. Carlson, p. 296. — Correspondance de d'Avaugour, *passim*.
3. Lettre du 28 août 1656, citée par Carlson, p. 316.
4. Lettre de Bonin à Weiman, 6 novembre 1656. U. A., VIII.
5. Walewski, I. p. 330.

brûlent »[1]. Il était impossible de les atteindre et de les châtier : « Ils sont comme des mouches, écrit Schwérin, on les chasse avec la main, elles sont déjà revenues[2]. » Ce fut bien pis après que Waldeck, qui commandait un corps d'observation sur la frontière prussienne, se fut laissé battre à Protzko par le commandant de l'armée de Lithuanie, Gonsiewski. En quelques jours, la moitié de la Prusse fut ruinée : 13 villes, 249 villages, 37 églises furent réduits en cendres[3]. L'Électeur et l'Électrice, pris de terreur, n'osant rester à Königsberg, passèrent une nuit en barque sur le Haff[4]. Quelques jours après, Waldeck prit sa revanche et refoula les Polonais et les Tatars, mais sans pouvoir leur reprendre leurs milliers de captifs. Ils en vendirent partout. A Lublin même, sous les yeux du roi et de la reine de Pologne, on faisait grand commerce d'hommes et de femmes « comme aux bazars de Constantinople[5]. »

« Les affaires de l'Électeur sont pour se gâter tout à fait, écrit de Lumbres à ce moment, si la guerre continue[6]. » Encore ignorait-il que la Prusse fût prête à se révolter.

L'idéal des Prussiens, depuis longtemps, c'était la liberté comme en Pologne, et l'union de plus en plus intime avec la République. Or l'Électeur s'était séparé d'elle à Königsberg ; à Marienbourg, il était devenu son ennemi déclaré; fait plus grave encore, il avait laissé

1. U. A., VIII, p. 111.
2. Lettre citée par Erdmannsdörffer, p. 396.
3. Orlich, I, p. 279. — Kosel, I, p. 228.
4. De Lumbres, Relation, A. A. É.
5. Desnoyers, lettre du 5 septembre 1656, p. 237, 241 : « La plus chère de toutes les femmes n'est que 300 ducats », etc. — *Ibid.*, du 27 octobre.
6. De Lumbres à Mazarin, Königsberg, 26 octobre 1656, A. A. É.

percer, dans chacun de ces deux traités, ses prétentions à l'autorité absolue. De là une vive irritation que portèrent à son comble les incursions des Polonais. A quoi servait-il de payer d'énormes impôts de guerre et d'héberger la soldatesque « étrangère », c'est-à-dire allemande, de l'Électeur? Les États provinciaux se plaignirent [1], et leurs plaintes restant sans effet, les conspirations commencèrent, et les chefs de la noblesse prussienne se mirent en rapport avec Lisola. Prêts à la révolte, suffisamment pourvus d'armes et d'argent, ils ne demandaient à l'Empereur qu'un archiduc pour prendre la direction du mouvement [2].

Heureusement pour l'Électeur, Ferdinand IV n'était pas encore disposé à entrer en scène. Ce n'était pas qu'il fût indifférent aux malheurs de la Pologne — après Varsovie, il s'était montré « *perplex und bekümmert* », — ni aux offres des ambassadeurs de Jean-Casimir, ni aux sollicitations du nonce et de tout le clergé autrichien, mais il trouvait que la neutralité servait ses intérêts mieux qu'une intervention. Il n'y avait plus lieu de craindre, comme en 1656, l'union de la Pologne et de la Suède : les Suédois, et avec eux l'Électeur, se ruinaient dans une guerre sans issue. Il eût été bien sot aux Autrichiens d'aller leur fournir l'occasion de rentrer en Allemagne, et de faire ainsi le jeu de Mazarin. Pendant que Charles-Gustave se morfondait sur la Vistule, on avait toute facilité, à Vienne, pour venir au secours des

1. Supplique des Landräthe de Prusse à l'Électeur, U. A., VII, p. 148.
2. Lisola, lettres de septembre et d'octobre, et particulièrement du 27 septembre, p. 203.

Espagnols et leur envoyer des renforts soit aux Pays-Bas, soit dans le Milanais Cette politique de neutralité commode était si naturelle qu'il faudra, pour y faire renoncer l'Autriche un peu plus tard, des circonstances extraordinaires : d'abord l'intervention de Rakoczy, puis la mort de Ferdinand IV [1].

De leur côté, les Danois ne se décidaient pas à agir, non que la nouvelle de Varsovie eût changé leurs dispositions, mais parce que les Hollandais manifestaient une certaine tendance à se rapprocher des Alliés. Diverses causes y avaient contribué : d'abord Charles-Gustave venait de signer à Elbing, un traité favorable au commerce d'Amsterdam [2]; ensuite les Alliés avaient renoncé au projet d'attaquer Danzig; enfin les progrès des Russes faisaient craindre aux États-Généraux qu'une intervention nouvelle en faveur des Polonais n'eût pour résultat final la destruction de la *richtige Balance* du Nord [3].

Nous avons dit que le Tsar était entré en Livonie, à la fin de juin, avec des forces infiniment supérieures à celles des Suédois. Après avoir occupé la plupart des petites places livoniennes, il vint, en août, mettre le siège devant Riga. C'est là que le trouva Eulenbourg. L'envoyé brandebourgeois fut froidement reçu [4]. Les Russes écoutèrent avec méfiance ses explications sur le traité de Marien-

1. Pribram, Introduction aux lettres de Lisola, *passim*. — Lisola, p. 197. lettre du 15 septembre.
2. Traité d'Elbing, Carlson, p. 312 et suiv. — Lettres de Weiman, U. A., VII, p. 71 et suiv.
3. Lettre de Weiman citée par Droysen, II, p. 219. « Les grands desseins des barbares donnent beaucoup de souci », etc. — U. A., VII, p. 93. Théorie de l'équilibre du Nord. *Ibid.*, IV, p. 70, 77, 78.
4. U. A., VIII, p. 15 et suiv.

bourg, l'interrogèrent sur la bataille de Varsovie, qu'Eulenbourg leur réduisit de son mieux aux proportions d'une escarmouche, et s'enquirent à plusieurs reprises de la nature des rapports de l'Électeur avec ses voisins, Autrichiens, Polonais et Suédois. Eulenbourg ne put s'expliquer le pourquoi de ces questions inattendues.

Le mystère s'éclaircit à l'arrivée à Königsberg, en octobre, d'un nouvel ambassadeur russe, Bogdanof. Dès sa première audience, il demanda à l'Électeur de se reconnaître vassal du Tsar. Frédéric-Guillaume jouait vraiment de malheur : il aspirait à la souveraineté, il avait compté y arriver par la guerre du Nord, et à chaque *Wendpunkt* de cette guerre, il voyait surgir un nouveau candidat à la suzeraineté de la Prusse, et les derniers n'étaient pas les moins impérieux. « J'aurais voulu que vous entendiez, écrivait Schwérin à Weiman, avec quelle arrogance, quelle obstination ce Bogdanof nous demandait de nous reconnaître les vassaux de son maître. » L'Électeur n'osa pas refuser catégoriquement; il allégua qu'il ne pouvait s'engager dans une nouvelle vassalité sans le consentement de ses proches et sans celui de ses alliés, en particulier des Hollandais. Bogdanof ne prêta aucune attention à la première objection; quant à la seconde, il répliqua que son maître était en bons rapports avec les États-Généraux, et qu'en tout cas, il pourrait s'emparer d'un port sur la Baltique, et y construire autant de vaisseaux qu'il en faudrait pour mettre à la raison les mécontents. Poussé à bout, l'Électeur finit par déclarer qu'il ne désirait la protection de personne, et qu'il était résolu à ne reconnaître désormais aucune suzeraineté. La dis-

cussion en resta là et Bogdanof quitta Königsberg sans dire si l'armée russe apparaîtrait bientôt dans le duché [1].

Ce singulier épisode a fort exercé la sagacité des historiens de l'Électeur. On s'est demandé si Bogdanof n'avait pas fait cette proposition inattendue de son chef et sous sa propre responsabilité. C'est peu vraisemblable; les diplomates(?) russes de ce temps ne faisaient pas de politique personnelle. Il est plus naturel de croire que l'Électeur et ses ministres ont exagéré dans leurs lettres, particulièrement dans celles qui allaient à la Haye, la portée des paroles du Moscovite, pour mieux éveiller la méfiance des Hollandais à l'égard de la Pologne et de ses alliés.

En tout cas, à l'examiner de près, la proposition de Bogdanof n'est pas en désaccord avec la politique d'Alexis Mikhaïlovitch. Depuis longtemps, le Tsar s'efforçait d'attirer autour de Moscou les satellites qui, jusqu'alors, avaient gravité autour de Varsovie. En 1652, il avait reçu l'hommage volontaire des Cosaques; en 1654, pendant que ses armées envahissaient la Lithuanie, ses émissaires s'appliquaient à y réveiller le souvenir des antiques rapports du Grand Duché avec les principautés russes, et d'amener la noblesse à une adhésion semblable à celle des Cosaques; en 1656 enfin, pendant que Bogdanof était à Königsberg, les plénipotentiaires polonais et russes, réunis à Vilna, discutaient un projet de réunion des deux grands États slaves par l'élection au trône de Pologne du troisième fils d'Alexis. Qu'y a-t-il d'étonnant

1. U. A., VII, p. 64 et suiv. Lettres de l'Électeur et de Schwérin à Weiman.

à ce que le Tsar ait voulu compléter ces négociations par une négociation semblable avec le vassal prussien de la Pologne [1]?

Quoi qu'il en fût, plus on s'éloignait de la bataille de Varsovie, plus la situation devenait critique. Allié des Suédois qui ne pouvaient le secourir, pris entre les Polonais et les Tatars qui lui ruinaient sa Prusse, les Prussiens qui méditaient une révolte, et les Moscovites qui le menaçaient de leur protection, l'Électeur ne pouvait se dissimuler que la politique de Marienbourg le conduirait à sa ruine. Officiellement il restait bon Suédois, affectait de « paraître sans peur et mépriser les Polonais » [2], mais les observateurs attentifs notaient déjà des symptômes de revirement. Waldeck tombait peu à peu en disgrâce : ses adversaires et ceux de la Suède, Hoverbeck, Schwérin revenaient à la cour et, protégés par l'Électeur, prêchaient ouvertement la réconciliation avec la Pologne [3]. Qu'elle fût proche, on n'en pouvait guère douter : la seule question était de savoir si cette réconciliation s'opérerait de concert avec les Suédois, ou sans eux, ou contre eux.

Pendant tout septembre et octobre, les médiateurs français firent la navette entre les différents camps; mais sans plus de succès qu'en août. Les exigences des Suédois et de l'Électeur étaient pourtant singulièrement réduites : ils ne demandaient plus que la Prusse royale,

1. Cf. relation d'Eulenbourg, U. A., VIII, p. 31.
2. De Lumbres à Mazarin, 19 octobre 1656, U. A., II, p. 111.
3. D'Avaugour à Mazarin, 25 janvier 1657, A. A. É. — Lettre de Bonin à la princesse d'Orange, citée par Erdmannsdörffer, p. 405. — Lettres de Lisola, *passim*; en particulier lettre du 5 octobre, p. 211.

la Warmie, et l'abandon de la suzeraineté polonaise sur la Prusse ducale. Les Polonais ne voulurent rien entendre : il leur fallait, avant tout, l'évacuation totale de leur territoire; du reste ils ne traiteraient jamais en même temps, et par un seul instrument, avec leur vassal rebelle et les Suédois [1].

Cette réponse était facile à prévoir. Les Polonais ne voulaient pas risquer, en s'engageant dans une négociation longue et compromettante, de se brouiller avec les Moscovites. D'autre part, ils avaient tout intérêt à traiter séparément avec leurs deux adversaires, et d'abord avec l'Électeur. Plus compromis que les Suédois, il devait être moins exigeant. On savait bien, autour de Jean-Casimir, que sa « Brüderschaft » avec Charles-Gustave ne résisterait pas aux déceptions, et qu'il ne se ferait aucun scrupule d'un nouveau revirement. Aussi l'intransigeance des Polonais à son égard n'était-elle qu'une feinte : ils ne demandaient qu'à négocier secrètement avec lui.

Une première tentative de négociation séparée avait déjà été faite presque immédiatement après la bataille de Varsovie. Le commandant de l'armée de Lithuanie, Gonsiewski, s'était mis en rapport avec les Hauts-Conseillers (Oberräthe) de Prusse, pour se plaindre de cruautés commises par des Brandebourgeois en Podlachie, et faire savoir en même temps que, Jean-Casimir étant disposé à la paix, on pouvait sans plus tarder conclure une trêve et rétablir les relations commerciales

1. Relation de de Lumbres, A. A. É.

entre la Prusse et la Lithuanie [1]. Les Hauts-Conseillers, ravis de ces offres, s'empressèrent de les transmettre à Frédéric-Guillaume, mais il ne semble pas que celui-ci y ait répondu, soit qu'il attendît le résultat des négociations de de Lumbres, soit qu'il se méfiât de Gonsiewski, dont les offres n'avaient peut-être pas d'autre but que d'aviver le mécontentement des Prussiens contre leur maître. Mais le Polonais revint bientôt à la charge, et cette fois il se servit d'un intermédiaire plus agréable, la duchesse de Courlande, la propre sœur de l'Électeur. Celui-ci qui, dans l'intervalle, avait songé à recourir aux bons offices de l'évêque de Warmie, répondit à Gonsiewski dans les premiers jours d'octobre, et désigna Schwérin et Hoverbeck pour continuer la négociation.

En novembre, ils s'abouchèrent avec Gonsiewski. On parla d'abord de trêve, puis, par une transition naturelle, des causes de la guerre. Elle n'aurait pas éclaté, affirmèrent les Brandebourgeois, si la cour de Pologne avait traité l'Électeur « ettwas respectirlicher »; encore maintenant, après tout ce qui s'était passé, il désirait la paix : à quelles conditions, Hoverbeck et Schwérin n'en savaient rien, n'ayant pas charge d'en parler à Gonsiewski, mais ils supposaient néanmoins que la première demande de Frédéric-Guillaume serait la souveraineté en Prusse, la seconde, une satisfaction territoriale, probablement en Warmie.

A ces propositions qu'on lui présentait, conformément

1. U. A., VIII, p. 101 et suiv. — *Ibid.*, p. 191 et suiv.

aux instructions de l'Électeur, « discursweise », Gonsiewski répondit de la même façon. Il ne savait pas quelles concessions pourrait faire Jean-Casimir; elles dépendraient beaucoup des projets de Frédéric-Guillaume lui-même; voulait-il seulement rentrer dans la neutralité ou s'allier aux Polonais? On pourrait facilement s'entendre sur la satisfaction territoriale : on avait déjà songé à l'offre de quelques starosties poméréliennes. Quant à l'abandon de la suzeraineté polonaise, Gonsiewski remarqua que supprimer des relations si anciennes, en quelque sorte « canonisées par les siècles », était un acte grave, d'autant plus qu'après l'Électeur et la Pologne, d'autres y étaient intéressés, les États de Prusse, les différentes branches des Hohenzollern. En somme, il laissa entendre que, de ce côté, Frédéric-Guillaume n'obtiendrait rien s'il ne se tournait contre la Suède. Le 8 novembre, Gonsiewski et les Brandebourgeois se quittèrent les meilleurs amis du monde [1]. Le traité polonais semblait imminent; ce fut un traité suédois qu'on conclut.

IV

Ni le traité de Königsberg, ni celui de Marienbourg ne répondaient plus à la relation réelle des deux alliés. Qu'auraient fait les Suédois sans le vassal qui avait gagné, de compte avec eux, la bataille de Varsovie, et

1. U. A., VIII, p. 200 et suiv.

maintenant couvrait d'un côté, à son grand détriment, leurs forteresses de Prusse royale? Aussi songea-t-on de bonne heure, à Königsberg, à refaire les deux traités. Dès septembre, Schwérin écrivait à Frédéric-Guillaume que le moment était venu « das rechte Tempo, E. Ch. D. Sachen zu redressiren [1]. »

Dans quel sens fallait-il opérer ce « redressement ». Il était clair qu'on ne pouvait encore se séparer, purement et simplement, des Suédois; ils étaient trop près de Königsberg. Il fallait continuer quelque temps à faire cause commune avec eux. Cette prolongation d'une alliance ruineuse méritait une récompense. Puisqu'on ne pouvait plus songer aux palatinats, il fallait se rabattre sur la seule concession sérieuse que les Suédois pouvaient faire. Cette concession, Waldeck l'avait déjà indiquée, lors des négociations de Marienbourg, mais sans insister [2] : c'était la suppression de la suzeraineté suédoise établie par le traité de Königsberg. A la fin de septembre, Schwérin fut envoyé à Charles-Gustave pour la lui demander.

Dès sa première audience il posa nettement la question. Le roi, pour toute réponse, déploya une grande carte de Moscovie et demanda à Schwérin si l'Électeur était disposé à se joindre aux Suédois contre le Tsar. Oxenstjern, le lendemain, commença sa conférence avec Schwérin par la même question [3]. Le Brandebourgeois répliqua qu'il n'y avait aucun rapport entre les affaires

1. U. A., VIII, p. 118. Lettre du 16 septembre.
2. Voir plus haut, p. 112.
3. Lettres de Schwérin à l'Électeur, septembre, octobre, U. A., VIII, p. 117 et suiv.

de Prusse et celles de Moscovie. La concession que demandait l'Électeur lui était due en dédommagement de la non-réalisation des promesses de Marienbourg; pour faciliter la paix il abandonnait toute revendication sur les quatre palatinats de Grande-Pologne : ce sacrifice en valait un autre. Traité pour traité, les Suédois pouvaient bien renoncer à celui de Königsberg. C'était fort modéré à l'Électeur de demander si peu pour rester dans l'alliance suédoise, alors que, d'autre part, on lui faisait des offres magnifiques pour l'en détacher [1]. Ces offres magnifiques, c'étaient celles de Gonsiewski, et aussi celles de Bogdanof : selon les cas, elles devenaient un épouvantail ou une aubaine inespérée.

La discussion continua les jours suivants. Peu à peu les Suédois cessèrent de parler des Moscovites, mais chicanèrent sur les détails, demandant tantôt la cession de Marienwerder et de Preussisch-Holland, tantôt le maintien des clauses douanières du traité de Königsberg. Au fond, ils sentaient bien la nécessité d'en passer par les exigences de l'Électeur, mais il leur était dur de renoncer au premier et seul avantage de cette guerre si bien commencée et si mal continuée, la suzeraineté de la Prusse. Toujours vainqueurs, ils se voyaient acculés à un traité de vaincus.

Plusieurs fois la négociation parut sur le point de se rompre. Un jour, le Roi refusa de recevoir les Brandebourgeois et s'exprima sur leur compte en termes injurieux. Schwérin et Iéna se préparèrent aussitôt à quitter

1. Kleist à l'Électeur; l'Électeur à Charles-Gustave, 28 octobre 1656, U. A., VII, p. 109, 110.

Frauenbourg [1]. L'intervention d'Oxenstjern d'une part, de de Lumbres et de d'Avaugour de l'autre, les retinrent à temps, et tout s'arrangea après que l'Électeur eut fait savoir à Charles-Gustave, sans paraître y attacher d'importance, que Gonsiewski lui faisait de nouvelles propositions de paix.

Le nouveau traité fut signé le 10/20 novembre [2]. Le point essentiel en était l'abandon, par le roi de Suède, de tous les droits acquis à Königsberg et sa promesse de ne favoriser, en aucune façon, la résistance des États de Prusse à l'établissement de la souveraineté. La participation des Suédois aux douanes prussiennes était supprimée. Il ne restait qu'un lien entre les deux pays : il était convenu qu'en cas d'extinction de la descendance masculine de l'Électeur, le duché de Prusse reviendrait à la couronne de Suède.

En retour, Frédéric-Guillaume s'engageait à payer aux Suédois une indemnité de 120 000 thalers, et concluait avec eux un nouveau traité d'alliance sur le modèle du traité de Marienbourg. Les clauses relatives aux passages de troupes, aux fournitures de munitions, au commandement des armées, etc., étaient à peu près identiques dans les deux traités : leur principale différence était dans les articles secrets. L'Électeur y renonçait à ses prétentions sur les quatre palatinats et s'engageait à se contenter, à la paix générale, de la Warmie et de la souveraineté : il promettait de favoriser les prétentions des Suédois, mais seulement en ce qui concernait la Prusse royale, la Poméhh

1. Relation de de Lumbres, A. A. É.
2. Mörner, *Staatsverträge*, p. 211 et suiv.

rélie et la Samogitie. Il était établi que le duc de Courlande, beau-frère de l'Électeur, resterait dans le *statu quo ante bellum*.

L'Électeur venait de prendre sa revanche de Königsberg : reconnu souverain par Charles-Gustave, il n'avait plus qu'à se faire reconnaître par les Polonais. Le moyen de les y amener était tout indiqué : il ne fallait que leur revendre l'alliance déjà vendue aux Suédois.

CHAPITRE VI

L'INTERVENTION DE RAKOCZY ET LE COMMENCEMENT DE LA GUERRE GÉNÉRALE

(Janvier-Juillet 1657)

I. Situation des Alliés après Labiau : imminence d'une intervention danoise. — Charles-Gustave songe à quitter la Prusse : danger qui en résulte pour Frédéric-Guillaume.

II. Intervention diplomatique des Autrichiens : Lisola à Labiau. L'Électeur prêt à passer du côté polonais : ses conditions.

III. Revirement subit : entrée en Pologne de Rakoczy. — Nouveaux efforts infructueux des médiateurs français. — L'Électeur est entraîné à participer à une nouvelle expédition en Pologne. Campagne des Transilvains et des Suédois : rôle insignifiant des Électoraux.

IV. Déclaration de guerre du Danemark à la Suède. La mort de l'empereur Ferdinand IV et ses conséquences : entrée de l'armée autrichienne en Pologne. — Charles-Gustave marche contre les Danois et laisse l'Électeur seul aux prises avec les Polonais et les Autrichiens.

I

Le traité de Labiau n'indiquait d'une façon précise ni les obligations des deux contractants, ni les entreprises en vue desquelles ils s'associaient. Du reste, ils n'étaient ni l'un ni l'autre en état de prendre l'offensive. Réduit à

6 ou 7000 hommes déguenillés, « plus brave que jamais, mais sans finances », Charles-Gustave était à peu près bloqué dans son coin de Prusse, entre la Vistule, la Drevnitz et la mer [1]. Quant à l'Électeur, il réussissait à peine à mettre ses frontières à l'abri des « hourrahs » de la cavalerie polonaise et tatare : la moindre escarmouche malheureuse, la surprise d'un poste, l'oubli d'un défilé pouvait encore livrer la Prusse ducale aux mêmes dévastations qu'après Protzko. Précisément les Suédois perdirent en décembre, après une défense héroïque, leur principal poste au sud de la Prusse, Tykoczin. Gonsiewski remonta aussitôt vers le nord avec toutes ses forces, et dénonça la trêve conclue avec les Électoraux cinq semaines auparavant [2].

Ni le péril de leur allié, ni leur propre faiblesse n'inquiétaient les Suédois. Ils pensaient se maintenir en Prusse, en tout cas, assez longtemps pour lasser la patience des Polonais, ou permettre à des diversions de se produire. Ils comptaient toujours sur les Cosaques ou Rakoczy. Quant aux diversions en sens inverse, aux progrès des Moscovites en Livonie, aux préparatifs du Danemark, aux intrigues de l'Autriche, ils affectaient de les mépriser. Charles-Gustave en parlait « des épaules, avec un courage prêt à tout événement » [3]. Au fond, peut-être désirait-il certaines interventions plus qu'il ne les craignait.

Il n'avait rien fait pour apaiser le mécontentement des Danois : pendant tout 1656, son agent à Copenhague,

1. Papiers des ambassadeurs français. — Mémoire de Lisola à l'empereur, mars 1657, p. 244, 245, 246.
2. Erdmannsdörffer, p. 409.
3. D'Avaugour à Mazarin, 2 février 1657, A. A. E.

Dureel, s'était montré plus arrogant que jamais, en dépit des représentations de Kleist, son collègue brandebourgeois, qui s'efforçait, par tous les moyens, de prévenir ou de retarder cette guerre nouvelle [1]. L'Électeur craignait fort d'être abandonné par Charles-Gustave, en cas de guerre danoise, et de rester seul aux prises avec les Polonais. Mais ses bons conseils ne furent écoutés ni par les Suédois ni par les Danois : poussé à bout, Frédéric III se remit à armer; en février 1657, il fit donner à sa politique belliqueuse l'approbation des États du royaume : l'ouverture des hostilités n'était plus qu'une question de semaines.

Charles-Gustave l'attendait sans crainte. Il connaissait la faiblesse des Danois, se rappelait 1643 [2], et supputait déjà les bénéfices probables d'une nouvelle victoire, l'indemnité de guerre, les gras quartiers du Jutland et des îles, l'incorporation dans l'armée suédoise des mercenaires allemands des Danois, l'acquisition de la Scanie et peut-être de la Norvège. Dès le mois de décembre il faisait confidence à d'Avaugour de son dessein d'aller en Danemark [3]. En février le projet s'ébruitait déjà ; on en parlait ouvertement autour du roi [4]; l'envoyé de

1. Carlson, p. 402 et suiv. — Correspondance de l'Électeur et de Kleist, hiver de 1656-1657, U. A., VIII, p. 175 et suiv.

2. Nous avons déjà dit, que Ch.-Gustave a fait la campagne de 1643, 5 sous les ordres de Torstenson.

3. D'Avaugour à Mazarin, 13 décembre 1656 : « ... Le roi déclare vouloir s'accommoder à quelque prix que ce soit avec les Moscovites... Après cette guerre-ci, s'il en sort avec avantage, il ira contre le Danemark... » *Ibid.*, 25 janvier : le Roi confie à d'Avaugour qu'il va marcher contre les Danois... « après l'avoir interpellé plusieurs fois de n'en rien révéler à personne. »

4. Droysen, II, p. 340.

Cromwell en écrivait à son maître comme d'une chose certaine [1]. Les agents de l'Électeur à Marienbourg, Schwérin et Iéna, fort émus, allèrent aux informations auprès d'Oxenstjern et du Roi lui-même. L'un et l'autre leur répondirent que l'Électeur n'avait rien à craindre. Assurément le Roi aurait aimé « s'égayer » en Danemark avec ses généraux, mais il était trop loyal pour jamais abandonner son cousin l'Électeur [2].

Ces belles paroles ne pouvaient rassurer Frédéric-Guillaume. Il connaissait trop Charles-Gustave pour le croire résigné à se morfondre en Prusse, alors que ses généraux trouveraient ailleurs gloire et profit. Aussi ne ménageait-il pas ses efforts pour amener la prompte conclusion de la paix. Déjà trois jours après Labiau, il avait fait faire une démarche auprès de Jean-Casimir par les ambassadeurs hollandais, et en même temps écrit à Charles-Gustave pour l'engager encore une fois à rabattre de ses exigences [3]. Le Suédois prit mal la proposition; c'était revenir un peu tôt lui parler de sacrifices nécessaires. De leur côté les Polonais, loin d'être disposés à des concessions, mettaient en question le maintien en Prusse du *statu quo ante bellum* [4]. L'Électeur n'en continua pas moins à lui parler de paix, de modé-

1. Thurloe, *Statepapers*.
2. U. A., VIII, p. 154, Schwerin à l'Électeur. Le roi a déclaré qu'il n'irait pas en Danemark « ... Beklagten nur, dass sie nicht sebst die Lust in Dänemark mit ausehen sollten... » *Ibid.*, du 27 février, p. 156, 157. *Ibid.*, du 21 février : le roi a dit « wenn ich das thue (si je vais en Danemark) so mag mein Vetter frei sagen, dass ich unredlich ... bei Ihm handle; ich will ehrlich mit dem Churfürsten aushalten ». — Cf. Erdmannsdorffer.
3. Pufendorf, *F. W.*, VI, 49. — U. A., VIII, p. 136, 137.
4. U. A., VIII. p. 137.

ration, des dangers qui l'entouraient, mais en pure perte [1]. Pris entre l'obstination de ses alliés et l'intransigeance de ses ennemis, il était dans une impasse; il voulait la paix et ne savait comment l'obtenir, avec les Suédois ou sans eux [2].

II

La solution vint du côté où elle était le moins attendue, de l'Autriche. Dans la crainte de voir les Polonais traiter avec Charles-Gustave, ce qui l'eût laissé libre de rentrer en Allemagne, peut-être aussi dans l'espoir d'assurer à sa maison la succession de Jean-Casimir, l'Empereur s'était enfin décidé à changer d'attitude. Par le traité du 1er décembre 1656, sans prendre encore ouvertement parti pour les Polonais, il leur promit un secours de 4000 hommes [3]. Quelques jours après, Lisola reçut l'ordre d'aller trouver l'Électeur, en apparence pour lui parler de la pacification générale, en réalité pour le détacher des Suédois [4].

Arrivé à Labiau le 3 janvier, Lisola y fut reçu d'abord par Hoverbeck. Le vieux conseiller, qui ne désirait rien tant que la paix avec la Pologne par l'entremise de l'Au-

1. Cf. Mémoire annexe aux instruct. de Schwérin et d'Iéna, 13 décembre. U. A., VIII, p. 139.
2. Entretien de Schwérin et de de Lumbres. Relat. de de Lumbres, A. A. É.
3. Pribram, Introduction aux lettres de Lisola, p. 31.
4. Walewski, I, 333. — Lisola avait proposé depuis longtemps aux ministres de l'Empire cette négociation particulière.

triche, crut bien faire en mettant son « vieil ami » au courant des intrigues qui s'agitaient autour de l'Électeur, de ses anxiétés, de l'hésitation avec laquelle il venait de ratifier le traité de Labiau [1]. Ce fut donc avec une parfaite connaissance de l'homme et de la situation que Lisola aborda Frédéric-Guillaume.

Il se garda bien de lui offrir de prime abord les bons offices de l'Empereur auprès du roi de Pologne : il se contenta de disserter en termes vagues sur la paix générale. Cette réserve inquiéta l'Électeur qui s'attendait évidemment à des offres plus précises. Il se lança donc dans l'apologie de sa conduite passée, excusa le traité de Königsberg, causé, dit-il, par la honteuse défection des Polonais, protesta de ses bons sentiments pour Jean-Casimir, de son amour de la paix, de son respect pour l'Empereur, déclara enfin qu'il accepterait sa médiation, mais sans illusions sur ses chances de succès. Les Polonais ne voulaient la paix ni avec les Suédois, auxquels ils faisaient des conditions dérisoires, ni avec lui, l'Électeur, dont ils avaient juré la perte.

Lisola joua l'étonnement : si les Polonais avaient quelquefois parlé de ruiner la Prusse, c'était parce que, ne pouvant atteindre les Suédois chez eux, ils étaient bien obligés de les frapper dans leur allié. Mais ils n'avaient, à l'égard de l'Électeur lui-même, ni haine ni rancune et, s'il aspirait vraiment à la paix, rien ne lui serait plus facile que de l'obtenir. Les Suédois eux-mêmes, une fois qu'ils ne seraient plus soutenus par les forces de

1. Lisola, lettre de Labiau du 13 janvier 1657, p. 212 et suiv.

leur allié, renonceraient à leurs prétentions déraisonnables, et la pacification générale s'en suivrait.

En somme, sans trop s'engager, Lisola avait nettement posé la question. La réponse ne se fit pas attendre. Le soir même, après dîner, l'Électeur appela Lisola auprès de lui, au haut bout de la table; pendant qu'autour d'eux on continuait à boire, il se remit à parler de la possibilité d'un accord, et subitement : « Que feraient les Polonais pour moi, dit-il, si je revenais de leur côté? — Je n'en sais rien, répliqua Lisola, mais je pourrai m'informer, — Cela prendra du temps et les Suédois éventeront la négociation. — Je m'engage au secret. — J'y réfléchirai.

Il faut croire que l'Électeur y avait déjà réfléchi, car, dès le lendemain matin, Hoverbeck revint trouver Lisola avec l'indication des concessions désirées. C'était d'abord la souveraineté : Jean-Casimir resterait suzerain de la Prusse, mais renoncerait à la juridiction suprême; en retour, l'Électeur lui fournirait dans toutes ses guerres un contingent de 3000 hommes. Quant à l'évêché de Warmie, si les Polonais refusaient absolument de le laisser séculariser, l'Électeur se contenterait du droit de l'occuper en qualité de Protecteur.

Ce n'était pas trop demander pour un revirement complet. En effet, ce n'était pas de neutralité qu'il s'agissait, mais bien d'une alliance contre la Suède. Ni Schwérin, ni Hoverbeck, ni Lisola ne l'avaient dit, mais aucun d'eux ne croyait que l'Électeur, une fois réconcilié avec les Polonais, licencierait son armée pour assister indifférent à la suite de la guerre. Il était clair que les Suédois ne lui pardonneraient pas sa défection, que les Polonais,

de leur côté, ne céderaient pas bénévolement ce qu'on n'avait pu leur arracher par la force des armes. En échange de leurs concessions, il leur faudrait une « récompense »; c'est-à-dire l'aide de l'armée électorale contre les Suédois. Hoverbeck le reconnaissait implicitement quand il admettait que, pour payer la suppression des appels, Frédéric-Guillaume donnerait un contingent de 3000 hommes à la Pologne [1]. Une plus grande concession serait certainement payée d'un secours plus grand; la souveraineté valait bien un traité d'alliance offensive et défensive.

Lisola n'avait plus qu'à faire agréer aux Polonais les conditions de Frédéric-Guillaume. Il n'y réussit qu'à moitié. Au mot de souveraineté les Polonais poussèrent les hauts cris : ils n'accordèrent, non sans peine, que des concessions à peu près équivalentes au minimum indiqué par Hoverbeck. Il y aurait en Prusse un tribunal suprême, dont les membres seraient nommés par l'Électeur, confirmés par le Roi; l'hommage personnel du duc au Roi serait supprimé, et le duché libéré de toute charge. Au lieu de la Warmie, l'Électeur recevrait Elbing, sous condition de coopérer à sa reprise, c'est-à-dire de se joindre aux Polonais contre Charles-Gustave; en attendant il pourrait occuper Allenstein et Braunsberg : enfin l'Empereur garantirait le traité [2]. La négociation était donc en bon train quand un événement imprévu vint déranger les combinaisons de Lisola. Le prince Georges Rakoczy entra en Pologne.

1. Lisola, p. 225, lettres du 3 février 1657.
2. Lisola, p. 262.

III

Vassal des Turcs, hospodar plutôt que prince au sens européen du mot, d'un État composite où se coudoyaient, de la Theiss aux Alpes de Transilvanie, des Magyars, des Allemands, des Roumains et des Slaves; ennemi perpétuel des Autrichiens qui détenaient la portion occidentale de la Hongrie; allié des Suédois [1], en sa qualité de protestant, pendant la guerre de Trente ans, ce nouveau belligérant cherchait depuis longtemps à intervenir dans le conflit suédo-polonais. Son rêve secret était de devenir roi de Pologne, comme l'avait été déjà un de ses prédécesseurs en Transilvanie, Etienne Batory. Déjà à la mort de Wladislas IV, il avait cherché à être le candidat de la reine Christine : rebuté, il était revenu à la charge en 1651, après la rupture des conférences de Lübeck, et avait offert d'envahir la Pologne avec 40 000 hommes [2]. A l'avènement de Charles-Gustave, puis à son entrée en Pologne, il avait renouvelé ses offres sans plus de succès. Ce n'était pas que son appui fût à mépriser : les Suédois savaient qu'il pouvait entraîner celui de la Porte, des Moldaves, des Valaques, des Cosaques même, mais ils ne se souciaient pas de partager avec tant d'amis les dépouilles de la Pologne [3]. Ils se contentèrent donc, jus-

1. Sur les rapports de Rakoczy avec les Suédois, voir Linage de Vauciennes, I, p. 340, 374; II, p. 418, etc., etc.
2. Linage de Vauciennes, I, p. 374, 478.
3. Nous ne voulons pas des Cosaques et des Hongrois qui viendraient « gâter la bonne Pologne », dit Oxenstjern à d'Avaugour. Lettre de d'Avaugour à Mazarin, 25 novembre 1655. A. A. É.

qu'au milieu de 1656, d'entretenir avec Rakoczy des négociations dilatoires. Il s'en plaignit amèrement. « Nous avons lieu de nous étonner, écrivait-il, qu'on nous tienne en suspens... quand l'Orient et l'Occident ont les yeux ouverts pour voir de quel côté nous pencherons. Il nous serait bien sensible qu'on se jouât de notre sincérité [1]. »

Cette sincérité ne l'empêchait pas de négocier avec les Polonais aussi bien qu'avec les Suédois. Aussitôt après les premières victoires de Charles-Gustave, il avait offert à Jean-Casimir 40 000 hommes — c'était son chiffre — et deux millions d'écus, sous deux conditions : que Casimir le prendrait « pro socio et collega imperii » et ensuite adopterait son fils François Rakoczy. Au besoin, pour faciliter la transaction, les deux Rakoczy, père et fils, se feraient catholiques [2]. Naturellement les Polonais n'hésitèrent pas à promettre la couronne à François Rakoczy, tout comme aux autres; ils demandèrent seulement que leur futur roi fût d'abord élevé en Pologne : devenu bon catholique et bon Polonais, il serait proclamé prince héritier. Cela ne faisait plus l'affaire de Rakoczy qui se voyait renvoyé aux calendes grecques. Il songea donc à se rapprocher des Suédois qui, de leur côté, dans la décadence de leurs affaires, étaient beaucoup plus disposés que par le passé à accepter ses offres [3].

Leurs négociations reprirent donc, dans la seconde moitié de 1656, par l'entremise du général Wirtz qui,

1. Lettre de Rakoczy à Charles-Gustave, Terlon, I, p. 10-11.
2. Desnoyers, lettres des 23 novembre 1655, 9 janvier et 2 mars 1656.
3. Geyer, p. 449, offres des Suédois à Rakoczy en août 1656 : la Podolie, la Gallicie, l'Ukraïne avec le titre de roi.

de sa garnison de Cracovie, avait trouvé le moyen d'établir des communications régulières avec la Transilvanie [1]. Ces négociations sont assez obscures. Plusieurs historiens affirment qu'un traité en résulta, mais ils le placent aux époques les plus variées [2]. En réalité, il semble qu'il n'y ait eu, entre les Suédois et le Transilvain, qu'une entente verbale, ou tout au plus un de ces projets écrits, sans nulle valeur, comme on en faisait tant à cette époque. Cette absence d'un traité formel est tout à fait d'accord avec ce que nous savons de la diplomatie de Rakoczy. Comme Charles-Gustave en 1655, il n'a pas cherché à s'assurer, avant d'entrer en campagne, des alliés ou des amis. Il n'a même pas prévenu de son entreprise son suzerain, le Sultan. En vain les Suédois le pressaient de se mettre en règle, de s'acquérir au moins, à prix d'argent, l'alliance ou la neutralité de son redoutable voisin, le khan des Tatars [3]; il n'en fit rien, moins par imprévoyance ou par avarice, que parce qu'il entrait dans son plan de ne s'entendre avec personne.

Comme les Polonais n'avaient jamais répondu par un refus formel à ses offres, Rakoczy les croyait bien disposés pour lui; il avait, du reste, des intelligences parmi les magnats, notamment avec le grand maréchal de la couronne, Lubomirski. Il était persuadé qu'il lui suffirait de peser avec une armée sur la bonne volonté des Polonais pour les décider à lui offrir la couronne, ou tout au moins à l'y associer; en cas de résistance, il aurait tou-

1. Terlon, I, p. 10, 12, 15, 17, 18, 20, 21, 22, etc., sur la politique et la duplicité de Rakoczy.
2. Mérimée, *Les Cosaques*, p. 283. — Stenzel, I, p. 131, etc.
3. Terlon, I, p. 24.

jours la faculté de s'entendre avec Charles-Gustave; seulement, pour jouer ce double jeu entre Polonais et Suédois, il lui fallait se conserver les mains libres, ne rien divulguer du projet, ne se lier avec personne. De là son obstination à ne pas entamer des négociations qui l'auraient toujours plus ou moins engagé [1].

Ce plan se trahit dans tous ses actes. Nulle part, dans ses proclamations aux Polonais, il ne parle des Suédois, ni comme alliés ni comme ennemis [2]. Quand il prévint Jean-Casimir de son entrée en Pologne, le 21 décembre, ce fut dans les termes « les plus obligeants du monde » [3]. Par contre, il se garda bien de donner de ses nouvelles à Charles-Gustave. Ce ne fut que deux mois plus tard, en février, alors qu'il ne put plus conserver aucune illusion sur les dispositions des Polonais, qu'il se décida à prévenir, à son tour, le roi de Suède [4].

Du reste, quel que fût le motif de son expédition, elle apportait aux Suédois un puissant secours. Les Polonais allaient être obligés de faire front de deux côtés; ils n'étaient guère en état d'y suffire. Il leur faudrait des secours étrangers, et ces secours, ils les redoutaient presque à l'égal des ennemis eux-mêmes. La nouvelle

1. Terlon, I, p. 51 : « Le prince Rakoczy était entré en Pologne sans avoir fait aucun traité effectif avec le Roy de Suède, ni aucune intelligence particulière avec les Polonais,.... dans la pensée qu'avec sa puissante armée il n'avait rien à craindre et que l'estat des affaires des Polonais les obligerait de l'élire pour leur Roy, etc.... »

2. Terlon, I, p. 27, 28... « Il témoignait beaucoup de civilité aux Polonais,... protestait qu'il ne venait que comme un bon ami et un allié pour les aider contre leurs ennemys. »

3. Desnoyer, 27 janvier, p. 293.

4. Rudawski, p. 328, 332. La lettre au roi de Suède est du 27 février, celle aux grands de Pologne de décembre 1656.

de l'invasion de Rakoczy les consterna [1]. C'était le moment pour Charles-Gustave et l'Électeur de faire une dernière tentative de paix. Précisément, ils se trouvaient ensemble à Preussisch-Holland au moment où la nouvelle de la marche des Transilvains arriva en Prusse [2]. Ils se hâtèrent de se concerter sur de nouvelles conditions de paix que de Lumbres, infatigable dans ses tentatives de médiation, porta aussitôt aux Polonais.

A en croire sa relation, le Roi et l'Électeur voulaient conclure la paix, mais seulement dans un congrès général où tous les belligérants, même les Cosaques et Rakoczy, seraient représentés. C'est assez peu vraisemblable. On ne peut imaginer Charles-Gustave et Frédéric-Guillaume tombés d'accord pour faire aux Polonais des conditions inacceptables; il était certain d'avance en effet, qu'ils refuseraient d'admettre dans un congrès les représentants des Cosaques, leurs sujets révoltés. D'autre part, ni l'Électeur ni le Roi ne s'intéressaient assez à Rakoczy pour faire de son admission la condition *sine quâ non* d'une paix dont ils avaient besoin, l'un pour aller en Danemark, l'autre pour ne pas rester seul en face des Polonais et des Moscovites.

De Lumbres et d'Avaugour étaient probablement autorisés à descendre fort au-dessous de ces conditions. Selon Lisola, ils auraient demandé la souveraineté pour l'Électeur, la Prusse royale pour les Suédois, mais sans

1. Lisola, 10 février, p. 238, 23 mars 1657, p. 251.
2. De Lumbres, Relation, *passim*. U. A., II, p. 74 et suiv. — L'entrevue de Preussisch-Holland est du 13/25 janvier. La nouvelle de la marche de Rakoczy est arrivée précisément pendant l'entrevue. Cf. Carlson, p. 344.

y insister, et successivement ils auraient réduit leur demande aux palatinats d'Elbing et de Marienbourg, puis à une indemnité en argent [1].

Pourquoi les Polonais ont-ils rejeté ces offres inespérées? Dans ses lettres, Lisola s'en attribue tout l'honneur. Il y raconte comment, caché dans un cabinet noir, il a assisté à toute la négociation; comment il a fourni leurs arguments aux adversaires de la paix, menacé ses partisans d'une alliance austro-suédoise, promis à Jean-Casimir les secours de l'Empereur. Tout cela ne suffit pas à expliquer la conduite des Polonais : il faut admettre qu'une influence mystérieuse s'est exercée en faveur de l'Autrichien. Lisola n'en dit rien, mais nous voyons que dans des lettres postérieures il se plaint qu'on n'ait pas assez entretenu les bonnes dispositions de Louise-Marie et son espoir de faire épouser sa nièce, Marie de Nevers, à l'archiduc dont elle appuierait la candidature à la succession de Jean-Casimir [2]. Cet espoir de Louise-Marie indique son rôle dans les négociations de février 1657 : elle a travaillé pour l'Autriche, contre la paix, et causé l'échec de de Lumbres et d'Avaugour. Ils durent s'en retourner à Marienbourg avec une série de contre-propositions dérisoires [3].

C'était la guerre. Or les Suédois n'étaient pas en état d'entreprendre seuls une nouvelle campagne. Ils ne pouvaient distraire de leurs garnisons de Prusse plus de 3 ou 4000 hommes; ce n'était pas assez pour courir en Pologne

1. Lisola, p. 156, 157, lettre du 10 février.
2. *Ibid.*, p. 475, lettre de mars 1659.
3. U. A., VIII, p. 149.

à la recherche du secours équivoque de Rakoczy. Il leur fallait donc l'aide de l'Électeur, mais il semblait fort douteux que celui-ci pût la leur accorder. Son armée était très affaiblie; une nouvelle expédition en Pologne pouvait la ruiner, et livrer la Prusse aux ennemis [1]. D'autre part, Hoverbeck et Schwérin avaient promis à Lisola l'inaction complète de l'armée électorale jusqu'à la paix [2]. Sans croire à cette promesse plus qu'il ne convenait, Lisola comptait que sa négociation secrète et son intérêt bien entendu détourneraient Frédéric-Guillaume d'une nouvelle aventure polonaise [3]. Cette fois sa perspicacité fut mise en défaut. En mars, un corps de troupes électorales, commandé par Waldeck, rejoignit à Thorn Charles-Gustave pour marcher avec lui à la rencontre de Rakoczy.

L'explication de ce revirement est assez délicate, et les historiens de l'Électeur s'y sont contredits à plaisir; selon les uns, Frédéric-Guillaume a donné des troupes aux Suédois pour les payer des concessions de Labiau; selon d'autres, c'est l'intransigeance des Polonais qui lui a fait reprendre une politique belliqueuse. Pour Erdmannsdörffer enfin, il s'agit surtout d'un retour au vieux projet de conquête polonaise sur la Grande-Pologne, provoqué d'abord par l'entrée en campagne de Rakoczy, ensuite par certaines manifestations favorables des États de Grande-Pologne.

Aucune de ces suppositions n'est complètement satis-

1. Lisola, p. 248, 249.
2. *Ibid.*, p. 225, lettre du 13 janvier, de Braunsberg.
3. Erdmannsdörffer, p. 411 et suiv.

faisante. Payer sa dette de Labiau, l'Électeur n'y songeait guère quand il négociait secrètement avec Lisola. Il savait que l'intransigeance des Polonais à son égard n'était qu'un trompe-l'œil. D'autre part, le traité de Zilenzig, simple suspension d'armes conclue récemment avec les États de Grande-Pologne, ne pouvait guère faire croire que cette province serait plus facile à conquérir que par le passé [1]. A la vérité, nous retrouvons ce vieux projet dans les instructions nouvelles de Waldeck [2], qui détaillent la façon dont il devra, en qualité de gouverneur général, administrer la Grande-Pologne, et y lever, aux frais des États, une armée de 6000 hommes; par contre, d'autres instructions données collectivement à Waldeck et à Dobrczenski [3], qui devait l'accompagner pendant toute la campagne, ne visent que l'acquisition de la Warmie et de la souveraineté. Il est impossible de tirer aucune conclusion de ces instructions contradictoires.

Il est vraisemblable que la jonction des Électoraux et des Suédois a été décidé à Preussisch-Holland. L'Électeur et le Roi ne pouvaient s'y entendre sur des conditions de paix sans prévoir le cas d'un refus, et par suite la nécessité d'opérations nouvelles. Frédéric-Guillaume ne pouvait déclarer à l'avance qu'il n'y prendrait pas part : c'eût été éveiller les soupçons du Suédois; au surplus, dans chacune de leurs entrevues, il subissait son ascendant au point de lui faire des concessions qui conster-

1. Mörner, *Staatsverträge*, p. 216.
2. Erdmannsdörffer, p. 112 et suiv.
3. U. A., VIII, p. 158.

naient ses ministres [1]. C'est précisément ce qui arriva à Preussisch-Holland; Schwérin et Iéna furent grandement surpris en apprenant quelques jours plus tard, à Marienbourg, de la bouche des Suédois, les résolutions nouvelles de leur maître [2]. A la vérité, ces résolutions étaient conditionnelles; leur effet était subordonné au refus des conditions de paix arrêtées en commun. Or, les Polonais les rejetèrent d'une façon qui enlevait à l'Électeur toute possibilité d'éluder son engagement [3] : comme, d'autre part, ils n'avaient pas encore accordé toutes les concessions demandées par l'intermédiaire de Lisola, le meilleur parti, pour Frédéric-Guillaume, était encore d'entretenir la confiance des Suédois, de réveiller la crainte des Polonais, enfin, dans les occasions nouvelles que pouvait faire naître l'invasion de Rakoczy, de ne pas laisser périmer les droits sur la Grande-Pologne acquis à Marienbourg et confirmés sur le champ de bataille de Varsovie. De là le caractère des instructions de Waldeck. Elles lui prescrivent, non d'accompagner Charles-Gustave jusqu'à la fin de la campagne, mais de le quitter le plus tôt possible pour aller en Grande-Pologne et en réoccuper les principales places.

Muni de ces instructions, Waldeck joignit les Suédois le 11 mars avec environ 4000 hommes; ils en avaient autant : c'était peu pour chercher, à travers toute la Pologne, un allié qui ne voulait pas donner signe de vie. Les bruits les plus divers couraient sur son compte :

1. Lisola, p. 226, lettre de janvier 1657.
2. U. A., VIII, p. 155.
3. Lettre de Schwérin à l'Électeur, U. A., VIII, p. 130, 13 février 1657. On ne peut tenir ces propositions que « für einen Spott und Vexiererei ».

tantôt on le disait vainqueur grâce à l'aide de Lubomirski [1]; tantôt on concluait de son silence qu'il avait été écrasé par ce même Lubomirski. Dans le doute, le Roi se décida à marcher droit au sud : de cette façon, tout en restant à proximité de la Grande-Pologne, but désigné à Waldeck par ses instructions, il se rapprocherait de Cracovie, dont il désirait ardemment rallier la garnison. La marche commencée, on eut bientôt des nouvelles de Rakoczy : le 19, d'Avaugour fit savoir qu'il devait se trouver à Opatow, à l'est de Cracovie, en train de passer la Vistule. On continua donc à avancer vers le sud. Le 23, Waldeck fit un crochet, prit la petite ville de Pietrikau, dans la woiéwodie de Lencycz, y installa un commissaire électoral, et lança une proclamation à la noblesse de Grande-Pologne [2].

Le 28, un conseil de guerre décida qu'il serait imprudent de séparer les troupes alliées avant la jonction avec Rakoczy. Waldeck continua donc à faire route avec le Roi [3]. Le 1er avril enfin, les Alliés prirent contact avec les Transilvains. Le même jour, au milieu des hourrahs des deux armées et des détonations de l'artillerie, le prince Rakoczy vint saluer le Roi qu'il trouva bien pauvrement accompagné pour un conquérant [4].

Son armée à lui était bien plus nombreuse. Il n'avait pas moins de 24 000 Hongrois, Serbes, Roumains de Tran-

1. Terlon, I. — Lettres de d'Avaugour, *passim*.
2. Erdmannsdörffer, p. 413.
3. U. A., VIII, p. 161.
4. Lisola, p. 277. Lettre du 29 mai : « ... ipsos (Suecos et Transilvanos) mutuo invicem copiarum aspectu stupefactos fuisse.... Transilvanum paucitatem Suecorum, Suecum vero Transilvanorum confusionem indignabunde respexisse. »

silvanie, Valaques, Moldaves [1]. L'armée de ses alliés, les Cosaques, montait à 25 000 hommes, commandés non par Chmielnitzki — l'hetman n'avait pas voulu se compromettre dans une aventure faite pour déplaire au Tsar, — mais par un autre vétéran des guerres de Pologne, Anton Zdanovicz. C'était une armée énorme pour l'époque, mais une armée orientale. Elle n'avait, en fait d'infanterie, que deux régiments allemands : son artillerie, peu nombreuse et traînée par des bœufs, ne pouvait guère servir sur le champ de bataille : toute sa force était en cavalerie [2]. Cette cavalerie était superbe, magnifiquement montée, armée et chamarrée à la turque, étincelante d'aigrettes et de pierreries. Seulement elle n'était bonne qu'à parader, à enlever les traînards, à surprendre les convois, à tournoyer autour de l'infanterie et des places fortes. Ses chefs, parmi lesquels les Suédois virent avec surprise plusieurs Turcs, ne connaissaient pas mieux que les soldats l'art de la guerre; ils étaient « les plus sots du monde » [3], et, en outre, divisés par des haines dont les soldats prenaient leur part. A la suite d'une querelle entre Zdanowicz et Keminy Janos, le premier ministre de Rakoczy, il y eut tous les jours entre Hongrois et Cosaques des rixes sanglantes jusque dans l'intérieur du camp. Après l'arrivée des Suédois, ce fut pis encore : les Hongrois ne purent pas plus s'entendre avec eux qu'avec les Cosaques, et les rixes et les assassinats reprirent de plus belle [4].

1. Carlson, d'après la relation du prince d'Anhalt, p. 552.
2. Terlon, I, p. 51.
3. Desnoyers, p. 341, lettre du 19 août.
4. Kochowski, II, p. 214. — Terlon, I. p. 56, 75, 76.

Rakoczy n'était pas l'homme qu'il aurait fallu pour maîtriser et diriger cette cohue sauvage. Il était généreux et humain, mais il n'avait que peu d'expérience de la guerre; insouciant des affaires, paresseux et frivole, il s'en remettait de tout sur son premier ministre, une sorte de grand vizir, Keminy Janos [1]. Aussi ne s'accorda-t-il guère avec Charles-Gustave; l'opposition de leur humeur éclata dès leur première entrevue. Pendant que Charles-Gustave, courbé sur une carte, montrait à son allié les villes à attaquer, Rakoczy, tourné vers un de ses courtisans, lui reprochait de ne pas vider son verre assez vite. Le Suédois se redressa et dit tout haut à ses officiers : « Voyez un peu à quel pauvre homme nous avons affaire [2]. » Le pis était que Rakoczy n'avait pas encore fait de choix entre ses deux politiques, la polonaise et la suédoise. Il entretenait avec le camp ennemi des relations suspectes, se montrait récalcitrant aux décisions énergiques, refusait de finir le traité d'alliance ébauché l'année précédente, et montrait à Charles-Gustave une défiance bizarre, au point de se faire apporter son pain et son sel, toutes les fois qu'il dînait chez lui [3].

Il n'était pas facile, dans ces conditions, de s'entendre sur un plan de campagne. Le mieux eût été de livrer bataille pendant que les deux armées étaient réunies; mais les Polonais n'avaient garde de recommencer leur école de Varsovie : ils couraient autour des envahisseurs, enlevaient les fourrageurs et les traînards et ne se

1. Terlon, I, p. 73.
2. Lisola, p. 277, lettre du 29 mai.
3. Terlon, I, p. 55, 77.

laissaient jamais aborder [1]. Ne pouvant vaincre, Charles-Gustave aurait voulu au moins mettre les Hongrois et les Cosaques en possession des places qui pouvaient assurer leurs communications avec les deux Prusses. Dans cette pensée, on marcha sur Brest Litowski; mais, la ville prise, on ne put décider Rakoczy à y laisser une garnison [2]. En désespoir de cause, on se replia sur la Vistule en ravageant tout. Si experts que fussent les Suédois en fait de dévastation, les Cosaques et les Hongrois s'y entendaient mieux encore : rien ne leur échappa de ce que les marais et les forêts avaient pu protéger dans les précédentes campagnes. La marche ne fut qu'une immense flambée : on faillit même griller le Roi et Rakoczy dans un logis où ils s'étaient attardés à boire [3]. Les alliés agissaient ainsi autant pour se venger de leurs déceptions que pour forcer les Polonais à la bataille : ils n'y réussirent pas et quand ils atteignirent la Vistule, Charles-Gustave reçut des nouvelles qui l'obligèrent à se séparer de Rakoczy « mit disgusto » [4] en lui laissant, pour tout adieu, le conseil de retourner chez lui par le plus court. Le Transilvain ne sut pas suivre à temps ce sage avis. Sa retraite, commencée trop tard, se transforma bientôt en une immense débâcle, et quand il rentra, presque seul, en Transilvanie, ce fut pour y trouver le firman du sultan qui le déposait.

Mais il nous faut revenir aux Électoraux. Qu'était devenu

1. Lisola, p. 268, lettre de Danzig, 16 mai.
2. Erdmannsdörffer, p. 414.
3. Terlon, I, p. 82 et suiv. — U. A., VIII, p. 172. — Kochowski, II, p. 198.
4. U. A., VIII, p. 224, Charles-Gustave à Frédéric-Guillaume.

le corps de Waldeck? Nous avons dit comment il n'avait pas voulu abandonner Charles-Gustave avant sa jonction avec Rakoczy : plus tard, la jonction faite, les Électoraux continuèrent à marcher avec le Roi, soit que Waldeck craignît d'opérer tout seul en Grande-Pologne, soit qu'il attribuât plus d'importance au succès général de la campagne qu'à la prise de quelques bicoques, soit enfin qu'il eût été trop sensible, comme tous ses ennemis ne manquèrent pas de l'en accuser, aux gratifications de Charles-Gustave. En tout cas, après avoir occupé Piétrikau, que les Polonais reprirent quelques semaines plus tard, il se comporta comme un simple général suédois.

Frédéric-Guillaume l'avait bien autorisé à ne pas quitter les Suédois avant qu'ils fussent en sûreté, mais il n'avait probablement pas entendu renoncer par là au seul avantage possible de la campagne : la soumission de tout ou partie de la Grande-Pologne. Son mécontentement dut être vif quand il vit Waldeck ne plus s'en occuper. A la vérité, les lettres de son général n'étaient pleines que de bonnes nouvelles [1] : un jour c'était la noblesse de Posnanie qui l'appelait tout d'une voix; un autre jour le Tsar se réconciliait avec Charles-Gustave; les Tatars venaient à son secours; Cromwell et Mazarin allaient envoyer de gros subsides, et les Suédois demandaient qu'on fît provision de poudre à Custrin, en vue de l'occupation immédiate de la Grande-Pologne. Mais Frédéric-Guillaume avait appris de longue date à se défier des nouvelles de ce genre; elles ne pouvaient le tromper sur

1. Lettres de Waldeck à l'Électeur, *passim*, 22 mars, 3 avril, 8 avril, 6 mai, U. A., VIII, p. 161 à 168.

l'inutilité de la campagne. Ne pouvant rappeler Waldeck, il se refusa systématiquement à tout acte qui eût pu l'engager davantage dans cette entreprise avortée. Charles-Gustave lui offrait Brest, Rakoczy son alliance; il ne voulut ni de l'une ni de l'autre [1]. De son côté Waldeck lui demandait de faire avancer ses troupes vers la Vistule pour menacer de flanc l'armée polonaise qui se dérobait devant Charles-Gustave; il ne fit marcher que quelques régiments, pour favoriser la retraite du Roi et surtout de Waldeck, avec l'ordre exprès de ne pas dépasser la Narew [2]. Il ne lui convenait pas d'achever de disloquer son armée, alors que de graves événements allaient transformer la guerre de Pologne en guerre européenne.

IV

Les Danois avaient déclaré la guerre à la Suède le 6 mai. Leurs préparatifs étaient terminés, ils avaient une douzaine de mille hommes prêts à envahir la Suède ou ses possessions allemandes. En dépit de leurs vanteries, les Suédois n'étaient prêts nulle part, ils n'avaient de troupes ni chez eux, ni dans leurs forteresses de Poméranie et de Brême. Quant au retour de Charles-Gustave, il paraissait d'autant plus impossible que les Autrichiens allaient se joindre aux Polonais pour l'enfermer en Prusse [3].

1. Correspondance de Waldeck et de l'Électeur, U. A., VIII, p. 168 et suiv.
2. *Ibid.*
3. Pufendorf, *C. G.*, IV, 68. — Lettres de Kleist, U. A., VIII, p. 179, 182, 183.

L'intervention de Rakoczy les avait enfin décidés à agir. En effet, elle devait avoir pour résultat, en cas de succès, le démembrement de la Pologne et, par suite, un accroissement formidable des deux rivaux héréditaires de l'Autriche, le Hongrois et le Suédois : d'autre part, en cas d'échec, il paraissait certain que Charles-Gustave, dénué de ressources et dégoûté d'une guerre improductive, reviendrait en Allemagne, avec l'argent des Français et pour y servir leur politique. Il valait mieux prévenir le coup, tenir les promesses faites aux Polonais, les affermir ainsi dans leur résistance, et former avec tous les ennemis de la Suède une vaste ligue qui enfermerait Charles-Gustave en Pologne et l'y écraserait en même temps que Rakoczy. La mort de l'empereur Ferdinand, survenue le 2 avril, précipita l'effet de ces résolutions. Son fils et héritier Léopold n'était pas encore roi des Romains et n'avait pas l'âge fixé par la Bulle d'or pour le devenir. Il était hors de doute que Mazarin saisirait cette occasion d'arracher la couronne impériale aux Habsbourg, et ferait les plus grands sacrifices pour ramener les Suédois en Allemagne avant l'ouverture de la Diète électorale. Plus que jamais, il fallait prendre les devants et jeter une coalition sur les bras de Charles-Gustave [1].

Le 27 mai, une alliance étroite fut conclue avec la Pologne, et quelques jours plus tard, l'armée réunie en Silésie sous les ordres de Hatzfeld commença à passer la frontière. En même temps des ambassadeurs allèrent partout chercher des ennemis à la Suède : Wolmar, un

1. Pribram, Introduction aux lettres de Lisola, p. 50 et suiv. — Lisola, lettres de mars, avril, mai 1657.

des vétérans des congrès de 1648, se rendit à Francfort, le baron de Goers à Copenhague, Friquet à Rome, puis à la Haye, Fragstein à Moscou, Porcewich chez les Cosaques; à Lisola fut réservée la tâche la plus délicate et la plus urgente, celle de détacher Frédéric Guillaume de la France et de la Suède, et d'acquérir sa voix électorale au nouveau roi de Bohême et de Hongrie. Dans ces vastes combinaisons la guerre de Pologne s'effaçait de plus en plus; elle n'était désormais qu'un incident du conflit qui allait mettre en mouvement les deux tiers de l'Europe.

Que devait faire Charles-Gustave? Rester en Prusse, continuer à s'escrimer, avec ou sans Rakoczy, contre un ennemi insaisissable, n'était plus de saison. Pendant ce temps les coalisés auraient eu beau jeu à envahir la Suède ou ses possessions allemandes, ou à bloquer en Prusse les misérables débris des Suédois. Il fallait au plus vite sortir de cette souricière, et tomber sur le plus faible ou le plus rapproché des coalisés. Les Suédois songèrent un moment à attaquer la Silésie pour donner à la guerre une couleur religieuse, et mettre dans leur parti les puissances protestantes : c'était l'avis de Slippenbach et de la plupart des ministres [1]. Charles-Gustave préféra revenir à son vieux projet sur le Danemark qui le ramenait à proximité de la Suède, de ses annexes allemandes, et des secours de Cromwell [2]. Un échec en Sleswig ou en Holstein tirait moins à conséquence qu'une défaite en

1. Carlson, p. 368. — Lettres de d'Avaugour à Mazarin, du 8 juin. A. A. É.
2. Terlon, I, p. 53.

Silésie : par contre une seule victoire pouvait livrer aux Suédois tout le Jutland. Ils y trouveraient de quoi se refaire et se préparer à la guerre contre l'Autriche, s'il leur plaisait de l'entreprendre à leur heure, et sans en passer par les exigences des dispensateurs de subsides, Français ou Anglais [1].

Mais, d'un autre côté, en abandonnant la Prusse pour le Jutland, Charles-Gustave risquait fort de perdre, outre ses dernières garnisons dans les places de la Vistule, l'alliance de l'Électeur. Il ne pouvait guère supposer que celui-ci continuerait à guerroyer contre les Polonais et leurs nouveaux alliés, au risque d'une ruine totale, et pour le seul avantage de conserver aux Suédois quelques bribes de leurs conquêtes prussiennes. Quoi qu'il en pensât, Charles-Gustave affecta de croire que son départ ne changerait rien à la situation ni aux disposition de son allié, et que les Électoraux, joints aux troupes qu'il laissait en Prusse sous le commandement du prince Adolphe-Jean, n'auraient pas de peine à tenir en respect Polonais, Impériaux et Moscovites jusqu'à la fin de la guerre de Danemark. Au surplus, cette guerre ne pouvait être longue ; au bout de deux mois Charles-Gustave reviendrait vainqueur. Il le promettait aussi solennellement que jadis il avait promis de ne jamais partir [2].

Frédéric-Guillaume n'en croyait rien : si faible que fût le Danemark, il ne pouvait être conquis avant l'hiver qui ferait des ponts entre les îles et le Jutland. La Prusse resterait donc plusieurs mois sans secours : les deux ou

1. Lisola, p. 290, 294.
2. U. A., VIII, p. 226 et suiv. — Voir plus haut, p. 154, 155.

trois mille hommes du prince Adolphe-Jean suffiraient à peine à garder Thorn, Elbing et Marienbourg [1]. L'Électeur se plaignit donc et réclama les deux mille hommes qui lui étaient promis par le traité de Labiau. Charles-Gustave les refusa sous le prétexte inattendu que Mazarin s'y opposait [2]. Au surplus, toute la conduite des Suédois révélait clairement leur intention de liquider l'affaire de Pologne. S'ils gardaient encore les places de Prusse, c'était beaucoup moins dans l'espoir de les conserver à la paix que de les vendre ou de les troquer. A plusieurs reprises ils les proposèrent aux Électoraux, tantôt contre la Prusse ducale, tantôt contre la Poméranie ultérieure; ils y perdaient, disaient-ils, mais un allié fidèle valait bien quelques sacrifices. Ces offres un peu candides stupéfièrent l'Électeur : il crut y voir, ou voulut y voir, un retour des vieilles convoitises des Suédois sur Pillau et Königsberg [3].

Du reste, Charles-Gustave, en abandonnant l'Électeur, n'entendait pas lui laisser la liberté de se tirer d'embarras à sa guise. Quand Dobrczenski vint le trouver à la fin de juin, quelques jours avant son départ, pour lui insinuer que Frédéric-Guillaume pourrait bien être forcé de recourir à la neutralité, le Roi s'y montra fort mal disposé. Il ne voulait pas admettre que son départ changeât les conditions de l'alliance de Labiau : devenir neutre, c'était le trahir. « Qui n'est pas avec moi est contre moi », dit-il à Dobrczenski, le jour où celui-ci prit congé

1. Terlon, I, p. 53.
2. Droysen, II, p. 348.
3. U. A., VIII, p. 221, 225. — Carlson, IV, p. 244 (trad. allem.).

de lui [1]. C'est sur ces mots qu'il convient de conclure, et sur la réflexion de Terlon, pourtant si favorable au Roi : « Cette conduite fait que l'Électeur de Brandebourg ne peut être blâmé pour avoir changé de party [2]. »

1. U. A., VIII, p. 225.
2. Terlon, I, p. 109.

CHAPITRE VII

LE TRAITÉ DE WEHLAU

(24 septembre 1657)

I. La situation de Frédéric-Guillaume après le départ des Suédois. — Négociations avec Paris et Vienne : missions de de Brandt et de Kittelmann. — Négociations en Pologne; la « politique des douairières ».

II. Lisola à Königsberg : sa lutte contre d'Avaugour et Slippenbach. Hésitations feintes de Frédéric-Guillaume. — Lisola est obligé de concéder la souveraineté. — Trêve de Wierzbolowa.

III. Continuation des négociations avec les Français et les Suédois. — Blondel à Königsberg. — L'affaire des 100 000 écus.

IV. Négociations secrètes avec les Danois, les Polonais, les Autrichiens. — Projet d'un partage des possessions suédoises. En même temps, achèvement de la paix avec la Pologne. — Traités de Wehlau et de Bromberg; leurs clauses. — Haut prestige et grands projets de l'Électeur.

I

Abandonné par les Suédois, l'Électeur restait seul, dans sa Prusse prête à la révolte, en face des Polonais, des Autrichiens et des Moscovites. Mais heureusement pour lui, les circonstances qui avaient créé la coalition portaient en elles-mêmes leur remède. L'ouverture de la

succession impériale et la politique de Mazarin à Francfort contraignaient les Autrichiens à ne rien épargner pour gagner Frédéric-Guillaume. Seul, le duc de Prusse eût peut-être partagé le sort de Rakoczy : grâce à la mort opportune de Ferdinand III, le duc de Prusse, électeur de Brandebourg, se retrouva encore une fois l'arbitre des partis qui se disputaient, non plus seulement la Pologne, mais encore l'Allemagne et l'Europe.

Les sentiments de Frédéric-Guillaume le portaient plus du côté des Autrichiens que de celui des Français et des Suédois. Un vague instinct patriotique, une secrète aversion pour les étrangers qui osaient présumer des destinées de l'Empire, la crainte qu'il n'échût à quelque rival, comme Neubourg, lui faisaient d'avance préférer Léopold à ses compétiteurs. Mais il se garda bien de manifester ses sentiments; il entendait ne pas se donner, mais se vendre. Dès la mort de Ferdinand III, il se mit en quête d'acquéreur. En même temps qu'il invita Charles-Gustave à venir conférer avec lui sur les affaires de Pologne et d'Allemagne [1], il envoya à Paris un nouvel agent, de Brandt, et à Vienne l'assesseur Kittelmann. Brandt était chargé de demander à Mazarin un gros subside, Kittelmann d'exposer aux ministres du roi de Hongrie les « Privatdesiderien » de l'Électeur, particulièrement ceux qui concernaient le comté de Jaegerndorf [2]. Naturellement ils devaient faire entendre, chacun de son

1. L'Électeur à Charles-Gustave, 7 mai 1657. U. A., VIII, p. 167. — *Ibid.*, p. 221, lettre de Slippenbach à Charles-Gustave, du 28 mai.
2. Instructions à de Brandt, Orlich, I, p. 175. — U. A., VIII, p. 642. — Instructions à Kittelmann, U. A., VIII, p. 357.

côté, que l'Électeur n'attendait, pour fixer sa conduite à Francfort, que la réponse à ses demandes.

Quant aux affaires de Pologne, Frédéric-Guillaume se réservait de les traiter directement avec Lisola. Nous avons vu comment les négociations entamées par celui-ci en janvier avaient été rompues lors de l'entrée en Pologne du Transilvain, fort mal à propos pour les Autrichiens que la mort de Ferdinand IV mit bientôt dans la nécessité de se réconcilier avec l'Électeur. Mais comment renouer sans le provoquer à des conditions inacceptables pour les Polonais qui devaient, en définitive, faire tous les frais de l'alliance austro-brandebourgeoise? Lisola imagina de faire attacher le grelot par des tiers, par les Danois, les Espagnols, et particulièrement par la mère et la belle-mère de Frédéric-Guillaume [1]. En conséquence, Louise-Marie engagea avec l'Électrice douairière une correspondance dans laquelle elle lui dépeignit, par les couleurs les plus vives, tous les dangers qui menaçaient son fils; c'était presque la paraphrase des lettres que jadis, au moment du traité de Labiau, Frédéric-Guillaume avait écrites à Charles-Gustave sur le même sujet. Élisabeth-Charlotte ne manqua pas de transmettre à Königsberg, avec des commentaires appropriés, les lettres de Louise-Marie [2].

Après les menaces déguisées vinrent les offres indi-

1. Lettre de Lisola, mai 1657, p. 263.
2. U. A., VIII, p. 203. Les lettres de Louise-Marie sont d'avril et mai. Lisola a rédigé la dernière à Danzig (lettre de Lisola, du 18 mai, p. 274). Elle a été expédiée de façon à arriver à Königsberg en même temps que Lisola lui-même, «... ut eodem tempore variis simul machinis petitus, Electoris animus validius concutiatur ».

rectes : Frédéric-Guillaume apprit de ses envoyés à Vienne et à Copenhague que les Danois s'occupaient de lui obtenir la souveraineté, et qu'ils avaient bon espoir d'y arriver [1]. Enfin la princesse d'Orange donna à son tour. De la Haye, elle manda à son gendre que Gamarra, l'envoyé d'Espagne auprès des États-Généraux, lui avait demandé une entrevue; que, dans le cours de la conversation, il s'était étonné de l'entêtement de Frédéric-Guillaume à rester suédois, alors qu'en passant dans l'autre parti il pouvait s'assurer, sans coup férir, tant d'avantages considérables, tant en Pologne que dans l'Empire. Comment ne voyait-il pas que l'occasion était favorable, non seulement pour acquérir la souveraineté, mais encore pour reprendre la partie de son « légitime patrimoine » qu'en 1648 les Suédois lui avaient enlevée par fraude et violence [2]?

Ce rappel habile de la perte de la Poméranie produisit, sans nul doute, l'effet qu'en attendaient les ministres autrichiens. Du reste, les événements donnaient un appui décisif à la « politique des douairières ». L'entrée en guerre des Danois, la fuite de Rakoczy, le départ de Charles-Gustave donnaient aux avertissements de Louise-Marie un commentaire trop persuasif pour que l'Électeur pût balancer longtemps. Dès le 28 juin il ordonna à Sparr de suspendre les hostilités, d'en prévenir Gonsiewski et

1. U. A., VIII, p. 187, 188. — *Ibid.*, p. 212. Lettre de Neumann à l'Électeur, Vienne, 2/12 mai 1657.

2. Erdmannsdörffer, p. 421. — U. A., VII, p. 97, 98. Fragment du journal de Weiman, où il raconte l'audience accordée par la princesse d'Orange à Gamarra. — U. A., VII, p. 102, lettre de Weiman à l'Électeur, du 22 août. — Lettres de Lisola, p. 313, 314, en note. Rapport de Gamarra au roi de Hongrie.

de lui faire savoir en même temps, confidentiellement, qu'on était en négociation pour la paix [1].

II

C'était pour Lisola le moment d'entrer en scène. Il était revenu de Vienne, à la fin de mai, avec des instructions conformes à la politique d'active intervention qu'il prêchait depuis si longtemps aux ministres autrichiens. Sur quelques points seulement la prudence viennoise lui avait imposé plus de modération qu'il n'en aurait voulu. C'est ainsi qu'il avait ordre de laisser les Polonais parler seuls de la Poméranie à l'Électeur; sans démentir les espérances que les insinuations de Gamarra avaient pu faire naître, il ne devait prononcer aucune parole, ne faire aucune démarche qui pût exposer son maître au reproche dangereux d'avoir voulu mettre en question la paix de Westphalie. Il lui était prescrit encore de ne pas intervenir de trop près dans l'accord brandebourgeois-polonais, d'éluder surtout les demandes de garantie que ne manqueraient pas de faire les Électoraux, et enfin, de se refuser à toute négociation relative à Jægerndorf et à la dette de Breslau. En définitive, ses instructions l'autorisaient à tout faire pour brouiller l'Électeur et la Suède, sauf à engager et compromettre son gouvernement [2].

Le point essentiel était d'obtenir des Polonais les concessions que l'on savait désirées par l'Électeur. Lisola y

1. U. A., VIII, p. 214, 215.
2. Instructions du 5 mai 1657. — Lettres de Lisola, p. 264, note.

arriva sans trop de peine. A la vérité, dans les instructions officielles données à leurs plénipotentiaires, Gonsiewski et l'évêque de Warmie, les Polonais s'en tinrent aux concessions précédemment accordées en mars [1]; il n'y fut question que de la suppression des appels et des redevances, de la cession de Lauenbourg et de Bütow, même d'Elbing, mais nullement de la souveraineté. Les Polonais voulaient bien céder sur les détails, mais non couper le dernier lien, même nominal, qui rattachait la Prusse à la République. Cependant, grâce à l'appui de Louise-Marie, qui était encore tout autrichienne, Lisola obtint de Jean-Casimir l'autorisation secrète de substituer, en cas d'absolue nécessité, la cession de la souveraineté à celle d'Elbing. Il comptait, du reste, ne pas avoir à s'en servir [2].

En juillet, il partit enfin pour Königsberg. Il y trouva l'Électeur dans les meilleures dispositions et la négociation officielle commença, dans le plus grand secret, aussitôt après l'arrivée de l'évêque de Warmie. Dès la première conférence, Schwérin déclara que Frédéric-Guillaume désirait traiter avec les Polonais, non seulement de la paix, mais encore d'une alliance offensive et défensive; sur quoi l'évêque de Warmie, après les remerciements convenables, fit ses propositions. Schwérin les rejeta toutes parce que la souveraineté n'y était pas comprise [3]. L'Électeur n'avait garde de se relâcher de ses exigences sur ce point; des lettres de Copenhague l'assu-

1. Lisola, p. 263.
2. *Ibid.*, lettre du 3 juin 1657, p. 280 et suiv.
3. *Ibid.*, lettres des 9 et 17 juillet.

raient que les Polonais étaient résignés à céder [1]; d'autre part, comme aucun secret ne pouvait être gardé à la cour de Pologne, on n'était pas sans soupçonner à Königsberg la teneur des instructions secrètes de Lisola. Celui-ci, qui était bien déterminé à ne céder que s'il le fallait absolument, songeait déjà à intimider l'Électeur par une rupture simulée des négociations [2], quand un incident nouveau vint déranger ses calculs et le mettre à la discrétion de son adversaire.

Il était impossible que les Suédois et les Français laissassent se poursuivre paisiblement une négociation tournée contre eux. Slippenbach, resté à Königsberg depuis le mois de juin, s'agitait fort pour contrecarrer le diplomate autrichien, mais son activité brouillonne ne servait pas à grand'chose. Il avait beau annoncer le retour prochain de Charles-Gustave, l'arrivée imminente de secours français et anglais, déclamer sur les artifices des papistes et leurs « sucreries empoisonnées » [3], l'Électeur connaissait trop ce genre d'arguments, dont il avait usé lui-même, pour en être touché. D'autre part, certaines paroles de Slippenbach allaient directement contre leur but. Ses propositions d'échange inopportunes [4], ses plaintes sur la conduite des troupes brandebourgeoises en Prusse royale, causaient à l'Électeur une irritation dont Lisola

1. U. A., VIII, p. 185, lettre de Kleist à l'Électeur, Copenhague, 29 juillet. — *Ibid.*, lettre du 8 juillet. — Droysen, II, p. 351.
2. Lettre de Lisola, du 17 juillet, p. 300.
3. U. A., VIII, p. 227. Lettre à l'Électeur du 2/12 juillet. Le temps est venu où « die angegiftete überzückerte Speissen, welche die Päbstler und unsere Erbfeinde gekocket, mit trefflicher Parade ausgetragen werden », etc.
4. Voir plus haut, p. 177.

savait profiter [1]. Tout aurait marché à souhait pour lui, si les Français n'étaient venus à la rescousse du ministre suédois.

Dès qu'ils apprirent, à Thorn, la présence de Lisola à Königsberg, d'Avaugour et Terlon se hâtèrent d'y revenir [2]. Depuis plusieurs semaines ils faisaient espérer à l'Électeur un subside de 100 000 écus, et lui annonçaient l'envoi imminent d'une armée française en Allemagne. Cette fois, dans l'inquiétude que leur causaient les menées de Lisola, ils prirent sur eux de déclarer que l'intervention de la France était décidée, le subside accordé, qu'un envoyé extraordinaire de Mazarin, Blondel, allait apporter dans quelques jours les lettres de change [3]. D'après des bruits qui coururent jusqu'à Vienne, les Suédois auraient choisi ce même moment pour offrir à l'Électeur, de leur côté, d'abord Stettin, ensuite une des villes de la Prusse royale, au choix [4]. Ainsi, dans la lutte de surenchères qui commençait autour de Frédéric-Guillaume, les Français et les Suédois l'auraient emporté de beaucoup sur leurs adversaires qui n'avaient encore mis en avant que les maigres offres de l'évêque de Warmie.

En fait, les Suédois n'avaient jamais offert à l'Électeur que leurs places de la Prusse polonaise, et seulement en échange de la Prusse ducale ou de la Poméranie orientale; nous avons vu de quelle façon l'Électeur avait

1. Lisola, lettre du 17 juillet, p. 292.
2. D'Avaugour à Mazarin, 27 juillet, A. A. É.
3. Lisola, lettre du 22 juillet. — *Ibid.*, du 24, p. 292. — Pufend, *F. W.*, VI, 67.
4. Relation de Kittelmann, Prague, 4/14 août, U. A., VIII, p. 346.

accueilli cette offre dérisoire [1]. Quant aux Français ils ne faisaient jamais que promettre sans rien garantir. L'Électeur savait à quoi s'en tenir sur la valeur de ces promesses : mais il lui convenait de faire croire qu'il y croyait, de répandre le bruit que les offres françaises et suédoises étaient magnifiques, et, pour le confirmer, de traiter d'Avaugour, en toute occasion, avec une distinction marquée [2]. De cette façon il pouvait tenir la dragée haute à Lisola et le forcer à vider son sac.

Ce fut effectivement ce qui arriva. Lisola, qui s'était vanté tant de fois de manier l'Électeur à son gré, devint à son tour son jouet. Le 22 juillet, il écrivait encore à Vienne qu'il avait bon espoir sur le point de la souveraineté, qu'il avait commencé à négocier une transaction avec la duchesse de Courlande, la plus acharnée « Autrichienne » de la cour de Königsberg. Quelques heures plus tard tout était perdu; le post-scriptum de la même lettre annonce que Schwérin vient de signifier que, sur le vu des offres de l'évêque de Warmie, l'Électeur ne voulait plus négocier avec les Polonais, mais qu'il n'en remerciait pas moins l'Empereur de ses bons offices [3].

L'irritation de Lisola fut extrême. Au premier moment, il se demanda s'il ne fallait pas prendre l'Électeur au mot. Militairement on pouvait l'écraser : le siège de Cracovie allait finir; de toute part les troupes autrichiennes et polonaises refluaient vers la Prusse, où la noblesse n'at-

1. Voir plus haut, p. 177.
2. Lettre de d'Avaugour, *passim*. — Lettres de Lisola. Schwérin lui communique toutes les propositions des Français, à l'insu de l'Électeur, dit Schwérin. Lisola est persuadé du contraire.
3. Lisola, lettre du 22 juillet, p. 304, 305.

tendait qu'un signal pour se révolter [1]. Mais, chassé de Prusse, Frédéric-Guillaume n'en restait pas moins l'Électeur de Brandebourg; s'il agissait à Francfort conformément aux désirs de Mazarin, l'élection de Léopold était plus qu'à moitié compromise. Cette considération détermina Lisola à reprendre la négociation, sans se dissimuler qu'il faudrait sacrifier la souveraineté. Il aurait bien voulu ne pas séparer la Prusse de la Pologne, ne pas donner aux Hohenzollern cet accroissement de force et de prestige, mais pouvait-il faire autrement? « C'est à leurs bons amis les Français, écrivait-il, que les Polonais devront s'en prendre, si l'Électeur devient plus puissant qu'ils ne le souhaitent. » En fait, la responsabilité des Français, complices involontaires et inconscients du traité de Wehlau, était moins grande, à tout peser, que celle des Autrichiens, alliés officiels de la Pologne, qui sacrifiaient de propos délibéré ses intérêts à leur politique allemande.

La lutte diplomatique reprit donc de plus belle. S'il fallait en croire Lisola, la corruption y aurait joué un grand rôle; il se plaint amèrement, dans ses lettres, de n'avoir pas assez d'argent et de n'être pas autorisé à faire assez de promesses pour contre-balancer celles de d'Avaugour. Il est vrai que, de son côté, d'Avaugour adressait exactement les mêmes doléances à Mazarin : il ne pouvait plus, écrivait-il, lutter contre Lisola, qui avait acheté toute la cour, tous les ministres, et de plus avait gratuitement pour lui toutes les femmes de l'entourage de

1. Lisola, p. 305.

Frédéric-Guillaume, la duchesse de Courlande, les douairières, l'Électrice elle-même [1]. Il est permis de penser que les ministres de l'Électeur jouaient pour leur compte, vis-à-vis des agents étrangers, le même jeu que leur maître; ils faisaient croire à l'enchère pour pousser à la surenchère. En tout cas, il paraît certain que, cette fois, ni intrigues de ministres ni prières de femmes n'ont exercé d'influence sur Frédéric-Guillaume. En effet, la situation était nette : d'un côté, il n'y avait que des promesses vagues et des périls certains; de l'autre, peu de risques, l'acquisition immédiate de la souveraineté et peut-être, par la suite, celle de la Poméranie.

Lisola a-t-il proposé à l'Électeur la conquête de la Poméranie? On l'a supposé [2]. En réalité, il eût gravement enfreint ses ordres en parlant à Frédéric-Guillaume d'entreprendre une guerre dans l'Empire. En faire parler par les Polonais, c'était autre chose, et nous savons qu'il n'y a pas manqué [3]. Mais si les insinuations des Polonais, les communications de Gamarra à la princesse d'Orange ont certainement eu leur influence sur l'Électeur, elles ne lui ont pas fait perdre de vue, un seul instant, sa dernière idée fixe, l'acquisition de la souveraineté. Lisola essaya encore de discuter, de démontrer à l'Électeur les dangers de l'indépendance complète : il fut arrêté par la déclaration péremptoire que mieux valait la Prusse ruinée que vassale. « Que faire avec cet homme-là? » écri-

1. Lettre de d'Avaugour, juillet 1657, A. A. É.
2. Droysen, II, p. 348.
3. Nous aurons occasion de revenir plus loin, à propos de reproches adressés plus tard par l'Électeur à Lisola, sur la place exacte de la Poméranie dans ces négociations.

vait-il à Vienne, découragé. Il renonça donc à une résistance d'autant plus vaine qu'un beau jour Schwérin lui récita, mot à mot, l'instruction secrète qui l'autorisait à céder [1].

A la fin de juillet, l'accord paraissait complet. Sauf sur le point de la souveraineté, les conditions en étaient sensiblement les mêmes qu'en janvier. L'Electeur, devenu duc souverain en Prusse, devait s'allier à la Pologne contre tous ses ennemis, lui restituer la Warmie, et recevoir en échange Elbing et les deux starosties poméraniennes de Lauenbourg et de Bütow. Une convention particulière devait être faite « pro recuperatione Pomeraniæ ». Lisola exultait. Il voyait déjà la Prusse royale reconquise, Rakoczy anéanti, les protestants d'Allemagne divisés à tout jamais, la faction suédoise abaissée, les troupes de l'Électeur à la disposition de l'Autriche pour protéger le Danemark et sauver l'Espagne, enfin l'élection de Léopold assurée. L'Électeur ne lui avait-il pas glissé dans l'oreille, en sortant, un peu échauffé, du banquet qui avait suivi le baptême du prince Frédéric : « La Saxe, la Bohême et le Brandebourg donneront à l'Empire un véritable Empereur; votre maître verra combien je lui suis dévoué [2]. » Il n'est pas inutile de remarquer en passant que les lettres de d'Avaugour, qui rendent compte du même banquet, ne sont pas moins enthousiastes : en effet, lui, d'Avaugour, avait occupé à table la place d'honneur, tandis que Lisola était relégué à un endroit quelconque [3].

1. Lisola, lettre du 27 juillet, p. 308.
2. Lisola, lettres des 27 et 31 juillet.
3. Lettres de d'Avaugour, fin juillet, A. A. É.

Au surplus, Lisola lui aussi se hâtait trop de triompher : trois jours plus tard, alors que, par suite du départ des Français, il se croyait définitivement maître du terrain, et se préparait à regratter le plus possible sur ses concessions, Slippenbach arriva à Königsberg, et, du coup, Frédéric-Guillaume éleva de nouvelles exigences. Slippenbach, disait Schwérin, avait apporté des offres inattendues ; d'autre part, on recevait des nouvelles inquiétantes. Le Tsar, mécontent de l'entrée des Autrichiens en Pologne, annonçait l'intention de se réconcilier avec les Suédois : le Danois, de son côté, furieux de ce que les alliés n'avaient pas su enfermer Charles-Gustave en Prusse, voulait traiter, et les Hollandais l'y encourageaient. En réalité, l'Électeur voulait simplement utiliser Slippenbach comme il avait utilisé d'Avaugour et Terlon. Il lui fallait maintenant, en plus des villes déjà cédées, Braunsberg et Neubourg [1]. En même temps, il souleva à nouveau l'éternelle question de Jægerndorf, et Schwérin affirma à Lisola stupéfait qu'un des ministres de Léopold en avait promis à Kittelmann la restitution, ce qui, du reste, n'était pas vrai, et n'avait d'autre but que de faire dire à Lisola quelque parole dont Kittelmann à son tour pourrait se prévaloir à Prague [2].

Cette fois, le coup ne réussit pas. Lisola n'avait plus rien à céder; il avait déjà passé ses instructions en accordant à la fois Elbing et la souveraineté, et n'était pas sans inquiétude sur ce qu'en penserait la cour de Pologne. En conséquence, l'Électeur dut s'en tenir aux

1. Sur la Vistule, au nord de Graudenz.
2. Lisola, lettre du 10 août, p. 311, 312.

points déjà gagnés, et à l'espoir de conquérir la Poméranie suédoise[1].

Le 22 août, à Wierzbolowo, les Électoraux conclurent leur première convention officielle avec les Polonais. Ce n'était pas encore un traité, mais une simple suspension d'armes, destinée surtout à tromper les Suédois sur la nature du véritable accord intervenu entre l'Électeur et Lisola. Pour mieux réussir, on y inséra une clause par laquelle les Polonais protestaient solennellement contre tous les traités conclus entre Charles-Gustave et Frédéric-Guillaume. Le texte ainsi préparé fut communiqué à Slippenbach, moins le dernier article qui déclarait que tous les précédents étaient fabriqués « ex condicto, ob certos alios fines »[2].

III

Pour dissimuler ainsi, Frédéric-Guillaume avait de bonnes raisons. D'abord, Charles-Gustave était encore en Mecklembourg : au premier bruit de rupture il pouvait se retourner contre Berlin et le prendre, avant que l'armée électorale, revenant de Prusse, eût seulement passé la Vistule. C'est pour cela que, le 11 septembre encore, l'Électeur affirmait à Slippenbach son intention d'agir de concert avec les Suédois dans les affaires d'Allemagne, et

1. Lisola, lettre du 14 août, p. 314, 315.
2. Pufendorf, *F. W.*, VI, p. 76. — Lettre de Lisola au comte Portia, 28 août : « ... Per ingannare le Suedesi e li proprio ministri dell' Elettore habbiamo di concerto con S. A. fatto un contratto simolato di neutralita », etc. Pribram, p. 319, note. — U. A., VIII, p. 215.

de ramener son armée en Brandebourg, afin de mieux surveiller les Autrichiens [1]. Slippenbach transmit cette assurance à son maître, sans se douter que le retour de l'armée électorale, soi-disant destiné à appuyer les Suédois, était en réalité dirigé contre eux.

D'autre part, Frédéric-Guillaume avait de grandes prétentions à la « générosité ». Il les eût singulièrement compromises en rompant avec les Suédois, sans autres motifs appréciables que leur embarras et le sien, et son désir de reprendre la Poméranie. Il lui fallait donc des prétextes. Or il était sûr d'en trouver en quantité, si seulement il pouvait gagner quelques semaines. Avec des agaceries habilement calculées, il devait sans peine amener Charles-Gustave, et surtout Slippenbach, à quelque éclat qui justifierait la nouvelle politique. Dans cette pensée, Frédéric-Guillaume collectionnait avec patience les éléments de son futur manifeste contre les Suédois. Il avait déjà les dégâts commis par leur armée à son récent passage en Poméranie, quelques villages pillés en Prusse, quelques propos outrageants pour l'armée électorale tenus par Slippenbach après une rencontre avec les Polonais, à Dirschau [2]. Après la convention de Wierzbolowo, il put y ajouter les protestations amères du même Slippenbach, ses diatribes contre les ministres, la duchesse de Courlande, l'Électrice elle-même [3]. Les

1. U. A., VIII, p. 230, 231.
2. Lettre de Slippenbach à Schwérin, Droysen, II, 349.
3. Lisola, p. 31. « Il conte di Slippenbach fulmina contra la duchessa di Curlandt, contro il vescovo de Varmio e contro di me, chiama il vescovo machiavelista, dice ch'io son un atheo, la duchessa di Curlandt Neutralista, e il conte Suerin un Austriaco nuovo nato », etc.

Français avertissaient bien le Suédois de son imprudence [1] ; il n'y prenait pas garde et continuait de plus belle, encouragé sans doute par la longanimité de l'Électeur, qui, le 24 septembre, le jour même du premier traité avec la Pologne, écrivait encore à Charles-Gustave pour l'assurer de son inaltérable amitié [2].

Enfin, Frédéric-Guillaume voulait conserver, le plus longtemps possible, de bons rapports avec les Français. Il n'avait pas encore perdu toute espérance d'un subside. A la vérité, les lettres de de Brandt n'étaient pas encourageantes; le temps n'était plus où Richelieu payait les princes allemands à caisse ouverte; Mazarin ne donnait que de « l'eau bénite de cour », et demandait sans cesse des délais qui pouvaient tout gâter. A force de traîner, on finirait bien par voir, à Paris, qu'il était inutile de se mettre en frais pour empêcher l'élection à peu près inévitable de Léopold, et pour retenir l'Électeur dans le bon parti [3].

D'Avaugour et Terlon l'avaient quitté, le 3 août, assez mécontents de son attitude [4]. Quelques jours après, leur successeur, Blondel, était arrivé à Königsberg. Ce nouvel envoyé de France n'était pas un diplomate de carrière; il semble n'avoir eu d'autres titres à sa mission que des services personnels rendus au secrétaire d'État Brienne.

1. Lettres de d'Avaugour, *passim*, A. A. É.
2. U.A., VIII, p. 233.
3. Lettres de de Brandt, *passim*, des 9 août, 29 juin, 16 août, Orlich, I, p. 176 et suiv. — Lettre du Cardinal à Grammont du 20 juillet. « ... Il ne serait pas trop plaisant de donner de grandes sommes pour rien, et c'est alors qu'on mettrait en burlesque le cardinal et ses ambassadeurs. » — Cheruel, III, p. 101.
4. Lettre de d'Avaugour, 3 août, A. A. É.

Du reste beau parleur, mathématicien, physicien, architecte, grand expert en fortification, il pouvait briller dans les « Tafelsprächen » de l'Électeur, mais il n'avait ni la souplesse, ni la bonhomie insinuante de de Lumbres : il était pataud et têtu [1]. Comme, d'autre part, il était assez peu instruit des affaires du Nord, il aurait couru grand risque de s'y fourvoyer, s'il n'avait eu la chance d'être mis sur ses gardes par d'Avaugour, qu'il vit en Prusse quelques jours avant la mort presque subite qui enleva prématurément à son pays cet honnête serviteur [2].

Les débuts de Blondel furent bizarres. Il s'avisa de trouver que l'Électeur était « galant » et ne détestait pas la plaisanterie. Dans cette pensée, il lui débita mille folies sur son suffrage qui, lui dit-il, était « comme le pucelage d'une belle fille, recherché par deux amoureux ». Naturellement, l'amoureux pour le bon motif, c'était Mazarin. Il n'est pas difficile d'imaginer l'impression que ces discours purent faire sur Frédéric-Guillaume. Il répondit assez froidement, protesta du bout des lèvres de son affection pour la France, mais se plaignit fort de ses exigences [3]. Cependant, comme Blondel apportait une offre de 100 000 écus, Frédéric-Guillaume ne tarda pas à se radoucir. Dobrczenski vint de sa part s'enquérir des conditions que le Cardinal mettait à l'octroi desdits 100 000 écus; Blondel répondit qu'il n'y en avait aucune, mais qu'en cas d'acceptation, Son Éminence croyait pou-

1. U. A., VIII, p. 36, 120. — Lettres de Desnoyers, Posen, p. 558, 559. — Droysen, *Zur Quellencritik*, p. 29.
2. D'Avaugour est mort à Lübeck le 6 septembre. Cf. Terlon, I, p. 76.
3. Lettre de Blondel à Mazarin, 27 août, A. A. É.

voir compter sur une bonne attitude à Francfort et le maintien de l'alliance suédoise [1]. Là-dessus, l'Électeur fit savoir à Blondel qu'il acceptait avec gratitude les dons du Cardinal, qu'il était « fermement résolu à entretenir son alliance avec le roi de Suède », et qu'il agirait à Francfort « de telle sorte que le roi en aurait de la satisfaction » [2].

Il ne lui restait plus, semblait-il, qu'à toucher l'argent. En réalité il en était encore loin. Blondel avait assez vite compris que certaines réticences de l'Électeur, et ses plaintes tant sur les prétentions des Français que sur les procédés des Suédois [3] cachaient quelque arrière-pensée suspecte. Au surplus, l'Électeur ne savait pas dissimuler, dans sa conversation, le machiavélisme de sa politique; il se coupait et rougissait facilement. Un jour, comme il exposait tout au long les dégâts que les Polonais ne manqueraient pas de faire dans la Poméranie suédoise, Blondel lui demanda comment les Polonais atteindraient cette province, si lui, l'Électeur, ne leur livrait pas passage sur ses terres. Frédéric-Guillaume rougit, balbutia, et finit par dire que peut-être il ne pourrait pas les en empêcher. Puis vint l'affaire de Cologne. Dans la première ferveur de son zèle autrichien, l'Électeur avait écrit aux archevêques de Cologne et de Trèves, pour leur recommander, en termes généraux, mais suffisamment clairs, la candidature du roi de Hongrie [4]. Comme Iéna

1. Blondel à Mazarin, 27 août, A. A. É.
2. *Ibid.*, du 3 septembre.
3. *Ibid.*, des 10 septembre et 4 octobre.
4. *Ibid.*, *passim*, septembre, octobre.

le prédit aussitôt après le départ de ces lettres [1], elles furent bientôt connues de Mazarin qui, en octobre, en envoya copie à Blondel.

L'Électeur ne tenant pas ses promesses, les Français en firent autant. Ils le traînèrent de délai en délai, sans jamais montrer leur argent. Un seul jour on put croire, à Königsberg, qu'on allait enfin le toucher. Brandt écrivit qu'il venait de recevoir une ordonnance de 100 000 écus payables chez M. Colbert. Ce fut une grande joie au château, et l'Électeur chargea Blondel d'envoyer « mille remerciements » à Son Éminence. Seulement il se trouva que M. Colbert, qui avait beaucoup d'ordre, exigea de Brandt, avant de payer, une quittance sous le grand sceau de l'Électeur, ou tout au moins l'exhibition des pleins pouvoirs qui l'autorisaient à toucher pour son maître. N'ayant ni grand sceau ni pleins pouvoirs de cette sorte, Brandt dut les réclamer à Königsberg; on fit diligence pour les lui envoyer, mais avant qu'il les eût reçus, la double politique de l'Électeur était percée à jour de tous les côtés [2].

IV

Frédéric-Guillaume avait, en effet, commis la faute de chercher partout, longtemps à l'avance, des alliés contre

1. Lettre d'Iena à Schwérin, du 7 septembre. « Ich wohl lieber gesehen, dass Brandenburg an Cöln so klar nicht geschrieben, weil sie davon ohne zweifel Frankreich, Schweden und anderes Nachricht geben. » Orlich, I, p. 144.

2. Lettres de Blondel, octobre, novembre, *passim*. Cf. Cheruel, lettre de Mazarin du 20 octobre 1657, III, p. 105.

les Suédois. Le résultat de cet excès de prudence fut de rendre le secret impossible. Nous venons de voir que, dès la fin de septembre, les Français avaient entre les mains sa correspondance avec les électeurs de Trèves et de Cologne; ils étaient également informés de certaines ouvertures faites aux ducs de Lunebourg [1]. De leur côté, les Suédois savaient que le successeur de Kleist à Copenhague, Wreich, était chargé de proposer aux Danois une alliance offensive et défensive, qui fut conclue à la fin d'octobre [2]. L'Électeur s'y engageait à ne pas déposer les armes avant la reprise complète des provinces perdues par les Danois à Brömsebrö et le règlement, à leur gré, de la question du Sund. Enfin, les Danois lui promettaient la Poméranie [3].

Avec les Polonais ses négociations avaient marché encore plus vite. Avant même que la trêve de Wierzbolowo ne fût convertie en une paix régulière, il avait fait décider, dans une série de conférences auxquelles prirent part Schwérin, Somnitz, Gonsiewski et l'Électeur lui-même, qu'on formerait contre la Suède une grande ligue des Polonais, des Électoraux, des Autrichiens, des Danois, des Moscovites, des Hollandais, et même, s'il était possible, des Espagnols. Aussitôt la ligue formée, on entamerait l'action; il ne fallait pas laisser aux Suédois le temps de se refaire en Allemagne. L'Électeur

1. « Ich kann mich nicht genugsam wundern, woher es komme, dass die Schweden und die Franzosen alles erfahren, was an unserm Hofe und zu Prag... vorgeht. » Iena à Schwérin, 19/29 septembre. Orlich, I, 149.
2. Orlich, *ibid.*
3. Instructions de Wreich du 14/24 septembre, U. A., VIII, p. 581. — Le traité est du 30 octobre. Mörner, *Staatsverträge*, p. 228.

fournirait 10 000 hommes qu'il commanderait en personne; Czarnecki amènerait 6 ou 7000 cavaliers d'élite; le roi de Hongrie fournirait, soit en son nom, soit sous celui de Jean-Casimir, un contingent à peu près égal que commanderait Montecuccuoli. Pendant que cette armée envahirait la Poméranie, le reste des Polonais serait employé en Prusse; la peste y sévissait avec fureur, mais, comme l'écrivait judicieusement Lisola, les Polonais devaient être accoutumés à l'insalubrité de la province [1]. Quant au but final, c'était le partage des possessions extérieures de la Suède; les Danois auraient Brême, les Polonais la Livonie, l'Électeur ses chers ports poméraniens.

Il peut paraître étrange que ces plans de guerre et de partage aient été discutés, entre Électoraux et Polonais, avant la conclusion de leur traité de paix. Il semble qu'il y ait là une interversion de l'ordre naturel des faits. Mais il ne faut pas oublier que, pour Frédéric-Guillaume, traiter avec les Polonais avait autant pour but la guerre en Poméranie que la paix en Prusse. Il n'a jamais sérieusement songé à passer de la guerre à la neutralité pure et simple. Déjà, dans les conférences de Labiau, l'idée d'une entente contre la Suède avait été sous-entendue partout [2], dans celles de Königsberg elle avait été exprimée dès le premier jour [3]. Il n'est donc pas étonnant que les projets de guerre aient tenu tant de place dans les négociations de septembre et d'octobre, et qu'ils aient abouti si vite à une entente. Il était plus facile aux Polonais de

1. Lisola, lettre du 3 octobre, p. 323 et suiv.
2. Voir plus haut, p. 157, 158.
3. Lisola, lettre du 9 juillet, et suiv.

s'accorder avec les Électoraux sur le partage du bien d'autrui que sur leurs propres sacrifices.

Il fallut beaucoup de temps pour y arriver. Le traité de Bromberg, qui rétablit définitivement la paix entre l'Électeur et la Pologne, n'est que du 8 novembre. Entre cette date et la fin des conférences de Königsberg, il y a eu des négociations actives que nous ne connaissons que très imparfaitement. Par un hasard singulier, il ne reste dans les archives électorales que très peu de pièces relatives à cette période [1]. Force nous est donc de nous reporter aux pièces émanant de l'autre partie, et particulièrement à la correspondance de Lisola. Elle nous apprend que, comme il était facile de le prévoir, les Polonais ont été médiocrement satisfaits des larges concessions faites, à leurs dépens, par le diplomate autrichien; qu'ils ont traîné la négociation en longueur, essayé de revenir sur l'abandon de la souveraineté. Lisola, qui n'est jamais enclin à rapetisser son rôle, raconte qu'il a vaincu les résistances de Jean-Casimir, calmé la méfiance toujours en éveil de Frédéric-Guillaume, et finalement rendu possible le premier traité qui fut signé à Wehlau, le 24 septembre, entre Gonsiewski et l'évêque de Warmie d'une part, Schwérin et Somnitz de l'autre [2].

Ce traité peut se diviser en deux parties : la première, destinée à la publicité, règle la situation nouvelle de l'Électeur à l'égard de la Pologne; la seconde, qui devait

1. U. A., VIII, p. 217.
2. Lisola, lettres de septembre, p. 316 et suiv. — U. A., VIII, p. 218, lettres de l'Électeur à Hoverbeck.

rester secrète, fixe les obligations des deux alliés et leur rôle dans la guerre contre la Suède [1].

Dans la première partie, il est convenu d'abord que l'Électeur évacuera la Warmie. En retour, Jean-Casimir lui concède la souveraineté et délie de leur serment de vassalité les villes et la noblesse prussienne, sous la condition que leurs privilèges resteront toujours intacts, et qu'en cas d'extinction de la descendance directe et masculine de Frédéric-Guillaume, le duché redeviendra fief de la Pologne (art. 1 à 10).

La vassalité supprimée sera remplacée par une alliance éternelle entre la Prusse et la Pologne. En vertu de cette alliance, l'Électeur fournira aux Polonais dans leurs guerres futures, un contingent de 1500 cavaliers. Le recrutement sera permis à l'Électeur en Pologne, et réciproquement. Les deux alliés s'accordent passage sur leurs terres et par leurs ports (art. 10 à 15).

Un certain nombre de clauses stipulent la liberté de conscience pour les catholiques et les réformés, tant en Pologne qu'en Prusse, fixent la délimitation des frontières, règlent le commerce, la circulation des monnaies, établissent que les douanes seront ramenées au tarif d'avant la guerre, etc. (art. 15, 16, 17).

Enfin, en cas de contestation sur l'interprétation du traité, l'arbitrage sera dévolu au roi de Bohême et de Hongrie, aux États généraux et au roi de Danemark. Lisola a donc réussi à transformer la garantie que l'Électeur voulait demander aux Autrichiens en un arbitrage à trois, peu compromettant (art. 22).

1. Mörner, *Staatsverträge*, p. 220 et suiv.

Les conventions spéciales ont toutes rapport à la « conjunctio armorum ». Le Roi et l'Électeur s'y engagent, d'une façon générale, à défendre conjointement toutes leurs possessions contre les Suédois. Une alliance plus étroite est conclue pour les dix années qui suivront la publication du traité. En cas de besoin, la République fournira 8000 hommes à l'Électeur, l'Électeur 4000 hommes à la République. Enfin, en considération du danger auquel s'expose Frédéric-Guillaume et à titre d'indemnité pour ses dépenses de guerre, la Pologne lui cède les starosties de Bütow et de Lauenbourg, sur la frontière de Poméranie, et, sous condition de rachat, la ville et le territoire d'Elbing [1].

En somme, malgré certaines clauses relatives au maintien d'une vague suprématie polonaise sur les starosties, malgré celles qui restreignaient encore son autorité sur la Prusse ducale et sur Elbing en confirmant leurs privilèges, l'Électeur pouvait être content du traité. Il y parut aux larges gratifications qu'il fit à Gonsiewski et à son collègue [2]. A la cour de Jean-Casimir on fut moins satisfait. On s'y résigna difficilement à la souveraineté et à la cession d'Elbing. A la vérité cette ville était, de cœur, moins polonaise que suédoise, et comme les deux autres grandes villes de Prusse, elle jouissait de tels privilèges que l'autorité du Roi y était à peu près nulle. Mais, si Jean-Casimir n'avait pas beaucoup de raisons personnelles de s'intéresser à Elbing, d'autres en avaient pour lui. Les habitants de Danzig, auxquels

1. Mörner, *Staatsverträge*, p. 224, 225, 226.
2. Cf. U. A., VIII, p. 217 et suiv., passage déjà cité.

leur richesse, la force de leur ville et sa fidélité au roi, donnaient une très grande influence craignaient qu'entre les mains de Frédéric-Guillaume, Elbing ne leur devînt une concurrente redoutable [1]. L'Électeur n'avait qu'à rendre navigable la Nogat, et à faire d'Elbing un port franc pour y attirer une bonne partie du transit de la Vistule. A un autre point de vue, ils craignaient que l'Électeur ne se servît de la position d'Elbing pour menacer constamment les Werder et Danzig elle-même. Enfin, les Prussiens n'admettaient pas que la Pologne eût le droit d'aliéner une partie quelconque de la Prusse. Les cités prussiennes s'étaient librement données à la République : en vertu de l' « incorporationis privilegium » elles avaient conservé, dans leur nouvelle situation, tous les privilèges qui leur avaient permis de disposer d'elles-mêmes; les Polonais violaient un pacte sacré en trafiquant de ce qui ne leur appartenait que sous condition.

Quoi qu'il en fût, Jean-Casimir s'efforça jusqu'au dernier moment de faire accepter à l'Électeur, à la place d'Elbing, quelques starosties des frontières lithuanienes. L'Électeur n'y voulut pas entendre. A Bromberg, où les deux souverains se rencontrèrent au commencement de novembre, les discussions durent être fort vives, car l'Électeur ordonna à Sparr, qui le suivait avec l'armée, de faire avancer quelques régiments vers la ville. « Les Polonais, écrivait-il, veulent me dicter leurs lois [2]. » De

1. Lengnich, *Geschichte des poln. preuss. Landes*, p. 186 et suiv. — Pufendorf, *F. W.*, VII, 50.
2. Pierson, I, p. 146.

son côté, Jean-Casimir avait bien des troupes polonaises, mais il n'osait s'y fier, et encore moins aux Autrichiens qui campaient sous Bromberg [1]. Il finit donc pas consentir à une transaction : Elbing fut cédée, mais Frédéric-Guillaume promit de la rendre à première réquisition, moyennant 400 000 thalers [2].

Cette question réglée, rien ne s'opposait plus à la conclusion du traité. Il fut signé le 6 novembre, au milieu des fêtes [3], et Frédéric-Guillaume put ne plus songer qu'à ses prochaines entreprises sur les provinces suédoises. Tout paraissait lui sourire : à travers mille péripéties, il était parvenu à affranchir sa Prusse du joug polonais et à agrandir sa Poméranie; il allait bientôt recevoir Elbing, la première et non la moins précieuse feuille de l'artichaut prussien; la conquête de la Poméranie suédoise paraissait imminente, de même que l'acquisition de Jægerndorf. Gamarra n'avait-il pas dit qu'on pouvait tout attendre de l'alliance autrichienne? Enfin, la situation générale du Brandebourg avait changé du tout au tout. En 1654, en 1655, on ne parlait de l'Électeur que comme d'un comparse possible de la Pologne ou de la Suède; à la fin de 1657, il avait prouvé que ses forces étaient au moins égales à celles de ses grands voisins, et qu'il était capable d'avoir une politique indépendante.

Ces succès donnaient à Frédéric-Guillaume un singulier prestige. Desnoyers, qui l'a vu de près à Bromberg, admire sa courtoisie, son instruction étendue, sa haute

1. Droysen, II, p. 355.
2. Mörner, p. 226.
3. Blondel à Mazarin, 17 novembre 1657, U. A., II, p. 143.

intelligence; il voit en lui, non plus le brouillon besoigneux d'autrefois, mais un grand politique, un victorieux, le premier prince du Nord[1]. Restait à savoir si le hasard des circonstances n'était pas pour beaucoup dans cette grandeur fraîchement acquise, et si quelque victoire inattendue des Suédois, la rancune secrète des Polonais, la jalousie méfiante des Autrichiens, l'intervention des Français ne remettraient pas l'Électeur dans sa situation d'autrefois.

1. Desnoyers, lettre du 1er novembre p. 355.

CHAPITRE VIII

LE TRAITÉ DE BERLIN ET LA RUPTURE AVEC LA SUÈDE

(Novembre 1657 — Août 1658)

I. Les premiers désaccords entre les coalisés. — Les Autrichiens refusent de coopérer à l'attaque de la Poméranie proposée par l'Electeur : échec de Kittelmann à Prague. — Par suite, en même temps qu'il envoie Löben à Prague pour exiger des déclarations catégoriques, l'Électeur se rapproche des Français.

II. Arrivée à Berlin (janvier 1657) de Lisola et de Montecuccuoli. Leurs instructions, leur négociation avec Schwérin. — Intervention des Suédois : entrevue de Neu Brandenbourg. — Conclusion du traité offensif de Berlin entre les Autrichiens, les Brandebourgeois et les Polonais.

III. Succès des Suédois en Danemark, la paix de Roskild (février). Alliance de la France et de l'Angleterre contre l'Espagne (mars). Situation nouvelle de l'Europe. — Hésitations de l'Électeur, son désir de se rapprocher des Suédois. — Le plan de Charles-Gustave : remettre l'Électeur dans la même situation qu'avant le traité de Königsberg.

IV. Échec de ce plan. Les procédés violents des Suédois précipitent la rupture : l'incident de Flensbourg : préparatifs militaires de part et d'autre. — Embarquement de l'armée suédoise à Kiel.

I

En réalité, l'accord était loin d'exister entre les coalisés. Tant qu'il ne s'était agi que de tracer des plans de guerre et de conquête à échéance lointaine, tout avait marché à

souhait. Il n'en fut plus de même quand, à Bromberg, l'Électeur proposa d'entrer en Poméranie, aux premières gelées, avec 10 000 hommes de ses troupes et 8000 Autrichiens. Charles-Gustave était occupé en Sleswig, Stettin et les autres places poméraniennes étaient à peine gardées, l'Électeur y avait partout des intelligences : le succès était certain [1].

En dépit de ces circonstances favorables, les Autrichiens se dérobèrent. Frédéric-Guillaume s'adressa successivement à leurs deux généraux, Hatzfeld et Montecuccuoli, puis à Vienne, sans obtenir de réponse [2]. Furieux, il accusa Lisola de l'avoir joué. En réalité, il n'y avait de coupable que les ministres de Léopold. On ne se souciait pas, à Vienne, de faire avoir à l'Électeur, après la souveraineté, la Poméranie. On ne se dissimulait pas, du reste, que sa déception serait vive, mais on pensait qu'au point où en étaient les choses, elle ne pouvait avoir aucune importance. Les Brandebourgeois étaient engagés, ils avaient trahi Charles-Gustave; il leur faudrait, bon gré mal gré, se battre avec lui. On en était si sûr qu'on négligea même d'accorder à l'Électeur la moindre satisfaction sur ses « Privat-desiderien ». Tout le temps que durèrent les négociations de Bromberg, on amusa Kittelmann : un jour on lui demandait de discuter juri-

1. Lisola, p. 332, lettre du 9 novembre 1657, de Bromberg. — *Ibid.*, de Posen, du 28 novembre. — Cf. l'opinion de Droysen qu'à Bromberg, l'Électeur avait « behutsam von der Hand gewiesen » la conquête de la Poméranie suédoise.

2. U. A., VIII, p. 350, l'Électeur à Kittelmann, du 10 novembre 1657. — *Ibid.*, p. 257. Instructions de Löben du 25 nov. — Lettres de Lisola des 9 et 18 novembre.

diquement la question de Jægerndorf, un autre jour de fournir des documents en français pour Lisola, qui ne savait pas un mot d'allemand. Quand tout fut fini, on changea de ton [1], et on déclara à Kittelmann ce que Louise-Marie répéta un peu plus tard à l'Électeur lui-même, qu'il fallait bien « manquer de noblesse » [2] pour mêler des intérêts si mesquins aux grandes affaires européennes.

Lisola était à peu près seul, parmi les Autrichiens, à voir les dangers de cette politique. Il ne se lassait pas de démontrer que l'Électeur ne convoitait pas assez la Poméranie pour s'y aventurer sans les Autrichiens; que, s'il se croyait dupé, il trouverait bien moyen, par l'entremise toujours prête des Français, de se rapprocher de Charles-Gustave [3]. Ce fut en effet ce qui arriva. Aussitôt rentré à Berlin, Frédéric-Guillaume se remit à coqueter avec Blondel comme aux plus beaux jours de l'affaire des 100 000 écus.

L'envoyé français redevint l'objet des attentions les plus flatteuses. L'Électeur voulait le voir à tout instant, « témoignait de l'inquiétude » quand Blondel passait deux ou trois jours « sans se donner l'honneur » de venir dîner avec lui. A ces dîners, le Français portait la santé du « petit filleul », annonçait que le roi allait « envoyer un régale » à sa commère l'Électrice : Frédéric-Guillaume, de son côté, quand le vin avait délié sa langue,

1. Lettres de Kittelmann à l'Électeur, août à novembre 1657, U. A., VIII, p. 342 et suiv.
2. Lisola, lettre du 3 novembre, p. 329.
3. Lisola, *passim*, lettres de novembre et décembre.

daubait fort les Autrichiens et Lisola, « le plus grand coquin qui eût jamais été »[1]. Au fond, ni l'un ni l'autre n'était dupe : ce n'était que pour « dissimuler jusqu'au bout »[2], et tout au plus pour se tâter, qu'ils parlaient, de temps en temps, de l'élection qui se préparait à Francfort, des capitulations à imposer au futur Empereur, de subsides, et surtout des projets de Charles-Gustave, dont l'Électeur se disait fort inquiet. A la vérité, Slippenbach écrivait à Schwérin sur un ton fort amical, affirmait que son roi ne croyait pas à la prétendue trahison de l'Électeur, mais en même temps, en Pologne[3], à Francfort, à Prague même[4], les agents suédois s'agitaient fort pour détacher de l'Électeur ses alliés. Dans cette situation peu claire, il était important pour Frédéric-Guillaume de conserver, au moins extérieurement, de bons rapports avec les Français. Ces bons rapports lui fournissaient, d'une part, une sorte de garantie contre la vengeance de Charles-Gustave, de l'autre, le moyen de faire *chanter* l'Autriche.

Aussitôt après Bromberg, il avait envoyé Löben à Prague pour exiger des Autrichiens des déclarations catégoriques[5]. La négociation fut laborieuse. Les ministres démontrèrent à Löben, pièces en main, que Lisola

1. Lettres de Blondel, novembre et décembre, A. A. É. — U. A., II, p. 147 : « Il me dit, après dîner, mille choses de l'insolence de Lisola et de la vanité qu'il s'était donnée partout d'être le maître de son esprit », etc.

2. Lettre de Mazarin à Blondel, du 4 janvier, A. A. É.

3. Terlon, I, p. 133, 152. — Carlson, p. 434. Instruction de Charles-Gustave à La Gardie.

4. Lettre d'Akakia à Mazarin, du 19 janvier 1658, A. A. É. — Pufendorf, V, 21, 57. — Wagner, I, p. 49, 50. — Mazarin à Blondel, lettre du 22 mars 1658, U. A., I, p. 158.

5. Instructions de Löben du 25 novembre 1657, U. A., VIII, p. 351.

n'avait rien promis à l'Électeur; qu'on était trop impatient à Berlin; qu'après avoir tant obtenu, on avait mauvaise grâce à ne pas souffrir que le reste vînt « decenter et ex ordine ». Löben, stimulé par des ordres chaque jour plus pressants, insista et finit par obtenir l'envoi à Berlin, avec les pouvoirs les plus étendus, de Lisola et de Montecuccuoli [1].

II

Rien ne montre mieux l'état d'esprit des Autrichiens que la teneur de ces pouvoirs étendus. Ils reproduisaient à peu près les instructions de Lisola à Wehlau et à Bromberg; il n'y était question que d'exciter l'Électeur à prendre l'offensive, d'espérances à lui donner, mais nullement d'une alliance formelle; à la rigueur on accorderait un traité défensif, et c'était tout. Lisola partit donc pour Berlin désespéré, persuadé qu'il allait y travailler pour les Suédois, ne se doutant nullement que son collègue avait en poche une instruction particulière qui l'autorisait, en cas d'absolue nécessité, à promettre 6000 hommes à l'Électeur. Naturellement Montecuccuoli devait faire cette concession comme de lui-même, demander le temps d'en référer à Prague, ne pas laisser soupçonner à Lisola qu'il était traité en suspect par ses chefs, pour avoir trop bien et trop tôt compris les nécessités de la situation [2].

1. Relation de Löben, Prague, décembre, U. A., VIII, p. 353 et suiv.
2. Pribram, Introduction aux lettres de Lisola, p. 77.

Les deux Autrichiens arrivèrent à Berlin le 3 janvier. L'Électeur les accueillit par son discours accoutumé sur la nécessité d'attaquer Charles-Gustave avant qu'il eût écrasé les Danois. Il protesta, du reste, de sa confiance en Léopold, et de sa ferme résolution de ne pas accepter les offres magnifiques des Français et des Suédois [1]. Il ne précisa pas ces offres, et pour cause : elles n'existaient pas. La veille même de l'arrivée des Autrichiens, il s'était efforcé de soutirer à Blondel des propositions écrites, mais le Français avait vu le piège et s'était dérobé. L'Électeur dut se passer du petit papier sur lequel il comptait pour vaincre les résistances des Autrichiens [2].

Ces résistances ne tardèrent pas à se manifester. Quand on leur parla traité offensif, Lisola et Montecuccuoli répondirent traité défensif; sur quoi Schwérin éclata en reproches; cette attitude n'était pas ce qu'avaient fait espérer Gamarra et Lisola lui-même. Directement pris à partie, celui-ci n'eut pas de peine à démontrer qu'il n'avait rien promis, que s'il avait écouté certaines suggestions, c'était seulement « ad referendum ». Schwérin se rabattit alors sur la question de Jægerndorf. Selon lui, on avait fait espérer à l'Électeur la restitution du comté. Les Autrichiens s'en défendirent, la discussion s'aigrit, si bien que lorsque Montecuccuoli voulut mettre sur le tapis les affaires de Francfort, Schwérin répondit sèchement que ce n'en était pas encore le moment [3]. On était loin de la lune de miel de Wehlau, des promesses tant de fois répé-

1. Lisola, p. 341, 9 janvier.
2. Lettres de Blondel à Mazarin, des 1er, 4, 15 janvier, A. A. É.
3. Lisola, 9 janvier, p. 343 et suiv.

tées à Jean-Casimir, à Gonsiewski, à Lisola lui-même [1]. En réalité, ni l'Électeur, ni les Autrichiens n'avaient le droit de récriminer : l'Électeur avait fait entendre qu'il voterait pour le roi de Hongrie, Lisola avait laissé croire que les Autrichiens iraient avec l'Électeur en Poméranie. Il n'y avait pas eu précisément duperie, mais un marché entamé, qu'il fallait achever au plus vite.

Lisola en était déjà convaincu; Montecuccuoli ne tarda pas à l'être. L'attitude de Frédéric-Guillaume et de ses ministres devint aussi froide qu'elle avait été engageante le premier jour. Des bruits fâcheux commencèrent à circuler [2] : Charles-Gustave remportait victoire sur victoire, on ne pouvait vraiment se brouiller avec lui, d'autant moins qu'il se montrait fort conciliant. Akakia arriva à Berlin porteur d'offres qu'on déclara inespérées, et Slippenbach choisit ce moment pour demander une entrevue à Schwérin qui s'y rendit le 13 janvier, après en avoir prévenu, pour la forme, les négociateurs autrichiens et polonais [3].

Au fond, l'Électeur était réellement inquiet des victoires suédoises. Il n'eût pas demandé mieux que de s'entendre avec Charles-Gustave, si celui-ci eût consenti seulement à lui donner un lambeau de Poméranie. Schwérin en toucha quelques mots à Slippenbach. Celui-ci venait de lui proposer le partage de la Pologne : si

1. Voir plus haut, p. 190.
2. Lisola, lettre du 16 janvier 1658, p. 366 et suiv.
3. Lisola, lettre du 19 janvier. — Akakia à Mazarin, 14 janvier 1658. Il explique pourquoi il est venu à Berlin : le roi de Suède veut gagner du temps; c'est là aussi la cause de la démarche de Slippenbach. A. A. É.

l'Autriche, l'Électeur et la Suède s'unissaient pour cette opération, nulle puissance au monde ne pourrait l'empêcher. Schwérin profita du moment où le Suédois jonglait avec les provinces pour lui avouer que l'Électeur ne désirait rien tant que Stettin. Slippenbach répondit en proposant, comme à Königsberg, l'échange de la Prusse royale contre la Poméranie électorale. Les deux compères se quittèrent complètement édifiés sur leurs visées réciproques [1].

En définitive, il était clair pour l'Électeur, après cet intermède, qu'il n'aurait Stettin que par la guerre et l'alliance autrichienne. De son côté, Montecuccuoli ne doutait plus que l'élection de Léopold ne dépendît de la participation des Autrichiens à l'invasion de la Poméranie [2]. Il se mit donc à user de son instruction secrète, offrit d'abord 4000, puis 6000 hommes. L'Électeur, voyant les Autrichiens céder, éleva de nouvelles exigences : il lui fallait 10 000 hommes maintenant. Ce n'était pas qu'il en eût vraiment besoin ; mais il voulait donner à la guerre une couleur surtout autrichienne, et par suite en esquiver lui-même la principale responsabilité. Montecuccuoli dut en référer à Prague. La lutte fut vive dans le Conseil de l'Empereur. Le parti de la paix, toujours conduit par Auersperg, fit les derniers efforts pour empêcher une concession qui démasquait totalement l'Autriche ; de son

1. Entrevue de Neu Brandenbourg. U. A., VIII, p. 239 et suiv., les protocoles de Schwérin. — Lettre de de Lumbres à Mazarin, du 12 février 1658, A. A. É.

2. Lisola, lettre du 16 janvier 1658, p. 353 et suiv. — Cf. Pribram, Introduction aux lettres de Lisola, p. 80 et suiv. — Cf., dans Orlich, I, p. 144, lettre d'Iéna à Schwérin : «... wenns diesmal Brandenburg nicht bei Osterreich hält, so ist Osterreich platt darunm. »

côté, le parti de la guerre avait beau jeu à démontrer qu'on n'était sûr ni du Palatin, ni des électeurs ecclésiastiques, qu'un revirement du Brandebourg gâterait tout. Finalement le parti de la guerre l'emporta, grâce à l'appui des Espagnols. Sans leur argent on ne pouvait rien à Francfort [1].

Ce fut une grande joie à Berlin, quand arrivèrent les nouvelles instructions de Lisola et de Montecuccuoli. Dans sa satisfaction, Frédéric-Guillaume n'hésita pas à promettre, une fois de plus, sa voix à Léopold, dans l'espoir de provoquer quelque concession du côté de Jægerndorf [2]. Mais les Autrichiens restèrent sourds à toutes ses insinuations. Il lui fallut s'en tenir au « *fœdus offensivum* »; encore n'obtint-il pas que l'invasion de la Poméranie y fût convenue en termes formels; les Autrichiens réussirent à stipuler que le choix du théâtre de la guerre, Holstein ou Poméranie, serait laissé à l'Électeur : c'était lui attribuer, à l'avance, la responsabilité de la rupture des traités de 1648. D'autre part, Frédéric-Guillaume, peu confiant en ses alliés, exigea d'eux la déclaration écrite qu'ils ne prétendraient rien dans la Poméranie une fois conquise; sa prudence alla jusqu'à fixer d'avance les places qui y pourraient servir de quartiers aux Autrichiens. Lisola et Montecuccuoli consentirent à tout : ils savaient bien qu'une fois la guerre commencée, les précautions d'écriture n'auraient pas grande valeur, et qu'en cas de contestation, l'Autriche, plus forte et moins compromise que le Brandebourg, dirait toujours le dernier mot [3].

1. Lisola, lettre du 16 janvier.
2. *Ibid.*, du 15 février.
3. Texte du traité dans Mörner, *Staatsverträge*, p. 229 et suiv.

III

Pendant ces marches et contremarches diplomatiques, les Suédois avaient mené vivement leur guerre contre le Danemark. Partis de Thorn, en juillet 1656, au nombre de cinq ou six mille, déguenillés et affamés, ils étaient arrivés en Holstein, en septembre, sans avoir trouvé sur leur route aucun obstacle. Les Autrichiens et les Polonais n'avaient pas su ou pas voulu s'opposer au départ de Prusse d'adversaires encore redoutables; quant au roi de Danemark, au lieu d'attaquer Stockholm ou la Poméranie, il se promenait inutilement de Copenhague à Danzig et vice versa. Quand il rentra dans son royaume, les Suédois y étaient déjà, et poussaient devant eux les Danois surpris et démoralisés. En décembre, ils pénétrèrent dans le Jutland, et l'amiral Wrangel, avec 3000 hommes, enleva d'assaut Frédéricia, où il fit 5000 prisonniers. [1]

Après ce succès, une autre armée aurait pris ses quartiers d'hiver. Mais Charles-Gustave ne croyait pas à la nécessité des quartiers d'hiver. Il lui aurait été insupportable de finir la campagne sur une victoire d'un de ses lieutenants [2]. Il savait d'ailleurs ce qui se tramait en Allemagne et comprenait la nécessité d'en finir avec les Danois. En janvier, au moment même où Lisola et Montecuccuoli arrivaient à Berlin, il rassembla ses troupes

1. Carlson, p. 401 et suiv. — Terlon, I, p. 117 et suiv.
2. Terlon, I, p. 128.

en face de Fionie, par un froid si rude qu'il fallait, dit Terlon, couper la bière à coups de hache. Le Petit-Belt était pris par les glaces : le 30 janvier, les Suédois le passèrent et s'emparèrent de Fionie. Quelques nuits plus tard, le passage infiniment plus dangereux du Grand-Belt fut opéré de la même façon. Terlon, qui y assistait, nous a dépeint dans ses Mémoires cette marche « affreuse » au milieu d'une nuit profonde, les soldats pataugeant dans les deux pieds d'eau qui recouvraient la glace, cette glace crevassée par endroits, partout tremblante sous les pieds des chevaux et les roues des canons [1], Charles-Gustave dans son carrosse, causant tranquillement « de ses grands desseins ». Le lendemain, il était dans Seeland et marchait sur Copenhague.

Cette nouvelle éclata sur l'Europe comme un coup de tonnerre. L'impression fut profonde surtout à Berlin. L'Électeur venait précisément d'écrire aux Danois qu'il marchait à leur secours, et leur agent Ahlfeld était parti en avant pour porter plus vite la bonne nouvelle à Copenhague [2]. En route, il apprit coup sur coup la perte de Fionie et l'invasion en Seeland. Il se hâta d'écrire à l'Électeur pour le supplier de ne pas perdre une minute [3]. Si seulement Copenhague et Kronenburg tenaient bon, la situation des Suédois deviendrait critique. Ils n'avaient de troupes ni en Poméranie, ni à Brême : le Jutland était

1. Terlon, I, p. 160 et suiv.
2. U. A., VIII, p. 583.
3. Lettre d'Ahlfeld à l'Électeur, 7 février, U. A., VIII, p. 585. — *Ibid.*, du 26 février, p. 587. « Die Katze, wie der Furmann in seinem Almanach schreibt, ist endlich in Taubenschlage gefangen, wann nur eines wäre, der die Thüre wollte zuthun. »

dégarni : le dégel des détroits allait couper les uns des autres leurs différents corps d'armée. De son côté le roi de Hongrie manda à l'Électeur qu'il mettait Montecuccuoli à ses ordres, pour une « cavalcade » en Holstein [1]. Mais avant que Frédéric-Guillaume eût rien décidé, le roi de Danemark, cédant aux supplications des bourgeois de Copenhague qui voyaient déjà leur ville prise d'assaut, signa la paix, le 27 février, à Roskild.

Cette « paix militaire », comme l'appelait Charles-Gustave, coûtait aux Danois la Scanie entière, les bailliages de Drontheim et d'Aggerhuus en Norwège, Bornholm, la plupart des petites îles du Skagerrack et du Kattégat, la moitié des produits des douanes du Sund, douze vaisseaux de guerre et plusieurs régiments, un million de rixdales, la reconnaissance de la souveraineté du duc de Holstein-Gottorp, etc. Si l'on avait pu parler de « vilipendence » du Danemark après Brömsebrö, que faudrait-il dire désormais?

Les cours d'Allemagne n'avaient pas encore eu le temps de digérer cette nouvelle qu'il en arriva une autre encore plus grave. L'Angleterre venait enfin de prendre parti dans la guerre continentale. Le 23 mars, à Paris, l'ambassadeur anglais Lockhardt avait signé un traité d'alliance étroite avec la France [2]. Le bruit courut aussitôt, par toute l'Europe, que Charles-Gustave serait inclus dans cette alliance, et que la guerre de Trente Ans allait recommencer, dans des conditions infiniment plus défavorables à la Maison d'Autriche.

1. Léopold à Frédéric-Guillaume, 12 mars, U. A., VIII, p. 371.
2. Cheruel, III, p. 130 et suiv.

L'Électeur se retrouvait à peu près dans la même situation qu'à la fin de 1655. Comme à cette époque, il avait spéculé sur les embarras des Suédois et, cette fois encore, son calcul se trouvait faux. Allait-il résolument faire face à Charles-Gustave, ou, comme en 1655, temporiser, négocier, se préparer à un revirement que les chansonniers prévoyaient déjà :

« Mais si ce prince de l'Empire
« Appréhende d'avoir du pire,
« Voyant ses États en danger,
« Ne peut-il pas encor changer[1]? »

A se montrer énergique il n'eût pas couru grand risque. Les Suédois ne pouvaient encore évacuer les îles danoises, ni concentrer leur armée pour rentrer en Allemagne, crainte de voir aussitôt les Danois reprendre les armes. Il était certain que, pour le roi Frédéric, la paix de Roskild n'était qu'une trêve; moins d'un mois après sa signature, il était prêt à recommencer les hostilités et l'écrivait à l'Électeur[2]. D'autre part, Autrichiens et Polonais étaient plus que jamais disposés à marcher en Holstein, ceux-ci pour se refaire en pays étranger, ceux-là, qui jugeaient la guerre désormais inévitable, pour l'éloigner le plus possible des États héréditaires[3]. Au reste, ni les uns ni les autres ne se souciaient de laisser l'Électeur méditer à loisir sur la situation nouvelle de l'Europe et l'avantage qu'il pourrait avoir à se rapprocher de ses « vieux amis ».

1. Aitzéma, 13 juillet 1658.
2. Pufendorf, *F. W.*, VII, 43, 47.
3. Lettres de Montecuccuoli à l'Électeur, 1er, 11, 18 avril, U. A., VIII, p. 357 et suiv.

Frédéric-Guillaume y songea-t-il tout de suite, rien ne l'indique. En tout cas, il refusa d'écouter les appels des Danois et les propositions des Autrichiens. Une cavalcade n'est plus de saison, écrivit-il à Léopold[1]. Montecuccuoli, qui s'était déjà mis en marche, dut faire rentrer ses troupes dans leurs cantonnements. Au surplus, pour masquer son recul, l'Électeur s'offrit à attaquer les places de Prusse royale. Il envoya Hoverbeck et Sparr exposer à Jean-Casimir qu'il n'y avait plus rien à faire en Holstein; que, d'autre part, depuis l'arrivée à Stettin de la garnison de Cracovie, la Poméranie n'était plus attaquable : qu'en Prusse, au contraire, les Suédois étaient aux abois; que les généraux polonais, aidés des forces brandebourgeoises, n'auraient aucune peine à les réduire, et qu'une fois totalement expulsés de Prusse, les Suédois n'auraient plus aucun motif de chicaner sur la paix de Pologne[2].

A vrai dire, cette combinaison était encore bien plus avantageuse pour l'Électeur que pour les Polonais. Elle lui permettait, en effet, de revenir insensiblement au terrain du traité de Wehlau. Le traité de Berlin était un instrument d'offensive directe : celui de Wehlau pouvait passer (abstraction faite de ses clauses secrètes) pour un acte de neutralité. Il stipulait bien que l'Électeur donnerait quelques secours à la Pologne, mais on pouvait soutenir aux Suédois, comme jadis aux Russes[3], que cette exécution d'une clause accessoire d'un traité déjà

1. L'Électeur au roi de Hongrie, 19/29 mars, U. A., VIII, p. 374.
2. *Ibid.*, p. 46.
3. Voir plus haut, p. 115.

ancien n'impliquait aucune méchante intention à leur égard. Que Charles-Gustave voulût bien admettre cette explication, et l'Électeur se trouverait avoir gagné, sans péril, tous les avantages qui ne lui avaient été concédés, à Wehlau, que pour le mettre aux prises avec les Suédois [1].

Conformément au désir de l'Électeur, Blondel pressentit les Suédois sur cet expédient [2]. La réponse ne fut pas encourageante, mais déjà on avait imaginé, à Berlin, un autre moyen de se tirer d'affaire, c'était de se porter médiateur entre la Suède et la Pologne. L'Électeur en parla à Blondel, se faisant fort de rétablir la paix du Nord « en peu d'heures, à l'exclusion même des Autrichiens ». Du reste, ajouta-t-il prudemment, si la proposition s'ébruite, je la démentirai [3]. En effet, offrir de faire la paix de Pologne, à l'exclusion des Autrichiens, c'était presque demander à passer dans l'autre camp, et — qui plus était — à y amener la Pologne.

A plusieurs reprises Frédéric-Guillaume revint sur cette proposition, répétant à Blondel qu'il n'était « aucunement bon Autrichien », qu'il ne souhaitait rien tant que de « demeurer dans les anciennes maximes de sa

1. « Ils (les Électoraux) recevraient à bras ouverts celui qui leur pourrait assurer que le roi de Suède ne leur fera pas la guerre, et les faire cependant jouir de ce que les Polonais leur ont accordé. » Blondel à Mazarin, 2 avril, A. A. É. — De même, lettre de Lisola, du 16 mai.

2. Lettre de Blondel du 9 avril et suiv., A. A. É.

3. Blondel à Mazarin, 17 avril, A. A. É. — *Ibid.* Lettre du 30 avril. Frédéric-Guillaume croit, par la médiation, « se pouvoir plus facilement neutraliser et conserver les avantages que lui donnent ses différents traités. »

maison »[1], que la conduite des Autrichiens, en Pologne et en Prusse, lui inspirait les plus graves soupçons[2]. Il alla jusqu'à parler, comme en 1655 et 1656, des secours qu'il pourrait donner aux Français pour la conquête des Pays-Bas. Il avait en mains de bonnes troupes, « de quoi faire plaisir à ses amis »[3], et proposait même d'attaquer l'Autriche. « Faites-nous la paix de Pologne, disait-il à Blondel, et je me joindrai à vous pour faire la guerre au roi de Hongrie. » « Nous ne voulons pas faire la guerre, répondait pudiquement Blondel[4]. En attendant, les ambassadeurs brandebourgeois à la Diète de Francfort travaillaient à imposer au futur Empereur une capitulation conforme aux désirs de Mazarin.

Cette attitude nouvelle inquiéta fort les Autrichiens; un revirement complet de l'Électeur semblait chaque jour plus probable. Il n'y manqua peut-être qu'un peu de complaisance et d'habileté de la part des Suédois. Personne ne savait rien des projets de Charles-Gustave. Le seul point certain était qu'il ne rentrerait pas en Suède, sans en avoir fini avec tous ses adversaires, mais par lequel commencerait-il?

Dans des circonstances à peu près semblables, à Altranstadt, Charles XII préféra aux entreprises européennes la guerre contre les Russes. Charles-Gustave ne paraît pas y avoir songé, soit que son armée de mercenaires ne voulût pas d'une guerre si rude[5], soit qu'Alexis

1. Blondel à Mazarin, 19 mars, U. A, II, p. 157.
2. *Ibid.*, 5 mars, p. 155.
3. Lettre de Blondel du 23 avril, A. A. É.
4. Blondel à Mazarin, 2 juillet, U. A., II, p. 173.
5. Voir plus haut, p. 20.

lui semblât un adversaire peu dangereux ou facile à ramener. En effet, l'échec des conférences de Vilna, en septembre 1657, avait démontré au Tsar que jamais les Polonais n'avaient sérieusement songé à faire d'un de ses fils le successeur de Jean-Casimir; en même temps, il avait appris l'entrée en Pologne des Autrichiens et leurs visées sur la couronne polonaise. Joué par ses deux alliés, Alexis songea, dès la fin de 1657, à se rapprocher des Suédois : il arrêta les hostilités en Livonie et entama des négociations avec les autorités de Riga[1]. En attendant leur réussite, Charles-Gustave était libre de se jeter sur la Pologne ou l'Allemagne.

Une reprise de la guerre de Pologne était peu tentante. Elle ne pouvait avoir d'autre effet que la ruine de l'armée à grand'peine refaite en Danemark : Charles-Gustave ne pouvait pas plus forcer les Polonais à lui céder la Prusse que ceux-ci ne pouvaient l'en expulser. Dans cette situation, le mieux eût été de transiger à prix d'argent, comme les Français le proposaient depuis longtemps; mais, depuis Roskild, les Suédois jugeaient que cette solution était au-dessous de leur dignité. En définitive, ils ne savaient pas choisir entre la paix ou la guerre avec la Pologne[2]. Il ne leur restait donc, provisoirement, qu'à se tourner vers l'Allemagne; après tout, la solution de la question de la Vistule se trouverait peut-être sur les bords de l'Elbe.

En Allemagne, les Suédois pouvaient attaquer l'Autriche ou le Brandebourg. Leur intérêt évident était de

1. Carlson, p. 471 et suiv.
2. Pufendorf, *C. G.*, V, 15, 20. — Carlson, p. 478. — Lisola, lettre du 16 mai, p. 411.

commencer par ce dernier. Ils ne pouvaient s'avancer jusqu'aux États Héréditaires, sans avoir mis préalablement hors d'état de leur nuire un prince dont ils ne méconnaissaient plus ni les forces ni les visées. « Cet Électeur est trop puissant, disait Charles-Gustave à Terlon : il faut mettre des bornes à son ambition, dont tout le monde n'a pas connaissance comme moi, et s'opposer aux desseins d'un prince qui se ferait craindre un jour si l'on n'y prenait pas garde [1]. » C'était bien, en effet, un ennemi dangereux que ce Hohenzollern qui, disposant d'une armée taillée sur le même patron et de la même étoffe que celle des Suédois, leur enviait leurs ports, leurs douanes, leurs embouchures de fleuves, le protectorat des protestants et l'alliance de la France. Supprimer ou diminuer cet État qu'il trouvait partout sur son chemin, devait d'autant plus être le but de Charles-Gustave qu'il y pouvait gagner, par surcroît, la fin de la guerre de Pologne. La défaite de l'Électeur aurait rendu possibles des échanges où Suédois et Polonais se seraient accommodés aux dépens du vaincu.

Mais ce but était difficile à atteindre. Avec ses seules forces, l'Électeur pouvait opposer à la Suède une résistance sérieuse; aidé par les Autrichiens et les Polonais, il était à peu près invincible. D'ailleurs, ni Mazarin, ni Cromwell n'étaient disposés à soutenir de leurs subsides une campagne dirigée contre le premier des protestants allemands. Charles-Gustave risquait de se trouver, la guerre une fois commencée, dans la situation délicate

1. Terlon, I, p. 265.

qui, à Königsberg, lui avait fait préférer un traité médiocre à une guerre incertaine.

En définitive, le mieux était encore de se comporter avec l'Électeur comme avant Königsberg, de protester d'intentions amicales, d'y mêler de temps en temps des menaces, d'avancer sur le Brandebourg comme jadis sur la Prusse, non point pour faire la guerre à l'Électeur, mais pour l'intimider, l'amener à donner des gages et à rentrer dans la clientèle suédoise. Dès avril, le plan du Roi fut arrêté [1]. Il concentrerait ses troupes en Holstein, puis descendrait sur le Brandebourg, s'y mettrait en quartiers entre la Havel et le Mecklembourg, et offrirait à l'Électeur un accommodement, mais à des conditions fort rudes : rupture avec la Pologne, abandon aux Suédois d'une partie de l'armée brandebourgeoise et de quelques places, en particulier de Custrin et de Peitz [2]. C'était à peu près les conditions que jadis Slippenbach avait faites à Somnitz et à Dobrczenski [3]. Du reste, toujours comme jadis, le Roi était disposé à en abandonner une partie, et même à reconnaître le traité de Wehlau, si l'Électeur consentait à conclure un traité d'alliance offensive, tourné cette fois non plus contre la Pologne, mais contre l'Autriche.

Le Roi et l'Électeur tendaient donc à peu près au même but, la réconciliation suivie d'une alliance, mais ils ne comprenaient pas de la même façon cette réconciliation et cette alliance. Le Roi voulait y forcer l'Électeur,

1. Pufendorf, *C. G.*, V, 389, 97 et suiv. — Carlson, p. 477.
2. Carlson, p. 497.
3. Cf. plus haut, p. 83 et suiv.

comme à Königsberg, les armes à la main, lui imposer un rôle secondaire, exploiter à volonté son armée et ses finances. L'Électeur, de son côté, ne voulait pas déchoir de la situation que lui avaient donnée les traités de Labiau et de Wehlau : il entendait négocier d'égal à égal avec son terrible cousin. La rupture était donc à peu près inévitable : elle fut précipitée par les maladresses de la diplomatie suédoise.

IV

Les Suédois auraient dû tenir l'Électeur, le plus longtemps possible, dans l'incertitude au sujet de leurs desseins, et ne pas lui laisser pénétrer, jusqu'au dernier moment, s'ils avaient l'intention de le traiter en ami ou en ennemi. Ils s'y étaient appliqués de leur mieux, pendant tout l'été de 1658. Pendant que Wolffsberg, leur résident à Berlin, menaçait constamment de partir, et prenait systématiquement le contre-pied des avis de Blondel, qui lui prêchait la modération [1], Slippenbach, de son côté, écrivait à l'Électeur des lettres très amicales, et lui demandait, ou de s'aboucher avec Charles-Gustave, ou de lui envoyer de nouveaux ambassadeurs. Cette entrevue « dont les anges se réjouiraient dans le ciel » ne manquerait pas de réconcilier les deux « princes évangéliques » [2].

1. Pufendorf, *C. G.*, V, 63. — Lettre de Blondel du 28 mars, A. A. É.
2. U. A., VIII, p. 241. — Orlich, I, 197. Lettres de Slippenbach des 1er et 5 mai.

L'Électeur ne fut certainement pas dupe de ce langage. Il avait, autour de Charles-Gustave, des agents secrets qui le tenaient au courant de tout. En mai, il reçut communication des protocoles du conseil où l'on avait discuté l'invasion du Brandebourg. Il fit cependant comme s'il avait cru aux paroles de Slippenbach. En juin, il envoya à Charles-Gustave Schwérin et Weiman, pour l'engager une dernière fois, officiellement, à la paix de Pologne, et lui déclarer qu'en aucun cas l'Électeur ne permettrait le passage sur ses terres aux troupes suédoises [1].

Il faut remarquer cependant que, par la force des choses, cette déclaration devait prendre des allures d'ultimatum, et froisser d'autant plus Charles-Gustave que les deux ministres qui la lui portaient, Weiman et Schwérin, lui étaient particulièrement antipathiques. Peut-être l'Électeur ne les avait-il choisis que pour cela : on peut croire qu'il a voulu provoquer Charles-Gustave à des déclarations catégoriques, ou à quelque éclat qui rejetterait sur lui la responsabilité de la rupture. A défaut d'une réconciliation franche, il fallait à l'Électeur une rupture nette qui lui permît d'appeler le monde entier à son secours. Si le Suédois refusait de recevoir les Brandebourgeois, comme il l'avait fait jadis à Frauenbourg [2], il serait acquis qu'il était un insulteur et un agresseur, et que l'Électeur, au contraire, avait fait les derniers efforts pour assurer la tranquillité de la Pologne et de l'Empire.

1. U. A., VIII, 242 et suiv. Instructions du 11 mai 1658.
2. Voir plus haut, p. 148.

Ce fut précisément ce qui arriva. Quand Weiman et Schwérin arrivèrent à Flensbourg, où se trouvait alors le quartier général suédois, un des sous-ordres de Slippenbach, Habbæus, vint leur réciter tous les griefs du Roi contre l'Électeur, insista sur la ratification récente du traité de Berlin [1], et en conclut que, Frédéric-Guillaume étant devenu l'ennemi déclaré de la Suède, en vertu de l'adage « non est e dignitate reipublicæ hostium legatos in curia audire », le Roi ne pourrait donner audience à ses envoyés avant de savoir exactement quelles propositions ils appportaient : ils auraient donc à s'expliquer tout d'abord devant un conseil d'enquête formé de Suédois, d'un envoyé saxon, et de deux agents brunswickois qui se trouvaient au camp par hasard. Les Brandebourgeois se récrièrent : c'était auprès du Roi qu'ils étaient accrédités, et non auprès d'une commission d'enquête; ils s'en iraient plutôt que de se soumettre à des exigences si extraordinaires. Plusieurs jours se passèrent en allées et venues dans le camp. La résistance des deux Brandebourgeois embarrassait visiblement les Suédois. Avant de les laisser partir, ils auraient voulu au moins pénétrer ce qu'il y avait dans leurs instructions, ou l'offre d'un traité, ou « la vieille chanson » de la paix de Pologne. Ils ne purent rien savoir et, le 24 juin, Schwérin et Weiman quittèrent le camp sans s'être acquittés de leur mission.

Tel est l'incident de Flensbourg qui mit en émoi toutes les chancelleries, fit couler des torrents d'encre et gagner

1. En mai. Pufendorf, *F. W.*, VIII, 57 et suiv. — Droysen, III, p. 401 et suiv. — U. A., VIII, p. 244.

force argent aux publicistes à gage des deux partis [1]. Nous n'avons pas à reprendre ici leurs arguments pédantesques pour ou contre la conduite des Suédois : il est plus curieux de rechercher les vraies causes de cette conduite.

Le motif allégué par Habbæus, que le Roi venait d'être instruit de la ratification du traité de Berlin, et qu'il lui était tombé entre les mains des lettres de l'Électeur au Danois Ahlfeld où lui, Charles-Gustave, était qualifié de « communis hostis », n'est évidemment qu'un prétexte. Depuis longtemps, le Roi connaissait les manœuvres de l'Électeur, et cela ne l'avait pas empêché de négocier avec lui. Une autre explication, donnée par Pufendorf, est que Charles-Gustave ne désirait pas la venue des Brandebourgeois, et qu'en toute cette affaire Slippenbach avait agi de son chef. On ne conçoit pas, en ce cas, pourquoi Charles-Gustave aurait fait retomber sur des ambassadeurs innocents la mauvaise humeur que lui inspirait la politique indépendante de son ministre : il n'est pas admissible non plus qu'il ait voulu, en suscitant tout ce tapage, détourner l'attention des Danois de certains projets qu'il commençait à former contre eux [2].

Il ne reste qu'une seule hypothèse. Le Roi soupçonnait la nature des instructions de Schwérin, et craignait qu'elles ne fussent calculées de manière à lui imposer le rôle d'agresseur. Il a voulu déjouer la manœuvre; pour cela, le mieux était de mettre les Électoraux dans une

1. Droysen, *Zur Quellenkritik...*, p. 49 et suiv. — Pufendorf, *F. W.*, VII, 58.
2. Pufendorf, *C. G.*, V, 64. — Cf. U. A., VIII, p. 193.

situation telle qu'ils dussent, ou accepter une formalité humiliante qui d'avance ôterait toute autorité à leurs paroles, ou prendre l'initiative de la rupture, ou demander, ce qui paraissait le plus probable, de nouvelles instructions à l'Électeur. Il était permis de penser que celui-ci, pris au dépourvu, chercherait un biais; que pendant ce temps, les Suédois pourraient avancer et mettre peu à peu l'Électeur dans la même situation qu'en décembre 1655. Le calcul eût été juste si les Électoraux et l'Électeur lui-même avaient encore été les mêmes gens qu'en 1655. Charles-Gustave oubliait que l'armée brandebourgeoise avait été de moitié dans la victoire de Varsovie; que l'Électeur avait vu de près la détresse des Suédois en 1656 et en 1657; et qu'enfin il avait les alliés qui lui manquaient en 1655. De là, l'attitude de Weiman et de Schwérin, et leur brusque départ de Flensbourg.

Quoi qu'il en fût des causes de « l'outrage », le résultat en était certain, c'était la guerre. Des deux côtés on s'y prépara avec activité. Wollfsberg quitta Berlin pour se rendre à Magdebourg où, depuis longtemps, les Suédois avaient des intelligences [1]. Les bourgeois de cette ville craignaient fort la domination de Frédéric-Guillaume sous laquelle ils devaient tomber, d'après les traités de 1648, aussitôt après la mort de leur prince-évêque, Auguste de Saxe : Charles-Gustave leur offrit sa protection. Il lui eût été fort avantageux d'occuper une place qui dominait toute l'Allemagne du Nord et permet-

1. Droysen, II, p. 380. — Pufendorf, *F. W.*, VII, 56.

tait de menacer, à la fois, le Brandebourg et la Westphalie.

De son côté, l'Électeur appela à son secours tous ses alliés. Les Polonais étaient prêts à marcher, de même que les Autrichiens qui, depuis quelques jours, étaient devenus les Impériaux. Léopold venait d'être élu Empereur[1]; il n'avait plus aucune raison de temporiser.

En même temps, Frédéric-Guillaume sollicita l'intervention de la Diète germanique. Elle était intéressée dans le conflit, puisqu'il devait éclater sur le territoire de l'Empire. La Diète envoya, en effet, une ambassade à Charles-Gustave, qui la reçut fort mal; il ne pouvait, lui répondit-il, mettre son armée sur un tapis volant pour la transporter en Pologne par-dessus l'Allemagne. Il était forcé de passer par la Poméranie électorale et la Nouvelle-Marche : tant pis pour l'Électeur s'il s'y opposait[2].

Le mouvement en avant des Suédois paraissait imminent; on l'attendait de jour en jour. Plusieurs semaines se passèrent ainsi; Charles-Gustave ne bougeait pas. On se demandait à Berlin si l'élection de Francfort n'avait pas modifié ses desseins, s'il ne craignait pas de provoquer le nouvel Empereur. Tout à coup, on apprit que les Suédois voulaient attaquer, non plus le Brandebourg, mais la Prusse; ils avaient déjà débarqué une avant-garde à Putzig[3]. La consternation fut grande autour de l'Électeur : Königsberg était à la merci d'un coup de main.

1. Fin juillet.
2. U. A., VIII, p. 514. — Droysen, III, p. 403.
3. Pufendorf, *F.-W.*, VIII, 62. — U. A., II, p. 178, lettre de Blondel à Mazarin. — Droysen, III, p. 415.

Puis on sut que le Roi venait de s'embarquer à Kiel avec la plus grande partie de ses forces. Immédiatement les Polonais, les Autrichiens, les Électoraux qui marchaient vers l'Elbe, firent volte-face. L'Électeur lui-même allait partir pour Königsberg quand il apprit le débarquement des Suédois, non pas en Prusse, mais à Seeland[1].

1. Droysen, II, p. 416.

CHAPITRE IX

LA GUERRE CONTRE LA SUÈDE

(Août 1658 — Novembre 1659)

I. Au lieu d'attaquer l'Électeur, Charles-Gustave va débarquer à Seeland. En même temps il fait enlever de Mittau la famille ducale de Courlande. Impression produite en Europe par ces deux violations du droit des gens.

II. Résolutions de l'Électeur; mesures diplomatiques et militaires; appels à l'opinion publique. — Marche des Électoraux, des Autrichiens et des Polonais en Holstein et en Jutland. Par la faute des Hollandais, la campagne n'a pas de résultats.

III. Situation des Hollandais. Attitude de la France et de l'Angleterre : leur accord en vue de la pacification du Nord; les Hollandais sont obligés de s'y rallier; les « concerts » de la Haye. — Commencement de dislocation de la coalition.

IV. Achèvement de la dislocation. Difficultés entre Russes, Polonais et Autrichiens. Les Russes se rapprochent des Suédois; les Polonais acceptent la médiation française.— Ne pouvant empêcher ces négociations, l'Électeur est obligé de s'y associer.

V. Campagne de 1659. Projet d'une attaque sur Brême; son abandon. Les Impériaux proposent l'invasion de la Poméranie. L'Électeur y participe, dans quelles conditions. La paix des Pyrénées et la bataille de Fionie. — Situation générale en novembre.

I

Le débarquement des Suédois en Seeland constituait une violation du droit des gens à peu près semblable

à celle qu'ils avaient commise en rompant, six ans avant sa fin, la trêve de Stuhmsdorf : encore était-il moins grave de violer une trêve qu'un traité régulier. Mais Charles-Gustave n'y regardait pas de si près. Quelques jours après son audacieuse agression contre les Danois, et comme pour mieux défier ennemis ou neutres, il fit enlever par surprise, dans Mittau, en dépit de sa neutralité, le duc de Courlande et toute sa famille, que le général suédois Douglas conduisit prisonniers à la citadelle de Riga.

A la vérité, ces neutres n'avaient de la neutralité que les apparences. Trop faible pour s'attaquer à Charles-Gustave, dont il s'était reconnu vassal en 1656, le duc de Courlande n'avait jamais cessé d'intriguer avec tous les ennemis de la Suède. Nous avons vu quel rôle avait joué sa femme à Königsberg, dans la préparation du traité de Wehlau [1]; de retour à Mittau, elle s'était employée avec autant de zèle à retenir les Russes dans l'alliance polonaise [2]. On ne peut guère blâmer Charles-Gustave d'avoir voulu mettre fin, même brutalement, à ces manœuvres dangereuses. Il ne faut pas oublier, du reste, qu'à cette époque, les mots « neutralité, état de paix, état de guerre », n'avaient pas de valeur définie et précise. Rien ne le montre mieux que la conduite des Danois après Roskild.

Au lieu d'exécuter le traité, de payer l'indemnité de guerre et de livrer les troupes et les vaisseaux promis

1. Lettres de Lisola, juillet-août 1657, *passim*; voir plus haut, p. 189. — Manifeste suédois, Londorp, VIII, p. 482.
2. Carlson, p. 529, note.

aux Suédois, ils ne s'étaient préoccupés, depuis le mois de mars, que de recruter de nouveaux régiments, en Allemagne et en Hollande[1]. A Copenhague, on n'avait jamais cessé de parler de la reprise prochaine des hostilités : dès le mois d'avril on avait écrit à l'Électeur de s'y préparer[2]. Les ministres danois étaient constamment en conférence avec l'ennemi le plus acharné de la Suède, l'envoyé hollandais Van Beuningen[3]. Tout annonçait que les Danois agiraient comme l'Électeur l'année précédente, qu'ils attaqueraient Charles-Gustave aussitôt qu'il aurait le dos tourné.

Cet ensemble de faits justifie peut-être la conduite du roi de Suède, mais ne suffit pas à l'expliquer. En 1655, il s'était bien engagé en Pologne sans se préoccuper ni de l'Électeur, ni des Russes, ni des Danois; faut-il croire qu'en 1658 il était devenu plus prudent et voulait, avant tout, assurer ses derrières? Le plus vraisemblable, c'est qu'il s'est rabattu sur le Danemark, parce que la guerre d'Allemagne, depuis l'élection de Léopold à l'Empire (juillet 1658), était devenue chanceuse[4], et parce qu'une politique purement « baltique » lui offrait plus d'avantages immédiats. En attaquant soudainement les Danois, on pouvait enlever Copenhague sans coup férir : Copenhague prise, le Sund était fermé aux Hollandais et Charles-Gustave devenait libre de réaliser ses « grands projets ». Ces projets avaient été arrêtés, en Conseil, jusque dans les plus petits détails : le Danemark et la

1. Terlon, I, p. 199. — Pufendorf, *C. G.*, V, 29.
2. Voir plus haut, p. 218. — Pufendorf, *F.-W.*, VII, 47.
3. Pufendorf, *C. G.*, V, 29, 30. — Droysen, *Zur Quellenkritik...*, p. 34.
4. Carlson, p. 501.

Norwège seraient tout entiers annexés à la Suède; les nobles, supposés seuls capables de résistance, forcés à s'expatrier; les villes, comblées de privilèges qui les attacheraient au nouveau régime. Devenu roi de Suède, de Danemark, de Norwège et des Wendes, Charles-Gustave mettrait sa capitale à Malmoé, aurait une flotte de 100 vaisseaux, une armée de 150 000 hommes, avec laquelle il achèverait la conquête des côtes baltiques, en commençant par Memel ou Pillau; après quoi, il interviendrait de nouveau dans les affaires de l'Europe, soit « pour renouveler les exploits des anciens Goths », aller à Rome et la piller, soit pour conquérir l'Écosse qui, ayant jadis appartenu à Canut le Grand, devait naturellement revenir à son successeur [1].

II

A la nouvelle de l'entreprise des Suédois, l'émotion fut grande partout. Dans les pays amis, comme la France, le sentiment dominant fut l'inquiétude : si les Suédois réussissaient, ils deviendraient intraitables; dans le cas contraire, il faudrait les secourir, car ils ne tarderaient pas à avoir tout le Nord sur les bras. Les Hollandais ne pouvaient se laisser fermer la Baltique; les Polonais étaient intéressés, par Danzig, à la liberté du Sund : les princes allemands voyaient, par l'exemple du duc de Courlande, ce qu'on pourrait attendre des Suédois devenus tout-puis-

1. Terlon, I, p. 227, 247, 248, 264, 265. — Lettre de Terlon, citée par Chéruel, III, p. 356, 357. — Carlson, *Radsprotokol*, p. 506.

sants dans le Nord, et fortifiés en Allemagne par l'acquisition de Glükstadt et du Sleswig-Holstein[1].

Mieux que personne, et malgré les protestations des Suédois[2], l'Électeur savait qu'après le tour des Danois le sien viendrait infailliblement. Ce choc inévitable, il avait maintenant tout intérêt à le hâter, pendant que l'armée suédoise était de nouveau éparpillée dans l'archipel danois, et que Charles-Gustave, occupé devant Copenhague, tournait le dos à l'Allemagne. D'autre part, le déchaînement de l'opinion publique, en Allemagne et en Hollande, contre la « Gottlosigkeit » des Suédois, assurait aux Électoraux des alliés. Ils n'avaient qu'à prendre place dans la coalition générale; la guerre en Holstein leur permettrait de s'entretenir aux dépens d'autrui, et l'invasion de la Poméranie suivrait tout naturellement celle du Holstein, sans que personne pût s'en scandaliser.

Le 14 août, l'Électeur reçut l'appel suppliant des Danois; le 18, la guerre était résolue, et Kittelmann partait pour le Holstein, afin de s'y entendre avec les fonctionnaires danois sur la marche des armées, et la remise aux Électoraux de places de sûreté, en particulier de Glükstadt et de Rendsbourg[3]. Trois jours plus tard, Wreich se rendit en Pologne pour demander à Jean-Casimir et à Montecuccuoli l'envoi immédiat de leur cavalerie[4]. Dans toutes les

1. Sur l'impression produite par les attentats des Suédois, voir : Weimann à l'Électeur, U. A., II, p. 134, 152. — Lisola, p. 447. — Lettre de Frédéric-Guillaume à l'Électeur de Mayence, du 25 septembre 1658. « Personne ne peut plus être en sûreté devant lui, etc. » — La correspondance de Louise-Marie et de l'Électeur, U. A., VIII, p. 292, 294, etc., etc.
2. U. A., VIII, p. 256.
3. Orlich, I, p. 200 et suiv. — U. A., VIII, p. 588.
4. Instructions de Wreich, U. A., VIII, p. 361, 362.

cours, les agents de l'Électeur annoncèrent qu'il entrait en campagne, non pour mettre en question les traités de Westphalie, mais pour sauver un roi injustement attaqué[1]. A la Haye, Weiman rappela aux États généraux les promesses de Van Beuningen aux Danois[2]. A Vienne, Iéna[3] réclama l'exécution du traité du commencement de l'année, dénonça les intrigues des Français et des Suédois avec Neubourg et les autres princes rhénans, et demanda, une fois de plus, la fin des persécutions exercées en Silésie contre les réformés : il ne convenait pas, au moment d'entamer une grande guerre politique, de choquer les susceptibilités des États protestants. Il est presque inutile d'ajouter qu'il parla aussi de Jægerndorf. L'Électeur n'espérait probablement pas lasser la patience des Autrichiens, mais au moins cette éternelle réclamation pouvait-elle les rendre plus coulants sur d'autres points.

Il ne s'en tint pas, du reste, à ces manœuvres diplomatiques. Il essaya de tourner à son profit l'indignation soulevée, un peu partout, par les violences des Suédois : même en ce temps, c'était un grand point que d'avoir pour soi l'opinion publique. L'Allemagne fut donc inondée de pamphlets anti-suédois[4]. Le plus curieux est la relation du voyage de Weiman et de Schwérin à Flensbourg qui parut à Hambourg, en septembre. L'auteur anonyme y rappelait, dans sa préface, la prospérité passée de l'Allemagne, les misères de la guerre de Trente Ans, l'Em-

1. Lettre au roi de France, U. A., VIII, p. 181. — Pufendorf, *F. W.*, VII, 67.
2. U. A., VII, p. 131 et suiv.
3. U. A., VIII, p. 365 et suiv.
4. Droysen, *Zur Quellenkritik...*, p. 46 et suiv.

pire dévasté, ses fleuves, de l'Oder au Rhin, devenus « les esclaves » de l'étranger. La guerre nouvelle entreprise par l'électeur de Brandebourg pouvait être, si les « Allemands de cœur » savaient s'unir autour de leur champion, le commencement de la revanche [1].

Des historiens modernes ont voulu voir, dans ce morceau d'éloquence, la première révélation de la mission allemande de la Prusse et le signe d'une renaissance nationale. Il est plus exact de n'y voir que les débuts du « système patriotique » et de l'exploitation, par les Hohenzollern, des intérêts et des sentiments allemands. Si Frédéric-Guillaume conviait l'Allemagne à l'expulsion des étrangers, c'était pour y gagner Stettin. Au surplus, il serait injuste de le taxer d'hypocrisie : son patriotisme germanique était sincère, mais il savait en régler les explosions au mieux des intérêts brandebourgeois.

Cependant, à Seeland, les Suédois n'étaient pas aussi heureux qu'ils y avaient compté. Aussitôt debarqué, Charles-Gustave aurait dû attaquer Copenhague. Il perdit du temps dans l'attente d'une soumission qui ne vint pas, et quand il se décida, les Danois avaient eu le temps d'entourer leur capitale d'ouvrages improvisés. Après un assaut malheureux, Charles-Gustave dut convertir en un siège régulier l'entreprise qu'il avait pensé finir d'un coup, et le siège devint lui-même un simple blocus après l'arrivée d'une flotte hollandaise [2].

Cette flotte, Van Beuningen était allé lui-même la chercher après le premier assaut, où il avait bravement

1. Droysen, II, p. 404.
2. Terlon, I, p. 240 et suiv.

payé de sa personne. A son arrivée à Amsterdam, il y avait trouvé tous les esprits disposés aux mesures décisives. L'indignation qu'inspirait le manque de foi des Suédois, la crainte de voir le Sund fermé à tout jamais, l'espoir enfin de tirer des Danois quelque bonne récompense, par exemple le port de Glükstadt sur l'Elbe, ou Bergen en Norwège, firent que, cette fois, les avis belliqueux de Van Beuningen furent écoutés [1]. L'amiral Opdam partit pour le Sund avec 35 gros vaisseaux; il y trouva la flotte suédoise, la battit le 8 novembre, et vint aussitôt jeter l'ancre dans le port de Copenhague.

De son côté, l'Électeur se hâtait lentement. En bon fils il voulut, avant d'ouvrir la campagne, aller embrasser sa mère à Crossen [2]. Le 6 septembre seulement, il partit de Berlin pour se mettre à la tête de l'armée combinée, qu'il passa en revue, le 17, à Parchim, dans le Mecklembourg. C'était la plus belle armée qu'on eût vue depuis longtemps; son effectif dépassait 30 000 hommes. L'agent français Frischmann, qui l'a observée un peu plus tard, nous en a laissé une description intéressante; il fait grand éloge des Autrichiens, tous vieux reîtres bien armés et bien montés, formés dans les guerres turques, et des Polonais et des Tatars de Czarnetski, bien qu'ils fussent, pour la plupart, « équipés seulement de flèches et de pistolets ». Quant à l'armée électorale, Frischmann en admira surtout l'infanterie, qui le frappa par sa discipline

1. Weiman à l'Électeur, 14 octobre 1658, U. A., VIII, p. 127, et *passim*. A noter que Charles-Gustave, de son côté, offrait Glükstadt aux Hollandais. Cf. Droysen, II, p. 469.
2. Blondel, 27 août 1658, A. A. É.

rigoureuse et la précision déjà automatique de ses mouvements [1].

Avec des forces aussi considérables, Frédéric-Guillaume n'avait pas à craindre les 6 ou 7000 Suédois qui occupaient le Holstein. En se pressant un peu, il eût facilement pu les couper de la Baltique, les rejeter dans le Dittmarsh et les y faire prisonniers. Mais sa grande armée s'avança avec une lenteur si majestueuse, que tous les Suédois, moins un régiment qui se réfugia dans le duché neutre de Holstein-Gottorp, purent gagner Frédéricia, en abandonnant le plat pays à leurs adversaires [2]. Ceux-ci s'y étendirent méthodiquement et prudemment, préoccupés moins de combattre que de rançonner Holstein-Gottorp [3] et de se disputer les bons quartiers. Dans cette première partie de la campagne, il n'y a qu'un fait d'armes à citer, la prise de l'île d'Alsen.

Pour aller plus loin il fallait des vaisseaux. L'Électeur n'en avait pas, ni les Danois. Il n'y avait de ressource que dans les Hollandais. Ils pouvaient détacher de leur flotte du Sund assez de vaisseaux pour transporter une partie de l'armée alliée, soit à Copenhague, soit à Fionie. Les Danois le leur demandaient instamment, l'Électeur aussi, peut-être sans beaucoup de conviction. Il aimait peu les campagnes d'hiver; on le vit bien en Alsace. Du reste, les Hollandais refusèrent leur concours [4]. L'armée

1. Relation de Frischmann, *passim*, U. A., VIII, p. 217 et suiv. — Droysen, p. 418, note. — Iéna à Schwérin, Orlich, I, p. 200.
2. L'Électeur à l'Empereur, U. A., VIII, p. 378.
3. Pufendorf, *F. W.*, VII, 69.
4. L'Électeur à Weiman, lettres des 13 et 29 septembre. Réponses de Weiman. U. A., VII, p. 137 à 160.

alliée se mit donc en quartiers d'hiver, sans même essayer le siège de cette ville de Frédéricia que les Suédois avaient si bravement prise d'assaut au mois de décembre précédent.

En définitive, ce formidable armement n'avait eu qu'un résultat : le Holstein et le Jutland, au lieu d'être mangés par les ennemis du Danemark, l'étaient maintenant par ses alliés[1]. La faute en était imputable, jusqu'à un certain point, aux lenteurs de Frédéric-Guillaume, mais plus encore à l'inertie des Hollandais.

III

Cette inertie avait plusieurs causes. D'abord les États généraux ne désiraient pas tirer trop vite le Danemark hors d'affaire. Ils auraient bien voulu, avant de sauver leur protégé, lui extorquer Glükstadt ou Bergen, ou Drontheim, sous prétexte d'un emprunt dont ce port serait le gage[2]. Ensuite, ils n'étaient pas complètement maîtres de leurs mouvements; ils étaient forcés de tenir compte des puissances occidentales, et surtout de l'Angleterre.

Les Anglais avaient grande sympathie pour Charles-Gustave : ils voyaient en lui le champion du protestantisme continental, un nouveau Gustave-Adolphe, qui leur rendait service en attirant dans le Nord une partie des

1. Plaintes des Danois, Pufendorf, *F. W.*, VIII, 11. — Les alliés se renvoient les uns aux autres la responsabilité des pillages. Cf. Pufendorf, *F.-W.*, VII, 70, et relation de Frischman, U. A., VIII, p. 217.
2. Voir lettres de Weiman, *passim*, U. A., VII, p. 137, 145, 162, 193.

forces autrichiennes, en facilitant, par suite, leurs opérations en Flandre. D'autre part, Cromwell n'entendait pas laisser les Hollandais extorquer un port aux Danois; c'était un profit qu'il se réservait à lui-même[1]. Depuis longtemps Charles-Gustave lui offrait, en échange d'un subside, tantôt Oldenbourg et Delmenhorst, tantôt la Frise orientale avec Munster, tantôt Putzig et Haupt, tantôt une partie du Jutland où de Fionie, c'est-à-dire, d'une façon générale, tout ce qui ne lui appartenait pas. Cromwell eût préféré le duché de Brême ou simplement la ville de Stade qui, par sa position sur l'Elbe, lui eût assuré, en même temps qu'un pied à terre en Allemagne, une part des douanes allemandes[2]. Mais Charles-Gustave ne goûta pas cette proposition[3], pour cause, et Cromwell, au lieu d'intervenir, se contenta d'envoyer dans le Sund une flotte pour surveiller celle des Hollandais. Pendant tout l'hiver de 1658-59, ces deux flottes perdirent, à s'observer sans rien faire, beaucoup de monde et de matériel[4].

Les choses en étaient là quand Cromwell mourut (3 sept. 1658). Ce fut une grosse émotion à la Haye : que ferait le nouveau Protecteur? Chercherait-il à affermir son autorité par la paix ou par la guerre [5]? Pendant quelques semaines la situation, déjà passablement embrouillée, devint encore plus obscure. Mazarin en profita pour intervenir.

Nous avons déjà dit qu'il avait été peu satisfait de la

1. Weiman à l'Électeur, U. A., VII, p. 306. — *Ibid.*, p. 145, 146, 147.
2. Pufendorf, *C. G.*, IV, p. 343 et suiv.
3. Il y a cependant trace d'une offre de Brême au Protecteur. La Suède aurait eu pour sa part, dans ce cas, la Norwège et toutes les îles danoises. Carlson, p. 539.
4. Relation de Frischmann, U. A., II, p. 221.
5. U. A., VII, Weiman à l'Électeur. Lettres citées plus haut.

rupture de la paix de Roskild. Il s'en serait consolé, pourtant, si la témérité des Suédois avait eu pour résultat d'attirer dans le Nord toutes les forces autrichiennes. Mais il arriva que, grâce à l'alliance de l'Électeur, Léopold put n'envoyer en Danemark que la cavalerie de Montecuccuoli, garder d'autres troupes pour la Flandre, et les y faire filer par le duché de Clèves[1]. Fermer cette route aux Impériaux, comme il leur en avait déjà fermé beaucoup d'autres par la formation de la Ligue du Rhin, tel fut le but de la politique de Mazarin pendant l'hiver de 1658-59. Il entama avec Frédéric-Guillaume des négociations qui tournèrent vite à l'aigre; l'Électeur répondit aux plaintes par d'autres plaintes et déclara qu'il ne fermerait la route de Clèves aux Impériaux qu'autant que Mazarin lui payerait des subsides égaux à ceux qu'il payait déjà aux Suédois. La négociation en resta là[2] : les Français, en dépit de leurs menaces, n'essayèrent pas d'attaquer Clèves, mais ils ne tardèrent pas à prendre leur revanche d'une autre façon.

En décembre 1658, l'envoyé de France en Angleterre, le président de Bordeaux, proposa à Richard Cromwell une entente formelle en vue des affaires du Nord. Il s'agissait de se mettre d'accord sur une médiation à laquelle les Hollandais seraient invités à accéder. En février 1659, le traité de Londres fut conclu. La France

1. Brandt à l'Électeur, 6 novembre 1658, U. A., VIII, p. 638. — Mémoire pour Blondel, A. A. É.

2. Correspondance de l'Électeur et de Brandt, de novembre 1658 à avril 1659, U. A., VIII, p. 651 et suiv. — Lettres de l'Électeur à Mazarin, du 19 janvier 1659, U. A., VIII, p. 192, et du 7 avril 1659, U. A., II, p. 198.

et l'Angleterre s'y engageaient à rétablir la paix du Nord sur les bases du traité de Roskild, légèrement amendées dans l'intérêt des Danois et des Hollandais. Le roi de Danemark serait libéré de toute dette à l'égard de la Suède, qui garderait la Scanie : les péages du Sund resteraient dans l'état d'avant la guerre; l'article du traité de Roskild qui interdisait l'entrée de la Baltique aux flottes étrangères serait rayé. Le traité d'Elbing, avec ses « Élucidations » si favorables au commerce hollandais, devrait être ratifié par Charles-Gustave. L'Électeur et Danzig pourraient demander leur inclusion dans le traité définitif. Un délai de six semaines était accordé aux belligérants pour accepter la médiation; ce délai expiré, les médiateurs interviendraient militairement[1].

Ces conditions n'étaient favorables qu'aux Suédois; elles leur conservaient tous les avantages acquis à Roskild et compromis depuis. Elles étaient désastreuses pour le Danemark, auquel elles enlevaient toute chance de recouvrer son bien perdu, et pour l'Électeur, qui perdrait tous les fruits de son grand armement, si les Hollandais, sans la flotte desquels il ne pouvait rien faire, cédaient à la pression des Français et des Anglais, et, de belligérants, devenaient neutres ou médiateurs.

Au mois d'août, les agents de France et d'Angleterre communiquèrent aux États généraux les termes de la médiation arrêtée à Londres, et leur demandèrent d'y accéder. Jean de Witt se trouva fort embarrassé. L'in-

1. Chéruel, III, p. 359. Cite une lettre de Mazarin au président de Bordeaux, sur l'intérêt que la France doit porter a Charles-Gustave. « La balance penche déjà trop du côté de sa chute, etc. » — *Ibid.*, chap. II, t. III.

térêt des Hollandais était l'abaissement de la puissance suédoise; dans cet intérêt ils avaient poussé le Danemark à la guerre, promis de l'y aider : iraient-ils manquer à leurs engagements, abandonner les Danois, sanctionner cette paix de Roskild qu'ils regardaient comme un acheminement au *dominium maris baltici*? Le sentiment national y répugnait : dans plusieurs provinces il y eut des manifestations en faveur d'une politique énergique[1], tandis qu'à la Haye, tous les agents des cours coalisées, ayant à leur tête l'habile et infatigable Weiman, multipliaient les démarches et les promesses pour empêcher ce qu'ils qualifiaient déjà de désertion. Mais le parti que Jean de Witt représentait au pouvoir n'aimait pas la guerre, parce qu'elle coûtait cher et pouvait mener au rétablissement du pouvoir personnel; il l'admettait, à la rigueur, contre la Suède, et à la condition qu'elle ne fût pas poussée à fond : mais il ne voulait à aucun prix de brouille avec les grandes puissances, et particulièrement avec l'Angleterre[2]. « Ne pas rompre avec la République d'Angleterre est notre maxime invariable », répondait de Witt à Weiman.

Les États généraux penchèrent donc du côté où ils voyaient le moins de risques et de frais, c'est-à-dire vers l'entente avec la France et l'Angleterre. En mai, le

1. Weiman à l'Électeur, 9 juin 1657, U. A., VII, p. 226. « ... Ist fast keiner (Holländer) der nicht das ganze Werk detestiret : die Furcht aber für Kriege... stosset alle gute Consilia gänzlich über einen Haufen. » *Ibid.* Lettre du 21 juillet 1659, p. 227.

2. Lettre du 17 février 1660. Conversation de de Witt avec Weiman. La maxime de cet État est « das geringste nicht zu hasardiren, woraus man in Ungelegenheit könnte kommen mit England, etc. ». U. A., VII, p. 298.

premier concert de la Haye fut formé. A ce changement d'attitude, la fierté hollandaise souffrit quelque peu[1], mais ces souffrances n'allaient pas sans dédommagements : par la médiation, on avait chance d'obtenir plus facilement la ratification des « Élucidations » d'Elbing, et, par surcroît, on était sûr que d'aucun côté les péages du Sund ne pourraient être élevés. Du reste, il n'était pas impossible que les Suédois fussent plus récalcitrants à la médiation que le Danemark, et dans ce cas elle tournerait contre eux, comme de Witt l'expliqua à Weiman[2]. Enfin, l'essentiel était de gagner du temps : il pouvait survenir en Angleterre tel accident qui rendrait aux États généraux leur liberté d'action[3]. Ces considérations sont fort pratiques, mais elles démontrent amplement que la formation du concert de la Haye n'a pas été le triomphe de la politique de Jean de Witt[4]. Elles ne pouvaient non plus consoler l'Électeur qui perdait ainsi, par un coup habile de Mazarin, l'appui des Hollandais, au moment même où les efforts de de Lumbres menaçaient d'enlever à la coalition déjà privée de son aile gauche, son aile droite, la Pologne.

1. Weiman à l'Électeur. « Das Volk... murret und wüthet, auch die meiste Regenten ungeduldig, schwierig desperat, etc. » Lettre du 21 juillet 1659, U. A., VII, p. 247. — Weiman exagère probablement l'irritation des Hollandais.

2. Weiman à l'Électeur, U. A., VII, p. 298. De Witt a expliqué à Weiman que « er wünschete nichts anderes, als dass der König (Charles-Gustave) opiniatrirete, etc. ».

3. Weiman à l'Électeur, 19 mai 1659, U. A., VII, p. 214. De Witt a dit que « die Zeit würde Rosen bringen », etc. — Voir Droysen, II, p. 458.

4. Lefèvre-Pontalis, *Histoire de Jean de Witt*, I, p. 245. « Le Grand Pensionnaire prit *habilement* les devants pour proposer aux Français et aux Anglais une médiation et il la fit accepter, etc. »

IV

Depuis 1657, les Polonais étaient les alliés à la fois des Russes et des Autrichiens. Or, le Tsar et l'Empereur étaient entrés dans l'alliance polonaise, surtout pour s'assurer la succession de « l'homme malade ». Entre ces capteurs d'héritage, il ne pouvait y avoir que méfiance et jalousie : nous avons déjà dit comment l'entrée des Autrichiens en Pologne eut pour premier résultat d'arrêter net les Russes en Livonie[1].

L'Électeur fut un des premiers à craindre une évolution complète du Tsar. Dès novembre 1657, il lui avait dépêché un gentilhomme de sa chambre, Bornstein, pour lui assurer que si les Autrichiens étaient entrés en Pologne, ç'avait été simplement pour en chasser les Suédois, ou, tout au plus, pour se faire céder par Jean-Casimir les duchés d'Oppeln et de Ratibor. Entre temps, Bornstein devait insinuer que jamais les Russes ne trouveraient meilleure occasion de conquérir la Finlande et l'Ingrie[2].

L'envoyé brandebourgeois n'avait été ni bien ni mal reçu. Les Russes ne lui avaient rien dit de leurs projets,

1. Carlson, p. 470 et suiv.

2. « Son Altesse Électorale verrait volontiers que Sa Majesté Tsarienne profite de l'occasion : Wibourg et Noteborg lui conviendraient bien et seraient faciles à prendre... La Suède est aujourd'hui dans une situation plus difficile que l'était autrefois la Pologne : de ses anciens alliés il ne lui reste que Cromwell, qui a fort à faire en Angleterre, et la France, qui est épuisée par la guerre contre l'Espagne », etc. U. A., VIII, p. 51, 52. — Cf. Hirsch, p. 11 et suiv.

mais en revanche l'avaient accablé de questions sur ceux des Autrichiens. Les conclusions pessimistes que Bornstein tira de cette attitude furent confirmées, en août 1658, par le langage que tint à Berlin un nouvel envoyé du Tsar, le prince Nesterof [1]. Après s'être plaint amèrement de la déloyauté des Autrichiens et des Polonais, Nesterof déclara que son maître traiterait avec Charles-Gustave aussitôt que celui-ci lui céderait la Livonie, pour ses frais de guerre. Naturellement les ministres de l'Électeur s'empressèrent d'assurer Nesterof que, loin de songer à la paix avec les Russes, le roi de Suède brûlait du désir de se venger d'eux et de conquérir leur pays au moins jusqu'à Arkhangel. Cette finesse ne servit à rien; dès novembre 1658, avant même le retour de Nesterof, les Russes conclurent avec les Suédois la trêve de Walliasar [2]. C'était la préface d'un revirement contre les Polonais : le Tsar l'annonça formellement, en février 1659, au gouverneur de la Prusse ducale et au magistrat de Danzig [3].

« La trêve avec les Moscovites nous fera plus de bien en Pologne que toute l'éloquence des Français », écrivit Charles-Gustave à Slippenbach [4]. En effet, menacés par le Tsar, les Polonais songèrent à se réconcilier avec la Suède, d'autant plus que leurs autres alliés, les Autrichiens, les traitaient encore plus mal que n'avaient fait les Suédois. Ils inondaient toute la Pologne, sortaient des

1. U. A., VIII, p. 65 et suiv. — Hirsch, p. 24 et suiv. — Pufendorf, *F.-W.*, VII, 75 et suiv.
2. Carlson, p. 527.
3. Lettre du Tsar à la ville de Danzig, U. A., VIII, p. 75, 76.
4. Carlson, p. 528.

quartiers que le traité de 1657 leur avait assignés, occupaient indûment le château de Cracovie, depuis le départ des Suédois. Partout il n'était sorte d'exactions ni de pillages qu'ils ne se permissent[1]. Encore si cette armée de chauffeurs avait sérieusement combattu les Suédois! mais, en 1657, elle ne réussit qu'à prendre Cracovie par la famine : en 1658, elle passa quatre mois devant Thorn. défendue seulement par 500 Suédois, et finalement la laissa prendre d'assaut par les seuls Polonais.

Cette conduite fit naturellement naître l'opinion que les Autrichiens ne visaient qu'à prolonger la guerre, partie pour vivre plus longtemps aux frais du pays, partie pour l'occuper encore quand s'ouvrirait la succession de Jean-Casimir. C'était bien, en effet, leur intention. Brouillés avec la Reine dont ils avaient dédaigné les avances et dissipé les illusions, cordialement détestés des Polonais[2], ils ne pouvaient plus faire affronter à leur candidat les risques d'une élection libre. Pour tirer parti de leurs armements, il leur fallait occuper le pays jusqu'à la mort de Jean-Casimir, que l'on croyait prochaine; alors ils feraient roi qui bon leur semblerait[3], ou s'entendraient avec les voisins pour ne pas sortir de Pologne les mains vides. Lisola ne cessait de conseiller une alliance intime

1. Desnoyers, p. 415, 433. — La Reine à l'Électeur, U. A., VIII, p. 298. Lisola, *passim*, et particulièrement lettre du 18 mars 1658, p. 185, 186.
2. Lisola, lettre déjà citée, p. 387. — Voir plus haut, de Lumbres à Mazarin, 17 octobre 1658. Cité par Walizewski, p. 234.
3. Desnoyers, p. 482. « La maison d'Autriche... juge que, vu l'antipathie des Polonais pour les Allemands, il serait difficile que cette couronne lui arrivât par suite d'une libre élection, mais si, au moment de la mort,... il se trouvait... une armée dans le cœur du royaume pour appuyer ses partisans,... il serait très difficile aux Polonais de ne pas prendre un prince de sa maison pour roi », etc.

avec le Tsar qui, dégoûté des Polonais et de leur couronne, serait facilement amené à l'idée d'un partage. On lui laisserait la Lithuanie et la Petite-Russie, on garderait la Pologne propre « pour y protéger la foi contre les schismatiques ». Quant aux Suédois et à l'Électeur, on leur sacrifierait les provinces maritimes [1]. Et déjà Lisola avait avec des envoyés cosaques de mystérieux entretiens [2], et la chancellerie autrichienne donnait au Tsar, par anticipation, les titres de Lithuanie et de Ruthénie.

Le péril était visible. Pour s'y soustraire, les Polonais devaient se réconcilier au plus vite, soit avec Alexis, soit avec Charles-Gustave. L'accord avec le Tsar était désiré surtout par les Lithuaniens qui craignaient une nouvelle invasion russe, la paix avec le Roi, par les Polonais qui pensaient que ses embarras en Danemark le rendraient plus coulant en Prusse. De Lumbres profita habilement de ces dispositions; après avoir fait accepter la médiation française par Jean-Casimir, il lui fit nommer des négociateurs, et, quelques mois plus tard, pressé par Terlon, Charles-Gustave en fit autant [3]. Il n'était plus en mesure de rien refuser à des amis qui lui parlaient la bourse à la main.

Cette négociation particulière mettait Frédéric-Guillaume en grand péril. Si les Polonais traitaient, les Danois, découragés et pressés par les médiateurs, en feraient

1. Lisola, lettre du 5 mars 1657, p. 241, et du 8 juin 1659, p. 515 et suiv. — Pufendorf, *F.-W.*

2. Lisola, lettre citée, p. 519. — De Lumbres à Mazarin, 18 juillet 1659, A. A. É.

3. Lisola, lettres, *passim.* — Carlson, p. 554. — Correspondance de de Lumbres, A. A. É.

autant, et le Brandebourg en serait réduit à l'alliance peu sûre de l'Autriche. L'Électeur fit donc tout son possible, bien qu'il n'eût aucune illusion sur la situation des Polonais, pour les détourner de la paix. Ses lettres à Louise-Marie n'étaient pleines que d'exhortations à l'énergie, à la persévérance [1]. En continuant la guerre, écrivait-il, les Polonais reprendront sans coup férir Elbing et Marienbourg, où les Suédois meurent de faim : de plus, ils payeront leur dette de reconnaissance à leurs alliés. C'est pour la Pologne que le pauvre roi de Danemark s'est mis dans son affreuse situation, pour elle qu'Autrichiens et Brandebourgeois ont pris les armes, pour elle enfin qu'ils ont envahi la Poméranie. Wladislas IV n'avait-il pas déclaré que Stettin, entre les mains des Suédois, serait une menace perpétuelle pour Posen et Cracovie [2]?

Louise-Marie eut beau jeu à répondre que personne n'avait bougé pour la Pologne, tant qu'elle avait paru seule en jeu : que les Danois n'avaient jamais voulu s'engager avec la Pologne; que si les médiateurs leur offraient la restitution de la Scanie, ils traiteraient sur l'heure [3] : que, d'autre part, on savait où tendait le zèle des Autrichiens, et que celui de l'Electeur lui était inspiré par l'avantage qu'il trouvait à nourrir son armée en Jutland, et par certaines « espérances éloignées » [4]. La conclusion que la Reine n'exprima pas formellement, mais qui se

1. La correspondance entre Louise-Marie et l'Électeur a été très active pendant tout l'hiver de 1658-59.
2. Lettre de l'Électeur à Hoverbeck et Somnitz, U. A., VIII, p. 691.
3. Lettre de Louise-Marie, du 18 juillet 1659, U. A., VIII, p. 313.
4. *Ibid.*, du 2 décembre 1658, U. A., VIII, p. 297.

laissait lire entre les lignes, était que les Polonais voulaient la paix immédiate, avec ou sans leurs alliés, et qu'au besoin, pour se débarrasser des Autrichiens, ils passeraient aux Suédois. La Reine y pensait depuis longtemps; un jour, à Bromberg, Blondel lui avait dit que Charles-Gustave reviendrait peut-être en Pologne, appelé par Jean-Casimir lui-même. « Il ne faut jurer de rien », avait répondu Louise-Marie [1].

Ne pouvant arrêter les Polonais dans leur élan vers la paix, l'Électeur prit le parti de paraître la vouloir aussi. A prêcher partout la guerre, il se serait mis en fâcheuse situation : c'était bien assez qu'à Copenhague son agent Marwitz se fût compromis à contrecarrer les médiateurs. Il envoya donc en Pologne, en 1659, Hoverbeck et Somnitz pour le représenter au congrès qui devait s'assembler sous la présidence de de Lumbres [2]. Il comptait, du reste, que les formalités du début y soulèveraient autant de difficultés qu'à Lubeck, et que, pendant ce temps, les Suédois subiraient quelque revers qui rapprocherait ses « espérances éloignées. »

V

Après avoir passé l'hiver à pressurer le Jutland, les Alliés s'étaient décidés, en mai 1659, à assiéger Fredericia. La ville fut prise, mais la garnison suédoise s'en échappa, à la barbe des assiégeants, et gagna Fionie. L'y

1. Blondel à Mazarin, novembre 1657. A. A. É.
2. Instructions d'Hoverbeck et de Somnitz, du 18 janvier 1659. U. A., VIII, p. 686.

poursuivre n'était possible qu'avec l'aide de la flotte hollandaise. Frédéric-Guillaume redoubla donc d'instances, tant auprès de l'amiral Opdam qu'à la Haye, mais sans succès [1] : jusqu'à nouvel ordre, les États préféraient s'en tenir au rôle commode de médiateurs. En désespoir de cause, il acheta quelques vaisseaux à Amsterdam, razzia toutes les barques du Jutland, et se fit une flottille avec laquelle il tenta, à trois reprises, le passage du Belt [2]. Repoussé chaque fois, il dut songer à transporter ailleurs le théâtre de la guerre.

On se battait toujours en Prusse, sans grand résultat. En 1659, l'ancien défenseur de Cracovie, Wirtz, marcha sur Königsberg avec des forces tirées de Poméranie, tandis que Douglas descendait de Courlande pour l'appuyer. La mésintelligence des généraux suédois les fit échouer. Dès lors la guerre traîna. Les Polonais, appuyés d'un contingent électoral, chassèrent les Suédois de la plupart des places de Courlande. En Prusse, Lubomirski prit Graudenz, mais ces succès trop éloignés ne pouvaient influer sur la marche générale des affaires [3].

Pour atteindre vraiment les Suédois, il fallait les attaquer dans leurs possessions allemandes, à Brême par exemple. Tout le duché était dégarni de troupes, et Charles-Gustave ne pouvait y envoyer de renforts, puisqu'entre Brême et lui, en Holstein et en Jutland, il y avait l'armée des Alliés [4].

1. U. A., VIII, p. 617 et suiv. Relation de Marwitz. — U. A., VII. Lettres de Weiman et Copes, *passim*.
2. Droysen, II, p. 487-490. — U. A., VIII, p. 174 et suiv.
3. Stenzel, I, p. 149. — Carlson, chap. v, *passim*.
4. Droysen, II, p. 461.

Malheureusement pour ceux-ci, la France venait précisément de terminer les négociations entamées, au lendemain de l'élection de Léopold, avec les princes de l'Allemagne occidentale. La Ligue du Rhin était formée, et comme le roi de Suède, en sa qualité de duc de Brême, y avait adhéré, les Alliés ne pouvaient agir de ce côté sans se créer de gros embarras.

Frédéric-Guillaume, que la Ligue pouvait frapper dans son duché de Clèves, consentait bien, en principe, à l'invasion de Brême, mais par d'autres troupes que les siennes : il conseillait aux Danois de recruter en Hollande quelques régiments qui, appuyés par la cavalerie polonaise, suffiraient à l'affaire [1]. Les risques seraient nuls, puisque les confédérés du Rhin n'avaient prise ni sur la Pologne, ni sur le Danemark [2]. Mais il se trouva que les Polonais eurent besoin de toutes leurs forces chez eux, et que les enrôlements des Danois en Hollande furent interdits par les États, sur les représentations de l'ambassadeur de France [3]. D'autre part, certaines tentatives de disloquer la Ligue du Rhin, en en détachant les princes de Brunswick, échouèrent complètement [4]. Il fallut donc abandonner le projet et se rabattre sur la Poméranie que les confédérés du Rhin ne protégeaient pas : leur garantie s'arrêtait à l'Elbe.

Les Impériaux poussaient avec ardeur à cette diver-

1. Correspondance de Weiman et de l'Électeur. U. A., VII, *passim.*
2. Droysen, II, p. 461. — Lettres de Weiman à l'Électeur, U. A., VII, p. 141 et suiv.
3. *Ibid.* Journal de Weiman, à la date du 17 février. — Lettre du 24 février.
4. U. A., VIII, p. 611, 619.

sion. Agir en Poméranie, en effet, c'était obliger les Français à envoyer une armée en Allemagne : c'était donner aux Espagnols à bout de forces un temps de répit, et peut-être l'occasion d'un succès [1]. D'autre part, si l'on voulait porter un coup sérieux à la puissance suédoise, il fallait bien ne pas attendre que la France fût tout à fait libre de ses mouvements. De là les démarches pressantes des Impériaux, dès le commencement de 1659, pour décider l'Électeur à marcher sur la Poméranie [2] : de là aussi la précipitation avec laquelle, sans attendre sa réponse, ils se décidèrent à agir, aussitôt après la signature des préliminaires de la paix franco-espagnole, qui eut lieu le 4 juin. Dès le commencement de juillet, leur armée de Silésie entra en Poméranie.

Cette brusque initiative mit l'Électeur dans une situation délicate. Assurément il désirait toujours la conquête de la Poméranie, mais, depuis le traité de Berlin, la situation avait bien changé. Une intervention française était devenue possible; libre aux Autrichiens de ne pas s'en préoccuper, maintenant qu'ils avaient la couronne impériale, mais l'Électeur ne voulait exaspérer, ni ses anciens amis, ni les princes allemands, leurs alliés. Enfin son armée n'était pas tout entière disponible. Il lui faudrait en laisser partie dans le Jutland, n'agir en Poméranie qu'avec le reste, tandis que Charles-

1. Cheruel, III, p. 123, lettre de Mazarin, 21 juillet 1658. « Penaranda est persuadé qu'il n'y a d'autre ressource aux affaires d'Espagne que celle d'allumer le feu en Allemagne. »

2. Lettres de Montecuccuoli. U. A., VIII, p. 391, 394. — Lettre d'Hoverbeck, *ibid.*, p. 710.

Gustave, maître de la mer, grâce à l'inaction des Hollandais, serait libre de jeter toutes ses forces où bon lui semblerait [1].

A la vérité, en mettant tout au pis, on prendrait toujours quelques places poméraniennes; si plus tard on était trop pressé, on se tirerait d'affaire en les restituant : il n'était pas mauvais, en tout état de cause, d'avoir entre les mains matière à transaction. En attendant, la Poméranie nourrirait les Électoraux qui ne trouvaient plus rien à prendre en Jutland [2]. Enfin l'Électeur ne pourrait être tenu responsable de l'invasion de la Poméranie, puisque les Autrichiens y étaient entrés les premiers. Pouvait-il ne pas les y suivre, les laisser s'installer dans Stettin? Comment plus tard ferait-il valoir ses droits, s'il n'avait pas aidé à la conquête?

Cette raison surtout décida Frédéric-Guillaume. Mais avant tout, il fit promettre aux Autrichiens [3], une fois de plus, de ne lui contester, en cas de succès, aucune parcelle de la Poméranie. Puis l'Empereur dut s'engager à défendre contre les Français tous les domaines de l'Électeur, et à ne jamais traiter sans lui. Ces précautions prises, aussi garanti qu'il était humainement possible de l'être, l'Électeur entra en Poméranie, en août, y prit plusieurs petites places, et fit sa jonction avec les Autri-

1. Délibération du Conseil de l'Électeur sur l'entreprise de Poméranie. Pufendorf, *F.-W.*, VIII, p. 17-20, 24-25.

2. « L'armée de l'Électeur... est fort diminuée.... Faute de fourrage les chevaux sont morts.... Ils n'ont guère reçu d'argent depuis treize mois, dont le commun soldat se plaint extrêmement, s'étant ruiné ici », etc. Relation de Frischmann, U. A., VIII.

3. Droysen, II, p. 462. — U. A., VIII, p. 393.

chiens sous les murs de Stettin. La défense, dirigée par Wirtz, fut énergique; les bourgeois, sur lesquels l'Électeur avait cru pouvoir compter, secondèrent bravement la garnison, qui fut bientôt renforcée et ravitaillée par l'amiral Wrangel. Les chances des assiégeants étaient déjà très réduites, quand brusquement, le 16 novembre, les Autrichiens levèrent le siège. La paix des Pyrénées venait d'être signée [1]; dès lors la diversion poméranienne ne servait plus qu'à compromettre ses auteurs.

La consternation fut extrême, à Berlin comme à Copenhague. Il semblait qu'il n'y eût plus qu'à assembler les plénipotentiaires pour que la paix du Nord suivît naturellement celle des Pyrénées. Mais quelques jours ne s'étaient pas écoulés qu'un nouveau coup de théâtre vint tout remettre en question.

Richard Cromwell était tombé du pouvoir. Sa chute fut suivie d'une anarchie complète, et du départ pour l'Angleterre de la flotte anglaise du Sund. Pour la première fois, depuis de longs mois, les Hollandais se sentirent libres d'agir à leur guise [2]. A la vérité, cette liberté n'était que relative : si les Anglais étaient hors de cause, les Français, depuis le traité des Pyrénées, étaient plus à considérer que par le passé. Aussi les États généraux n'abandonnèrent-ils pas le terrain des concerts de la Haye. Ils se contentèrent d'exécuter celui des belligérants qui n'acceptait pas la médiation. Il se trouva naturellement que le « refusant » fut Charles-Gustave.

Au mois d'août, il avait encore rejeté avec hauteur les

1. 7 novembre.
2. Weiman à l'Électeur, 19 septembre 1659. U. A., VII, p. 273.

offres des médiateurs [1]. Furieux, ils se retournèrent vers les Danois, et ceux-ci, conseillés sous main par les Hollandais, acceptèrent la médiation, non dans l'intention de traiter réellement, mais pour obliger les médiateurs à exécuter Charles-Gustave [2]. L'exécution eut lieu presque aussitôt après le départ de la flotte anglaise. Les Hollandais y procédèrent avec d'autant plus de zèle que Charles-Gustave leur refusait obstinément la ratification des Élucidations d'Elbing [3]. Au commencement de novembre, Ruyter débarqua dans Fionie des Danois et des Hollandais qu'il avait pris à Copenhague, et des Polonais et des Électoraux qu'il était allé chercher en Jutland, et le 24, à Nyborg, les Suédois furent défaits, et tous tués ou pris, sauf cinq ou six officiers qui gagnèrent Seeland.

Les forces suédoises étaient diminuées de moitié, leur prestige détruit : Charles-Gustave, dans son camp sous Copenhague, était désormais plus assiégé qu'assiégeant : si les Hollandais transportaient dans Seeland les vainqueurs de Fionie, la dernière armée suédoise pouvait être anéantie. Il était temps que la France intervînt.

1. « Il se mit si fort en colère qu'il recula de deux pas et, mettant la main sur la garde de son épée, dit fièrement : Vous faites des projets avec vos flottes et moi je les décide avec mon épée... » et, se tournant vers les ambassadeurs de Hollande, il leur dit qu'il les ferait arrêter, etc. » Terlon, II, p. 433, 434.
2. Pufendorf, *F.-W.*, VIII, 476.
3. Droysen, II, p. 476.

CHAPITRE X

L'INTERVENTION FRANÇAISE ET LA PAIX D'OLIVA

I. La paix des Pyrénées; situation nouvelle de la France. — Situation de l'Électeur. Sûr que l'intervention française ne peut être immédiate, il pousse ses alliés à la continuation de la guerre, sans cependant refuser de s'associer aux négociations en Pologne.

II. Le Congrès d'Oliva. Les difficultés du début. Questions de forme et de fond. L'échange des pièces, la procédure; questions de Livonie, de Courlande, de Prusse, de Poméranie, de la garantie de l'indemnité de guerre, de l'inclusion des Danois, d'Elbing. Situation à la fin de mars.

III. Chances nouvelles qu'offre aux Électoraux la mort presque subite de Charles-Gustave. L'Électeur, d'une part, excite ses alliés contre la Suède, de l'autre, s'efforce d'obtenir des Suédois une transaction avantageuse. Son échec : nécessité de la paix.

IV. Accord des Polonais et des Suédois. La question d'Elbing, celle des douanes de Poméranie orientale : l'une et l'autre restent sans solution, les Électoraux n'étant plus en mesure d'empêcher la paix générale. — Signature du traité d'Oliva (3 mai 1660).

I

Quand, en janvier 1658, Blondel avait déclaré que l'invasion de la Poméranie forcerait les Français à rentrer en Allemagne, l'Électeur s'en était peu préoccupé. Il était dans toute l'ardeur de son revirement contre la Suède, et considérait la France, encore engagée à fond

contre l'Espagne, comme une quantité négligeable. En 1659, au contraire, comme la guerre d'Espagne touchait visiblement à sa fin, il prit à l'égard des Français quelques précautions qu'il aurait peut-être dédaignées l'année précédente. Le 20 septembre, de Gummin, en Poméranie, il écrivit à Mazarin que s'il suivait les Autrichiens, c'était partie pour mieux les surveiller, partie pour exécuter ses traités avec la Pologne et le Danemark — il ne parlait pas de celui de Berlin; — qu'au surplus, il sortirait de Poméranie dès que les Suédois auraient consenti à une paix sûre et universelle [1]. Quelques jours plus tard, il demanda à Louise-Marie de faire savoir à Paris que si la France soutenait Charles-Gustave, la Pologne serait la première à en souffrir [2]. Encore en décembre, il écrivit lui-même au « maréchal duc de Touraine », qu'en sa qualité de protestant et de prince de l'Empire il supposait disposé en sa faveur, pour l'intéresser à sa politique et le mettre en rapports avec de Brandt [3].

Malheureusement pour l'Électeur, ses protestations, au fur et à mesure qu'elles se produisaient, étaient démenties par les faits. Il écrivait à Mazarin qu'il ne voulait rien conquérir, et Mazarin apprenait en même temps que les généraux autrichiens, en Poméranie, lui faisaient prêter serment comme au légitime souverain du duché [4].

A cette nouvelle la colère fut grande à Paris, mais,

1. U. A., II, p. 215.
2. L'Électeur à Louise-Marie, 4 octobre 1659. U. A., VIII, p. 315.
3. 2 novembre 1659, U. A., VIII, p. 655. — Lettre de de Brandt à l'Électeur du 2/12 décembre, U. A., VIII, p. 660.
4. *Ibid.*, p. 658, 659. De Brandt à l'Électeur, lettres des 5/15 novembre et 8/18 novembre 1659. — Pufendorf, *F.-W.*, VIII, 42. — Orlich, I, p. 222.

comme le remarquait fort bien de Brandt [1], elle ne pouvait avoir de suites immédiates. Tant qu'il n'en était qu'aux préliminaires de paix avec l'Espagne, le cardinal ne pouvait envoyer un seul homme en Allemagne : quant à la Ligue du Rhin, où il y avait « trop de têtes sous un même bonnet » [2], c'eût été la dissoudre que de lui demander une action énergique. Dans cette situation difficile, Mazarin se résigna, pour avancer la paix d'Espagne, à des concessions qui lui furent plus tard amèrement reprochées [3]. Grâce à cette modération, et malgré les lenteurs calculées de don Luis de Haro [4], la paix fut signée le 7 novembre : Philippe IV s'y engageait expressément (art. 101) à travailler avec son futur gendre à la pacification du Nord [5]. Si platonique que pût être cet engagement, il enlevait aux coalisés tout espoir d'une diversion espagnole « in extremis ».

Dès le 5 décembre, Mazarin écrivit à l'Électeur [6] pour lui signifier sa résolution de conserver, par tous les moyens, la Poméranie aux Suédois. Le 7, il manda à Terlon d'en faire part officiellement à Charles-Gustave [7]. De son côté l'agent suédois en France, Bjornklow, annonça à son maître que l'intervention commencerait en mars, que plusieurs princes de l'Empire s'y associeraient, que le duc de Lorraine en particulier « briguait avec passion

1. Brandt à l'Électeur, 5/15 novembre, U. A., VIII, p. 657.
2. Lettre de de Brand., *ibid.*, p. 658.
3. Lettre de Saint-Évremond au marquis de Créquy. *Œuvres complètes*, édition de Des Maizeaux, t. I, p. 36.
4. Mazarin à Turenne, 8 septembre. Cf. Chéruel, III, p. 363.
5. Chéruel, III, p. 349. — Droysen, II, p. 474.
6. Mazarin à l'Électeur, *Acta pacis Olivensis*, II, p. 527. — Droysen, II, p. 475. — Londorp, *Acta publica*, VIII, p. 663,
7. Chéruel, III, p. 367.

l'honneur d'être l'avant-coureur en ce rencontre »[1]. Il eût pu citer aussi Neubourg, dont les offres à Mazarin n'étaient un secret pour personne[2], et ce prince de Salm dont il nous reste un curieux mémoire sur la façon de « porter la guerre dans le sein de M. l'Électeur », c'est-à-dire d'envahir ses provinces rhénanes[3]. Quelques semaines plus tard, il ne fut plus bruit, dans toutes les officines politiques, que des grands préparatifs des Français. Leur nouvelle armée d'Allemagne se réunissait, disait-on, autour de Rocroy : Turenne, désigné pour la commander, la conduirait par le Luxembourg jusqu'à Clèves[4].

En réalité, il n'y avait pas de troupes autour de Rocroy, et le Cardinal était décidé à n'en réunir qu'à la dernière extrémité[5]. Si tentante que fût l'occasion de punir l'intervention constante des Autrichiens dans la guerre d'Espagne, après vingt-quatre années de guerre étrangère, compliquées de quatre années de guerre civile, la France avait besoin de repos plus que de nouvelles victoires. D'autre part, Mazarin ne se souciait pas de tirer du feu les marrons pour Charles-Gustave. « Il ne serait pas juste, écrivait-il à Terlon, que Sa Majesté (Louis XIV) se chargeât seule de la guerre dans l'Empire et d'empêcher la perte de la Poméranie, pendant que le Roi de Suède emploierait sa personne et ses principales forces à con-

1. Lettre de « Bierenklau » à La Gardie, *Acta pacis Olivensis*, I, p. 71.
2. Pufendorf, *F.-W.*, VIII, 19. — U. A., VIII, p. 658. De Brandt à l'Électeur.
3. U. A., II, p. 239.
4. Droysen, II, p. 475. — Copes à l'Électeur, la Haye, 2 mars 1660. U. A., VII, p. 307, etc.
5. Sur les difficultés de la politique française à ce moment, même après le traité des Pyrénées, Chéruel, III, p. 297 et suiv.

quérir le Danemark [1]. » Il voulait donc qu'avant toute action française, les affaires du Sund et de Prusse fussent terminées, la coalition disloquée, et le conflit localisé en Allemagne [2]. Comme tout cela ne pouvait se faire en moins de quelques mois, l'Électeur avait largement le temps de négocier, d'armer, et peut-être de gagner, comme le lui écrivait de Brandt, « einen guten Vorsprung vor Schweden » [3], c'est-à-dire d'achever la conquête de la Poméranie.

De là son attitude en face des menaces françaises. Il répondit sèchement à Mazarin, et le bruit courut à Paris qu'il avait promis publiquement 1000 écus au premier courrier qui lui annoncerait la mise en marche des Français [4]. Qu'il soit allé jusqu'à cette bravade inutile, c'est fort douteux : il n'avait aucun intérêt à user avec les « vieux amis » de la « deutsche Redlichkeit » [5] que lui conseillait Weiman. Il suffisait qu'il se montrât assez énergique pour rassurer et encourager ses alliés. Si les Danois, les Polonais et les Autrichiens tenaient bon, l'intervention française s'en trouverait rendue fort difficile. Qui savait si Mazarin n'aurait pas alors l'idée d'offrir au Brandebourg quelque transaction avantageuse? En tout cas, le pis qu'on pût risquer à ce jeu, c'était la restitution pure et simple de la Poméranie aux Suédois : ainsi que l'écri-

1. Mazarin à Terlon, 7 décembre 1659, Chéruel, III, p. 368. — Terlon, II, p. 461. — Cf. Instruction à Colbert de Vandières, *Recueil des instructions aux ambassadeurs de France... en Autriche*, I, p. 46.
2. Instructions à Colbert de Vandières.
3. De Brandt à l'Électeur. Lettre de novembre, U. A., VIII, p. 658.
4. Droysen, II, p. 475. — Lettres de de Brandt du 31 janvier 1660 et du 20 février. U. A. VIII. — Mazarin à de Brandt, U. A., II, p. 237.
5. Journal de Weiman, U. A., VII, p. 283.

vait Lisola à sa cour [1], l'Électeur savait bien que la France, par jalousie des Autrichiens, ne lui en demanderait jamais plus. A vrai dire, l'Électeur avait moins à se préoccuper des Français que de ses alliés. Comment retiendrait-il dans la coalition des gens qui, pour la plupart, n'aspiraient qu'à tirer leur épingle du jeu!

Obligés de soudoyer l'armée autrichienne, les Polonais n'avaient plus d'argent pour leurs troupes, qui se mutinaient. Les Cosaques, dont ils avaient espéré se servir contre les Russes, s'étaient réconciliés avec ceux-ci, et quand, en août 1659, le Tsar recommença la guerre, ses armées purent ravager impunément la Lithuanie et menacer encore une fois Varsovie [2]. La situation de Jean-Casimir devint plus critique que jamais : à ne pas traiter avec les uns ou les autres, il risquait de voir enfin se former cette alliance des Suédois, des Russes et des Autrichiens qui aurait été la fin de la Pologne [3]. Il fallait absolument la paix, et de Lumbres démontrait chaque jour qu'elle serait plus facile avec les Suédois qu'avec les Russes. Les conseils belliqueux de l'Électeur furent donc mal accueillis : sa correspondance avec Louise-Marie, jadis si active que les badauds y avaient vu l'indice d'une passion romanesque, à la façon du « Grand Cyre », se ralentit à la fin de 1659, et tourna définitivement à l'aigre [4].

1. Lisola, p. 552, lettre du 27 février 1660 : « ... Ea possidet (Elector) loca in Pomerania, quæ ipsi semper viam aperient ad tractatus particulares... Novit præterea protestantes Imperii et Gallos nunquam passuros ut a Sueco opprimatur. Mirum non est, si circa Pomeraniam se reddat difficiliorem », etc.

2. Desnoyers, p. 569, 27 décembre 1659. — *Acta pacis Olivensis*, I, p. 126.

3. Voir plus haut. — Lisola, p. 536, 9 janvier 1660. — Pufendorf, VI, 79; VIII, p. 53-55. — La Reine à l'Electeur, 20 décembre 1659. U. A., VIII, etc.

4. U. A., VIII, p. 316 et suiv.

Les Danois, comme l'Électeur, voulaient la guerre — leur Poméranie, à eux, c'était la Scanie, — mais ils dépendaient des Hollandais, qui voulaient la paix. Convaincu de la nécessité des concessions par son échec de Fionie, Charles-Gustave avait accordé, le 9 décembre, toutes les concessions commerciales qu'on désirait à Amsterdam [1]. Dès lors pourquoi les Hollandais auraient-ils continué la guerre, au risque de se brouiller avec la France, et pour le seul profit d'un Électeur dont la politique leur était suspecte? Quand ils avaient voulu se faire livrer Glükstadt, il avait protesté [2]; à plusieurs reprises, il avait voulu se créer une marine de guerre; il avait essayé d'établir des relations directes entre Colberg, l'Afrique et l'Inde [3] : c'eût été travailler directement contre l'intérêt hollandais que de lui donner des ports de plus [4]. Aussi, quand Weiman se remit à parler, après Fionie, de la nécessité d'achever Charles-Gustave pour mieux assurer la « balance du Nord », on lui fit entendre que rien ne serait plus préjudiciable à cette fameuse balance que de nouveaux succès de l'Électeur. En même temps, les agents hollandais rappelèrent au roi de Danemark ses promesses du mois d'août, son acceptation de la médiation; il lui fallut bien, en dépit de sa répugnance à traiter et des objurgations

1. Traité du 9 décembre, à Elseneur, *Histoire des Traités de Paix*, I, p. 161.
2. Correspondance de Weiman et de l'Électeur, *passim*. U. A., VII.
3. Droysen, II, p. 486.
4. « Etenin si Stetino, si Stralesunda potiretur, haud dubie classi ædificandæ ac mercaturæ animos adjecturum apparebat. Etenim sic disputabant, diu hanc cogitationem ab Electore versari, jam naves haud paucas fabricasse : in Guineam navigare..... magnum mercatorem fore, magno batavici monopolii detrimento », etc. Wagner, I, p. 354, 355. — Cf. aussi Zwiedinek-Sudenhorst, t. I, p. 221, en note, analyse d'un curieux projet d'après lequel l'Électeur serait devenu Grand Amiral de l'Empire.

de Marwitz, entrer en pourparlers avec son adversaire.

Restait l'Autriche, mais depuis la signature du traité des Pyrénées, sa diversion contre la Suède avait perdu sa principale raison d'être. D'autre part, on commençait à craindre, à Vienne, une attaque des Turcs. Lors de la chute de Rakoczy, les généraux autrichiens avaient cru pouvoir occuper quelques-unes des places du Transilvain : les Turcs les réclamèrent, menacèrent, si bien qu'en novembre 1659, l'Empereur crut prudent de ramener en Hongrie la plus grande partie de ses troupes d'Allemagne et d'Italie [1]. Ce changement de front s'accomplissait quand Wreich arriva à Vienne, pour rappeler les promesses faites à Frédéric-Guillaume quatre mois auparavant. Les ministres autrichiens l'écoutèrent froidement, avec un air de ne pas le comprendre, et finirent par lui déclarer sans ambages que l'Empereur n'avait aucun intérêt à prendre la Poméranie à la Suède pour la donner au Brandebourg [2].

La coalition se disloquait et l'Électeur n'avait plus qu'à se résigner aux négociations, quitte à les embrouiller le plus possible, dans l'espoir d'un cas fortuit, d'un *novum emergens*, qui rendrait aux ennemis de la Suède la volonté d'agir.

II

Nous avons déjà dit comment, dès mars 1659, Hoverbeck et Somnitz avaient été envoyés en Pologne pour prendre part au congrès qui devait se réunir sous la pré-

1. Droysen, II, p. 479.
2. Pufendorf, *F. W.*, VIII, 31, 32. — Droysen, II, p. 479.

sidence de de Lumbres. De son côté, l'Empereur avait désigné Kollowrath et Lisola. Mais entre la désignation des négociateurs et leur réunion effective, il y avait loin, pour la diplomatie du temps. Plusieurs mois se passèrent en discussions sur la forme des sauf-conduits des négociateurs, celle de leurs pleins pouvoirs, le choix de la ville où se réunirait le congrès, et sur le rôle des Français dont les Autrichiens ne voulaient pas accepter la médiation [1]. A la fin de l'année seulement, ces difficultés commencèrent à s'aplanir. Les Polonais, serrés de près par les Moscovites, et les Suédois, découragés par leur échec de Fionie, se mirent d'accord sur les formalités préliminaires, et les Impériaux et les Électoraux furent bien obligés de les suivre [2]. En décembre, il fut entendu d'un commun accord que le congrès se réunirait au monastère d'Oliva, près de Danzig [3], et dès les premiers jours de janvier, tous les diplomates qui devaient prendre part à ces assises du Nord se trouvèrent rendus à leur poste. Le médiateur, de Lumbres, s'installa dans le monastère même; les Suédois, Benedict Oxenstjern, Guldenklow, La Gardie et Slippenbach, à Czopot, sur le bord de la mer, tout près d'Oliva; les Électoraux, Hoverbeck et Somnitz, les Impériaux, Kollowrath et Lisola, les Polonais Prazmowski, Lesczynski, Pac et Morstein à Danzig, où revint, en même temps, la cour de Pologne : Louise-Marie tenait à suivre de près les négociations.

1. Voir plus haut, p. 254.
2. Desnoyers, Lettres, *passim*, et en particulier, 10 avril, 12 juillet, 15 novembre 1659. — *Acta pacis Olivensis*, I, p. 48; II, p. 494. — Lisola, p. 537, lettre du 12-22 janvier 1660.
3. *Acta pac. Oliv.*, II, p. 496.

Dans le courant de janvier, il arriva encore à Danzig quelques représentants des puissances moins considérables, ou moins directement engagées dans le conflit, Honert pour les État-Généraux, Parsberg pour le Danemark, Felkersam pour le duc de Courlande, toujours prisonnier à Riga, un agent de Neubourg, etc. L'admission ou la non-admission au congrès de ces personnages secondaires fut une des grosses difficultés des premières séances [1].

Comme à Lubeck, en 1651 et en 1652, comme à Thorn en 1659, comme dans tous les congrès de ce temps, les questions de forme et de procédure soulevèrent tout d'abord des difficultés infinies. Les Suédois ne voulurent pas permettre à Jean-Casimir de prendre, dans les pièces produites au congrès, les armoiries et le titre de Suède [2]. De leur côté, les Alliés se mirent à éplucher les titres de Charles-Gustave, et trouvèrent que celui de « Rex Vandalorum » ne signifiait rien; c'était « Rex Venedorum » qu'il aurait fallu, puisque ce titre concernait Rugen et la Poméranie jadis occupées par les Vendes [3]. Puis, continuant leur examen des pièces suédoises, les Impériaux et les Électoraux y relevèrent des « etceterations » suspectes, et constatèrent que dans les passages où il était question de la paix future, les Suédois avaient omis systématiquement, après le mot « Polonos », les mots « et belli socios », ce qui semblait impliquer chez eux l'intention de ne traiter qu'avec les Polonais : tous ces points donnèrent lieu à d'amples discussions [4]. Ce fut bien pis quand on

1. *Acta pacis Oliv.*, I, *passim*.
2. *Ibid.*, II, p. 69, 70, etc. — U. A., VIII, p. 729.
3. *Ibid.*, I, p. 227.
4. *Ibid.*, I, p. 56 et suiv.

en vint à l'échange des propositions écrites : selon l'usage, les Suédois firent précéder leur mémoire d'un exposé des causes de la guerre, appréciées avec l'équité et la modération de langage qui leur étaient habituelles. Électoraux et Impériaux crièrent à l'outrage, et réclamèrent le retrait de cette malencontreuse introduction [1]. Entre temps, ils demandèrent que toute la procédure du congrès se fît par écrit et non oralement, par pièces authentiques et non par copies, ce qui devait allonger indéfiniment la discussion des points même les plus insignifiants [2]. Enfin les Impériaux émirent la prétention d'en référer à Vienne pour chaque affaire — ce qui ne pouvait prendre, pour l'aller et le retour, moins de quatre semaines — et refusèrent énergiquement d'avoir le moindre rapport avec de Lumbres [3].

Ces discussions mirent à une rude épreuve la patience du médiateur et surtout celle des Polonais. Dès le début, comme ils prévoyaient la tactique de leurs alliés, ils avaient proposé de fixer d'avance le délai dans lequel le traité devrait être terminé; il leur semblait que six semaines ou deux mois y pourraient largement suffire [4]. Les Impériaux et les Électoraux s'étaient récriés; c'était se lier les mains, se condamner à traiter à n'importe quel prix. Les Polonais retirèrent donc leur proposition, mais pour la reprendre au bout de quelques jours. Cette fois la discussion fut violente : exaspérés, les Polonais mena-

1. Pufendorf, *F. W.*, VIII, 57, 58. — *Acta pac. Oliv.*, I, p. 74 et suiv. — Pufendorf, *C. G.*, VII, p. 5. — Lisola, lettre du 28 janvier, p. 538.
2. Pufendorf, *C. G.*, VII, 4. — *Acta pac. Oliv.*, I, p. 70 et suiv.
3. U. A., VIII, p. 719.
4. Pufendorf, *F. W.*, VIII, 53, 55, 56. — *Acta pac. Oliv.*, I, p. 58 et suiv.

cèrent leurs alliés de traiter sans eux. En même temps, Louise-Marie eut avec Slippenbach des entrevues secrètes qu'elle s'arrangea de façon à ébruiter [1]. Les Alliés prirent peur et consentirent à se montrer plus conciliants sur les questions de forme. Au surplus, les questions de fonds étaient assez complexes pour leur offrir tout autant d'occasions de chicane qu'ils en pouvaient désirer.

Entre Polonais et Suédois, il y avait à régler la question du titre des Wasa, puis celles de Livonie, de Courlande et de Prusse, compliquées toutes de questions accessoires de frontières, de douanes, de liberté de conscience pour les catholiques en Livonie, pour les luthériens en Prusse : le point le plus difficile était la fixation de l'indemnité que les Polonais payeraient aux Suédois pour la restitution des places prussiennes. Entre Suédois et Électoraux, il y avait la question de Poméranie, et celle de l'indemnité de guerre qu'ils se réclamaient réciproquement. Les Impériaux se contentaient de soutenir leurs alliés. Les Suédois, par contre, réclamaient le règlement d'un certain nombre de questions purement allemandes, qui eussent été mieux discutées à Ratisbonne qu'à Oliva : ils demandaient, par exemple, que l'Empereur s'engageât de nouveau à respecter la liberté de conscience de ses sujets silésiens [2]. De leur côté, tous les alliés, et particulièrement les Électoraux, demandaient l'admission de Parsberg au congrès, et l'inclusion des Danois et des Hollandais. En somme, ce qui était soumis aux délibérations du congrès, c'était toute la question polono-sué-

1. Pufendorf, *F. W.*, VIII, 72. — *Acta pac. Oliv.*, I, p. 102, 103.
2. Lisola, p. 539, 6 janvier 1660. — Pufendorf, *C. G.*, VII, 5.

doise, avec toutes les complications qui l'avaient aggravée dans le courant d'un demi-siècle; c'était la question du Sund, et, par surcroît, une partie de la question impériale et germanique.

Les dispositions relativement conciliantes des principaux intéressés, Polonais et Suédois, pouvaient de beaucoup alléger cette tâche énorme. Nous savons quelles raisons avaient les Polonais de désirer passionnément la paix : quant aux Suédois, le péril de leurs garnisons prussiennes agissait plus sur eux que les exhortations de de Lumbres. Si Elbing et Marienbourg, déjà presque réduites à la dernière extrémité par la famine, capitulaient avant ou pendant la discussion du traité, il n'y aurait plus aucun espoir, pour les Suédois, d'extorquer de l'argent aux Polonais [1]. Ils étaient donc décidés à passer vite sur les autres points pour arriver de bonne heure à celui qui les intéressait le plus, quitte à ressusciter toutes leurs revendications, si les Polonais ne se montraient pas disposés à ouvrir largement leur bourse.

On ne perdit donc pas trop de temps sur la question du titre de Suède. Jean-Casimir était disposé d'avance à l'abandonner; il y voulait cependant certaines cérémonies. C'était la difficulté sur laquelle avait échoué le congrès de Lubeck : on s'en tira cette fois par un expédient qu'imagina de Lumbres, et Jean-Casimir put garder son titre sa vie durant [2]. Il en fut de même de la question livo-

1. Desnoyers, 25 novembre et 20 décembre 1659, p. 558, 560. — *Acta pac. Oliv.*, II, p. 25, 32, 33, 35. — *Ibid.*, I, p. 199, etc.

2. Pufendorf, *C. G.*, VII, 5; *F. W.*, VIII, 56. — Noter l'opposition des Électoraux aux concessions de Jean-Casimir, *Acta pac. Oliv.*, I, p. 81, 83.

nienne; après de savantes discussions, à grands renforts d'in-folios, sur les revendications des nobles catholiques dépossédés par les Suédois, sur l'exercice du culte catholique dans la Livonie suédoise, et les frontières réelles des deux Livonies, les Polonais cédèrent à peu près sur tous les points. En retour, les Suédois consentirent à remettre la Courlande et son duc dans le *statu quo ante bellum* [1]. Restait la Prusse et là le conflit éclata. Pour les Suédois, la paix sans indemnité de guerre, c'était la banqueroute [2] : les Polonais, de leur côté, ne se souciaient pas d'acheter fort cher des places qui étaient réduites à la dernière extrémité [3]. Tous les efforts de de Lumbres pour concilier les deux parties furent inutiles. A la vérité, il eût pu contenter tout le monde en renouvelant l'offre de faire payer l'indemnité par la France, et les Suédois ne se firent pas faute de la lui rappeler, mais sans succès [4] : la situation n'était plus celle de 1657 ou de 1658. En définitive, ne pouvant rien obtenir, les Suédois revinrent sur leurs concessions précédentes, et présentèrent, le 30 mars, une série de contre-propositions exorbitantes qui consternèrent les Polonais et remplirent d'aise leurs alliés [5].

La négociation n'allait pas mieux avec les Impériaux et les Électoraux. Nous avons dit que les Suédois avaient imaginé de soulever la question des protestants de Silésie; c'était pour semer la zizanie entre les Alliés et isoler les

1. Pufendorf, *C. G.*, VII, 9. — *Acta pac. Oliv.*, I, p. 118; II, p. 543.
2. Desnoyers, 25 novembre 1659, p. 558; 20 décembre, p. 565.
3. Pufendorf, *C. G.*, VII, 4, 8. — *Acta pac. Oliv.*, II, p. 25, 26.
4. *Acta pac. Oliv.*, II, p. 25, 32, 33, 35.
5. *Ibid.*, I, p. 199 et suiv.

Impériaux. Le résultat de la manœuvre fut que les Impériaux se remirent à appuyer ostensiblement les prétentions de Frédéric-Guillaume en Poméranie qui, au fond, leur étaient indifférentes ou suspectes.

A plusieurs reprises déjà, ils s'étaient efforcés d'amener les Électoraux à plus de modération : à Danzig, Lisola avait toujours prêché la résignation à Hoverbeck et à Somnitz [1]; à Berlin, le même langage avait été tenu à Frédéric-Guillaume par deux envoyés extraordinaires de la cour de Vienne, le comte Strozzi, en janvier, et le marquis Gonzague, en février [2]. Cette attitude s'explique facilement : les Impériaux ne voulaient pas d'une guerre où ils seraient obligés, ou de renier leurs promesses à l'Électeur, ou de servir sa politique : ils étaient obligés, tout en contrecarrant de Lumbres dans les détails, de collaborer indirectement à la médiation : c'est ainsi qu'en mars Lisola présenta au congrès, de concert avec Hoverbeck et Somnitz, une déclaration par laquelle les Alliés s'engageaient à rendre la Poméranie aux Suédois, dès que ceux-ci auraient suffisamment garanti la tranquillité de l'Allemagne à l'avenir [3]. Cette demande inusitée donna lieu à d'infinies discussions. De quelle sorte de garanties pouvait-il bien être question? En tout cas, les Suédois refusèrent de garantir à l'avance un traité qui n'était pas fait, et dont la principale condition, la restitution de la Poméranie, se trouvait ainsi ajournée. Tout

1. Lisola, p. 539, 6 février 1660.
2. Pufendorf, *F. W.*, VIII, 63. — U. A., VIII, p. 414.
3. *Acta pac. Oliv.*, I, p. 115 et suiv., 259; II, p. 29.

parut encore une fois arrêté, à la grande satisfaction de Lisola qui réussissait ainsi, sans compromettre l'Empereur, à contrarier le médiateur, à soutenir les Électoraux, et à les engager insensiblement sur le chemin d'une transaction [1].

En attendant cette transaction, on se mit à discuter l'inclusion du Danemark. Les Impériaux et les Électoraux auraient voulu que la question du Sund fût traitée, à Oliva, en même temps que la question polonaise : c'était naturel et logique, disaient-ils, puisque les guerres de Pologne et de Danemark procédaient d'une seule et même cause. Reprenant l'argument dont Frédéric-Guillaume s'était servi tant de fois avec Louise-Marie, ils remontraient aux Polonais que traiter sans les Danois, c'était les livrer à Charles-Gustave, et que ni la générosité, ni l'intérêt bien entendu de la Pologne ne permettaient un si lâche abandon [2].

Les Polonais ne se laissèrent pas convaincre : pour eux, les Alliés voulaient tout simplement accrocher la cause danoise à la cause polonaise, de façon à empêcher tout traité. Il était certain, en effet, que si les Danois étaient admis à Oliva, ils commenceraient par y réclamer la Scanie. Le refus des Suédois fournirait à l'Électeur, à son tour, un excellent prétexte pour refuser la Poméranie, et tout le travail de de Lumbres s'en trouverait encore une fois compromis.

Heureusement pour le médiateur, les Danois ne tenaient pas à l'inclusion. Ils n'avaient envoyé Parsberg à Danzig

1. Lettre de Lisola, du 18 février 1660.
2. *Acta pac. Oliv.*, I, p. 163. — Lisola, note, p. 520.

que pour y ralentir les négociations, tandis qu'ils traiteraient eux-mêmes à Copenhague : en devançant leurs alliés, ils espéraient obtenir de meilleures conditions[1]. Par conséquent, Parsberg laissait bien réclamer son admission au congrès par Hoverbeck et Lisola; mais, quand il s'agissait de faire lui-même une démarche décisive, il tombait subitement malade[2]. L'Électeur s'en plaignit aigrement à Copenhague : on lui répondit sur le même ton. Il y avait beau temps que la lune de miel de l'alliance dano-brandebourgeoise était passée : les Danois commençaient à trouver que les Électoraux les traitaient comme les Autrichiens la Pologne. Ce ne fut, en effet, qu'en février 1660, qu'ils commencèrent à évacuer le Jutland, le plus lentement possible[3].

L'attitude de Parsberg enlevait aux Alliés la possibilité d'insister vivement sur l'inclusion. Ils laissèrent peu à peu tomber leur demande et se rabattirent sur la question d'Elbing.

Quand les Suédois avaient énuméré les conditions auxquelles ils consentiraient à la restitution des villes prussiennes, ils avaient indiqué, en première place, le maintien des droits et privilèges de ces villes, en particulier du *jus munitionum*[4]. Les Polonais étaient disposés à accepter cette clause, qui n'était pas nouvelle pour eux — les Suédois l'avaient déjà stipulée à Stuhmsdorf, —

1. U. A., VIII, p. 716. — Pufendorf, *F. W.*, VIII, 52. — *Acta pac. Oliv.*, I, p. 174; II, p. 502.
2. *Acta pac. Oliv.*, I, p. 163 : « Ipse mediator addebat mirari se cur ipse danicus Legatus taceat », etc.
3. Droysen, II, p. 470. — Pufendorf, *F. W.*, VIII, 65.
4. *Acta pac. Oliv.*, II, p. 66.

et l'accord eût été facile, si les Électoraux n'étaient intervenus. Ils firent remarquer que la demande des Suédois était en contradiction directe avec le traité de Bromberg. Ce traité donnait Elbing à l'Électeur, réservait aux Polonais la faculté de racheter la ville, mais stipulait qu'en tout cas l'Électeur pourrait en raser les fortifications[1]. Il était évident que ce droit serait annulé si le congrès, adoptant la proposition suédoise, garantissait aux bourgeois d'Elbing leur *jus munitionum*. Hoverbeck et Somnitz demandèrent donc aux Suédois de retirer leur demande. Ils s'y refusèrent : puisque le sort des armes les contraignait à abandonner une ville qui leur avait toujours été fidèle, ils entendaient du moins qu'elle n'eût pas à souffrir de leur abandon. Rebutés de ce côté, les Électoraux se retournèrent vers les Polonais et leur demandèrent d'ajouter à la proposition suédoise quelques mots qui réserveraient les traités précédents et les droits de Frédéric-Guillaume[2]. Les Polonais s'y refusèrent : ils étaient ravis d'un incident qui remettait en question leurs concessions de Bromberg[3]. Les Électoraux insistèrent et menacèrent de ne pas adhérer au traité : les Polonais, de leur côté, se remirent à parler de paix particulière et d'une rupture du traité de Wehlau.

Ainsi donc, de tous les côtés, le médiateur se heurtait à des difficultés de fond ou de forme. La trame péniblement tissée un jour se défaisait le lendemain. Pour poursuivre ce travail ingrat, il fallait la souplesse et

1. Mörner, *Staatsverträge*, p. 226. — *Acta pac. Oliv.*, I, p. 86 et suiv.
2. U. A., VIII, p. 719. — *Acta pac. Oliv.*, I, p. 86 et suiv.
3. *Acta pac. Oliv.*, I, p. 101; II, p. 12. Pufendorf, *F. W.*, VIII, 70.

la ténacité de de Lumbres : encore perdit-il patience plus d'une fois [1]. Au bout de trois mois de travail, à la fin de mars, rien n'était résolu et l'achèvement de la paix paraissait aussi douteux qu'au premier jour. Le congrès d'Oliva commençait à ressembler au congrès de Lubeck.

III

Pendant ce temps, en Pologne, à Vienne, à Copenhague, à la Haye, à Moscou même, la diplomatie de l'Électeur faisait les derniers efforts pour maintenir en armes la coalition anti-suédoise.

Dès que les Polonais, par suite des exigences suédoises relatives à l'indemnité de guerre, parurent disposés à recommencer la guerre, les Électoraux leur firent les propositions les plus séduisantes. Frédéric-Guillaume était tout prêt à aider Jean-Casimir à reconquérir sa Prusse; avec son infanterie, quelque peu de cavalerie polonaise et de gens de l'Empereur, il se chargeait de reprendre vite Elbing et Marienbourg. Au besoin, il agirait seul, pour permettre à Sa Majesté polonaise de tourner contre les Russes la totalité de « ses belles et victorieuses armées ». Il ajoutait cependant que s'il aidait les Polonais devant Elbing, ils pourraient bien, de leur côté, l'aider devant Stettin : qui ne savait, du reste, qu'en toute cette affaire il n'agissait que pour la Pologne?

1. *Acta pac. Oliv.*, I, p. 148.

De plus, une fois maitre de Stettin, il pourrait abandonner ses revendications sur Elbing. En attendant, il était prêt à consigner aux Polonais ce qu'il occupait déjà dans la Poméranie suédoise : Sa Majesté polonaise ne pourrait donc avoir aucune objection à laisser les Brandebourgeois chasser les garnisons suédoises des places prussiennes, et s'y installer ensuite [1].

En Hollande, Weiman et Copes démontraient que si les Suédois restaient maîtres de la Scanie, ils pourraient à toute heure attaquer Copenhague. Ce serait une lourde charge pour les États-Généraux que de protéger un Danemark démembré, surtout si la côte poméranienne restait suédoise [2]. Entre temps, les deux agents brandebourgeois s'efforcèrent de gagner à prix d'argent de Witt, ou tout au moins des personnages influents de son entourage [3], puis d'acheter des vaisseaux pour les envoyer dans la Baltique au printemps [4]. Avec une flotte à lui, Frédéric-Guillaume pourrait se passer des Hollandais et tenter contre les Suédois quelque grande entreprise dont le succès eût fait échouer, mieux que toutes les finesses diplomatiques, les négociations d'Oliva.

A Copenhague, Marwitz exhortait toujours les Danois à la guerre, mais avec un peu plus de réserve que par le

1. Pufendorf, *C. G.*, VII, 7. — Droysen, II, p. 192. — Lettre de l'Électeu à la Reine, 3 février 1660, réponse du 7/17 février. U. A., VIII, p. 720, 721. — Pufendorf, *F. W.*, VIII, 67.
2. Mémoire du 24 janvier 1660. U. A., VII, p. 137. Conférence du 10 février 1660 entre Weiman et les Commissaires des États. — Droysen, II, p. 486.
3. Lettre de Weiman des 14 janvier et 3 février. U. A., VII, p. 284, 290.
4. Lettres de Weiman des 9 et 16 mars. U. A., VII, p. 307, 310.

passé. D'une part, en effet, il n'était pas sûr de la loyauté des Danois; de l'autre, il devait éviter que la responsabilité de leur entêtement ne retombât sur l'Électeur, surtout si pendant ce temps la paix d'Oliva se terminait [1]. Il jouait donc à peu près le même jeu que Parsberg à Danzig.

A Vienne, l'Électeur s'efforçait d'obtenir au moins un appui diplomatique. Par exemple, si l'Empereur décidait Philippe IV à retarder la remise de l'Infante aux Français, l'intervention française en serait retardée d'autant.

En Russie enfin, un nouvel agent de l'Électeur, Pierre Hofman, envoyé au Tsar en 1659, lui expliquait que l'occasion était favorable pour envahir la Finlande, puisque les Suédois, déjà battus en plusieurs rencontres, allaient être définitivement écrasés par la coalition [2].

Nulle part cette activité fiévreuse ne fut couronnée de succès. Les Russes répondirent à Hofman qu'ils ne comprenaient pas pourquoi l'Électeur cherchait tant d'alliés contre ces Suédois qui, disait-il, étaient déjà taillés en pièces [3]. A Vienne, la certitude qu'il n'y avait rien à obtenir de l'Espagne, et l'arrivée d'un agent français, Colbert de Vandières [4], avec des instructions très nettes, empêchèrent les ministres autrichiens d'agir à Madrid dans le sens désiré par l'Électeur. A Copenhague, Marwitz ne

1. Lettres de Marwitz, *passim*. U. A., VIII, p. 627 et suiv. Résolution de l'Électeur du 27 mars 1660.
2. U. A., VIII.
3. *Ibid.*
4. Mission de Colbert de Vandières. Instructions du 12 février 1660. *Recueil des instructions... Autriche...*, p. 43 et suiv.

réussit qu'à attirer sur lui la colère de tous les médiateurs, anglais, français, hollandais. « Voilà celui qui veut pêcher en eau trouble la Poméranie », disait l'envoyé hollandais Vogelsang en le montrant du doigt [1] à ses collègues. A la Haye, les tentatives de corruption échouèrent, les achats de vaisseaux irritèrent les États et Jean de Witt s'attacha plus que jamais à la politique de médiation. A Danzig, les Polonais déclinèrent les offres de service de l'Électeur [2]. Ils ne se souciaient pas de voir les Électoraux dans les places prussiennes : mieux valait y laisser les Suédois quelques jours de plus.

Dans ces conditions, il devenait prudent de renoncer à la politique d'obstruction. Le 10 février, l'Électeur écrivit à Hoverbeck et à Somnitz que, par amour de la paix et de la Pologne, il consentait à la restitution pure et simple de la Poméranie; il comptait, du reste, qu'en retour de ce sacrifice les Polonais lui céderaient, en toute propriété, la starostie de Draheim [3]. Cette instruction, qui marque le « Wendpunkt » de sa politique, était à peine partie qu'arriva à Berlin la nouvelle de l'accident heureux, du *novum emergens*, dans l'attente duquel il avait si longtemps entravé les négociations.

Dans le courant de janvier, Charles-Gustave avait réuni les États de Suède à Göteborg. En même temps qu'il dirigeait leurs séances, il s'occupait de préparer une expédition en Norvège. Ce fut au milieu de ces travaux qu'il tomba malade, à la fin du mois, d'une fièvre qui

1. Relation du 29 février 1660. U. A., VIII, p. 632.
2. *Acta pac. Oliv.*, I. — Pufendorf, *C. G.*, VII, 7. — *Ibid.*, *F.-W.*, VIII, 69.
3. Résolution de l'Électeur, 10 février 1660. U. A., VIII, p. 22.

prit bientôt un caractère pernicieux : il était, du reste, et depuis longtemps, d'une santé fort débile. Le 13 février, au matin, après avoir pris les mesures nécessaires pour assurer la transmission de la couronne à son fils mineur, le « héros du Nord », moins heureux que son oncle Gustave-Adolphe, mourut dans son lit, à peine âgé de trente-huit ans [1]. Il tomba, dit Bossuet, « au plus beau temps de sa vie ». En réalité, après tant de victoires, il mourait vaincu, et laissait la Suède dans une situation plus grave que celle où elle s'était trouvée, après la mort de Gustave-Adolphe et la défaite de Nordlingen. Il n'y avait pas, en effet, de grand ministre pour veiller sur la minorité du nouveau prince. Le pouvoir tombait entre les mains d'une régente étrangère, Eléonore de Holstein, du prince Adolphe-Jean et des grands officiers de la couronne, les Slippenbach, les Bénédict Oxenstjern, les La Gardie. Tous ces lieutenants d'Alexandre, jaloux les uns des autres, fatigués par le rude service auquel les avait condamnés leur maître, ne faisaient pas la monnaie du vieil Oxenstjern.

Partout les Électoraux recommencèrent à s'agiter. A Oliva, ils émirent la prétention de faire surseoir aux négociations, tant que les Suédois n'auraient pas présenté de nouveaux pouvoirs au nom de Charles XI [2]. En même temps, ils incitèrent Jean-Casimir à remettre en avant ses droits sur la Suède [3]. A la Haye, Weiman sup-

1. Carlson, p. 559, 560.
2. *Acta pac. Oliv.*, I, p. 147, 153 et suiv. — Pufendorf, *F.-W.*, VIII, 73 et suiv.
3. U. A., VIII, p. 726.

plia les États de montrer enfin « ettwas Vigor » [1]; Marwitz en fit autant auprès du roi de Danemark [2].

Ces négociations variées ne sont que la suite ou la reprise des négociations précédentes : il n'en est pas de même d'une démarche de Brandt auprès de Mazarin. Sur l'ordre de Frédéric-Guillaume, il alla trouver le Cardinal, avec lequel ses rapports s'étaient singulièrement espacés depuis quelques mois, et lui énuméra les périls auxquels la minorité du nouveau roi exposait la Suède. Les ennemis de la puissance suédoise allaient tous redoubler d'efforts : n'était-ce pas le moment, pour les ministres de Charles XI, de détacher l'Électeur de la coalition en lui faisant quelque offre raisonnable, par exemple celle de Stettin? Frédéric-Guillaume était tout prêt à entamer l'affaire, par l'entremise du Cardinal, si celui-ci lui garantissait le secret [3].

Mazarin accueillit gracieusement, sans en paraître étonné le moins du monde, cette proposition inattendue. Seulement il ne cacha pas à de Brandt qu'à son avis la situation des Suédois n'était pas si mauvaise qu'on la disait, puisque la France leur garantissait l'intégrité de leurs possessions. Le Cardinal ajouta que sans doute l'Électeur était trop généreux pour vouloir dépouiller un roi mineur. La négociation en resta là.

En Pologne, Jean-Casimir répondit à Hoverbeck que, pour la Suède, la mort d'un roi n'avait pas grande impor-

1. Weiman à l'Electeur, lettres des 16 et 23 mars 1660. U. A., VII, p. 310 et suiv.
2. Pufendorf, *F.-W.*, VIII, 66.
3. Brandt à l'Électeur, Paris, 7 avril. U. A., VIII, p. 239 et suiv.

tance : on l'avait bien vu après Gustave-Adolphe [1]. En Hollande, le parti de la paix fut plutôt fortifié par la nouvelle de la mort de Charles-Gustave : la minorité de son successeur paraissait écarter, pour de longues années, le danger de nouvelles entreprises suédoises [2]. En Danemark seulement, on eut quelques velléités d'action; les Hollandais y coupèrent court en levant le blocus de Carlscrona, ce qui permit à la flotte suédoise de revenir bloquer Copenhague [3]. Les Danois recommencèrent à négocier, et l'Électeur, resté seul, dut se résigner à traiter enfin.

IV

Peu à peu cependant, à Oliva, le terrain s'était déblayé. Les Suédois et les Polonais avaient fini par s'entendre sur les questions de Livonie, de Courlande et du titre royal de Suède : après la mort de Charles-Gustave, les Suédois avaient abandonné leur prétention de se faire payer les places de Prusse. Les Alliés promirent enfin la restitution de la Poméranie, non sans une dernière tentative des Électoraux pour obtenir, par voie d'échange, les postes suédois de la rive droite de l'Oder [4]. Il ne restait plus en suspens, à la fin d'avril, que deux questions un peu importantes qui, toutes deux, concernaient l'Électeur, d'abord celle des douanes de la Poméranie orientale, ensuite celle d'Elbing.

1. U. A., VIII, p. 726.
2. Weiman à l'Électeur, lettres des 16 mars et 23 mars.
3. Pufendorf, *F.-W.*, VIII, 66. — Relation de Marwitz du 12 mars 1660. U. A., VIII, p. 632.
4. U. A., VIII, p. 730.

A défaut d'avantages territoriaux, Frédéric-Guillaume voulait au moins se débarrasser des droits régaliens que les Suédois s'étaient arrogés sur les ports de sa Poméranie. Il en faisait moins une affaire d'intérêt pécuniaire que d'amour-propre. De même qu'après avoir vaincu les Polonais, il n'avait plus voulu être leur vassal, de même il n'entendait pas, après une guerre plutôt heureuse contre les Suédois, continuer à leur payer tribut dans ses ports. Du reste, si les Suédois refusaient d'abandonner purement et simplement leur droit, il était prêt à le racheter pour une somme une fois payée. Il était certain d'avance que les Suédois ne se refuseraient pas à un arrangement; ils étaient trop à court d'argent pour voir, dans la proposition de l'Électeur, autre chose qu'une question de chiffres. Ils commencèrent donc par demander 400 000 thalers : les Électoraux se récrièrent, et s'efforcèrent de démontrer qu'une somme aussi considérable était hors de toute proportion avec le produit net des douanes poméraniennes. Le marchandage se prolongea tant que le traité général fut signé avant qu'Électoraux et Suédois eussent pu tomber d'accord sur un chiffre [1].

La question d'Elbing resta également sans solution. Ce ne fut pas faute d'avoir été discutée : pendant tout mars et tout avril, elle revint constamment dans les délibérations du congrès. Il y eut des séances héroïques où, de neuf heures du matin à onze heures du soir, les plénipotentiaires la discutèrent, sans boire ni manger [2]. Hoverbeck

1. U. A., VIII, p. 675, Brandt à l'Électeur. — *Acta pac. Oliv.*, II, p. 472; I, p. 241, 248, 258, 290, etc.
2. U. A., VIII, p. 732.

et Somnitz voulaient réserver formellement le droit de l'Électeur sur Elbing, et par suite obtenir la confirmation du traité de Wehlau dans la seule de ses clauses qui restât encore à exécuter : les Suédois s'y refusaient avec énergie, encouragés sous main par les Polonais. Finalement le médiateur trouva un expédient : on n'insérerait pas dans le traité l'addition proposée par les Électoraux; mais les Suédois leur remettraient un engagement de ne contester, en aucune façon, les droits que Frédéric-Guillaume pouvait avoir acquis sur Elbing[1]. Les Électoraux acceptèrent cette transaction, décidés surtout par la promesse que les Suédois, lorsqu'ils évacueraient la ville, la livreraient directement aux troupes de Frédéric-Guillaume, sans y laisser entrer les Polonais. Du reste, aucune de ces deux promesses ne fut tenue; le commandant suédois d'Elbing, d'accord avec les bourgeois, s'arrangea de façon à livrer la place aux Polonais, à la barbe des Électoraux; et quant à la déclaration relative aux droits de l'Électeur, Hoverbeck et Somnitz eurent beau insister, ils ne l'obtinrent jamais[2].

Quelques semaines plus tôt, ils auraient refusé, par représailles, d'apposer leur signature à l'acte général du traité, et leur abstention eût remis tout en suspens; mais, au point où en était la négociation, le courant pacifique les débordait. Autour d'eux, tout le monde voulait en finir; à s'obstiner, ils risquaient de voir la paix se faire

1. Texte des traités dans Mörner, p. 239 et suiv.
2. Sur la question d'Elbing, Orlich, I, p. 233. Lettre de Radziwill à l'Électeur. — *Acta pac. Oliv.*, I, p. 209 et suiv., 250, 300. — Pufendorf, *F.-W.*, VII, 70.

sans eux, et contre eux. Ils cédèrent donc, et le 3 mai, les sonneries des cloches et les détonations de l'artillerie annoncèrent aux bourgeois de Danzig que la Guerre du Nord était finie.

Dans les cérémonies et les fêtes qui suivirent la signature du traité, de Lumbres occupa partout la place d'honneur. Elle lui était bien due, après les quatre dures années qu'il venait de passer à courir la poste entre Berlin, Königsberg, Varsovie, Lublin, Marienbourg, Posen et Danzig, pour prêcher la paix à des gens qui n'en voulaient pas. Mais l'honneur en revint aussi à Mazarin et à la France. Les contemporains ne purent manquer d'associer le traité d'Oliva à celui des Pyrénées, et de voir dans la France la restauratrice de la paix générale.

Il ne faut pas oublier cependant que ce n'était pas la France seule qui avait imposé la paix. Elle n'avait fait, en réalité, que menacer l'Autriche et surtout le Brandebourg, d'une intervention qui aurait pu tarder longtemps. C'eût été trop peu, si pendant ce temps les Russes n'avaient menacé Varsovie, si les Hollandais n'avaient pas tenu en bride les Danois, si les Turcs ne s'étaient opportunément agités en Hongrie, si la mort de Charles-Gustave, enfin, n'avait désarmé les Suédois. Les circonstances ont donc favorisé l'œuvre pacificatrice de Mazarin; après avoir longtemps servi l'Électeur, elles l'ont trahi au dénoûment.

CONCLUSION

De la révolte des Cosaques à la paix d'Androussovo entre la Pologne et la Russie (1667), la Guerre du Nord a duré vingt ans : la Suède, la Pologne, la Russie, le Brandebourg, le Danemark, l'Autriche, la Hollande, la Transilvanie, y ont pris part directement ; la France, l'Angleterre, l'Espagne, plusieurs États allemands y sont intervenus par leurs subsides et leur diplomatie. Elle n'a pas été, pour la plupart des belligérants, une guerre de frontière, d'épiderme : elle les a atteints au cœur. La Prusse ducale, la Poméranie ont été ruinées par les Polonais et les Tatars ; la Livonie par les Russes ; le Danemark tout entier par les Suédois et par ses propres alliés ; la Pologne, de la Vistule au Dniepr, par tout le monde ; de Riga à Copenhague, en passant par Stettin, il n'y a presque pas eu de port de la Baltique qui n'eût été assiégé et bombardé. La famine enfin et la peste, compagne inséparable de cette guerre à demi orientale, ont suivi partout les armées.

Si, par ces misères, la Guerre du Nord peut presque se comparer à la guerre de Trente ans, on n'en saurait dire autant de ses résultats; elle n'a pas bouleversé la carte d'Europe. Les Suédois, après avoir conquis presque tout le Danemark, ne se sont agrandis, à la paix générale, que de la Scanie. Les Autrichiens n'ont gagné à leur tardive intervention que la haine cordiale des Polonais. La Prusse royale, la Grande-Pologne et la Poméranie ont successivement glissé entre les doigts de l'Électeur, et finalement il n'a eu que des starosties pomméréliennes, un titre platonique sur Elbing et la souveraineté en Prusse ducale. Le Tsar Alexis a cru qu'il chasserait de Livonie les Suédois, deviendrait suzerain de la Courlande et de la Prusse, et réunirait la Pologne à la Moscovie; il a dû se contenter de Smolensk, de l'Ukraïne et de Kief.

Il semble, après une telle série d'avortements, que la Guerre du Nord ne soit intéressante qu'au point de vue militaire, et qu'il y ait plus de profit à étudier les marches et contremarches des belligérants que leurs combinaisons diplomatiques. Mais ces combinaisons presque toujours vaines ont eu à tel point le mérite du nombre et de la variété, qu'elles ont, par avance, épuisé la politique du Nord pour plus d'un siècle. Dans l'histoire de Charles XII, de Pierre le Grand, voire de Frédéric II et de Catherine II, on ne trouve guère d'expédient qui n'ait été imaginé pendant la Guerre du Nord, depuis le projet du partage de la Pologne jusqu'à celui du partage de la Suède et du Danemark. Cette guerre, qui contient déjà la politique du siècle suivant, marque en même temps un brusque changement dans les relations des puissances de l'Europe du

Nord-Est. La Pologne y tombe au rang d'un État de quatrième ordre; la Suède, au lendemain des traités de 1648, n'est sauvée d'un désastre que par l'intervention de la France; par contre, la Russie entre dans la politique européenne, presque aussi menaçante qu'elle le sera sous Pierre le Grand, et le petit État brandebourgeois-prussien, entre toutes ces puissances rivales, fait pencher la balance du côté où il lui plaît [1]. C'est ce déplacement des forces, cette rupture du vieil équilibre, qui rendent la Guerre du Nord particulièrement intéressante.

I

Dans les premières années du siècle, la Pologne était encore la grande puissance du temps des Jagellons. Si l'élection de Sigismond Wasa n'avait pas donné le résultat espéré, la conciliation durable des intérêts suédois et polonais, du moins l'état de l'Europe orientale semblait-il promettre à la République d'amples compensations. C'était le temps où les faux Dmitri dévastaient la Russie, où le fils de Sigismond, Wladislas, assiégeait Moscou, manquait de peu la couronne tsarienne, et finalement imposait au premier Romanof la paix désavantageuse de Déoulino. A la vérité, sous cette gloire militaire, on entrevoyait déjà des causes de ruine; nous avons cité les

1. Médaille frappée en l'honneur de l'Électeur après la guerre : un paysage, un large fleuve, des villages qui brûlent sur ses rives; dans les airs, trois aigles, deux qui combattent, le troisième, avec une épée, semble accourir pour décider du combat; légende : « opus hic erat arbitro ».

paroles prophétiques de Skarga [1], mais alors elles passaient pour la fantaisie d'un esprit mal équilibré. Cette anarchie même que Skarga dénonçait, était, aux yeux de ses contemporains, une source de vitalité pour la Pologne [2].

La révolte des Cosaques, puis la Guerre du Nord, firent brusquement éclater la décadence à tous les yeux. Sur tous les points, les Polonais reculèrent : au nord, leurs derniers liens avec la Prusse ducale furent coupés; au sud et à l'est, ils perdirent Smolensk, la citadelle si longtemps disputée aux Russes, la Russie blanche et l'Ukraïne, les Indes orientales de leurs gentilshommes pauvres, enfin Kief, la métropole des palatinats ruthènes. Ce fut, en réalité, un premier démembrement de la Pologne; encore put-elle s'estimer heureuse d'en être quitte à si bon compte : pendant toute la guerre, il n'avait été question que de son partage total, tantôt entre Suédois, Électoraux, Hongrois et Cosaques, tantôt entre Russes, Autrichiens et Suédois. C'était la crainte de ce partage, toujours imminent, qui avait poussé Jean-Casimir à conclure si vite à Oliva, malgré les chances nouvelles que lui offrait la mort de Charles-Gustave. La guerre finie, le péril devait reparaître à la première crise occasionnée par les vices de la constitution polonaise. « La République deviendra la proie des étrangers, déclara Jean-Casimir à la Diète de 1661 ; les Moscovites s'efforceront de détacher les terres russiennes et la Lithuanie, jusqu'à la Vistule. L'*expectante* maison de Brandebourg voudra la Grande-Pologne et la

1. Voir plus haut, p. 17, note 3.
2. « Polska nerządem stoi. » La Pologne vit par l'anarchie.

Prusse polonaise. L'Autriche se jettera sur Cracovie et les palatinats voisins. »

Ce danger si net, si la Pologne y a échappé pendant la Guerre du Nord, ce n'est pas à ses armées qu'elle en est redevable. Encore en état de vaincre les Transilvains ou les Moscovites, elles ne pouvaient tenir tête aux Allemands et aux Suédois; l'anarchie politique avait naturellement pour conséquence l'indiscipline militaire. Le bon Desnoyers écrit quelque part, à propos de violons qui jouaient dans le camp polonais le lendemain d'une défaite : « ce royaume-ci est sous le signe de deux divinités, qui sont Vénus et Bacchus ». Il eût pu ajouter Mars, mais en remarquant que c'était un Mars barbare qui faisait plus de bruit que de besogne, comme dans l'Iliade.

Ce qui avait sauvé la Pologne, c'était d'abord son étendue. Les armées du temps, qui montaient au plus à vingt ou trente mille hommes, pouvaient bien la traverser dans tous les sens, mais non l'occuper. Pour en venir à bout, il fallait les armées relativement nombreuses, mobiles, et bien équipées du XVIIIe siècle; il fallait surtout que ces armées agissent de concert, ce que les belligérants de la Guerre du Nord n'ont jamais pu obtenir.

Ce n'était pas qu'ils eussent des doutes sur la légitimité de leur politique en Pologne. Le XVIIe siècle ne se souciait pas plus que le XVIIIe de la morale et du droit des nationalités. « Jamdudum considerationes æquitatis explosæ sunt », écrivait Lisola. Cependant, tout en admettant la probabilité d'un partage de la Pologne, les diplo-

mates de ce temps n'y pensaient qu'avec une certaine timidité. Comme aux copartageants de 1772, qui n'ont pas osé aller du premier coup jusqu'au bout, il leur semblait que la suppression pure et simple d'une couronne royale était un acte nouveau et téméraire, qu'il y fallait ménager des transitions, négocier longtemps et posément. Ces négociations pédantesques à la mode du temps, la rapidité des revirements de la Guerre du Nord les a rendues impossibles; les diplomates arrivaient toujours en retard sur Charles-Gustave. C'est cette difficulté pratique des négociations, plus peut-être que l'opposition des intérêts, qui a fait qu'au lieu de s'entendre avec les Suédois et les Électoraux, les Russes et les Autrichiens ont jugé plus simple de s'allier aux Polonais qui leur faisaient espérer, simultanément aux uns et aux autres, la succession de Jean-Casimir.

Louise-Marie a merveilleusement su jouer de sa stérilité et des fréquentes maladies de son époux : c'est surtout grâce à elle que tous les voisins de la Pologne se sont enferrés les uns les autres. Ç'a été un grand, mais dangereux succès : beaucoup de Polonais en sont restés persuadés, jusqu'en 1772, que jamais Prussiens, Autrichiens et Russes ne pourraient s'entendre contre la République; que des offres habilement ménagées suffiraient à les diviser. Il était, au contraire, plus probable que, désillusionnés désormais sur la valeur des promesses polonaises, les princes voisins s'arrangeraient entre eux sans négocier avec Varsovie. « Chacun d'eux aimera mieux envahir une partie de la République, prédira Jean-Casimir,

que de la posséder tout entière avec la liberté d'aujourd'hui [1]. »

En définitive, la Guerre du Nord marque nettement la solution future de la question polonaise. En 1660, cette solution semblait prochaine. Elle sera retardée, non par le règne éphémère et glorieux de Jean Sobieski, encore moins par ceux des princes saxons, mais par les grandes guerres de Louis XIV et de Frédéric II.

II

Dans son énumération des futurs copartageants de la Pologne, Jean-Casimir ne nomme pas les Suédois. Il semblait, en effet, après la mort de Charles-Gustave, que leur grand rôle fût désormais fini : on ne prévoyait pas Charles XII.

Cette chute de la Suède, les historiens en font, pour la plupart, retomber la faute sur Charles-Gustave. Ils opposent volontiers à son génie militaire son incapacité politique, sa brutalité, son inconstance. En politique, dit Droysen, il n'est qu'un épigone [2] : autant ses vues, en face de l'ennemi, l'épée à la main, sont sûres et précises, autant, dans le cabinet, il est indécis et chimérique. Sans cesse il passe d'une entreprise démesurée à une autre entreprise également démesurée, et de faux calcul en faux calcul, il conduit la Suède à sa ruine.

1. Discours déjà cité.
2. Droysen, II, p. 431.

C'est là un jugement trop sévère. Assurément il y a lieu de blâmer certains procédés politiques des Suédois; il eût mieux valu pour eux ne pas parler « le bâton levé » [1], ne pas évoquer sans cesse Alexandre, César ou Alaric. Mais ces déclamations n'étaient, en quelque sorte, que les fioritures de la politique de Charles-Gustave; c'est ailleurs qu'il faut chercher les causes de ses échecs.

Quand il est monté sur le trône, la guerre avec la Pologne s'imposait. Il a donc attaqué et si bien battu les Polonais, que, dans l'effondrement de leur Etat, ils n'ont rien trouvé de mieux que d'acclamer ce conquérant qui leur était apparu « comme un lion qui tient sa proie dans ses ongles, tout prêt à la mettre en pièces » [2], et d'en faire un « Protecteur ». Ce succès trop grand a été la cause de tout le mal. Cette Pologne qui s'offrait, il a fallu l'occuper, y disséminer l'armée, si bien qu'au jour inévitable de la révolte, les corps suédois, isolés les uns des autres, se sont trouvés plus qu'à demi perdus; ç'a été la situation de l'armée française en Espagne en 1808. Charles-Gustave s'est-il entêté alors dans des projets devenus irréalisables? En aucune façon; il s'est fait, au contraire, conciliant et modéré. Il avait déjà transigé avec l'Électeur à Königsberg; il transigea encore à Marienbourg et à Labiau : il négociera, en même temps, avec les Cosaques, avec le Tsar, avec Rakoczy. Il n'avait même pas attendu le soulèvement des Polonais pour négocier secrètement avec Jean-Casimir [3]. Si ces négo-

1. Lettre de Blondel, juin 1658. A. A. É.
2. Bossuet, oraison funèbre d'Anne de Gonzague.
3. Kochowski, II, *passim*.

ciations, et celles qui ont été engagées plus tard avec les Polonais par l'entremise de de Lumbres, n'ont pas réussi. la faute n'en est pas à Charles-Gustave. Il était en droit de réclamer un bénéfice quelconque de sa victoire : or, les Polonais; d'une part, ne voulaient pas lui céder de territoire, et de l'autre, n'avaient pas d'argent pour lui payer une indemnité de guerre.

Après tous ces échecs, quand l'intervention des Danois est venue lui offrir une occasion honorable de sortir de Pologne, Charles-Gustave a-t-il eu tort d'en profiter? A-t-il eu tort, en août 1658, de recommencer la lutte contre les Danois, alors qu'il était certain que la paix de Roskild ne serait pas exécutée? Sa faute, en tout cela, a été plus militaire que politique : il aurait dû attaquer Copenhague vingt-quatre heures après son débarquement à Seeland : mais encore peut-on dire que la prise de Copenhague n'aurait pas terminé la guerre. La résistance des Danois, aidés des Électoraux et des Hollandais, eût continué ailleurs, et c'eût été la même situation qu'en Pologne après la prise de Varsovie.

On en a conclu que le plus sage eût été, pour Charles-Gustave, de rentrer dans son royaume après Roskild, d'y vivre en « victorieux », mais en « barbe grise », occupé seulement à consolider les résultats de sa victoire, à dompter sa noblesse, comme le fit plus tard son fils Charles XI, et à développer les ressources de son royaume. C'est là un rêve : outre qu'après Roskild les questions polonaises et russes restaient tout entières, nous avons vu que la Suède d'alors ne pouvait guère concevoir un idéal de développement pacifique. Charles-Gustave, à cet

égard, ne différait pas de ses sujets. Comme eux, il avait à conquérir l'or, dont la Suède manquait, avec le fer dont la nature l'avait pourvue [1]. Simple cadet de Deux-Ponts, élevé sur le trône par le hasard d'une alliance de famille et l'abdication d'une reine folle, il aurait eu en Suède encore moins d'autorité que ses prédécesseurs, en dépit de ses victoires, s'il n'avait été jusqu'au bout un chef d'armée. Ce rôle de chef d'armée, que les circonstances lui imposaient, et le seul, à vrai dire, dont il eût l'ambition, il l'a joué admirablement. Ses exploits ont dépassé ceux des Torstenson et des Banner : maladif, presque impotent, il a constamment déployé autant d'activité physique et de bravoure que Gustave-Adolphe. Ce n'est pas sa faute si les circonstances, qui, sous ses prédécesseurs, avaient favorisé l'essor de la Suède, se sont tout d'un coup retournées contre elle .

Pendant un demi-siècle, la dissolution définitive de l'ordre des Porte-glaives, l'anarchie russe de la période des faux Dmitri, la désorganisation croissante de la Pologne, la lutte des catholiques et des protestants en Allemagne, avaient permis aux braves, mais petites armées suédoises de prendre pied sur tous les rivages de la Baltique : l'anarchie et la guerre générale leur avaient frayé toutes les routes. Mais que dans l'un de ces pays où elles avaient porté leurs entreprises, il s'élevât, à la longue, un État capable d'entretenir vingt ou trente mille hommes de bonne troupes, et le rôle des Suédois, dans ce pays, était à tout jamais fini. Charles-Gustave le sen-

1. Voir p. 8.

tait bien quand, avec une prudence dont on n'a jamais assez tenu compte à ce téméraire, en dépit des incitations des Français, malgré ses ambitions allemandes, malgré sa jalousie à l'égard de l'Électeur, malgré le désir unanime de son armée, il refusait de s'engager dans l'Empire, où il ne pouvait plus guère trouver qu'un « exercitium corporis » [1], et s'acharnait, tantôt contre les Polonais, tantôt contre les Danois. Après lui, il faudra l'incapacité et la vénalité des ministres de Charles XI, pour amener l'entreprise qui se terminera par la défaite de Fehrbellin. Encore un demi-siècle, et Pierre le Grand aura fait à l'Est ce que Frédéric-Guillaume avait fait au sud de la Suède, et fatalement Poltava succédera à Fehrbellin.

III.

Les progrès des Russes n'ont attiré l'attention de l'Europe occidentale qu'au temps de Pierre le Grand. Au XVIIe siècle, bien que Mazarin essayât déjà de se mettre en rapport avec le Tsar [2], la masse des Français connaissait la Russie seulement par les informations de la

1. Lettre de Charles-Gustave à Slippenbach, du 12 novembre 1657, citée par Carlson, p. 434, note 2.

2. Sur ces négociations fort obscures des Français avec les Russes, pendant la Guerre du Nord, les archives du ministère des affaires étrangères ne fournissent que peu de renseignements : c'est surtout dans les *Mémoires* de Terlon (I, p. 137), et dans les lettres des agents brandebourgeois et autrichiens que nous y trouvons quelques allusions. Cf. U. A., VIII, p. 160, lettre de Weiman à l'Électeur. Cf. Lisola, p. 270, et Alfred Rambaud (*Instructions aux ambassadeurs en Russie*, t. I).

Gazette de France qui imprimait, en 1667, que les Cosaques, naturels du pays de Colchos, adoraient la toison d'or [1]. Dans l'Europe centrale, au contraire, on se préoccupait anxieusement de la marche des « barbares », on s'épouvantait de leur nombre. A Königsberg, on évaluait leur armée à 6 ou 700 000 hommes [2]; « ils sont si nombreux, écrivait de son côté Desnoyers, que seul l'ange exterminateur pourrait en avoir raison » [3]. Quant à la politique qui les mettait en mouvement, on ne la discernait pas encore bien. Tantôt on supposait qu'ils avaient pris les armes uniquement pour se venger des dédains des rois voisins, tantôt qu'ils voulaient leur part de la Baltique avant d'entamer leur grand dessein, qui était d'affranchir les chrétiens du joug des Turcs [4]. Entre temps, leurs projets sur la Pologne sautaient à tous les yeux.

Ainsi donc, ils attaquaient déjà ou menaçaient les trois adversaires, Polonais, Turcs et Suédois, que le XVIIIe siècle sera consacré à abattre.

Mais leurs ressources n'étaient pas encore en rapport avec leur ambition : « ils n'ont pas la conduite de l'Occident, écrivait Desnoyers, et je ne crois pas qu'ils l'acquièrent de nos jours » [5]. Alexis avait pourtant beau-

1. *Gazette de France*, 7 décembre 1667.
2. Voir plus haut, p. 115, note 1. — Cf. aussi lettre des envoyés hollandais à Copenhague, du 20 septembre 1656, et Thurloe, *Statepapers*, V, 402.
3. Desnoyers, p. 281.
4. *Ibid.*, p. 291 : « Il semble que le tsar ait envie de se mêler parmi les nations civilisées. Il a un grand dessein dans la tête qui est celui de délivrer la Grèce opprimée. »
5. *Ibid.*, p. 276.

coup d'étrangers à son service, mais, pour vaincre l'inertie moscovite, il fallait un Tsar qui se fît lui-même instructeur; ce n'est pas par une fantaisie de barbare que Pierre le Grand s'est astreint à passer par tous les grades de la hiérarchie militaire. Alexis, lui, gouvernait de haut; quand il allait en campagne, c'était avec un attirail asiatique; dans son camp il donnait audience en robe de pourpre et la tiare en tête [1]. On ne se représente guère Pierre le Grand en cet équipage.

L'insuffisance militaire des Russes était encore moins grande que leur inexpérience diplomatique. Leurs ambassadeurs ne savaient pas le premier mot des affaires de l'Europe. Même en ce qui concernait la Pologne, leur politique, quoique relativement nette et suivie, a été passablement chimérique, puisqu'elle a eu pour but, au moins pendant un temps, l'union volontaire de la Pologne à la Russie.

Dans les conférences de Vilna [2], ce que demandaient les ambassadeurs moscovites, c'était d'abord la restitution de certaines provinces qui, jadis, avaient été russes, puis la conclusion d'une alliance étroite, et comme gage de cette alliance, l'élection du Tsar ou d'un de ses fils, après Jean-Casimir, au trône de Pologne. D'avance Alexis promettait que toutes les libertés polonaises seraient respectées, même agrandies : orthodoxes et catholiques auraient mêmes droits et mêmes faveurs. La Lithuanie, déjà occupée par les Russes, serait rendue à la Pologne, de même que la Livonie, aussitôt que les Suédois en

1. Voir plus haut, p. 71.
2. Theiner, I, p. 12 et suiv.

auraient été chassés par les forces réunies des deux grands États slaves.

Peut-être faut-il trouver, dans ces propositions généreuses, l'influence de certaines idées que la Russie venait seulement de découvrir : c'était le temps où le Serbe Krijanitch apportait à Moscou la bonne parole du panslavisme [1].

Quelle qu'ait été son influence sur Alexis [2], le marché qu'il voulait faire avec les Polonais était à leur avantage. Leurs libertés y couraient un certain risque, mais il en était de même du despotisme tsarien. Le grand argument des partisans polonais de la candidature d'Alexis, était que les boïars moscovites, au spectacle de la liberté des « pans » polonais, voudraient eux-mêmes devenir des « pans », et qu'à la longue la conciliation des deux États se ferait dans une vaste anarchie [3]. Par contre, un récent historien polonais pense que l'union polono-russe aurait eu pour résultat la création, en face de l'Occident révolutionnaire, d'une « grande puissance conservatrice » [4]. Le plus probable est que l'union n'aurait pas duré longtemps : des guerres civiles auraient éclaté, les voisins

1. Léger, *Le monde slave*, p. 296 et suiv. *Les origines du panslavisme*.
2. On a supposé que les idées panslavistes de Krijanitch ont déplu à Alexis, et qu'elles lui ont valu son exil en Sibérie. Elles n'étaient pourtant pas absolument nouvelles pour le Tsar, puisqu'elles reviennent dans tous les documents diplomatiques de cette époque (Léger, étude citée, et Theiner, *passim*). On doit croire plutôt que le Tsar s'en est dégoûté après leur échec en Pologne.
3. Desnoyers, p. 264. — De Lumbres, Relation. Les Lithuaniens pensaient que « les Moscovites, ayant goûté aux douceurs de la liberté polonaise, travailleraient plutôt à faire adoucir leur esclavage qu'à aider à supprimer cette liberté. »
4. Walewski, I, p. 317 et suiv.

seraient intervenus et, finalement, les Russes auraient songé à la conquête pure et simple, et au partage, comme à la seule solution pratique de la question polonaise. Ils y revinrent, au surplus, avant même la fin de la Guerre du Nord : le traité d'Androussovo, en 1667, est le préambule des traités par lesquels, au XVIII[e] siècle, la Russie, alliée à l'Autriche et à la Prusse, réintégrera successivement toutes les terres russes conquises jadis par les Polonais.

IV

Le Brandebourg est le seul État qui soit sorti de la guerre avec un avantage marqué et d'autant plus appréciable que les circonstances ne lui avaient guère paru propices. Les historiens de l'Électeur, Droysen en particulier, marquent fortement sa situation désavantageuse. Voisin de deux belligérants qui lui étaient à peu près également hostiles, il était obligé d'armer et, par suite, d'agir en s'alliant aux uns ou aux autres. Or, n'importe quel parti lui était dangereux : il avait autant de raisons de craindre le succès de ses alliés que celui de ses ennemis.

Il convient d'ajouter que cette rivalité des Suédois et des Polonais a été pour Frédéric-Guillaume ce que la rivalité de la France et de l'Autriche sera pour Frédéric II. Seul, il ne pouvait arracher aux Polonais l'abandon de leur suzeraineté; seul, il ne pouvait essayer d'enlever

aux Suédois leurs places poméraniennes. Il n'avait de chances de succès qu'en louvoyant, en s'alliant tour à tour aux uns et aux autres, en leur vendant chèrement un appui calculé de façon à n'être pas décisif. Pour cette politique « vulpinante » [1], il fallait un esprit juste, souple, fécond en expédients et dépouillé de scrupules, tel qu'était justement celui de Frédéric-Guillaume.

Ses historiens s'attachent habituellement à mettre en lumière sa sagacité et sa ténacité. Dès le début de la crise, dit Pribram, il a vu le but à atteindre, la souveraineté : à travers les circonstances les plus difficiles, alors qu'il semblait poussé d'inconséquence en inconséquence par le hasard des événements, il n'a pas perdu de vue ce but un seul instant, et c'est grâce à sa ténacité qu'il l'a enfin atteint [2]. Ce jugement, qui est à peu près celui de tous les historiens modernes, n'est pas d'accord avec celui des contemporains de l'Électeur et, en particulier, de l'homme qui l'a le plus pratiqué, Lisola. Dans son portrait de Frédéric-Guillaume, Lisola note bien les traits sur lesquels tout le monde est d'accord : son ambition extrême, son désir de gloire et de conquête, son affectation de « générosité », sa jalousie secrète à l'égard

1. Lettre de Jean de Witt, du 20 décembre 1655, citée par Wreede, *Histoire de la diplomatie néerlandaise.*

2. Pribram, *Introduction aux lettres de Lisola*, p. 35. — Droysen, II, 452. « Mit Anspannung aller Kräfte, mit rücksichtloser, kein Mittel scheuender Energie hat er dem vom Beginne der Verwicklung an ins Ange gefassten Ziele nachgestrebt und sein kleines Schifflein mittendurch die hochgehenden Wogen der europaïschen Bewegungen mit grosser Geschicklichkeit und zügleich von seltenem Glücke begünstigt, in den Hafen zu lenken gewusst, wo ihm die volle Souveränëtät in Preussen als Lohn für seine Mühe winkte. »

des voisins, mais il lui attribue ensuite un esprit incertain et ondoyant, pas assez ferme, trop facilement surpris par les artifices des courtisans et des ministres [1]. En somme, d'après lui, ce qui manque surtout à l'Électeur, c'est précisément la fermeté, la « Standhaftigkeit », dont les modernes font, au contraire, sa principale qualité.

Il y a un point sur lequel Lisola s'est certainement trompé : il a évalué trop haut l'influence de l'entourage sur Frédéric-Guillaume. Cette erreur a, du reste, été partagée par la plupart des contemporains. Avant la Guerre du Nord, il était admis partout que M. de Brandebourg, « comme tous ceux de sa maison, se laissait gouverner » [2]. Au premier abord, sa conduite pendant la guerre ne dément pas cette opinion. On l'y voit successivement subir l'influence de Waldeck, celle de Charles-Gustave, celle de Schwérin et du parti autrichien. Cette influence des uns ou des autres n'était-elle qu'apparente? Schwérin l'affirma un jour à Blondel : « Monsieur l'Électeur nous consulte, dit-il, mais n'en fait qu'à sa tête [3]. » Blondel, qui était fin, admira la modestie de Schwérin et continua à penser qu'il gouvernait son maître. La vérité est qu'il y avait bien en Frédéric-Guillaume le trait noté par Lisola, l' « innata facilitas » [4], mais ce défaut héréditaire, il le connaissait et le surveillait. C'est ainsi qu'il esquivait le plus

1. Lisola, lettre du 13 janvier 1657, p. 225, 6. « Caeterum est electori non sublime ingenium, ita nec infimi ordinis, vagum tamen ac nutans, nec satis tenax propositi, facile aulicorum artibus patens, magna spirans, nihil modice appetens, sed nondiu famam generositatis ac martialis indolis : dilatandi imperii (quantum conjicere licet) cupidus..., etc... »
2. Linage de Vauciennes.
3. Lettre de Blondel, décembre 1657. A. A. É.
4. Lisola, lettre du 23 mars 1657, p. 249.

possible les entrevues avec Charles-Gustave dont le caractère brusque et décidé lui en imposait [1]. Dans son Conseil, il entretenait avec soin la rivalité des deux partis ; sa méfiance allait si loin que, non content de les consulter sur toute affaire, il les y employait simultanément : c'est ainsi que nous l'avons vu envoyer ensemble à Stettin Waldeck et Schwérin. Au surplus, tout en se gardant des gens souvent trop adroits qui l'entouraient, il ne lui déplaisait pas de laisser croire à leur influence. Cela pouvait leur rapporter quelques petits profits dont les finances électorales n'auraient pas à faire les frais, et, d'autre part, lui permettait à lui-même de racheter telle ou telle bévue, en sacrifiant les conseillers qui étaient censés l'avoir inspirée [2] : ç'a été le sort de Hoverbeck et de Schwérin, lors du traité de Marienbourg, et celui de Waldeck après l'abandon de l'alliance suédoise. Avec les ministres étrangers, son jeu était le même : il s'appliquait à leur faire croire que leurs arguments portaient, qu'il était sous le charme. De Lumbres y a été pris pendant un temps [3], puis Blondel qui, dans ses lettres à Mazarin, montre l'Électeur touché, bouleversé même, par ses belles « oraisons » [4]. Lisola lui-même a cru, jusqu'en

1. Lettre de Lisola déjà citée, p. 326. «... Rex Sueciæ probe callem mores Electoris, illum sæpiuscule ad privatos congressus conatur allicere, quos ministri brandenburgici tota industria divertere student. » Voir plus haut, p. 167.

2. « Il convenait à sa nature, et il entrait dans ses calculs, de laisser au compte du ministre l'initiative et la responsabilité des résolutions violentes; il se réservait ainsi la faculté de le désapprouver si les circonstances venaient à l'exiger. » (Article de la *Revue des Deux Mondes* sur Guillaume Ier.)

3. Lettres de de Lumbres, *passim*, juin, juillet, août 1655. A. A. É.

4. Lettres de Blondel, septembre, octobre 1658. A. A. É.

août 1657, qu'il gouvernait Frédéric-Guillaume au doigt et à l'œil[1].

Si l'Électeur réussissait si bien dans cette « simplicité affectée », qui, dit son contemporain La Rochefoucauld, « est une imposture délicate », c'est que, sur aucune question, il n'avait son siège fait : il n'aurait pas su se montrer si accessible aux influences les plus variées, s'il avait eu réellement la « Standhaftigkeit » dont le gratifient ses biographes. En fait, son esprit était bien, comme l'écrit Lisola, « *vagum ac nutans* ». Dès le commencement de la guerre, il a désiré la souveraineté, mais il a désiré aussi des palatinats, Juliers, la Poméranie suédoise. De 1654 à 1660, les plans les plus contradictoires se sont croisés dans sa tête. Il y en a eu de mort-nés, d'autres qu'une suite heureuse de circonstances a fait aboutir. La souveraineté a été acquise, mais peut-on voir dans ce succès le fruit d'une politique ferme, suivie, sachant où elle allait et ne voulant pas aller ailleurs? Ne serait-il pas plus juste de dire que si cette concession a été obtenue, c'est que les Polonais pouvaient la faire plus aisément qu'une autre. Ils étaient habitués à faire assez bon marché des droits plus ou moins théoriques de la couronne de Pologne : s'il s'était agi d'un abandon sérieux de territoire, lésant les intérêts particuliers de tel ou tel membre de la fédération polonaise; l'affaire eût été tout autre. On l'a bien vu quand les Électoraux ont voulu prendre possession d'Elbing.

On peut se demander aussi si l'acquisition de la sou-

1. Voir plus haut, p. 187.

veraineté a eu toute l'importance que lui attribuent les historiens de l'Électeur. L'un d'eux y voit le triomphe de l'ordre sur l'anarchie, l'apparition d'un principe de paix, d'une puissance capable de tenir en échec les barbares du Nord et de l'Est, les Suédois et les Moscovites [1]. C'est singulièrement exagéré : on ne comprend pas bien, par exemple, comment et quand l'accroissement de la puissance prussienne a contribué à arrêter les Russes, à moins qu'on ne considère le partage de la Pologne comme un échec pour eux. D'autre part, il s'en fallait de beaucoup que le triomphe de l'ordre sur l'anarchie, ou, en termes plus exacts, du despotisme princier sur les libertés nobiliaires, fût assuré par les traités de Wehlau et d'Oliva. Il y était toujours stipulé qu'en cas d'extinction de la descendance masculine de l'Électeur, la Prusse redeviendrait fief polonais. Les privilèges de la noblesse et des villes prussiennes restaient sous la garantie de la Pologne, ce qui fournissait à la cour de Varsovie un prétexte d'intervention dont elle a largement usé pendant les vingt années suivantes. Il a fallu à Frédéric-Guillaume beaucoup de patience, beaucoup d'argent et de diplomatie et quelques exécutions capitales, pour faire de la souveraineté ce fameux « Rocher von Bronce » qui revient encore, de temps en temps, dans les harangues des rois de Prusse.

Le traité d'Oliva n'est donc pas « un des points tournants » de l'histoire prussienne. Il a simplement marqué un pas fait en avant, un grand pas, dans la voie

1. Droysen, II, p. 213.

où Frédéric-Guillaume s'était engagé avant même la Guerre du Nord [1], et dans laquelle, même sans cette guerre, simplement à la faveur des troubles de Pologne, il aurait continué à avancer assez vite. Quand il est arrivé à la souveraineté, les relations des États du Nord n'en ont pas été immédiatement bouleversées : il s'est trouvé seulement que la Pologne s'était affaiblie en perdant son influence sur un pays qui, pendant longtemps, avait eu des sentiments polonais, et que l'Électeur, de son côté, avait plus d'autorité chez lui et plus de ressources matérielles pour exécuter « seine rühmliche Consilia im Reiche » [2].

A côté de ce résultat, il y en a eu un autre, l'importance nouvelle prise par le Brandebourg dans les affaires européennes. Nous avons vu en quelle médiocre estime, encore en 1654, les Suédois tenaient les forces de l'Électeur; quatre ans plus tard, Charles-Gustave se plaignait rageusement à Terlon de ce parvenu qui lui barrait toutes les routes. Cette puissance nouvelle, les Polonais ont dû en acheter chèrement l'appui. Les Autrichiens, bien que défiants, de longue date, des progrès du Hohenzollern, sont obligés de servir son ambition, en Prusse, en Poméranie. C'est à lui que les Russes s'adresseront, en 1667, pour conclure leur paix avec la Pologne. Les Français, de leur côté, commencent à se demander si, dans leur système d'alliances, « M. de Brandebourg » ne pourrait pas prendre la place du roi de Suède. Pour tout le monde, après la Guerre du Nord, l'État brandebourgeois-prussien

1. Voir plus haut, p. 32.
2. Voir plus haut, p. 40.

a la valeur d'un royaume. Le titre n'est pas acquis, il lui manque la consécration des parchemins, mais il flotte dans l'air. Nous avons trouvé, sous la plume d'un diplomate hollandais, l'expression « royaume de Prusse »[1]. Cette expression nouvelle, qui répond à un fait nouveau, va faire son chemin dans les esprits, et Frédéric Ier n'aura qu'à la faire enregistrer dans les chancelleries, pour terminer l'œuvre commencée dans la Guerre du Nord.

1. Voir plus haut, p. 21, note 2.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE III

LA NEUTRALITÉ DE L'ÉLECTEUR ET LE TRAITÉ DE KÖNIGSBERG

(Août 1655-Janvier 1656).

CHAPITRE IV

LE TRAITÉ DE MARIENBOURG

(15 juin 1656).

CHAPITRE V

LA GUERRE CONTRE LA POLOGNE ET LE TRAITÉ DE LABIAU

(Août-décembre 1656).

CHAPITRE VI

L'INTERVENTION DE RAKOCZY ET LE COMMENCEMENT DE LA GUERRE GÉNÉRALE

(Janvier-juillet 1657).

CHAPITRE VII

LE TRAITÉ DE WEHLAU
(24 septembre 1657).

CHAPITRE VIII

LE TRAITÉ DE BERLIN ET LA RUPTURE AVEC LA SUÈDE
(Novembre 1657-Août 1658).

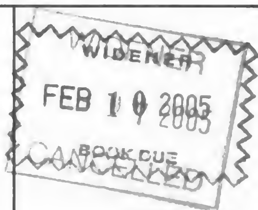
CHAPITRE IX

LA GUERRE CONTRE LA SUÈDE
(Août 1658-Novembre 1659).

CHAPITRE X

L'INTERVENTION FRANÇAISE ET LA PAIX D'OLIVA

Coulommiers. — Imp. Paul BRODARD.


WIDENER
FEB 10 2005
BOOK DUE
CANCELLED